GRID 2022

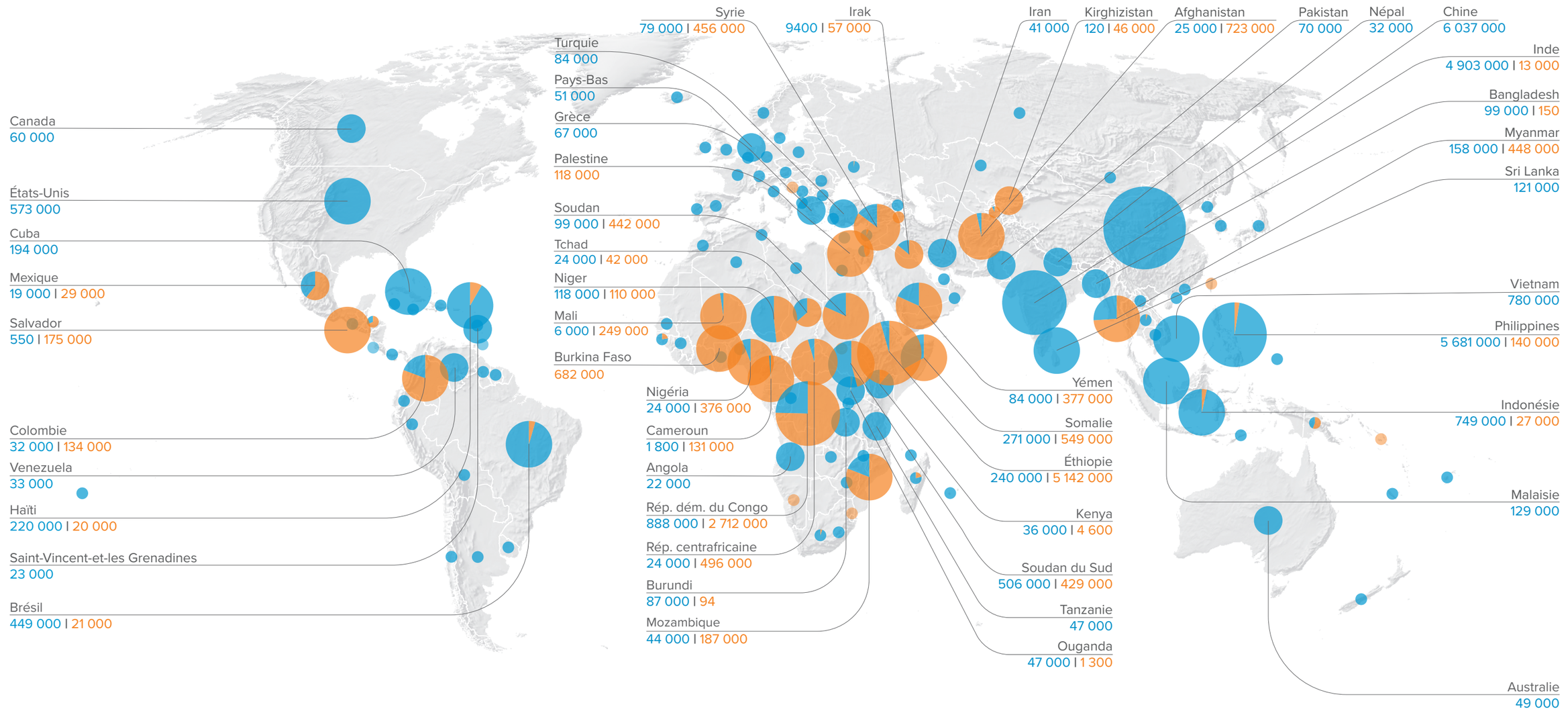


Enfants et jeunes en situation de déplacement interne

iDMC internal displacement monitoring centre

NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL NRC

Déplacements internes à la suite de conflits et de catastrophes en 2021

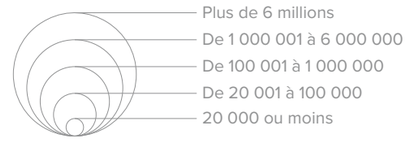




Total

14,4 m
Déplacements internes à la suite de conflits et de violences

23,7 m
Déplacements internes à la suite de catastrophes





Asie de l'Est et Pacifique
626 000 | 13 696 000
(37,6 % du total mondial)



Afrique subsaharienne
11 558 000 | 2 554 000
(37,1 %)



Asie du Sud
736 000 | 5 250 000
(15,7 %)



Amérique
381 000 | 1 659 000
(5,4 %)



Moyen-Orient et Afrique du Nord
1 011 000 | 233 000
(3,3 %)



Europe et Asie centrale
61 000 | 276 000
(0,9 %)

** En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.*

Les noms et les chiffres des pays et territoires ne sont indiqués que lorsque la valeur totale des nouveaux déplacements dépasse 20 000.
En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.

Les frontières et noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle de l'IDMC.

Avec nos remerciements



Femmes et enfants se rendant sur le site des PDI de Zaimati, Badghis Province, Afghanistan.
© Enayatullah Azad / NRC, avril 2021

Le Rapport mondial sur le déplacement interne 2022 de l'IDMC a été produit grâce à la contribution généreuse des partenaires financiers suivants : Banque asiatique de développement, ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, Union européenne, ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, ministère des Affaires étrangères du Liechtenstein, ministère norvégien des Affaires étrangères, Fondation Robert Bosch, Agence suédoise de développement et coopération internationale, département fédéral suisse des Affaires étrangères, Agence des États-Unis pour le développement international et bureau des Affaires étrangères du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni.

Photo de couverture : Avec un soutien adéquat leur permettant de surmonter les risques et de saisir les opportunités d'influer sur les solutions, les enfants et les jeunes en situation de déplacement interne peuvent contribuer à bâtir un avenir meilleur pour tous.
© Illustration de Matt Murphy, avril 2022

ADB

Australian Government
Department of Foreign Affairs and Trade

Federal Republic of Germany
Foreign Office

Federal Ministry
for Economic Cooperation
and Development

REGIERUNG
DES FÜRSTENTUMS LIECHTENSTEIN

NORWEGIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS

Robert Bosch
Stiftung

Sida

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

UKaid
from the British people

Table des matières

1 Avant-propos

3 Messages clés

9 Partie 1 : Vue d'ensemble

11 Coup d'œil sur les chiffres mondiaux

13 Déplacements internes en 2021

17 Personnes vivant en situation de déplacement interne

23 Impacts économiques et sociaux des déplacements

25 Aperçus régionaux

29 Afrique subsaharienne
En détail – Éthiopie
En détail – Soudan

43 Moyen-Orient et Afrique du Nord
En détail – Palestine

51 Asie de l'Est et Pacifique
En détail – Chine
En détail – Myanmar
En détail – Papouasie-Nouvelle-Guinée

65 Asie du Sud
En détail – Afghanistan

73 Amérique
En détail – Haïti

81 Europe et Asie centrale
En détail – Allemagne
En détail – Asie centrale

91 Dossier spécial : Covid-19 : un fardeau supplémentaire pour la vie précaire des PDI

99 Partie 2 : Enfants et jeunes en situation de déplacement interne

105 Les enfants et les jeunes menacés de déplacement dans le monde entier

106 Des effets pas toujours immédiats

107 Protéger les enfants contre les abus et la violence

109 Assurer la sécurité alimentaire et la santé physique

111 Soutenir la santé mentale des enfants

113 Formation continue en situation de déplacement
En détail – Les enfants déplacés porteurs de handicaps

En détail – L'éducation des filles

121 Les enfants et les jeunes comme agents du changement

123 Combler les lacunes persistantes en matière de données pour bâtir un avenir pour tous

125 Désagrégation par âge et autres caractéristiques

127 Évaluer les risques liés au manque de protection de manière sûre et fiable

128 Partage de données et interopérabilité

129 Conclusion

131 Notes de fin

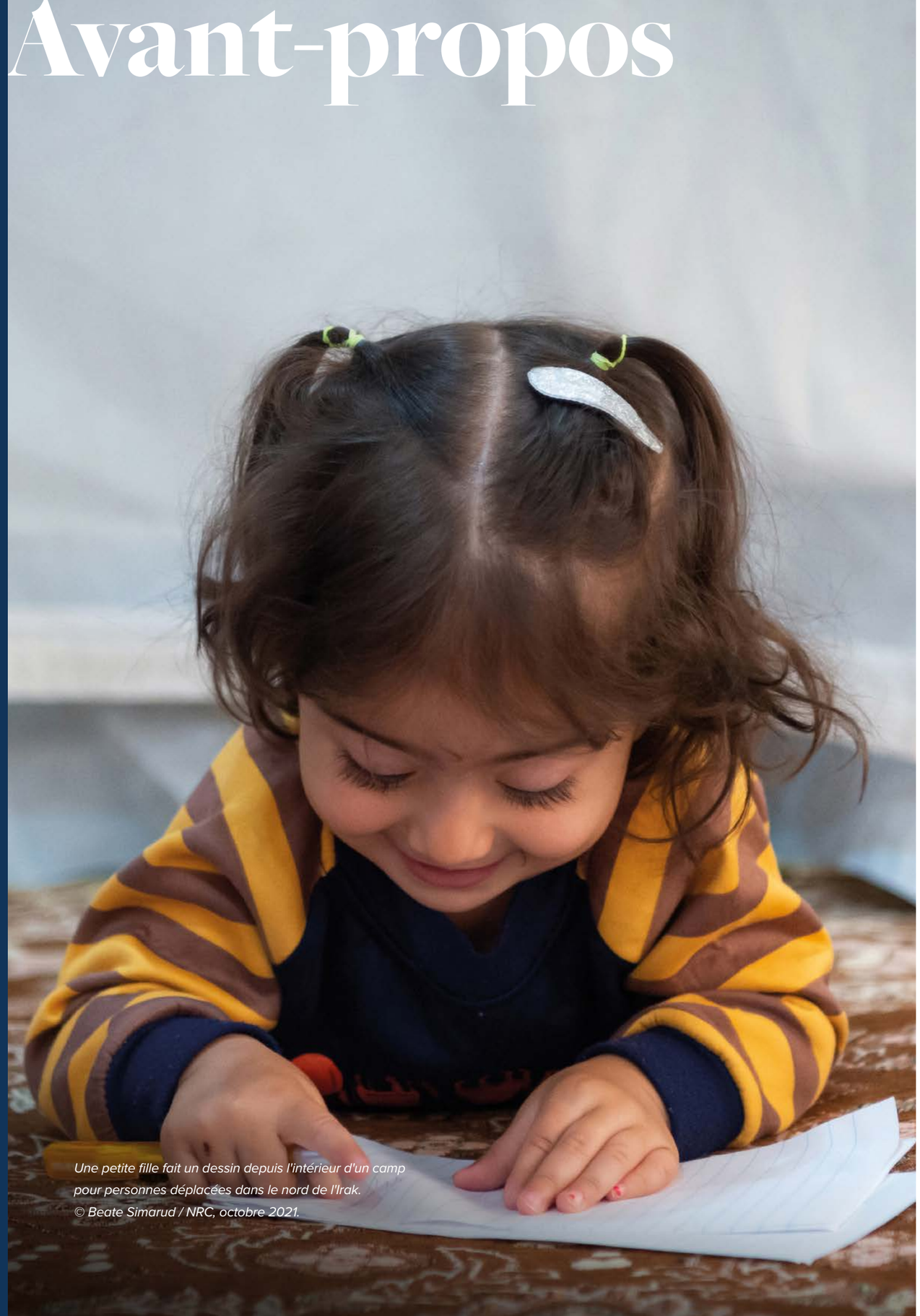
161 Tableau 1 : Synthèse des chiffres clés

165 Remerciements



L'un des six lacs du parc national de Band-e Amir en Afghanistan. © Marco Di Lauro / Getty Images, octobre 2021

Avant-propos



Une petite fille fait un dessin depuis l'intérieur d'un camp pour personnes déplacées dans le nord de l'Irak.
© Beate Simarud / NRC, octobre 2021.

Après que son école au Yémen a été touchée par un missile, Emtinan et ses proches se sont réfugiés partout où ils le pouvaient, se déplaçant d'un endroit à l'autre, malheureusement jamais loin de la violence. Elle n'a pas fréquenté l'école pendant toute une année et craignait pour son avenir.

Alors que les conflits et les crises se multiplient dans le monde et qu'un nombre croissant de personnes, jamais atteint auparavant, vivent en situation de déplacement interne, la vie et l'avenir de plus en plus d'enfants et d'adolescents, comme Emtinan, sont synonymes de danger.

Le Rapport mondial sur les déplacements internes de cette année montre l'ampleur du problème : plus de 59,1 millions de personnes dans le monde vivaient en situation de déplacement interne dans 59 pays et territoires fin 2021. Plus de la moitié de ces personnes en situation de déplacement interne étaient des enfants et des jeunes.

Ce problème est particulièrement grave en Afrique subsaharienne, en Asie de l'Est et dans le Pacifique et, avec les crises en cours et voyant le jour dans des pays tels que l'Afghanistan, le Yémen et, plus récemment l'Ukraine, ces chiffres pourraient encore croître davantage.

C'est pourquoi l'accent mis par ce Rapport mondial sur les enfants et les jeunes est à la fois important et opportun. Il souligne l'importance cruciale de comprendre les impacts immédiats et à long terme de la crise mondiale des déplacements en cours sur les enfants et les sociétés dans lesquelles ils vivent.

Les preuves présentées ici montrent que les déplacements internes peuvent retarder le développement, éroder et inverser les gains réalisés grâce aux investissements à long terme, affectant ainsi non seulement cette génération d'enfants, mais également celles à venir. En effet, les déplacements internes affectent toutes les facettes de la vie des enfants, avec des impacts en cascade sur leur sécurité, leur nutrition, leur santé, leur éducation et leurs aspirations pour l'avenir.

Par exemple, les bouleversements scolaires peuvent entraîner des pertes d'apprentissage et une réduction des interactions sociales avec les pairs. Le manque d'accès à des espaces sûrs accroît la vulnérabilité aux risques tels que le mariage des enfants, la violence et les abus avec des conséquences sur le bien-être physique et la santé mentale des enfants.

Ces bouleversements peuvent avoir des effets à long terme, notamment le désengagement de l'école, la diminution des opportunités éducatives et professionnelles et la réduction des revenus futurs, qui aggraveront, à leur tour, la pauvreté intergénérationnelle. À l'inverse, la protection des enfants et des jeunes et la garantie de leur apprentissage continu et de leur santé peuvent contribuer à leur développement individuel futur, façonnant positivement des sociétés individuelles et pacifiques durables.

Pour répondre aux besoins des enfants déplacés, nous devons en apprendre davantage sur les défis auxquels ils sont confrontés. En effet, des preuves solides constituent non seulement la meilleure base pour une prévention et une réponse efficaces aux déplacements, mais elles sont aussi essentielles au développement de solutions durables.

Pourtant, dans le monde entier, des millions d'enfants en situation de déplacement interne continuent d'être invisibles dans les données. Nous nous joignons à l'Observatoire des situations de déplacement interne pour demander de meilleures données sur les enfants et les jeunes déplacés à l'intérieur de leur propre pays afin d'éclairer une prise de décision opportune et efficace.

L'UNESCO et l'UNICEF prennent déjà des mesures pour améliorer la disponibilité de données de qualité dans ce domaine. Mais il faut investir davantage dans des méthodes de collecte de données locales et innovantes. Plus important encore, les informations doivent être collectées et utilisées de manière à respecter l'intérêt supérieur des enfants, à reconnaître leurs espoirs et leurs rêves et à en faire le point de départ de l'action.

Que les enfants déplacés du monde s'épanouissent ou soient laissés pour compte dépend de l'engagement que nous prenons envers eux et envers le bien-être de leurs communautés. Alors que nous travaillons à la mise en œuvre du Programme d'action du Secrétaire général des Nations unies sur les déplacements internes, nous appelons nos partenaires à se joindre à nos efforts collectifs pour ne laisser aucun enfant déplacé interne laissé pour compte.



Catherine Russell
Directrice exécutive
UNICEF

Audrey Azouley
Directrice générale
UNESCO

Messages clés

Vue d'ensemble :

1. 59,1 millions de personnes, un chiffre jamais atteint auparavant et qui ne cesse d'augmenter, vivent en situation de déplacement interne.
2. La majorité a fui les conflits et la violence, et le chiffre n'inclut pas encore les personnes récemment déplacées en Ukraine.
3. Les catastrophes, principalement les cyclones et les inondations, ont continué de provoquer la plupart des déplacements internes ou des mouvements, en 2021.
4. Notons toutefois un nombre record de déplacements internes liés aux conflits et à la violence au cours de l'année.
5. Plus de 80 pour cent d'entre eux ont eu lieu en Afrique subsaharienne.
6. Les impacts économiques directs des déplacements internes dans le monde se sont élevés à au moins 21 milliards de dollars en 2021.

Enfants et jeunes :

1. Sur près de 60 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), 25,2 millions sont des enfants de moins de 18 ans.
2. Les protéger contre les abus et soutenir leur santé, leur bien-être et leur éducation préserve non seulement leurs droits, mais contribue également à un avenir plus stable pour tous.
3. Les effets du déplacement sur les enfants et les jeunes ne sont pas ressentis de la même manière et varient selon les individus, les familles et les communautés. Ils ne sont pas non plus ressentis uniquement localement ou sur le moment, ils ont des répercussions plus larges pour les années à venir.

Recommandations :

1. L'investissement dans des initiatives de consolidation de la paix et de développement qui offrent aux PDI des options leur permettant de rentrer chez eux, de s'intégrer localement ou de se réinstaller ailleurs sont nécessaires pour résoudre les déplacements prolongés.
2. Au-delà des impacts directs du déplacement sur les jeunes, nous devons mieux comprendre l'ampleur de leurs conséquences à plus long terme sur les sociétés futures.
3. Les enfants et les jeunes sont des agents du changement. Préparer le monde de demain doit commencer par leur participation active et leur leadership.
4. Combler les lacunes en matière de données nous aidera à comprendre leurs besoins, aspirations et potentiels spécifiques ; et à les soutenir à l'aide de réponses adaptées et inclusives.

Un garçon marche dans le brouillard près de Chenna, Éthiopie, village fui par bon nombre de ses habitants en 2021. © AMANUEL SILESHI / AFP via Getty Images, septembre 2021.

Comment interpréter nos données

Exemple 1 : Conflits et violences

DÉPLACEMENTS INTERNES

Déplacements internes
(les « flux »)

Un « déplacement interne » fait référence à chaque nouveau mouvement forcé de personnes à l'intérieur des frontières de son pays, enregistré au cours de l'année.

Qu'est-ce que le déplacement répété ?

On parle de déplacement répété lorsqu'une personne est forcée de se déplacer plus d'une fois. Certaines personnes sont déplacées plusieurs fois avant de trouver une solution à leur déplacement.



Une mère et sa fille sont contraintes de fuir leur ville du pays X lorsque des combats entre gangs rivaux éclatent, entraînant deux déplacements internes.

Huit personnes vivaient déjà en situation de déplacement interne à la suite de précédents conflits. Deux autres s'ajoutent au nombre total de PDI.

L'insécurité accrue dans la communauté d'accueil qui abrite la mère et la fille oblige celles-ci à fuir vers un camp de déplacés.

Cela compte pour deux autres déplacements internes, mais le nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne reste le même.

Une attaque contre le camp oblige la mère et la fille et deux autres PDI à fuir à nouveau en quête de sécurité, ce qui déclenche quatre autres déplacements internes.

Entre-temps, deux des 10 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont en mesure de rentrer chez elles.

Nous comptons huit déplacements internes déclenchés par des conflits dans le pays X à la fin de l'année.

2+2+4=8

Nous comptons un total de huit personnes en situation de déplacement interne à la fin de l'année.

8+2-2=8

NOMBRE TOTAL DE PDI

Nombre total de PDI
(les « stocks »)

Le « nombre total de PDI » est un instantané de toutes les personnes vivant en situation de déplacement interne à la fin de l'année.

Pourquoi le nombre total de PDI est-il parfois plus élevé que le nombre de déplacements internes ?

Parce que le nombre total de PDI comprend les PDI au cours des années précédentes et vivant toujours en situation de déplacement interne.

Années précédentes + **Année en cours** = **Nombre total de PDI**

Comment interpréter nos données

Exemple 2 :
Catastrophes

DÉPLACEMENTS INTERNES

Déplacements internes
(les « flux »)

Un « déplacement interne » fait référence à chaque nouveau mouvement forcé de personnes à l'intérieur des frontières de son pays, enregistré au cours de l'année.

Le terme « déplacement interne » a-t-il le même sens que « personne nouvellement déplacée » ?

Non. Une « personne nouvellement déplacée » ferait référence à une personne fuyant pour la première fois, et ces données n'existent pas à l'échelle mondiale. Dans les faits, de nombreuses personnes sont déplacées plus d'une fois. Si une personne devait fuir un conflit ou une catastrophe quatre fois au cours d'une année, cela serait compté comme quatre déplacements internes, et non comme quatre personnes nouvellement déplacées.

Un cyclone frappe un village côtier du pays Y, déclenchant deux déplacements internes.



Une deuxième tempête tropicale frappe, déracinant à nouveau les deux mêmes personnes et en forçant deux autres à fuir pour la première fois, en d'autres termes déclenchant quatre déplacements internes supplémentaires.



Le camp qui abrite les quatre PDI est inondé, les envoyant ainsi plus loin à l'intérieur des terres en quête de sécurité, ainsi quatre autres déplacements internes sont déclenchés.



Nous comptons dix déplacements internes déclenchés par des catastrophes dans le pays Y à la fin de l'année.



2+4+4=10

NOMBRE TOTAL DE PDI

Nombre total de PDI
(les « stocks »)

Le « nombre total de PDI » est un instantané de toutes les personnes vivant en situation de déplacement interne à la fin de l'année.

Pourquoi le nombre total de PDI dans un pays est-il souvent inférieur au nombre de déplacements internes ?

Si une personne fuit trois fois par an, cela compte pour trois déplacements internes, mais n'ajoute qu'une personne au nombre total de PDI, si ladite personne est toujours déplacée à la fin de l'année. Si la même personne et d'autres personnes comme elle sont rentrées chez elles à la fin de l'année, leur fuite initiale s'ajoute au nombre de déplacements internes, mais pas au nombre total de PDI.

Le nombre de personnes vivant en situation de déplacement interne est de deux.



Le nombre total de PDI augmente de deux, portant ainsi à quatre le nombre de personnes vivent en situation de déplacement interne.



Trois des PDI peuvent alors rentrer chez elles, laissant ainsi une personne encore en situation de déplacement interne.



Nous comptons un total d'une personne en situation de déplacement interne dans le pays X à la fin de l'année.



2+2-3=1

Partie 1 : Vue d'ensemble



Camp de déplacés de Mbela, République centrafricaine.
© Tom Peyre-Costa / NRC, février 2021.

Chiffres mondiaux en un coup d'œil

Déplacements internes en 2021

38 millions*
Déplacements internes

14,4 millions à la suite de conflits et de violences
23,7 millions à la suite de catastrophes



Asie de l'Est et Pacifique
626 000 | 13 696 000
(37,6 % du total mondial)



Afrique subsaharienne
11 558 000 | 2 554 000
(37,1 %)



Asie du Sud
736 000 | 5 250 000
(15,7 %)



Amérique
381 000 | 1 659 000
(5,4 %)



Moyen-Orient et Afrique du Nord
1 011 000 | 233 000
(3,3 %)



Europe et Asie centrale
61 000 | 276 000
(0,9 %)

Figure 1 : Déplacements internes à la suite de conflits, de violences et de catastrophes par région

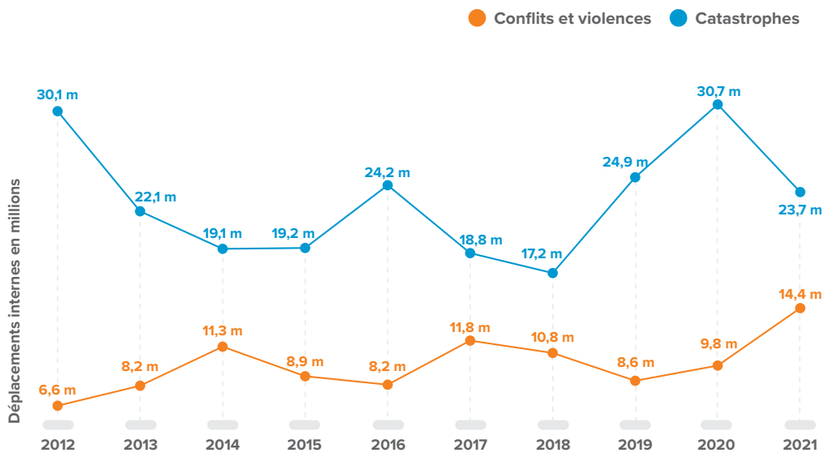


Figure 2 : Déplacements internes à la suite de conflits, de violences et de catastrophes à travers le monde (2012-2021)

* *En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.*

Nombre total de PDI fin 2021

59,1 millions
Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays

53,2 millions à la suite de conflits et de violences
5,9 millions à la suite de catastrophes

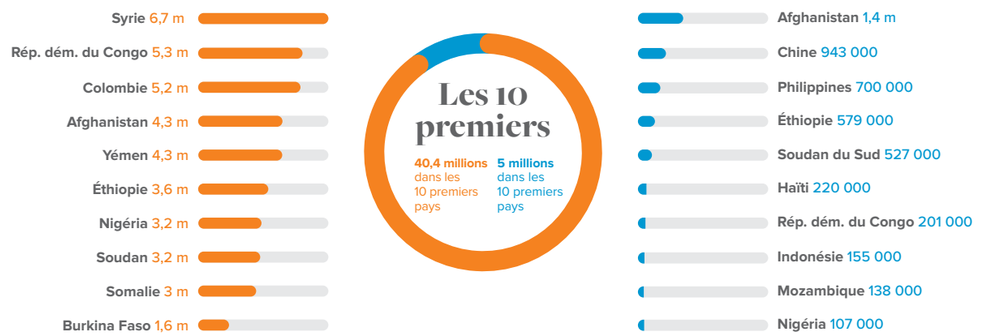
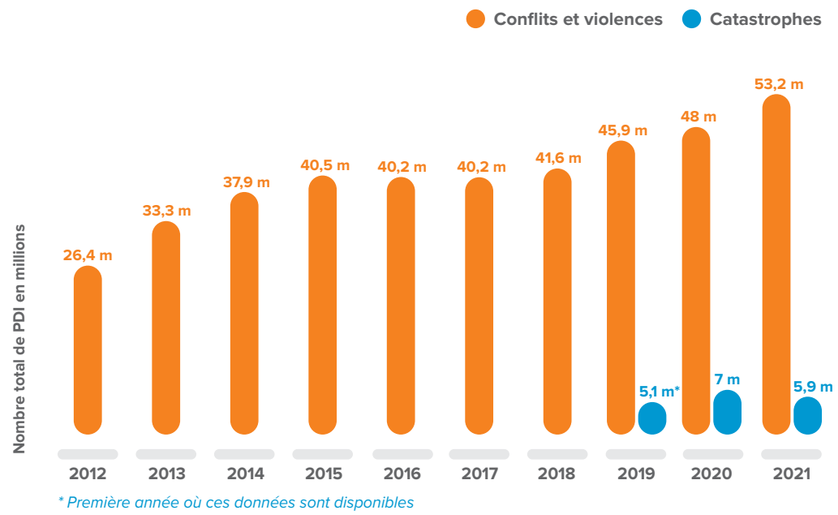


Figure 3 : Conflits et catastrophes : Les dix pays comptant le plus grand nombre de PDI dans le monde fin 2021



25,2 millions de moins de 18 ans
2,7 millions de plus de 65 ans

Figure 4 : Nombre total de PDI dans le monde fin 2021, par tranche d'âge

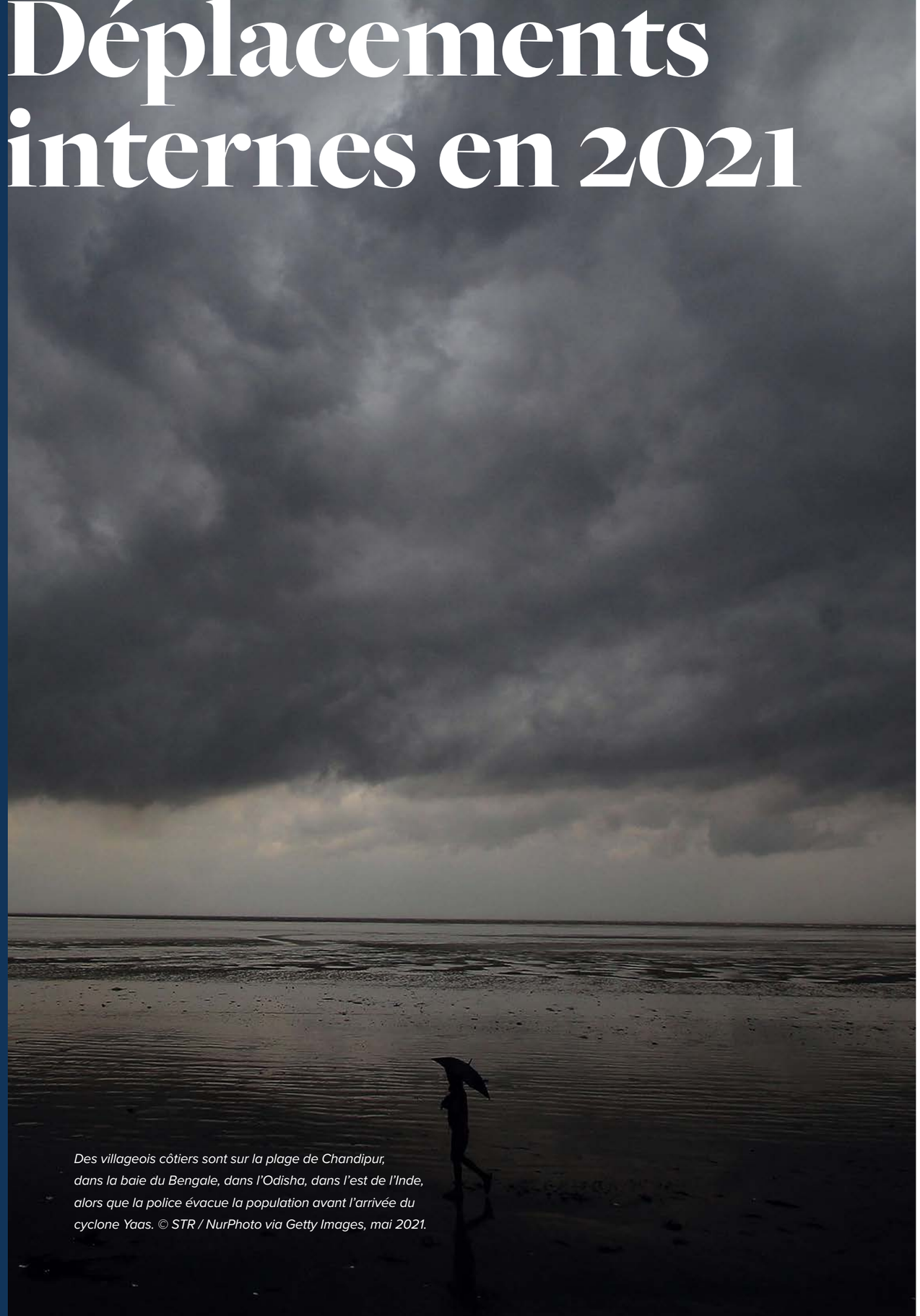


* *Première année où ces données sont disponibles*

Figure 5 : Nombre total de PDI dans le monde à la fin de l'année (2012-2021)

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.

Déplacements internes en 2021



Des villageois côtiers sont sur la plage de Chandipur, dans la baie du Bengale, dans l'Odisha, dans l'est de l'Inde, alors que la police évacue la population avant l'arrivée du cyclone Yaas. © STR / NurPhoto via Getty Images, mai 2021.

Les conflits, la violence et les catastrophes ont provoqué 38 millions de déplacements internes dans 141 pays et territoires en 2021[1].

Le nombre de déplacements liés aux conflits et à la violence dans le monde est le plus élevé jamais enregistré : 14,4 millions. Certains pays, dont l'Éthiopie, la République démocratique du Congo (RDC) et l'Afghanistan, ont également enregistré des records historiques. De nombreuses communautés ont fui de façon répétée à mesure que se déplaçaient les lignes de front du conflit. Des camps accueillant des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) ont été attaqués dans certains pays, forçant ainsi ces personnes à se déplacer à nouveau.

Le nombre de déplacements liés aux catastrophes dans le monde est inférieur à celui de 2020 : 23,6 millions. Les grands pays asiatiques, dont la Chine, les Philippines et l'Inde, ont enregistré les chiffres les plus élevés, comme les années précédentes, mais des déplacements importants ont également eu lieu dans des pays plus petits comme Haïti et le Sri Lanka.

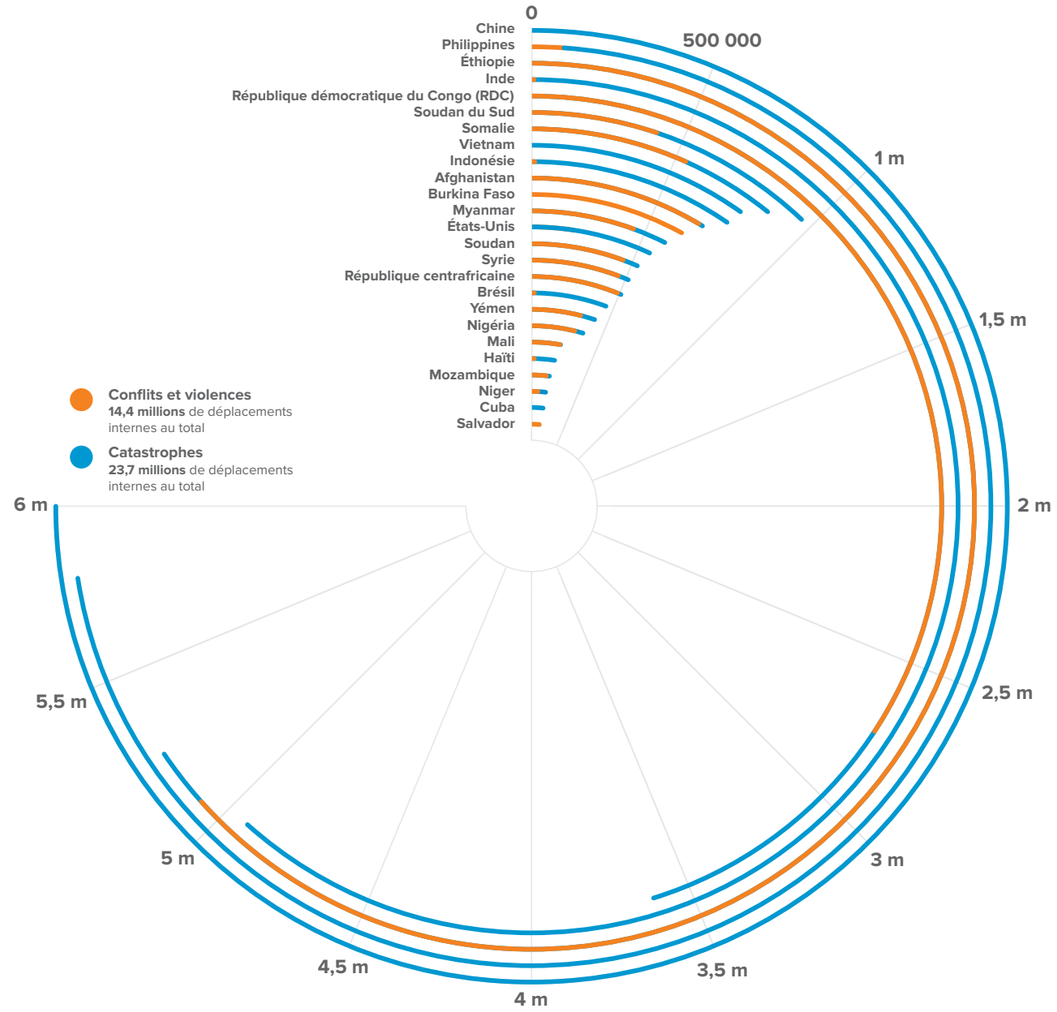
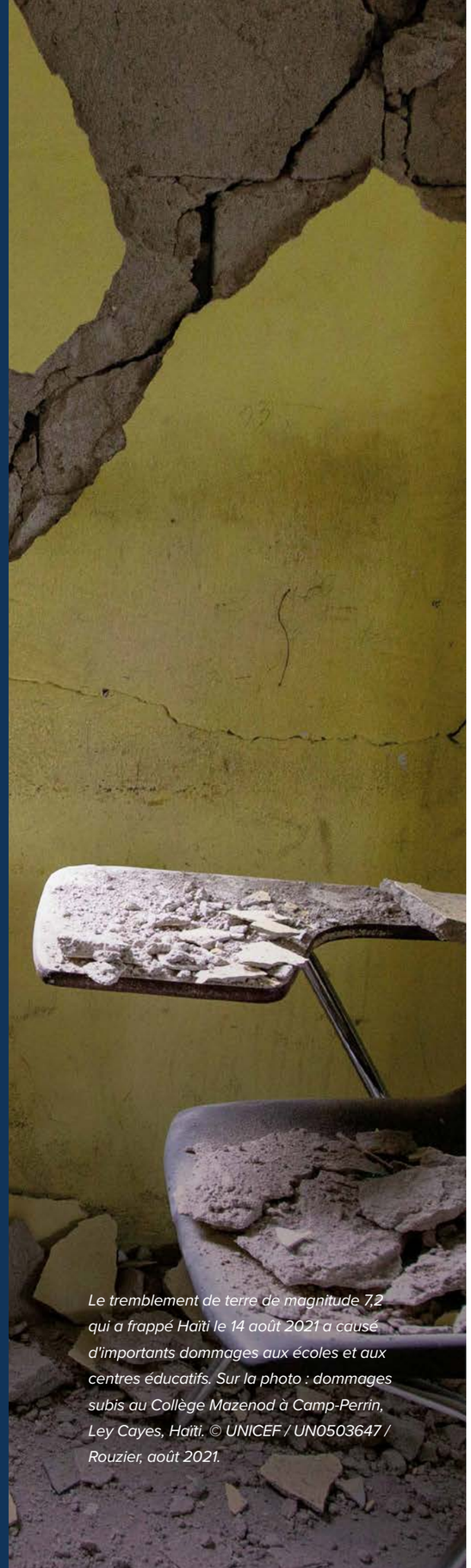


Figure 6 : Les vingt-cinq pays ayant enregistré le plus grand nombre de déplacements internes en 2021



Le tremblement de terre de magnitude 7,2 qui a frappé Haïti le 14 août 2021 a causé d'importants dommages aux écoles et aux centres éducatifs. Sur la photo : dommages subis au Collège Mazenod à Camp-Perrin, Ley Cayes, Haïti. © UNICEF / UN0503647 / Rouzier, août 2021.

Les catastrophes ont provoqué plus de 60 % des déplacements internes enregistrés dans le monde en 2021. Plus de 94 % étaient dus à des aléas météorologiques comme des tempêtes et des inondations. La saison des ouragans en Amérique et la saison des pluies en Asie et en Afrique subsaharienne ont été moins graves, ce qui explique en partie des chiffres inférieurs à ceux de 2020 et 2019. La sécheresse dans plusieurs régions a provoqué 240 000 déplacements et alimenté d'autres dangers comme les incendies de forêt qui ont également forcé les gens à fuir.

Le volcan Nyiragongo, en RDC, est entré en éruption en mai, déclenchant ainsi plus de 599 000 déplacements, le chiffre le plus élevé pour un événement géophysique en 2021 et le plus élevé pour une éruption volcanique depuis que les données sont devenues disponibles en 2008. Le Nyiragongo se trouve dans la province du Nord-Kivu, qui abrite également des millions de PDI qui ont fui les conflits et la violence. Un certain nombre de déplacements de conflits nouveaux et répétés ont également été signalés dans la province, et les impacts combinés des deux crises ont été particulièrement graves.

Dans des pays comme le Myanmar, la Somalie, le Soudan du Sud et la Syrie, les catastrophes et les conflits se sont conjugués, provoquant ainsi un nombre élevé de déplacements nouveaux et répétés. Bien que présentés comme des indicateurs distincts, ces deux facteurs ont en réalité contraint de nombreuses PDI à fuir.

Avec 12,5 millions de personnes, la plupart des déplacements liés aux conflits et à la violence en 2021 ont été déclenchés par des conflits armés. L'insécurité qui règne dans des pays comme l'Irak et la Syrie a contraint de nombreuses PDI à fuir pour la deuxième ou la troisième fois. Le fait que de nombreux déplacements enregistrés dans ces pays aient été des mouvements répétés a eu pour effet de ne pas entraîner une modification significative de leur nombre de PDI à la fin de l'année.

Les violences intercommunautaires ont provoqué 1,3 million de déplacements internes dans 24 pays, principalement en Afrique subsaharienne. Évaluer les déplacements associés à la violence criminelle est encore difficile, mais les preuves indiquent qu'il s'agissait d'un déclencheur important dans plusieurs pays d'Amérique, dont le Salvador, le Mexique et Haïti. D'autres types de violence, qui sont principalement un mélange de violence intercommunautaire et criminelle, ont entraîné 237 000 déplacements, dont bon nombre dans les pays du bassin du lac Tchad.

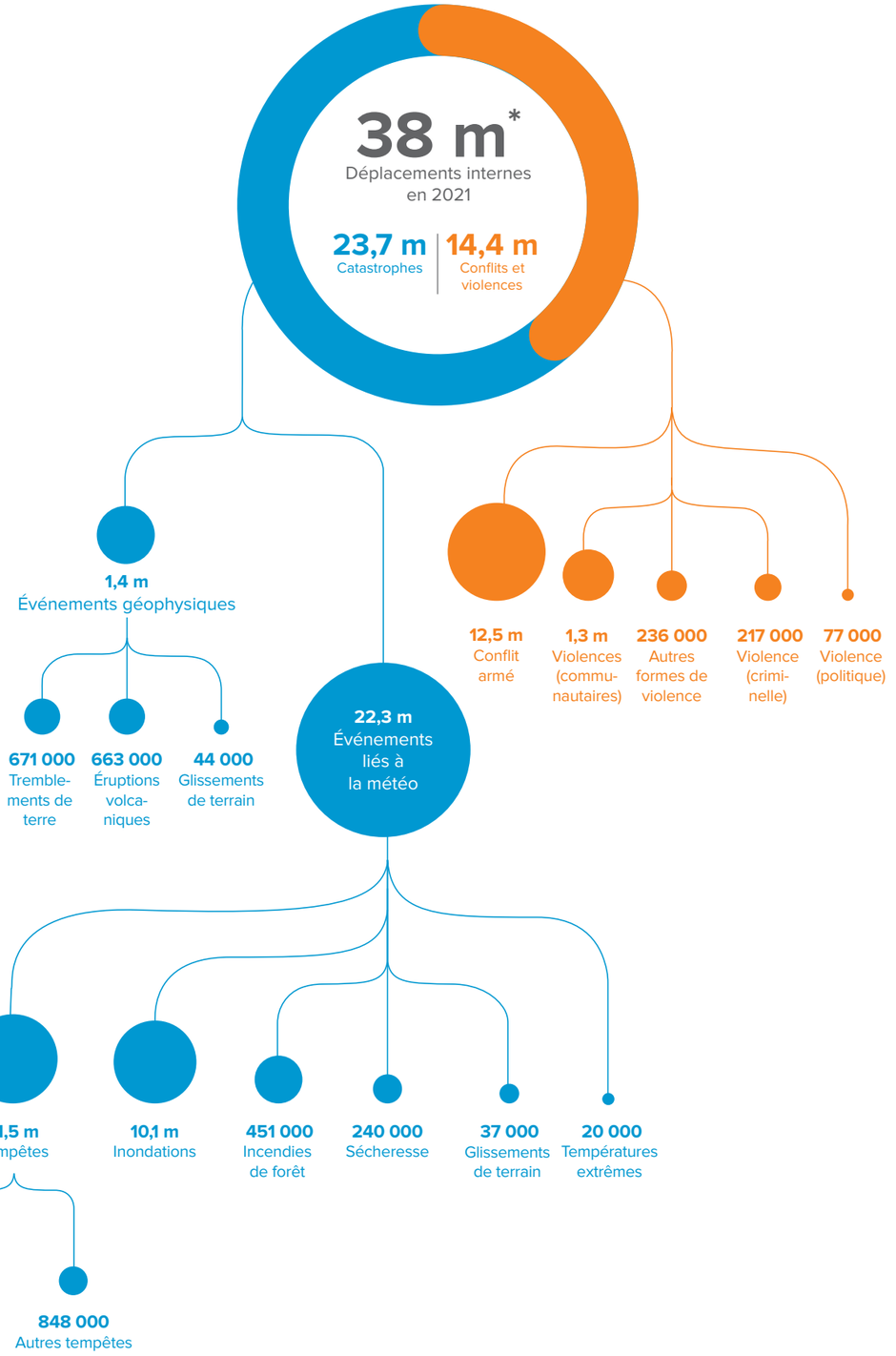
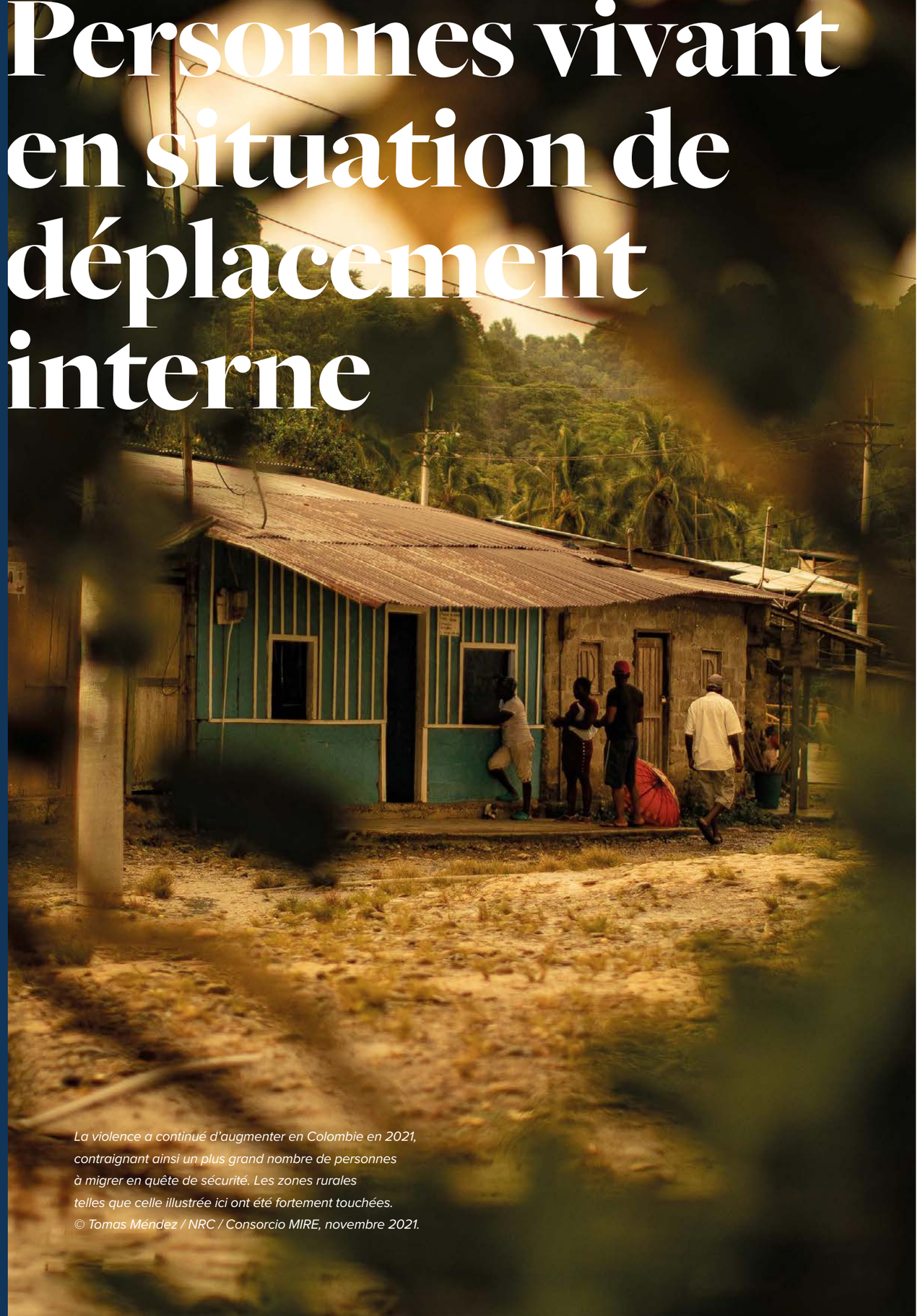


Figure 7 : Répartition des déplacements internes par conflit, violence et catastrophe en 2021

** En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.*

Personnes vivant en situation de déplacement interne

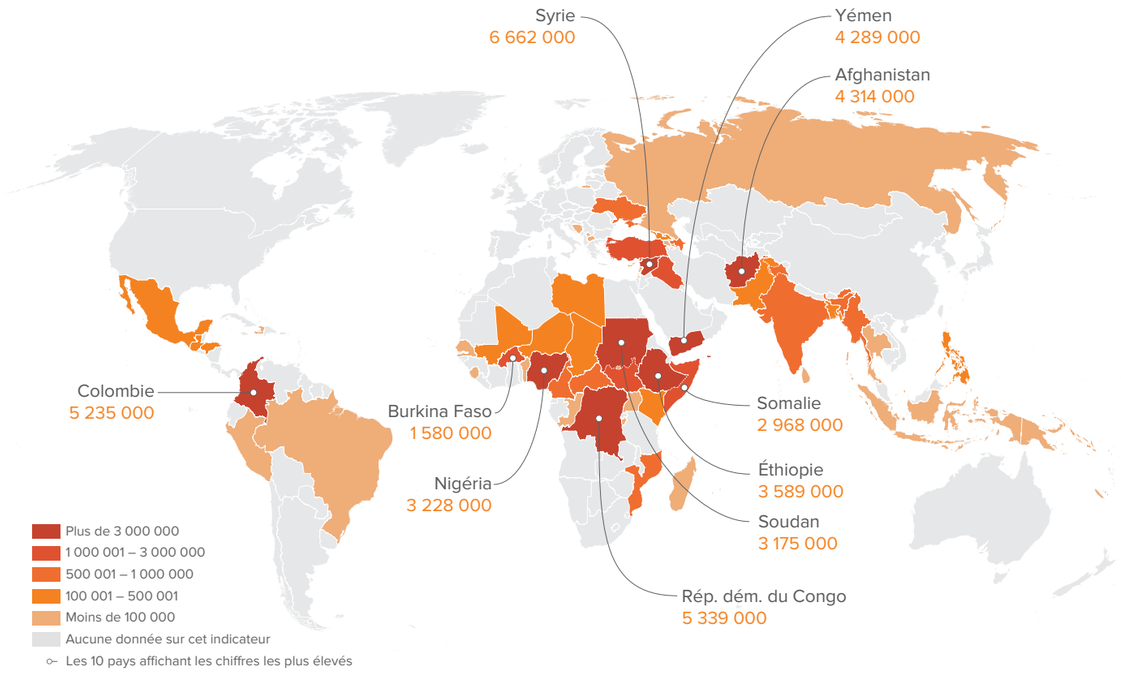


La violence a continué d'augmenter en Colombie en 2021, contraignant ainsi un plus grand nombre de personnes à migrer en quête de sécurité. Les zones rurales telles que celle illustrée ici ont été fortement touchées.
© Tomas Méndez / NRC / Consorcio MIRE, novembre 2021.

Personnes déplacées à la suite de conflits et de violences

Ce sont 53,2 millions de personnes qui vivaient en situation de déplacement interne résultant de conflits et de violences à la fin de l'année dans 59 pays et territoires[2], un nombre jusqu'alors inégalé. Il s'agit d'une augmentation de 5,8 millions par rapport à 2020, principalement en raison du nombre croissant de PDI en Afghanistan, au Burkina Faso, en Éthiopie et au Yémen. Leur nombre élevé reste également préoccupant en Syrie, en RDC et en Colombie, qui représentent à eux trois près d'un tiers du total mondial (voir figure 8).

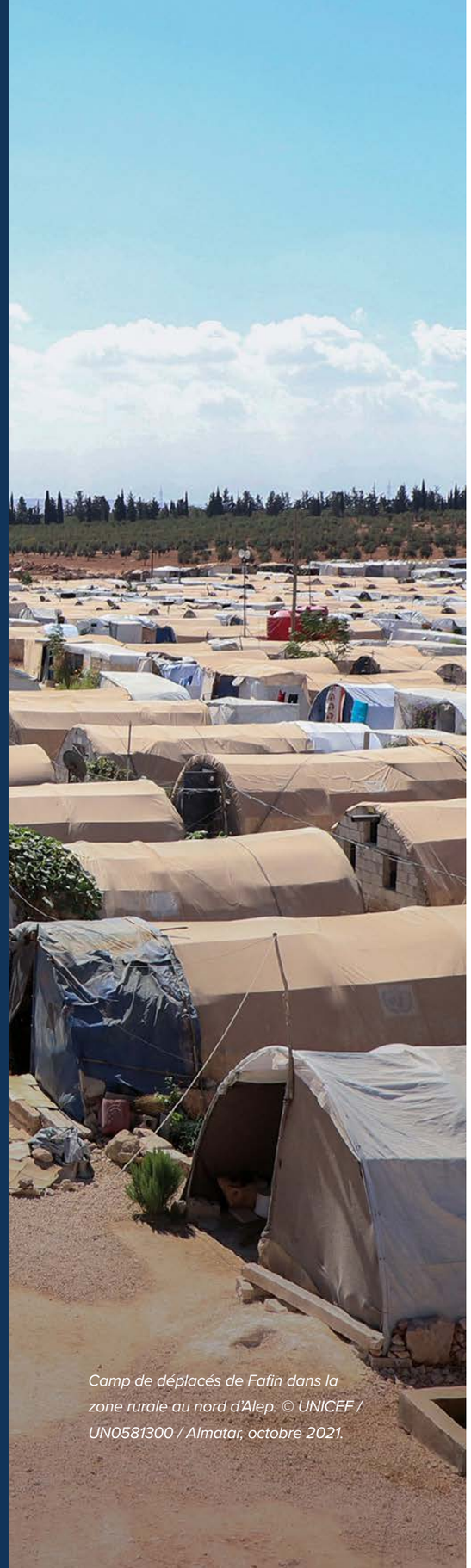
Le chiffre mondial ne comprend pas seulement les personnes déplacées l'année dernière, mais aussi celles qui ont fui leur foyer il y a plusieurs années voire des décennies. L'écrasante majorité des PDI au Nigéria, par exemple, ont vécu en situation de déplacement pendant cinq à sept ans, alors que la plupart de celles du Mozambique ont été déplacées au cours des 24 derniers mois.



Au **31** décembre **2021**, on comptait **53,2 millions** de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la suite de conflits et de violences dans **59** pays et territoires.

Figure 8 : Nombre total de PDI à la suite de conflits et de violences au 31 décembre 2021

Les frontières, dénominations et désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle de l'IDMC.



Camp de déplacés de Fafin dans la zone rurale au nord d'Alep. © UNICEF / UN0581300 / Almatar, octobre 2021.

Dans d'autres pays, il n'est pas possible de déterminer depuis combien de temps les personnes ont été déplacées, malgré des chiffres élevés, voire en augmentation. Les données relatives au nombre de PDI en Afghanistan, en RDC et au Yémen fin 2021 sont à jour, mais aucune information n'est disponible sur la date à laquelle celles-ci ont été déplacées. Cette absence d'informations demeure le principal obstacle empêchant de comprendre la portée et l'ampleur réelles des déplacements prolongés dans le monde.

Les données relatives aux populations déplacées dans des pays tels que le Bangladesh, la Côte d'Ivoire, le Guatemala, l'Inde et la Turquie n'ont pas été vérifiées et mises à jour depuis très longtemps, il n'est donc pas possible de savoir si les personnes qui ont fui leurs foyers au cours des dernières années ou décennies étaient toujours déplacées fin 2021. Recueillir des informations plus désagrégées et à jour sur ces populations est essentiel pour concevoir des mesures de prévention et d'intervention adaptées visant à réduire leur nombre.

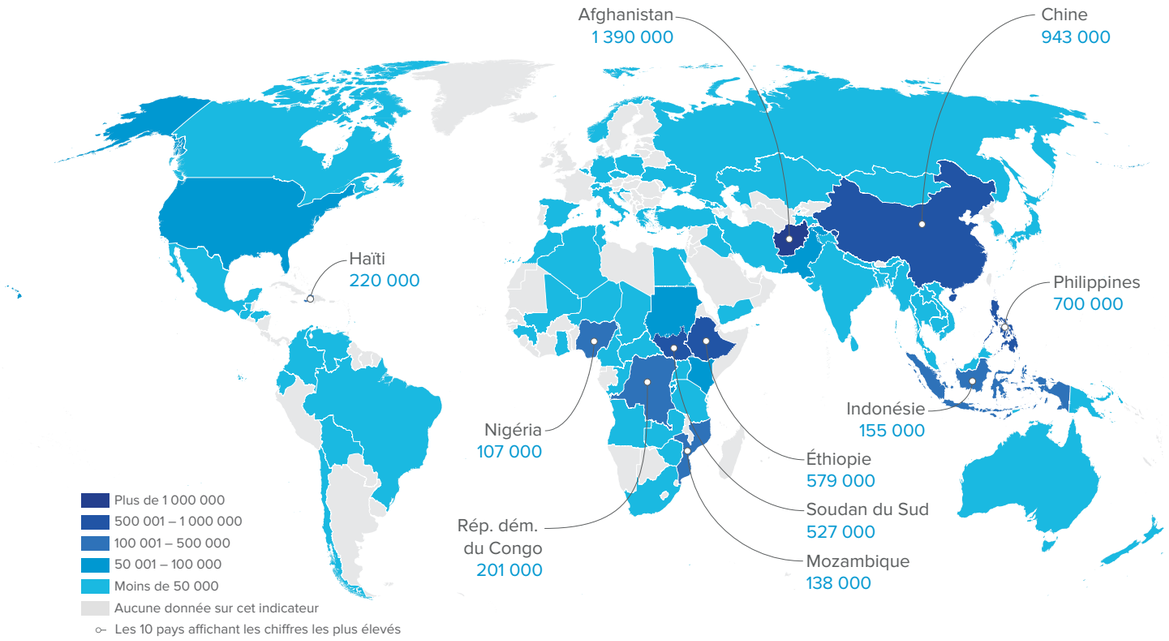
Le fait que peu de pays disposent de mécanismes permettant de suivre les progrès vers des solutions durables représente un défi supplémentaire. Le processus de retour ou d'intégration locale des PDI en Somalie et au Yémen n'a pas eu lieu, rendant ainsi impossible le retrait des personnes des statistiques et influençant, par conséquent, les tendances.

La Colombie, quant à elle, offre un exemple de bonne pratique. Le nombre de PDI dans le pays est élevé, en partie, parce que le gouvernement tient un registre de toutes les personnes déplacées à la suite de conflits et de violences à des fins historiques. L'Unité des victimes a également, depuis peu, commencé à mener des évaluations pour estimer les progrès des PDI à surmonter les vulnérabilités associées à leur déplacement, ce qui permet de réviser le chiffre et de fournir un total plus précis et à jour[3].

Personnes déplacées à la suite de catastrophes

Au moins 5,9 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne à la suite de catastrophes fin 2021 dans 84 pays et territoires. Ce n'est que la troisième année que nous compilons un tel chiffre mondial, qui doit être considéré comme une sous-estimation significative. L'Afghanistan, la Chine et les Philippines ont enregistré les chiffres les plus élevés, comptabilisant ainsi plus de trois millions (voir figure 9).

La plupart des personnes encore déplacées à la suite de catastrophes en Afghanistan ont été forcées de fuir leurs foyers avant 2021, la majorité en raison de la sécheresse et des inondations qui ont touché le pays depuis 2018. Certaines de nos estimations pour la Chine et les Philippines se fondent sur des données relatives à la destruction des logements, car ces deux pays ont tendance à être considérablement touchés par les typhons qui causent des dévastations généralisées de ce type.



Au **31** décembre **2021**, on comptait **5,9 millions** de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la suite de catastrophes dans **84** pays et territoires.

Figure 9 : Nombre total de PDI à la suite de catastrophes au 31 décembre 2021

Les frontières, dénominations et désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle de l'IDMC.

Les déplacements internes provoqués par les tremblements de terre en Haïti, en août, et au Pakistan, en octobre, ont contribué dans une large mesure à l'augmentation du nombre de PDI dans les deux pays à la fin de l'année. À l'instar des puissantes tempêtes, les tremblements de terre ont tendance à causer de graves dommages aux habitations, qui requièrent de très longues réparations.

Ces exemples contribuent à démystifier l'idée reçue selon laquelle la plupart des PDI, sinon la totalité, retournent chez elles peu de temps après une catastrophe. Les données disponibles laissent penser qu'elles pourraient être déplacées ou présenter des vulnérabilités associées à leur situation pendant plusieurs mois voire plusieurs années. Par exemple, sur les 727 000 personnes encore déplacées à la suite du cyclone Idai au Malawi, au Mozambique, à Madagascar et au Zimbabwe, en décembre 2020, il est prouvé que 162 000 l'étaient toujours fin 2021.

De telles données probantes sont cependant rares. On remarque bien trop souvent un manque de comptabilisation et de suivi du nombre de personnes déplacées après une catastrophe. Il est donc difficile de comprendre pleinement l'ampleur et la nature des déplacements prolongés déclenchés par les catastrophes et les effets des changements climatiques. Les ouragans Eta et Iota sont à l'origine du déplacement interne de 1,9 million de personnes dans plusieurs pays d'Amérique centrale en 2020, mais aucune évaluation de suivi n'a été réalisée l'année dernière, ce qui entrave notre compréhension de la durée des déplacements qui en ont résulté.

L'approche que nous utilisons pour estimer le nombre de personnes encore déplacées par des catastrophes à la fin de chaque année est plus prudente que celle que nous appliquons aux conflits et à la violence, car nous nous appuyons normalement sur des rapports qui contiennent des informations à jour sur les PDI, ou sur celles dont on estime qu'elles sont déplacées à la suite de la destruction de logements à la fin de chaque année. Les cas plus anciens sont exclus, ce qui explique, en partie, l'écart important entre les deux totaux.



Le fleuve Buzi en crue pendant le cyclone Idai. L'IDMC estime encore à 162 000 le nombre de personnes déplacées près de deux ans après le passage du cyclone en Afrique du Sud-Est. © UNICEF / UN0305956 / Oatway, août 2019.

Impacts économiques et sociaux des déplacements

Les déplacements internes ont tendance à perturber gravement la vie des personnes touchées. Parfois, ils leur offrent de nouvelles opportunités, mais le plus souvent, ils nuisent à leur prospérité et à leur bien-être. Les PDI étant arrachées à leurs foyers et séparées de leurs biens, moyens de subsistance et réseaux, leur capacité à subvenir à leurs besoins peut être compromise. Les déplacements créent également des besoins spécifiques qui doivent être assumés par les PDI elles-mêmes, les communautés d'accueil, les agences gouvernementales et le secteur humanitaire.

Nous estimons l'impact économique des déplacements internes dans le monde à plus de 21 milliards USD en 2021. Ce chiffre, qui comprend le coût de la prise en charge du logement, de l'éducation, de la santé et de la sécurité pour chaque PDI, tient compte de sa perte de revenu pour une année de déplacement. Il se fonde sur les informations publiées dans les plans d'intervention humanitaire et ne prend en compte que le coût de la couverture des besoins fondamentaux des PDI et des pertes immédiates.

Il n'inclut pas les impacts économiques du déplacement sur les communautés d'accueil ou PDI dans le processus de retour. Il ne tient pas non plus compte des investissements consentis par les gouvernements ou les acteurs du développement pour faire face aux conséquences à plus long terme des déplacements. En termes simples, lorsqu'il s'agit de comprendre la charge financière du phénomène, le chiffre n'est que la pointe de l'iceberg.

L'impact économique moyen par PDI pour une année de déplacement est d'environ 360 USD, d'après les données de 18 pays. Le chiffre varie de 90 USD en Colombie à environ 710 USD en Libye. La variation provient des différences au niveau des besoins des populations touchées et du coût estimé pour y appliquer une mesure de réponse. Dans les pays où le revenu national est plus élevé, l'impact économique de la perte de moyens de subsistance est également plus important.

Dans l'ensemble des pays analysés, les impacts économiques les plus importants proviennent de la perte des moyens de subsistance et du coût de la prise en charge des besoins fondamentaux des PDI, notamment les soins de santé, la nourriture et la nutrition. La pandémie de COVID-19 et les conflits et catastrophes en cours ont aggravé l'insécurité alimentaire des PDI dans de nombreux pays et accru leur dépendance à l'aide humanitaire.

En Libye, par exemple, on estimait qu'environ 77 000 PDI étaient en situation d'insécurité alimentaire et avaient besoin d'une assistance alimentaire en 2021, contre 17 000 juste avant la pandémie[4]. Dans le cas des crises résultant de déplacements prolongés à grande échelle qui se produisent dans des pays à l'économie fragile, les impacts économiques des déplacements peuvent représenter une proportion importante du PIB, dans le cas de la Syrie, environ 15 %.

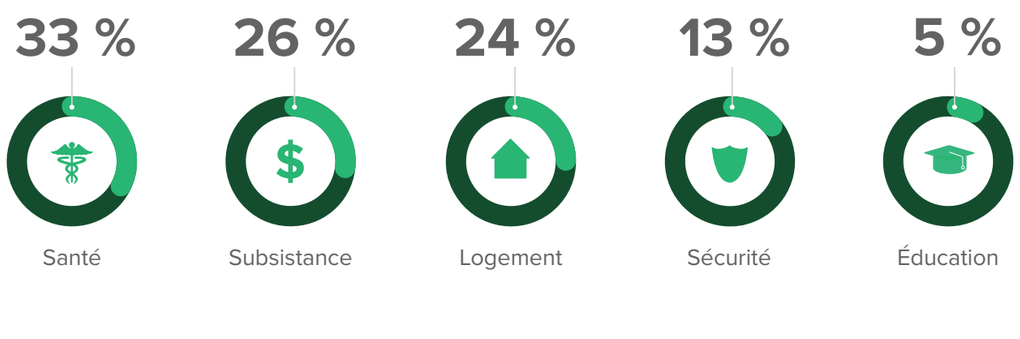


Figure 10 : Charge financière du déplacement interne en 2021 par dimension d'impact pour 18 pays analysés

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.



La sécheresse récurrente a entraîné une faible productivité des cultures et des déplacements dans la province de Badghis, en Afghanistan, en 2021. © Enayatullah Azad / NRC, avril 2021.

Aperçus régionaux



Deux adolescentes préparent du mil dans la concession familiale dans laquelle elles résident actuellement au Burkina Faso. Elles ont été déplacées avec leurs familles en 2021 lorsqu'un groupe armé a incendié leur village. © Ingebjørg Kårstad / NRC, mai 2021.

Conflits et violences

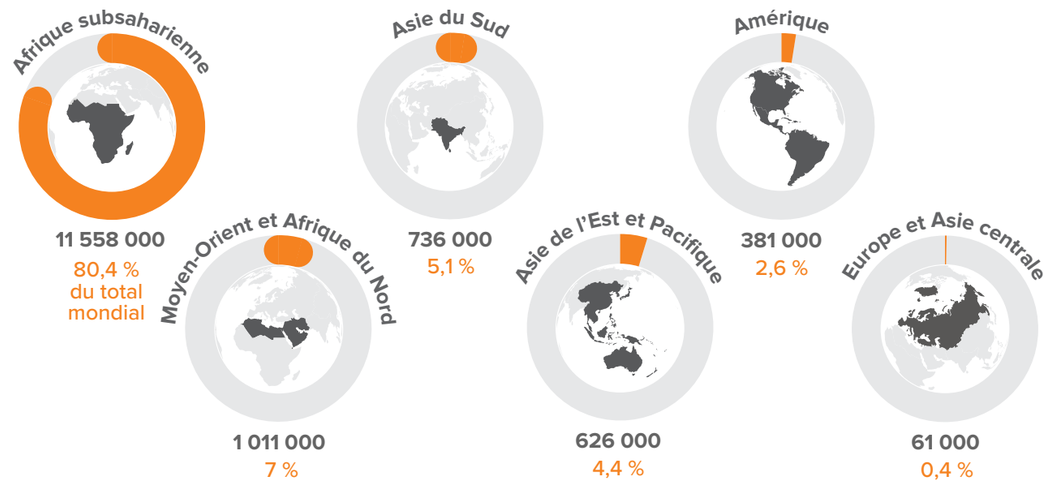


Figure 11 : Conflits et violences : déplacements internes par région en 2021

L'Afrique subsaharienne représentait plus de 80 % de tous les déplacements internes déclenchés par les conflits et la violence dans le monde en 2021. Le total régional était supérieur de 4,7 millions au chiffre de l'année précédente, principalement en raison des conflits en Éthiopie, en RDC, au Burkina Faso, en Somalie et en République centrafricaine (RCA).

Certains pays d'Asie du Sud et d'Asie de l'Est et du Pacifique ont également enregistré le nombre de déplacement le plus élevé de leur histoire. Le total pour l'Afghanistan a contribué à faire quasiment doubler le chiffre global pour l'Asie du Sud par rapport à 2020. Le chiffre global pour l'Asie de l'Est et le Pacifique a plus que triplé, principalement en raison d'une forte escalade des conflits et de la violence au Myanmar et d'importants déplacements aux Philippines.

Le nombre de déplacements internes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord a diminué d'environ la moitié par rapport à 2020 pour atteindre son niveau le plus bas en dix ans. Cela résulte principalement d'une accalmie dans le conflit en Syrie et en Libye. Des chiffres plus faibles ont également été signalés en Amérique, en Europe et en Asie centrale, mais le nombre de PDI fin 2021 était pratiquement inchangé par rapport à l'année précédente. D'importantes interventions de consolidation de la paix et de développement seront nécessaires à plus long terme pour résoudre les problèmes sous-jacents qui prolongent le déplacement de millions de personnes dans le monde.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
5,1 m Éthiopie	2,7 m RDC	723 000 Afghanistan	682 000 Burkina Faso	549 000 Somalie	496 000 RCA	456 000 Syrie	448 000 Myanmar	442 000 Soudan	429 000 Soudan du Sud

Figure 12 : Les dix pays qui totalisent le plus grand nombre de déplacements internes à la suite de conflits et de violences en 2021

Catastrophes

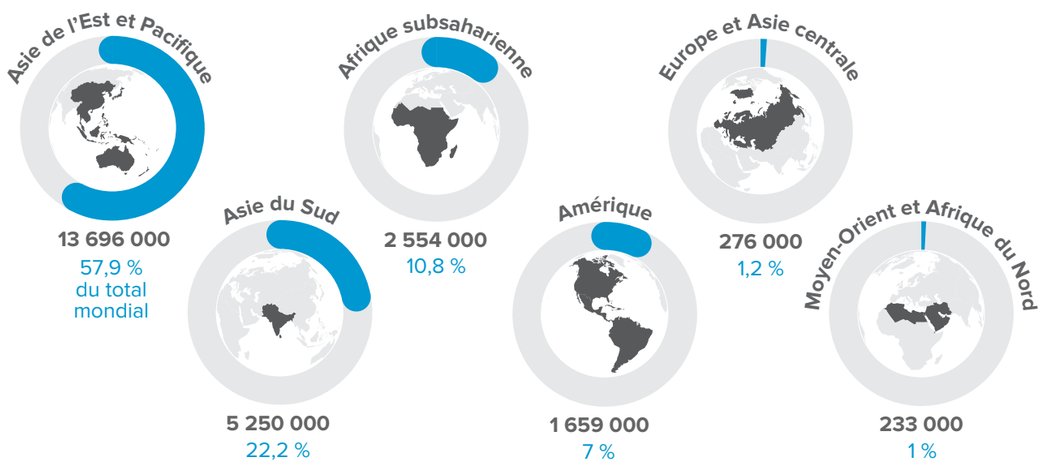


Figure 13 : Catastrophes : déplacements internes par région en 2021

La plupart des déplacements nouveaux et répétés provoqués par des catastrophes en 2021 ont été enregistrés en Asie de l'Est et dans le Pacifique et en Asie du Sud, qui comptabilisaient environ 80 % du total. Les cyclones tropicaux, les pluies de mousson et les inondations frappent des zones très exposées où vivent des millions de personnes. Les pays les plus touchés ont été la Chine, les Philippines et l'Inde. De nombreux déplacements ont pris la forme d'évacuations préventives, mais l'ampleur des destructions de logements lors de certaines catastrophes implique l'exposition d'un nombre important de personnes à la perspective d'un déplacement prolongé.

Malgré une saison des ouragans moins intense en Amérique et des précipitations moindres en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ces trois régions ont été frappées par de graves sécheresses et des températures extrêmes qui ont entraîné des centaines de milliers de déplacements. La sècheresse a également provoqué d'autres dangers, comme les incendies de forêt, contraignant ainsi davantage de personnes à quitter leur domicile. Les conditions météorologiques extrêmes qui ont sévi en Europe ont provoqué des vagues de chaleur, des incendies de forêt et de fortes inondations ayant entraîné plus de 261 000 déplacements, soit une augmentation par rapport à 2020.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
6 m	5,7 m	4,9 m	888 000	780 000	749 000	573 000	506 000	449 000	271 000
Chine	Philippines	Inde	RDC	Vietnam	Indonésie	États-Unis	Soudan du Sud	Brésil	Somalie

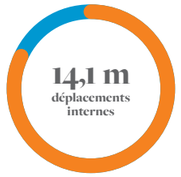
Figure 14 : Les dix pays qui totalisent le plus grand nombre de déplacements internes à la suite de catastrophes en 2021



Une mère et son enfant se tiennent près de leurs récoltes perdues par la sécheresse début 2021 dans le sud de Madagascar. © UNICEF / UN0406829 / Andrianantenaina, janvier 2021.

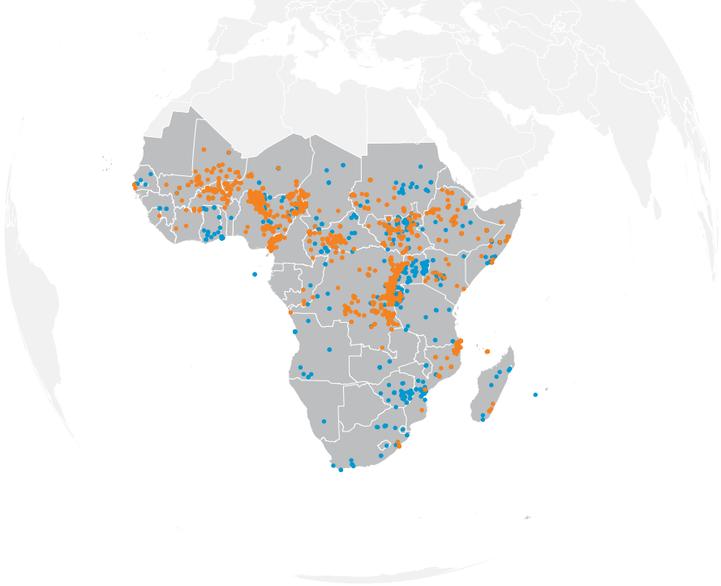
Afrique subsaharienne

Déplacements internes en 2021



Conflits et violences
11 558 000
Catastrophes
2 554 000

37,1 % du total mondial



1 | Éthiopie
5,1 m 240 000

2 | RDC
2,7 m 888 000

3 | Soudan du Sud
429 000 506 000

4 | Somalie
549 000 271 000

5 | Burkina Faso
682 000

Figure 15 : Les cinq pays ayant enregistré le plus grand nombre de déplacements internes en Afrique subsaharienne en 2021

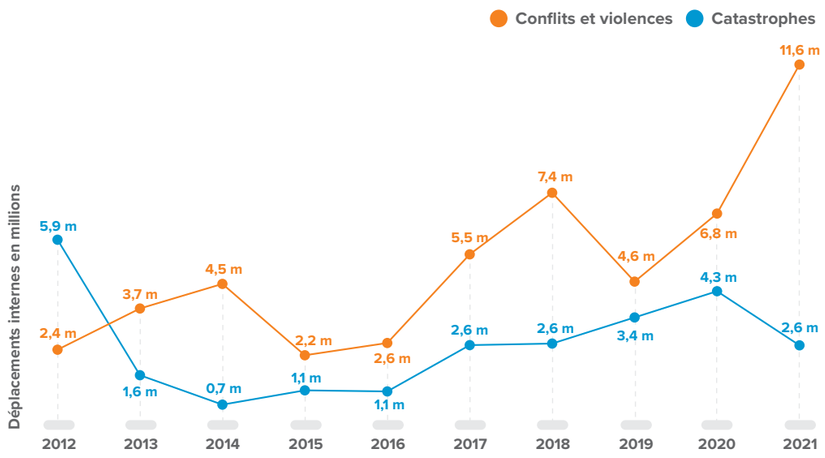


Figure 16 : Déplacements internes à la suite de conflits, de violences et de catastrophes en Afrique subsaharienne (2012-2021)

Les frontières, dénominations et désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle de l'IDMC.

Nombre total de PDI en 2021



Conflits et violences
25 130 000
Catastrophes
2 029 000

46 % du total mondial



Figure 17 : Pays ayant enregistré le plus grand nombre de PDI en Afrique subsaharienne fin 2021



Figure 18 : Nombre total de PDI en Afrique subsaharienne fin 2021, par tranche d'âge

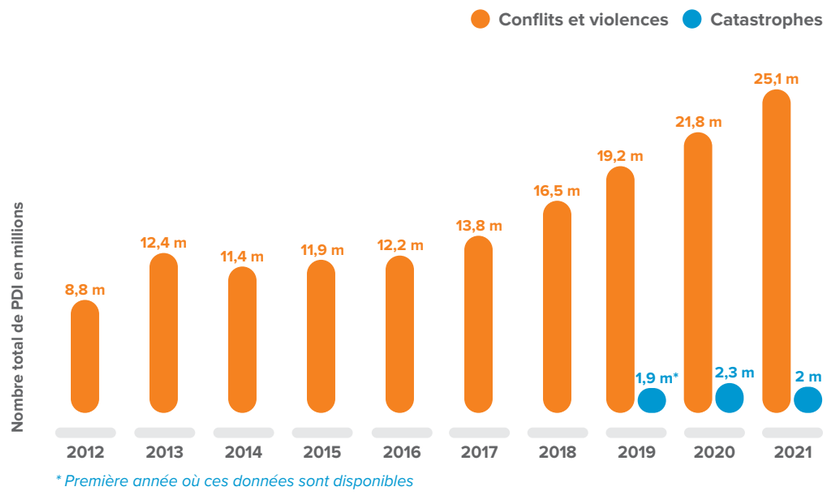


Figure 19 : Nombre total de PDI en Afrique subsaharienne à la fin de l'année (2012-2021)

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.

Les conflits et la violence ont provoqué 11,6 millions de déplacements internes en Afrique subsaharienne en 2021, le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour la région. De nouvelles vagues de violence en Afrique de l'Est et l'escalade des tensions et conflits dans les régions du Sahel central et du lac Tchad ont été à l'origine de la plupart des mouvements, mais la violence a également entraîné des déplacements en Afrique australe et centrale, notamment en République centrafricaine (RCA), en République démocratique du Congo (RDC) et au Mozambique. L'activité militaire étrangère a également affecté les tendances de déplacement et de retour dans un certain nombre de pays.

Les catastrophes ont provoqué 2,6 millions de déplacements, soit moins qu'en 2020. Les inondations ont été moins intenses et moins étendues, représentant environ 60 % du total, contre 98 % l'année précédente. L'activité volcanique, la sécheresse, les tempêtes, les tremblements de terre et les incendies de forêt ont représenté les 40 % restants. Certaines catastrophes ont déplacé des personnes dans des zones déjà confrontées aux effets des conflits et de la violence, et ces crises cumulées ont plongé des millions de personnes dans une insécurité alimentaire aiguë. De nombreux pays ont enregistré les pires niveaux jamais atteints, avec notamment des cas de famine[5].

À la fin de l'année, 27,2 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne à travers la région à la suite de conflits, de violences et de catastrophes, soit une augmentation de 3,1 millions par rapport au chiffre de 2020. Dans plusieurs pays, des PDI ont subi des attaques contraignant certaines d'entre elles à fuir à nouveau, ayant ainsi pour effet d'augmenter leur vulnérabilité et d'entraver l'accès humanitaire. Ces tendances préoccupantes rappellent la nécessité urgente d'intensifier les efforts pour faire face aux déplacements internes et réduire leur nombre dans la région.

Un certain nombre de pays ont adopté des pratiques prometteuses. Il s'agit notamment de l'évacuation vitale des personnes avant la survenue d'une catastrophe et d'un meilleur suivi de la durée du déplacement dans le but d'intervenir de manière plus adaptée auprès des personnes touchées. Des opérations de retour dirigées par le gouvernement ont également eu lieu dans au moins cinq pays. Ces évolutions positives se heurtent toutefois à un certain nombre de difficultés.

Escalade de la violence contre les civils

En 2021, les conflits armés et la violence ont continué de s'étendre en Afrique orientale, centrale et occidentale, affectant ainsi des zones jusqu'alors relativement pacifiques ou ayant connu une diminution de la violence au cours des dernières années[6]. Les attaques aveugles contre les civils ont également augmenté de manière significative, conduisant ainsi un nombre croissant de personnes dans des pays tels que le Burkina Faso, le Mali et le Niger à former des groupes d'autodéfense ou à rejoindre des groupes armés non-étatiques (GANE) existants, alimentant ainsi la spirale de la violence[7]. L'augmentation des attaques contre des civils a également provoqué d'importants déplacements nouveaux et répétés, qui ont aggravé la situation de milliers de PDI et multiplié les obstacles à des solutions durables.

Le nombre de déplacements internes au Nigéria a plus que doublé en 2021 pour atteindre 376 000, principalement en raison d'attaques majeures par des GANE dans les États du nord-est d'Adamawa, Borno et Yobe. Les événements les plus significatifs ont été deux attaques consécutives à Yobe en avril, qui ont provoqué 190 000 déplacements[8]. Les violences ont également conduit à l'interruption de plusieurs interventions humanitaires, comme dans les zones gouvernementales locales de Damasak et Dikwa de Borno, en mars et avril[9]. De nombreux habitants des trois États ont été contraints de fuir leur foyer à plusieurs reprises, y compris certains récemment revenus après la fermeture des camps de déplacés par le gouvernement[10].

Les GANE traditionnellement actifs dans le Nord-Est ont également étendu leur influence au Nord-Ouest et au Centre-Nord, augmentant ainsi la violence contre les civils en tentant de s'implanter dans des zones auparavant largement touchées par la violence criminelle, mais aussi par la violence intercommunautaire entre éleveurs et agriculteurs[11]. Le nombre de déplacements internes dans ces régions a ainsi doublé pour atteindre 123 000.

Les déplacements répétés au Cameroun ont été déclenchés par de fréquentes attaques des GANE et des affrontements intercommunautaires dans la région de l'Extrême-Nord et par la violence continue entre les GANE et les forces de sécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. En 2021, 131 000 déplacements nouveaux et secondaires ont été recensé dans l'ensemble du pays et 909 000 personnes vivaient en situation de déplacement à la suite de violences à la fin de l'année. Les besoins humanitaires des PDI étaient estimés à des niveaux oscillant entre graves et extrêmes en mars, et l'accès restait difficile tout au long de l'année[12].

Environ 110 000 déplacements nouveaux et secondaires ont été enregistrés au Niger, principalement en raison de l'augmentation des attaques des GANE contre des civils dans les régions de Tahoua et de Tillabéri et des violences intercommunautaires et criminelles qui se sont propagées dans la région de Maradi depuis le Nigéria[13].



Un déplacé s'appuie au mur à l'extérieur d'un stade couvert à Pemba, au Mozambique. Le stade est utilisé comme camp pour les PDI qui fuient les attaques dans le nord du pays.
© HN WESSELS / AFP via Getty Images, mai 2021.



Déplacé de ses terres par les inondations au Soudan du Sud, ce groupe de personnes utilise une bâche pour flotter sur la rivière à la recherche de terrains plus élevés. © UNICEF / UN0548073 / Grarup, septembre 2021.

Au Burkina Faso, les violences perpétrées par les GANE ainsi que les tensions communautaires se sont propagées plus au sud, déplaçant ainsi les communautés proches de la frontière avec la Côte d'Ivoire et le Bénin[14]. Ces deux pays ont connu plusieurs attaques meurtrières à grande échelle contre des civils qui ont forcé des milliers de personnes à fuir[15].

Les attaques contre les civils, y compris les PDI hébergés dans des camps, des établissements de santé et des écoles, ont également déclenché un nombre sans précédent de déplacements nouveaux et répétés dans les régions d'Afar, d'Amhara et du Tigré en Éthiopie[16]. À l'échelle nationale, environ 4,2 millions de personnes vivaient en situation de déplacement à la fin de l'année, le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour le pays (voir En détail, p. 39).

Au Soudan, l'aggravation des violences intercommunautaires a entraîné une multiplication par six des déplacements internes, atteignant ainsi le nombre de 442 000. Des civils sur des sites de déplacement au Darfour ont également été attaqués, et la violence dans et aux abords des camps de Krinding au Darfour-Occidental a déclenché environ 108 000 mouvements secondaires en avril (voir En détail, p. 41)[17].

En plus de chasser des millions de personnes de leur foyer, ces attaques contre des civils ont entraîné la destruction à grande échelle de logements, de moyens de subsistance et d'infrastructures[18]. À ce titre, elles ont également considérablement retardé la perspective de solutions durables, et ce d'autant plus lorsque des personnes ayant déjà été déplacées au moins une fois ont été ciblées.

C'est un fait évident dans l'est de la RDC, qui subit l'un des cas de déplacement les plus importants et les plus prolongés au monde. Le nombre de décès de civils et de déplacements nouveaux et répétés dans les provinces de l'Ituri et du Nord et Sud-Kivu a continué d'augmenter en 2021, et leur protection y est devenue la principale préoccupation humanitaire[19]. Les trois provinces ont enregistré respectivement 1,1 million, 912 000 et 462 000 déplacements.

En réponse, le gouvernement a déclaré l'état de siège en Ituri et au Nord-Kivu le 30 avril, mais la violence, les violations des droits des personnes et les déplacements se sont poursuivis sans relâche[20]. Le nombre de déplacements internes à travers le pays a augmenté de 23 % par rapport à 2020 pour atteindre 2,7 millions, et environ 5,3 millions de personnes vivaient en situation de déplacement à la fin de l'année.

L'activité militaire étrangère façonne les tendances de déplacement

Plusieurs gouvernements d'Afrique centrale, australe et occidentale ont accru la présence de militaires étrangers en 2021 dans le but de freiner l'escalade de la violence. D'autres ont pris des mesures pour réduire leur présence, ces deux mesures ont affecté les modèles et tendances de déplacement.

La situation sécuritaire en RCA s'est considérablement détériorée fin 2020 lorsque les violences liées aux élections générales de décembre ont éclaté. La situation a été exacerbée par l'émergence d'une nouvelle alliance de GANE, la Coalition des Patriotes pour le changement (CPC), qui a réuni plusieurs des signataires de l'accord de paix de 2019[21]. La mission de stabilisation des Nations unies en RCA (MINUSCA), le personnel de sécurité privé russe et d'autres intervenants ont intensifié leur présence et leurs activités militaires en réponse, ce qui a conduit aux pires violences qu'a connu le pays ces dernières années[22].

Pas moins de 496 000 déplacements internes ont été enregistrés en 2021, le chiffre le plus élevé depuis 2018. Les quatre préfectures où l'activité militaire étrangère était la plus élevée (Haute-Kotto, Nana-Mambéré, Ouaka et Ouham-Pendé) représentaient environ 45 % du total[23]. Le président centrafricain a déclaré un cessez-le-feu unilatéral avec les GANE en octobre, suscitant ainsi un nouvel espoir dans la mise en œuvre de l'accord de paix de 2019 qui permettrait de réduire la violence et les déplacements[24].

De même, le gouvernement de la RDC a intensifié la réponse militaire à l'insécurité causée par les Forces démocratiques alliées (ADF) dans les provinces orientales. Les forces armées congolaises, appuyées par la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), ont entamé des opérations conjointes avec l'armée ougandaise au Nord-Kivu en novembre 2021[25]. Alors que l'offensive a commencé vers la fin de l'année, il est encore trop tôt pour évaluer les capacités de la coalition à accroître le degré de sécurité et à réduire les niveaux alarmants de déplacement.

La présence militaire extérieure accrue a également façonné la dynamique des conflits et des déplacements au Mozambique, où les GANE ont lancé un assaut majeur sur la ville de Palma, dans la province de Cabo Delgado, au début de 2021. L'attaque, qui a provoqué environ 92 000 déplacements, a déclenché l'intervention militaire régionale de plusieurs États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et un déploiement bilatéral du Rwanda[26].

Avec leur soutien, l'armée nationale a repris de nombreuses régions contrôlées par les GANE, améliorant ainsi la sécurité après quatre ans de conflit à Cabo Delgado, où le nombre de personnes déplacées était passé de 10 000, fin 2017, à

676 000, fin 2020. Ce nombre s'élevait à 735 000 fin 2021, mais le nombre de déplacements nouveaux et secondaires était nettement inférieur à celui de l'année précédente[27]. Des attaques à plus petite échelle ont continué à avoir lieu, mais le gouvernement a ont également approuvé un plan de reconstruction de trois ans pour la province et annoncé son intention de commencer à renvoyer les PDI dans les villes reprises[28].

Les forces armées éthiopiennes ont été rejointes par l'armée érythréenne dans le conflit qui les oppose aux forces tigréennes, ce qui a contribué à une montée de la violence et aggravé la situation humanitaire dans le nord du pays. L'accès limité aux données et le nombre élevé de parties au conflit ont rendu impossible l'estimation du nombre de déplacements directement déclenchés par l'intervention érythréenne, mais les chiffres globaux pour le pays étaient les plus élevés jamais enregistrés[29].

La présence militaire étrangère en Somalie et au Soudan s'est réduite en 2021. Les États-Unis ont achevé le retrait de leurs troupes de Somalie, et certaines troupes éthiopiennes se sont également retirées après des années de présence bilatérale et un rôle dans la mission de l'Union africaine (AMISOM), une décision prise par Addis-Abeba pour renforcer sa capacité à faire face au conflit interne au Tigré[30]. L'avenir de l'AMISOM n'est pas clair, mais son rôle est susceptible d'évoluer à mesure qu'elle transférera ses responsabilités aux forces de sécurité somaliennes[31].

Ce fait, associé à une crise politique causée par le report des élections présidentielles et législatives, a conduit à l'expansion du groupe extrémiste islamiste al-Shabaab, qui contrôlait déjà des pans entiers du territoire somalien[32]. La violence du groupe a provoqué des dizaines de milliers de déplacements au cours de l'année, et il subsiste de nombreuses inquiétudes quant au renforcement et à l'expansion de l'influence du groupe après le retrait des troupes étrangères[33]. La crise politique a également alimenté la violence entre les forces loyales aux différents dirigeants politiques, au niveau national et local, provoquant ainsi des centaines de milliers de déplacements supplémentaires, principalement dans la région de Banadir et l'État de Galmudug[34].

Au Soudan, le retrait de l'opération hybride des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD), qui s'est achevé le 30 juin, a laissé un vide sécuritaire au sein duquel l'escalade de la violence intercommunautaire a entraîné des centaines de milliers de déplacements internes (voir En détail, p. 41)[35].

Malgré une présence militaire étrangère importante en Afrique occidentale, l'insécurité et les déplacements restent importants. L'un des principaux objectifs de la Force multinationale mixte (MNJTF), présente depuis 2015 dans les quatre pays qui se partagent les rives du lac Tchad, est de vaincre l'insurrection de Boko Haram et permettre le retour des personnes déplacées. Si elle a mené à bien des mesures de sécurisation de certaines zones, une grande partie de ses gains ont été perdus en 2021 lors d'une résurgence violente du groupe[36]. Les gouvernements du Niger et du Nigéria ont cependant continué à soutenir le retour des PDI dans les zones touchées par l'insécurité persistante[37].

Dans le cadre de l'Opération Barkhane dirigée par la France, la Force conjointe du G5 Sahel (composée de troupes du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad) et, plus récemment, la force opérationnelle européenne Takuba ont continué à combattre les GANE au Burkina Faso, au Mali et au Niger[38]. L'opération a affaibli certains groupes, mais tout impact sur les tendances de déplacement est difficile à évaluer faute de données[39]. La France a annoncé mi-2021 qu'elle réduirait sa présence militaire au Mali, ce qu'elle a concrétisé début 2022 par un retrait officiel[40]. Pendant ce temps, la présence de militaires russes a commencé à augmenter[41].

Quand les conflits, les catastrophes et l'insécurité alimentaire se conjuguent

Les conflits, les catastrophes et le déclin économique ont été des facteurs importants de l'aggravation de l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne en 2021[42]. Les catastrophes ont frappé des zones déjà touchées par la violence et les déplacements, entraînant ainsi des millions de personnes dans de graves pénuries alimentaires et dans la spirale destructrice de la vulnérabilité et des déplacements[43]. Dans certaines régions, des centaines de milliers de personnes ont été plongées dans des conditions proches de la famine et environ 91,8 millions de personnes étaient confrontées à une grave insécurité alimentaire dans l'ensemble de la région[44].

L'éruption du mont Nyiragongo dans le Nord-Kivu le 22 mai a déclenché le plus grand nombre de déplacements dus à des catastrophes dans la région. Elle a également conduit au plus grand nombre de déplacements internes causés par un événement géophysique à l'échelle mondiale. L'éruption et l'activité sismique associée ont détruit 4 044 maisons et 130 champs, provoquant ainsi 599 000 déplacements internes en RDC et 25 000 mouvements transfrontaliers vers le Rwanda, où plus de 13 000 personnes se sont retrouvées sans abri[45].

Le Nord-Kivu, qui abrite des millions de personnes déplacées par le conflit, était déjà en proie à une urgence humanitaire lorsque l'éruption a eu lieu[46]. Les impacts des deux crises ont été particulièrement intenses et ont aggravé les niveaux déjà élevés d'insécurité alimentaire dans la province. Environ 27 millions de personnes en RDC étaient confrontées à de graves pénuries alimentaires en octobre, le nombre le plus élevé au monde pour un seul pays. Une grande majorité d'entre eux se trouvaient dans les provinces de l'Est[47].

Le Soudan du Sud, touché par le conflit et la violence depuis 2013, a connu de graves inondations pour la troisième année consécutive en 2021. Les inondations ont frappé neuf des dix États du pays, affectant ainsi plus particulièrement Jonglei, Warrap et Unity. Elles ont provoqué 506 000 déplacements et causé des dommages considérables aux cultures, aux moyens de subsistance, aux habitations et aux infrastructures[48]. Lorsqu'elles ont frappé, environ 100 000 personnes vivaient encore en situation de déplacement à la suite des autres inondations des années précédentes[49].

La production alimentaire locale a été gravement affectée, la plupart des fermes ayant été submergées. De nombreux animaux d'élevage se sont noyés et les familles ont vendu ceux qui restaient, faute de pouvoir les garder en vie. Les années consécutives d'inondations généralisées signifient également que les possibilités de subsistance telles que la plantation pendant la saison creuse ne sont plus une option pour les personnes vivant dans les zones touchées[50]. En conséquence, le pays dans son ensemble a été confronté à ses niveaux d'insécurité alimentaire les plus élevés depuis son indépendance en 2011[51].

La conjugaison des catastrophes, des conflits et de l'insécurité alimentaire a provoqué des urgences humanitaires en Afrique orientale et australe en 2021, lorsque plusieurs pays ont subi leur pire sécheresse depuis quatre décennies[52]. Dans la région du Grand Sud à Madagascar, une combinaison de sécheresse, d'infestations d'insectes et de tempêtes de sable a réduit les récoltes de 60 %, laissant ainsi des millions de personnes en situation de grave insécurité alimentaire. De nombreuses communautés ont quitté leur foyer et leurs terres à la recherche de ressources plus au nord, les enfants constituant la majorité des personnes déplacées, et les vols de bétail ont augmenté, en particulier dans les districts d'Amboasary et de Taolagnaro. Ces violences criminelles ont également aggravé la situation, en limitant l'accès humanitaire, et provoqué 1 300 déplacements[53].

En Somalie, le gouvernement et l'ONU ont déclaré une situation d'urgence en avril, alors que plus de 80 % du pays était touché par la sécheresse. Au mois d'octobre, environ 200 000 personnes dans la région du Jubaland avaient besoin d'un approvisionnement urgent en eau[54]. La sécheresse a provoqué 168 000 déplacements internes dans l'ensemble du pays, le chiffre le plus élevé depuis 2018, et 3,5 millions de personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire aiguë en décembre, dont 1,1 million de PDI[55]. La sécheresse au Kenya a conduit le gouvernement à déclarer une catastrophe nationale en septembre, date à laquelle environ 2,1 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire grave. Les informations relatives aux déplacements étaient difficiles à obtenir[56].

Le lien entre les conflits, les catastrophes, l'insécurité alimentaire et les déplacements est complexe, mais les exemples ci-dessus laissent apparaître une tendance. Les pays qui subissent une combinaison de crises de déplacement liées à des catastrophes et à des conflits ont tendance à connaître les pires niveaux d'insécurité alimentaire, car les personnes qui ont été contraintes de fuir leur foyer abandonnent leurs champs et leur bétail, cherchent refuge dans des sites de déplacement situés loin des marchés et se retrouvent empêtrées dans des déplacements répétitifs et une insécurité alimentaire croissante[57]. Les quatre pays où le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave est le plus élevé au monde figurent également parmi les cinq qui comprennent le plus grand nombre de PDI[58]. La sécurité alimentaire et les moyens de subsistance sont des facteurs clés à prendre en compte pour mettre fin durablement aux déplacements. Ne pas le faire ne fera que freiner la recherche de solutions durables par les PDI[59].

Pratiques prometteuses pour réduire et résoudre les cas de déplacement

Dans un contexte d'augmentation du nombre de PDI en Afrique subsaharienne, les perspectives d'amélioration de la qualité de vie et de recherche de solutions durables sont incertaines pour les personnes concernées dans la plupart des pays. L'accès humanitaire s'est détérioré en 2021 dans des pays tels que le Cameroun, la RCA, l'Éthiopie, Madagascar, le Mali, le Mozambique, le Niger, le Nigéria, la Somalie et le Soudan, et avec lui les conditions de vie de millions de PDI[60]. Le manque d'accès compromet également la collecte de données, ce qui, en retour, entrave l'élaboration de mesures de réponse et de prévention.

Cela dit, plusieurs gouvernements ont progressé dans leur manière de faire face aux crises, notamment en proposant des options permettant aux PDI de s'intégrer localement, de regagner leurs terres ou de se réinstaller ailleurs dans leur pays et en s'efforçant de réduire les risques de déplacement et de mettre les personnes à l'abri du danger.

Après l'éruption du mont Nyiragongo, le gouvernement congolais a ordonné à 400 000 personnes d'évacuer

dix quartiers de la ville de Goma considérés comme à haut risque de nouvelles éruptions ou d'activité sismique. Il a également prévu des moyens de transport pour faciliter l'évacuation[61]. Fin juin, 80 % des personnes déplacées étaient revenues, moins de deux mois après la catastrophe[62]. Environ 30 000 personnes, soit 5 % du total, étaient toujours déplacées en décembre 2021. Le gouvernement a également érigé 700 abris temporaires pour les personnes désormais privées de toit et, pour réduire le risque de déplacement futur, a interdit toute reconstruction dans les zones considérées comme à haut risque de futures coulées de lave[63].

Le gouvernement du Niger a pris des mesures préventives pour réduire le risque de déplacement dû aux inondations en construisant et en renforçant les systèmes de drainage. Il a également proposé des options de réinstallation pour les PDI ayant trouvé refuge dans des sites de déplacement à la suite des inondations de la saison des pluies[64]. Le Zimbabwe a fourni une solution permanente à certaines de ses PDI en 2021, en assurant le relogement de la plupart des personnes déplacées par le cyclone Dineo en 2017 dans de nouveaux foyers[65].

Dans une volonté de résoudre les crises de déplacement de grande ampleur et à long terme, les gouvernements de l'Éthiopie, du Mozambique, du Niger et du Nigéria ont mis en œuvre des stratégies permettant aux PDI de regagner leurs terres ou de se réinstaller ailleurs, tandis que ceux de la Somalie et du Soudan ont élaboré des stratégies nationales en faveur de solutions durables[66]. Cependant, l'accent est mis sur les retours et ceux-ci peuvent être entravés par l'insécurité persistante et les destructions à grande échelle dans de nombreuses régions d'origine, ce qui pourrait également augmenter le risque que les personnes retournées soient à nouveau déplacées[67].

Une approche intégrée des retours, telle que celle adoptée au Mali en 2021, pourrait constituer une option plus viable. L'équipe d'appui à la réconciliation régionale du pays, en collaboration avec la division des affaires civiles de la mission de stabilisation des Nations unies (DAC-MINUSMA), a reconstruit et repeuplé plusieurs villages de la région de Mopti qui avaient subi des attaques majeures. Ce travail a été accompli grâce à des accords de réconciliation locaux, à la participation des femmes à la prise de décision, à la réouverture des écoles locales et à la reconstruction d'infrastructures permettant de préparer le retour des PDI ainsi qu'à l'apport d'un soutien pour les aider à se réinsérer[68].

L'intégration locale, autre moyen important de résoudre les déplacements, devrait être incluse dans les stratégies de solutions durables[69]. En 2021, le programme de solutions durables Danwadaag en Somalie a été un parfait exemple des progrès réalisés en matière d'intégration locale des PDI en milieu urbain à Baidoa, ayant ainsi aidé celles-ci à acheter des parcelles de terrain grâce à des contributions communales pour atténuer le risque d'expulsion forcée, à construire des structures plus permanentes et à officialiser leur propriété[70].

Un certain nombre de pays ont également renforcé leurs systèmes de contrôle. Le Zimbabwe et le Mozambique ont amélioré leur contrôle des déplacements liés aux catastrophes en suivant les PDI au fil du temps, ce qui a permis d'évaluer le nombre de personnes encore déplacées plusieurs mois après les catastrophes[71]. Les autorités sud-africaines ont également continué de suivre les besoins des personnes déplacées à la suite d'inondations survenues en 2019[72].

Des pratiques similaires pourraient être reproduites dans la région, mais cela nécessiterait des investissements considérables dans la consolidation de la paix et la réduction des risques de catastrophe. Sans cela, le nombre de PDI en Afrique subsaharienne continuera d'augmenter dans les années à venir.



Des élèves, déterminés à poursuivre leur scolarité, hissent le drapeau du Niger dans la cour de l'école à l'aube à Tillaberi, au Niger. © Tom Peyre-Costa / NRC, février 2022.

En détail – Éthiopie : la crise qui fait rage dans le nord entraîne des déplacements sans précédent

Les conflits et la violence ont provoqué plus de 5,1 millions de déplacements internes en Éthiopie en 2021, trois fois plus qu'en 2020, soit chiffre annuel le plus élevé jamais enregistré pour un seul pays[73]. La crise dans la province septentrionale du Tigré s'est aggravée, s'étendant aux régions voisines et déracinant des millions de personnes de leurs terres. Les combats ont été intenses et des violations généralisées des droits des personnes et des droits humanitaires internationaux par toutes les parties au conflit ont été signalées[74].

Le conflit entre l'armée éthiopienne et le Front de libération du peuple du Tigré (FLPT) a éclaté en novembre 2020. L'armée a pris le contrôle de la majeure partie de la région, y compris la capitale Mekelle, dans les premières semaines des combats[75]. Une grande partie du conflit s'est ensuite déplacée vers les zones rurales du centre, du sud et de l'ouest du Tigré au cours des mois suivants, provoquant ainsi le déplacement de 1,8 million de personnes[76]. En mai, l'armée a également mené des raids sur des camps de déplacés de la ville de Shire, qui abrite le plus grand nombre de PDI dans la région. De nombreuses PDI ont fait l'objet d'arrestations arbitraires, de détentions et de mauvais traitements[77].

La dynamique des conflits et les lignes de front ont changé au cours du second semestre de l'année. Les forces fédérales ont déclaré un cessez-le-feu unilatéral en juin et, avec leurs alliés, se sont retirées de la majeure partie du Tigré. La majeure partie de la région, cependant, est restée sous un blocus humanitaire de facto[78]. Dans une volonté de rouvrir les canaux d'aide et reconquérir les territoires perdus lors du conflit, le FLPT a commencé à se déplacer vers le sud, puis dans les régions d'Amhara et d'Afar, où les combats ont provoqué 2 millions de déplacements[79].

L'avancée rapide des forces tigréennes a incité le gouvernement à déclarer l'état d'urgence à l'échelle nationale pour six mois[80]. Toutes les parties au conflit ont ciblé les populations civiles selon des critères ethniques, ce qui a conduit à des violations généralisées des droits des personnes, tandis que le déplacement a souvent été utilisé comme moyen d'obtenir un contrôle territorial[81].

Le FLPT a annoncé à la mi-décembre que ses forces se retireraient dans leur région d'origine, ce qui a entraîné une accalmie dans les combats et permis à des centaines de milliers de personnes de regagner leurs terres d'origine dans les régions d'Amhara et d'Afar[82]. La violence a toutefois continué à faire rage et les habitants n'avaient accès aux services de base tels que les soins de santé, l'eau et l'éducation que de manière extrêmement limitée, une situation aggravée par la destruction généralisée des infrastructures publiques et privées[83].

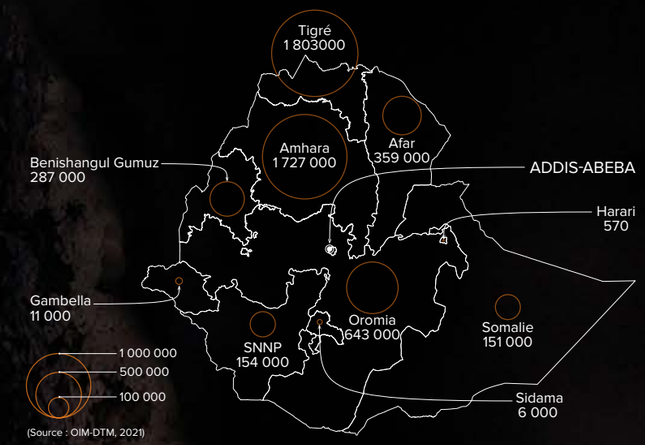
De nombreuses personnes dans le Tigré et dans certaines régions d'Amhara et d'Afar ont rencontré des difficultés extrêmes en ce qui concerne le travail de leurs terres et l'accès aux marchés, faisant ainsi de la nourriture l'un de leurs besoins les plus pressants[84]. Environ 5,2 millions de personnes avaient besoin d'une aide alimentaire au Tigré à la fin de l'année, et 400 000 étaient confrontées à une grave insécurité alimentaire[85]. Le blocus de facto du Tigré a entraîné de graves pénuries de nourriture et de carburant et les stocks de l'ONU destinés à la distribution de l'aide étaient pratiquement épuisés en janvier 2022[86]. Il n'a pas non plus été possible d'évaluer l'ampleur réelle des besoins.

Le conflit dans le Nord a représenté la grande majorité des déplacements internes enregistrés en Éthiopie en 2021, mais la violence intercommunautaire dans d'autres régions en a également déclenché un nombre important. Dans l'ensemble du pays, à la fin de l'année, environ 3,6 millions de personnes vivaient en situation de déplacement à la suite de conflits et de violences, dont 1,7 million d'enfants privés d'accès à l'éducation[87].

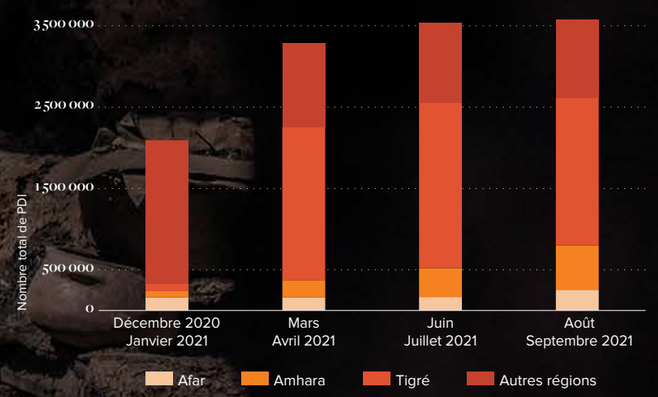
Le tissu social éthiopien est plus fragile que jamais et les besoins humanitaires ont atteint leur niveau le plus élevé[88]. Sans une diminution des conflits, un meilleur accès humanitaire et la possibilité pour les communautés de se relever et se reconstruire, ces besoins continueront probablement d'augmenter, de même que le risque de déplacements répétés et prolongés[89].

5,1 m Déplacements internes à la suite de conflits et de violences en Éthiopie en 2021

Les chiffres de déplacement sont les plus élevés jamais enregistrés pour un pays au cours d'une année donnée



(Source : OIM-DTM, 2021)



(Source : OIM-DTM, 2021)

Un homme est assis au milieu des ruines de sa maison incendiée lors d'attaques entre les forces tigréennes et les forces armées en Éthiopie. © Amanuel Sileshi / AFP via Getty Images, décembre 2021.

En détail – Soudan : une multiplication par cinq des déplacements internes

La situation humanitaire au Soudan s'est considérablement détériorée en 2021, à mesure que la violence intercommunautaire s'intensifiait et que le nombre de PDI s'élevait à 3,2 millions[90]. Environ 442 000 déplacements internes ont été signalés au cours de l'année, soit plus de cinq fois le chiffre de l'année précédente et le plus élevé depuis 2014[91]. Cette augmentation était principalement due à l'escalade de la violence, mais un meilleur accès aux zones touchées a également amélioré la quantité et la qualité des données disponibles, brossant ainsi un tableau plus précis de la situation en matière de déplacements.

La violence à travers le pays, et particulièrement au Darfour, provient principalement des différends intercommunautaires relatifs aux terres, des itinéraires de pâturage et d'autres ressources[92]. Les affrontements entre nomades, agriculteurs, éleveurs et autres groupes remontent à de nombreuses années, en particulier pendant la saison des récoltes[93]. Les catastrophes, la pandémie de COVID-19, une grave crise économique et l'aggravation de l'insécurité alimentaire ont intensifié les rivalités pour se procurer des ressources en 2021 et contribué à la forte augmentation de la violence et des déplacements[94].

L'évolution de la dynamique du pouvoir après la chute d'Omar el-Béchir en 2019 a également joué un rôle. En octobre 2020, le gouvernement de transition et une multitude de groupes armés non étatiques (GANE) ont signé l'Accord de paix de Juba (APJ) dans le but de résoudre des questions clés telles que la gestion des terres, le retour des PDI, la justice transitionnelle, la réforme du secteur de la sécurité et la représentation politique[95].

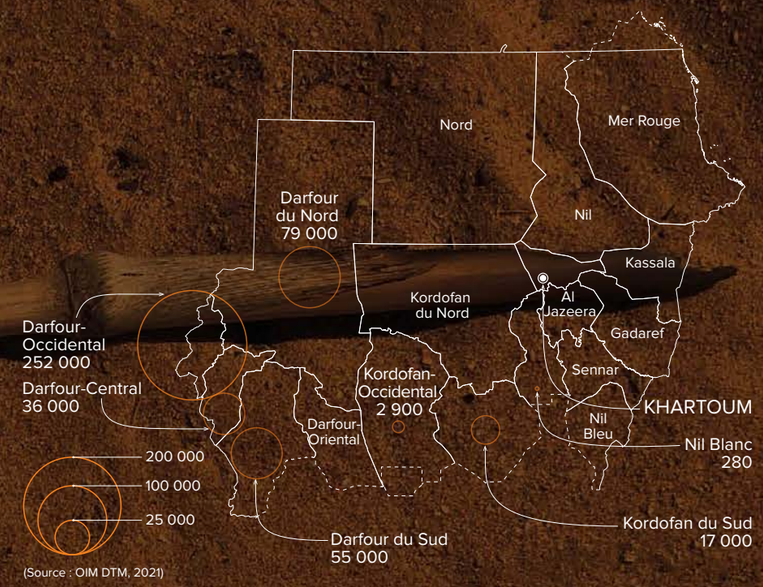
La mise en œuvre a cependant connu des difficultés et des retards[96]. Il convient de noter que tous les GANE du pays n'ont pas signé l'accord et que certaines communautés se sentent exclues[97]. Les communautés d'éleveurs de bétail au Darfour, en particulier, craignent d'être expulsées si le système traditionnel de propriété foncière est entièrement rétabli et si les PDI retournent sur ce qui était autrefois leurs terres, comme prévu dans l'APJ. Traditionnellement, elles ne se sont pas vu attribuer leurs propres terres et dépendent de l'accès à celles des autres le long de leurs routes migratoires[98].

Les tensions suscitées par la peur de perdre le contrôle des ressources se sont transformées en violents affrontements entre les communautés du Darfour en 2021[99]. Un certain nombre de villages et de sites de déplacement ont été touchés, en particulier au Darfour du Nord et au Darfour-Occidental, où la gestion des terres est contestée[100]. Le retrait de l'Opération hybride des Nations unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD) en juin a également cédé la place à un vide sécuritaire qui a entraîné un affaiblissement de la protection des civils, y compris les PDI[101].

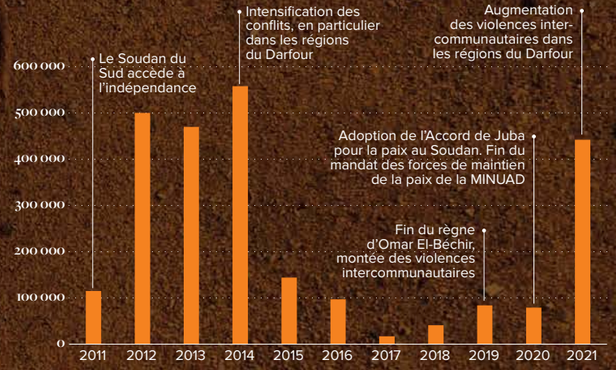
Environ 422 000 déplacements ont été signalés au Darfour au cours de l'année. Les affrontements armés à Ag Geneina au Darfour-Occidental en ont déclenché plus de 170 000 en janvier, dépassant ainsi le chiffre national pour 2020 en trois jours[102]. À la fin de l'année, environ 104 000 personnes étaient toujours déplacées, dont beaucoup vivaient dans des abris surpeuplés sans accès à l'eau, à l'assainissement ou à d'autres services essentiels[103]. Les violences intercommunautaires ont également provoqué 48 000 déplacements à Tawila, au Darfour du Nord, les 31 juillet et 1er août, et des dizaines de milliers d'autres ailleurs dans le pays au cours de l'année, notamment au Kordofan-Occidental et au Kordofan du Sud (voir carte)[104].

Les mesures de réponse humanitaire étaient sous-financée de manière inquiétante à la fin de l'année[105]. Ces problèmes, combinés à l'insécurité galopante et à un paysage politique incertain après la prise de contrôle du gouvernement par l'armée le 25 octobre, constituent pour les PDI autant d'obstacles majeurs à la recherche de solutions durables. Environ 56 % des PDI au Soudan sont déplacées depuis plus de dix ans, soulignant ainsi la nature prolongée de cette crise[106].

Pour relever ces défis, les autorités nationales, en collaboration avec l'ONU et d'autres intervenants, ont mis en place un groupe de travail sur les solutions durables et élaboré une stratégie nationale sur la question, destinée aux PDI, aux rapatriés, aux réfugiés et aux communautés d'accueil[107]. Ces initiatives ont permis d'établir des bases et créé une dynamique visant à mettre un terme définitif au déplacement. Il est indispensable de les soutenir, compte tenu de la portée du phénomène et de l'ampleur des besoins continus des PDI. Des solutions politiques sont également nécessaires pour s'attaquer aux causes de la violence, notamment par la mise en œuvre de l'APJ.



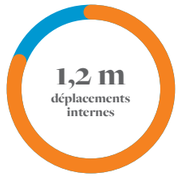
2,5 m Déplacements internes à la suite de conflits et de violences au Soudan entre 2011 et 2021



Une paire de chaussures abandonnée lors de la destruction par le feu d'un village au Darfour-Occidental. De nombreux villages et camps ont été incendiés lors d'affrontements intercommunautaires qui ont donné lieu à d'importants déplacements. © NRC, décembre 2021.

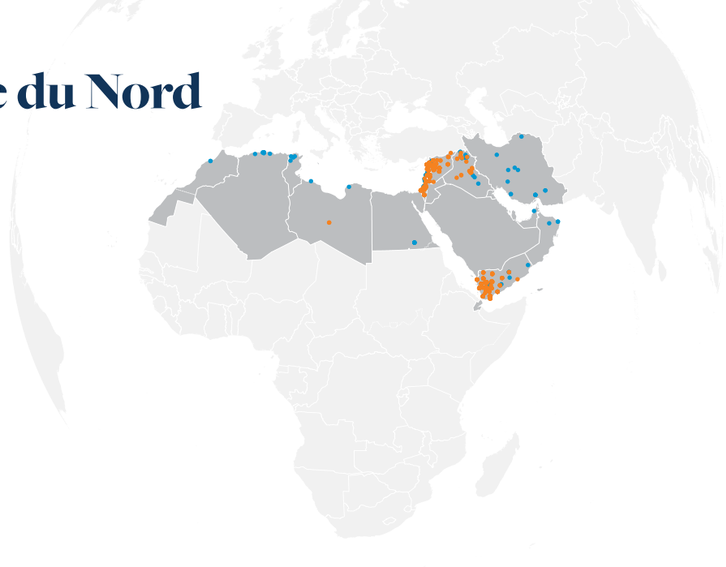
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Déplacements internes en 2021



Conflits et violences
1 011 000
Catastrophes
233 000

3,3 % du total mondial



1 | Syrie
456 000 79 000

2 | Yémen
377 000 84 000

3 | Palestine
118 000

4 | Irak
57 000 9 400

5 | Iran
41 000

Figure 20 : Les cinq pays ayant enregistré le plus grand nombre de déplacements internes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2021

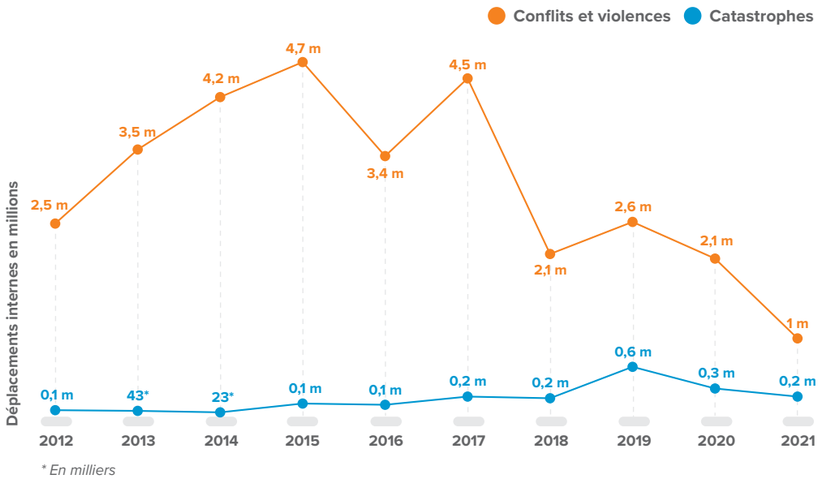


Figure 21 : Déplacements internes à la suite de conflits, de violences et de catastrophes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (2012-2021)

Les frontières, dénominations et désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle de l'IDMC.

Nombre total de PDI en 2021



Conflits et violences
12 309 000
Catastrophes
49 000

20,9 % du total mondial



Figure 22 : Pays ayant enregistré le plus grand nombre de PDI au Moyen-Orient et en Afrique du Nord fin 2021



Figure 23 : Nombre total de PDI au Moyen-Orient et en Afrique du Nord fin 2021, par tranche d'âge

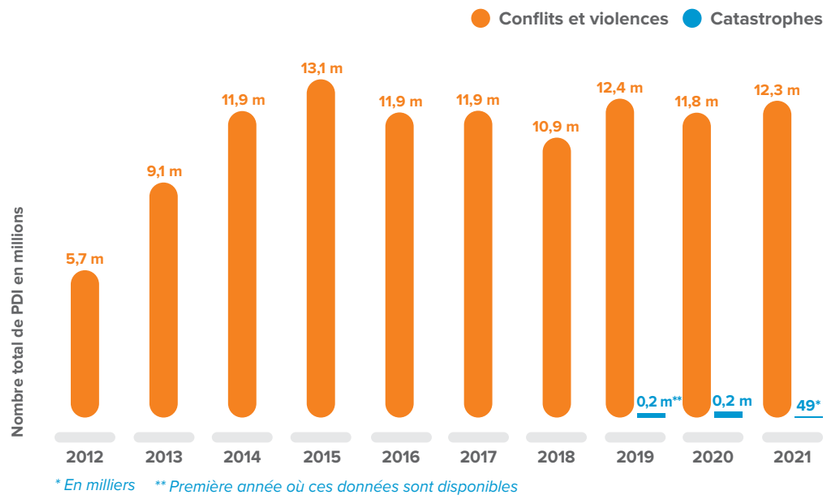


Figure 24 : Nombre total de PDI au Moyen-Orient et en Afrique du Nord à la fin de l'année (2012-2021)

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.

Les conflits et la violence ont provoqué un million de déplacements internes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) en 2021, soit moins de la moitié des 2,1 millions enregistrés l'année précédente et le chiffre le plus bas pour la région depuis une décennie. Cette baisse est essentiellement due à la désescalade des conflits en Irak, en Libye et en Syrie. Dans ces pays, l'instabilité a néanmoins continué de régner et la violence a augmenté au Yémen. Le conflit a également repris à Gaza, en mai, provoquant ainsi plus de 117 000 déplacements, et la violence a entraîné des déplacements à petite échelle au Liban et en Israël. Dans l'ensemble de la région, le nombre de personnes déplacées à la fin de l'année à la suite de conflits et de violences est resté largement inchangé par rapport à 2020, soit 12,3 millions.

Les catastrophes ont également provoqué un nombre plus faible de déplacements internes en 2021, soit 233 000, le chiffre le plus bas depuis 2018. Les inondations ont représenté la plupart d'entre elles, soit 178 000, suivies des tremblements de terre et des tempêtes. La tendance à la baisse des chiffres doit cependant être interprétée avec prudence. La région a été touchée par une grave sécheresse au cours de l'année, qui a provoqué une pénurie d'eau et des incendies de forêt de l'Algérie à l'Iran, mais aucun pays ne surveillait systématiquement les déplacements associés, la prudence est donc de mise[108]. À la fin de l'année, environ 49 000 personnes vivaient en situation de déplacement à la suite de catastrophes dans la région.

La recrudescence des conflits et de la violence déclenche des déplacements

La recrudescence des conflits et de la violence a contraint des centaines de milliers de personnes à quitter leur foyer dans toute la région en 2021. Le conflit entre Israël et la Palestine a provoqué 117 000 déplacements internes dans la bande de Gaza en mai, nombre le plus élevé depuis 2014 et événement de déplacement le plus important de l'année dans la région[109]. Des tirs de roquettes depuis Gaza ont également conduit à l'évacuation de milliers d'Israéliens vers des abris, tandis que d'autres formes de violence ont déclenché des déplacements en Cisjordanie (voir En détail, p. 49).

Les offensives d'Ansar Allah, également connu sous le nom de mouvement Houthi, ont déplacé des personnes dans plusieurs gouvernorats du Yémen. Le groupe a réalisé des gains significatifs à Shebwa, Abyan, Bayda et dans certaines parties du gouvernorat de Marib riche en pétrole et en gaz, la partie la plus septentrionale du dernier bloc contigu de territoire contrôlé par le gouvernement. Cela a suscité la crainte qu'Ansar Allah ne puisse s'emparer de la ville de Marib et d'autres parties du gouvernorat qui échappent actuellement à son contrôle, annonçant ainsi potentiellement une nouvelle phase plus violente de la guerre[110].

Alors que l'offensive du groupe à Marib s'intensifiait, les lignes de front se sont également déplacées sur la côte ouest aux environs de la ville portuaire stratégique de Hodeidah, qui a fait l'objet de blocus, de conflits et de déplacements ces dernières années[111]. Les combats ont déclenché 377 000 déplacements internes en 2021, avec un pic au dernier trimestre de l'année[112].

La bataille imminente pour le gouvernorat de Marib est une préoccupation majeure, car celui-ci abrite plus de 876 000 PDI, le plus grand nombre du pays, dont 80 % de femmes et d'enfants, beaucoup ayant déjà été déplacés à plusieurs reprises dans le gouvernorat en raison des violences en cours. Les ressources et les services comme les abris et les soins de santé sont débordés et la situation humanitaire devrait s'aggraver si les combats se poursuivent[113].

Malgré une diminution globale des combats en Syrie, le gouvernorat de Deraa, dans le sud-ouest du pays, a connu plusieurs vagues de violence. Les combats entre le gouvernement et les groupes d'opposition ont repris avec l'élection présidentielle de mai[114]. Les violences ont provoqué plus de 38 000 déplacements internes avant qu'un accord entre les parties belligérantes en septembre n'entraîne une désescalade. Une grande majorité des personnes déplacées étaient des femmes et des enfants aux conditions de vie précaires[115]. En octobre, 3 700 personnes vivaient encore en situation de déplacement, parce que leur foyer avait été détruits lors des combats[116].

Le gouvernorat d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, a connu la plus grande escalade de violences et de déplacements depuis un cessez-le-feu signé en mars 2020. En juin 2021, la reprise des frappes aériennes et des bombardements dans les zones sud du gouvernorat a provoqué près de 12 000 déplacements nouveaux et répétés[117]. Des PDI sont arrivées en masse à Idlib au cours de la dernière décennie, une zone devenue désormais l'une des plus densément peuplées du pays. Le gouvernorat a également subi une série de sièges et d'offensives depuis le déclenchement du conflit. Les plus importants, qui ont eu lieu au premier trimestre 2020, ont entraîné près d'un million de déplacements internes[118].

Le regain de violence a également entraîné des déplacements de population au Liban, en proie à une crise économique sans précédent[119]. De nombreuses personnes ont été contraintes de choisir entre des produits de première nécessité tels que la nourriture, les médicaments et le logement, et la situation a alimenté les tensions intercommunautaires qui ont déclenché 61 déplacements internes[120].

Les difficultés économiques et la violence ont également entraîné des mouvements transfrontaliers. Environ 78 000 ont été enregistrés au cours de l'année, une augmentation significative par rapport à 2020. Environ 63 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles quitteraient définitivement le pays si elles le pouvaient et l'on craint qu'une nouvelle détérioration de la situation économique n'entraîne une escalade de la violence et des déplacements[121].

Une année de conditions météorologiques extrêmes

La région MENA connaît certains des niveaux les plus élevés de variabilité hydrologique interannuelle au monde, ce qui signifie qu'elle est affectée à la fois par de longues sécheresses et de graves inondations[122]. Le risque de déplacement lié aux catastrophes est encore accru par les infrastructures hydrauliques qui ont été endommagées pendant les conflits et les conditions d'hébergement précaires dans lesquelles vivent des millions de PDI[123]. Environ 233 000 déplacements dus à des catastrophes ont été enregistrés en 2021, déclenchés par des risques météorologiques allant d'une sécheresse sévère et d'une pénurie d'eau à des inondations soudaines et des tempêtes. Parmi les personnes déplacées se trouvaient des PDI et des réfugiés qui avaient déjà fui le conflit et étaient à nouveau été déracinés.

En janvier, de fortes inondations ont provoqué 53 000 déplacements parmi les PDI vivant dans plus de 400 sites à Idlib et à Alep, dans le nord-ouest de la Syrie. La plupart des sites étaient informels et dotés de systèmes de drainage médiocres. Les pluies et les inondations ont également aggravé les besoins déjà criants des PDI, les plus urgents étant de se nourrir et de se loger convenablement[124]. De violentes tempêtes ont aggravé la souffrance d'un grand nombre de ces mêmes PDI des semaines plus tard, lorsque des dommages et des déplacements ont été signalés sur 88 sites, en mars[125]. Les mêmes zones ont été touchées pour la troisième fois en décembre, lorsque des inondations ont frappé 210 installations[126].

Les ménages syriens déplacés au Liban ont également subi les effets des tempêtes et des vents violents en février. La moitié d'entre eux vivaient dans des logements insalubres, incapables de résister aux conditions météorologiques difficiles, mais n'ayant nulle part où aller. Seules deux familles ont à nouveau été déplacées. Des milliers d'autres sont restés dans leurs abris inondés[127]. Ces exemples illustrent de manière saisissante la façon dont les personnes déplacées peuvent être entraînées dans la spirale destructrice de la vulnérabilité et des déplacements, en cas de conflits et de catastrophes conjugués.

Les tempêtes ont déplacé des personnes dans plusieurs pays vers la fin de l'année. Un événement rare de type cyclone dans le bassin méditerranéen a entraîné plus de 53 déplacements en Algérie et en Tunisie en octobre, et le cyclone tropical Shaheen en a déclenché 5 000 à Oman le même mois. Shaheen a également provoqué des inondations et une tempête de poussière en Iran, où de violentes tempêtes de neige accompagnées de vents cycloniques avaient provoqué plus de 2 300 déplacements dans les provinces du sud plus tôt dans l'année[128].

L'ensemble de la région a également été aux prises avec une grave sécheresse en 2021, aggravée dans certains pays par la réduction du débit d'eau dans l'Euphrate, qui est réglementé par la Turquie[129]. Les rivières en Irak et en Syrie ont atteint des niveaux historiquement bas, l'épuisement des réservoirs des barrages a conduit à des coupures d'électricité et le manque d'eau a entraîné une réduction des récoltes et des pénuries d'eau potable[130]. En novembre, environ 20 000 personnes vivaient en situation de déplacement à la suite de la sécheresse dans les gouvernorats du centre et du sud de l'Irak[131]. Nombre d'entre elles étaient des jeunes issus de communautés agricoles qui avaient fui vers les centres urbains à la recherche d'opportunités économiques[132]. L'Iran a également été touché par sa pire sécheresse en 50 ans, mais aucun chiffre relatif aux déplacements n'était disponible[133].

Mesurer les déplacements associés à la sécheresse dans la région MENA est extrêmement difficile en raison d'un manque de systèmes de surveillance fiables, mais il a été possible de prendre en compte ceux déclenchés par les incendies de forêt, aggravés par les vagues de chaleur et les conditions de sécheresse extrême[134]. Plus de 11 500 déplacements internes ont ainsi eu lieu en Algérie, en Irak, en Israël, au Liban et en Tunisie, le deuxième chiffre le plus élevé en plus de dix ans. L'Algérie, particulièrement touchée, a sollicité l'aide internationale pour faire face à la catastrophe[135]. La conjugaison de facteurs tels que la sécheresse, la désertification et les vagues de chaleur a également provoqué 30 déplacements au Yémen.

L'absence de systèmes de surveillance des déplacements liés aux catastrophes dans la région rend difficile la compréhension complète du phénomène en tant que base pour adapter les mesures préventives et les réponses visant à atténuer les risques futurs. Pas moins de 60 % de la population de la région MENA vit dans des zones à fort stress hydrique, et devraient continuer à subir des sécheresses, des vagues de chaleur et des pénuries d'eau, entrecoupées de violentes tempêtes et d'inondations soudaines[136]. Alors que les preuves des effets disproportionnés des catastrophes et des changements climatiques sur les pays et les populations touchés par les conflits se multiplient, la région semble extrêmement vulnérable compte tenu du risque élevé que constituent ces doubles crises et les déplacements qui y sont associés[137].

Les déplacements prolongés : une situation préoccupante

Les efforts visant à instaurer la paix et à améliorer la gouvernance en Irak, en Libye et en Syrie ont été des facteurs clés pour réduire le nombre de déplacements nouveaux et répétés



Un homme âgé vivant dans un camp de déplacés dans la région du Kurdistan irakien. © Beate Simarud / NRC, octobre 2021.

en 2021, mais de nombreuses régions demeurent détruites, dangereuses et privées d'opportunités économiques. Cela rend les PDI réticentes ou incapables de rentrer chez elles. De nombreux pays de la région ont également été touchés par une grave sécheresse, une insécurité alimentaire accrue et des difficultés économiques aggravées par les effets de la pandémie de COVID-19[138]. Les effets cumulatifs de ces crises rendent difficile l'aide aux PDI pour trouver des solutions durables.

La Syrie en est un exemple. Les lignes de conflit n'ont pas changé de manière significative en 2021, mais la résurgence d'une déstabilisation et de violences potentielles demeurait élevée dans de nombreuses régions, les parties belligérantes ayant formé des alliances complexes et parfois fragiles[139]. En parallèle, le pays a connu sa pire sécheresse depuis 1953, exposant ainsi cinq millions de personnes au risque de perdre l'accès à l'eau, à la nourriture et à l'électricité[140]. En octobre, plus de 90 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté[141]. Le prix d'un panier d'aliments de base a plus que doublé en l'espace d'un an, ce qui rend ceux-ci inabordables pour des millions de familles[142].

Cette convergence de facteurs a également eu pour effet d'accroître la durée des déplacements. Quatre ménages sur cinq qui ont fui leur foyer sont en situation de déplacement depuis plus de cinq ans. En novembre, seulement 3 % des PDI souhaitaient regagner leur foyer, l'écrasante majorité préférant rester dans leur zone de déplacement. L'insécurité et le manque de logements et d'opportunités économiques dans leurs lieux d'origine étaient les principales préoccupations motivant leur souhait de rester sur place[143].

Les facteurs économiques, cependant, ont été les plus importants pour influencer les schémas de déplacement et de retour en 2021[144]. Le nombre de retours a considérablement diminué au cours de l'année, pour les PDI à son plus bas niveau depuis 2018 et pour les réfugiés au plus bas depuis 2016[145]. Dans une volonté d'inverser ces tendances, les organisations de la société civile ont demandé à inclure le déplacement, le logement, la gestion des terres et la propriété dans les négociations entre les principaux intervenants syriens, menées par l'envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU, mais les pourparlers ont progressé lentement jusqu'à présent[146].

En Irak également, le nombre de PDI de retour dans leur foyer est passé d'une moyenne d'environ 500 000 par an entre 2018 et 2020 à seulement 121 000 en 2021[147]. L'écrasante majorité des rapatriés sont retournés chez eux, mais environ la moitié d'entre eux vivent dans des conditions modérément à sévèrement inadéquates liées principalement aux dommages causés au logement, au manque de services et à l'insécurité[148]. Certaines personnes PDI touchées par la fermeture des camps fin 2020 se sont également retrouvées soit dans des sites informels, soit dans des zones qui n'étaient peut-être pas encore propices aux retours en toute sécurité[149].

Dans le même temps, le pays connaît sa pire sécheresse en 40 ans et l'augmentation des prix de l'eau et des denrées alimentaires a affecté de manière disproportionnée les personnes déplacées[150]. C'est particulièrement le cas dans le gouvernorat de Ninive, en grande partie agricole, où les PDI et les rapatriés ont eu des difficultés à produire des cultures et n'ont que peu ou pas de sources alternatives de revenus ou d'options pour subvenir à leurs besoins[151].

Ces problèmes ont contribué à ralentir le taux de rendement et à retarder la recherche de solutions durables. Pour rendre les retours durables et mettre fin au déplacement des 1,2 million de PDI restantes dans le pays, dont la grande majorité vivent dans des campements informels à l'extérieur des camps, il faut redoubler d'efforts pour fournir les documents civils manquants, des logements adéquats, des services publics et des moyens de subsistance sont nécessaires[152].

Le nombre de PDI en Libye a diminué d'environ 118 000 en 2021 pour atteindre 160 000. L'année a été porteuse d'espoir pour le pays alors que le processus de paix progressait, que la planification des élections présidentielles et parlementaires était en cours et que les besoins humanitaires globaux diminuaient considérablement[153].

Malgré ces tendances positives, les élections prévues pour le 24 décembre 2021 ont été reportées et les personnes déplacées continuent de n'avoir qu'un accès limité aux services essentiels tels que les soins de santé, l'eau potable et un logement convenable[154]. Les PDI de retour dans leur foyer ont les plus grands besoins, principalement liés à une grave insécurité alimentaire et à un manque d'accès à l'eau, et la plupart sont retournées dans leurs foyers d'origine bien qu'elles aient retrouvé ceux-ci gravement endommagés dans de nombreux cas[155]. Les fonds nationaux destinés à aider les PDI et les rapatriés à reconstruire leurs communautés doivent encore être approuvés, et on ne connait toujours pas le type de compensation ou de soutien qu'ils recevront[156].

Compte tenu de la situation de déplacement qui prévalait dans la région en 2021, en particulier du nombre obstinément élevé de PDI et de leurs besoins humanitaires, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour soutenir des solutions durables dans les années à venir. Il s'agit notamment de réduire le risque de déplacement secondaire, de lutter contre l'insécurité alimentaire croissante et d'offrir des options d'intégration locale, mais aussi de retour. Étant donné que les catastrophes ont provoqué d'importants déplacements nouveaux et répétés au cours de l'année, il est également indispensable de s'efforcer d'atténuer les risques posés par les dangers futurs en mettant en place des systèmes de surveillance et de gestion.

En détail – Palestine : l'escalade des hostilités aggrave la crise

Il y a eu plus de 118 000 déplacements internes associés au conflit et à la violence en Palestine en 2021, deuxième chiffre le plus élevé jamais enregistré après les 501 000 déclenchés par le conflit de 2014 dans la bande de Gaza. La plupart des déplacements ont été le résultat de l'escalade des hostilités entre le Hamas et d'autres groupes armés palestiniens et l'armée israélienne à Gaza en mai, mais la destruction de biens, y compris les démolitions et les saisies d'habitations, les expulsions forcées et un environnement coercitif ont également contraint les gens à fuir en Cisjordanie[157].

Les tensions ont augmenté en avril et en mai, alors que la Cour suprême israélienne devait se prononcer sur l'expulsion éventuelle de Palestiniens du quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem-Est[158]. À la suite de manifestations et d'affrontements croissants à l'approche de la décision attendue, et après que les autorités israéliennes ont perquisitionné la mosquée Al Aqsa et fermé la porte de Damas dans la vieille ville, le Hamas et d'autres groupes armés ont lancé des roquettes sur Israël. L'armée israélienne a répondu par une campagne de bombardements aériens et d'artillerie de la bande de Gaza[159].

Environ 117 000 déplacements ont été enregistrés dans la bande de Gaza au plus fort des hostilités entre le 10 et le 20 mai, dont 77 000 vers des abris dans des écoles mises en place par l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). D'autres personnes se sont réfugiées dans des familles d'accueil ou des campements informels[160]. Les frappes aériennes ont détruit 1 663 habitations et en ont endommagé 58 000. Au moins 140 écoles et neuf hôpitaux ont également été endommagés[161].

Des milliers d'Israéliens se sont également réfugiés dans des abris alors que 4 300 roquettes ont été tirées aveuglément sur le pays depuis la bande de Gaza. Certaines sources indiquent que jusqu'à 70 % de la population israélienne a été contrainte de se réfugier dans des abris à un moment donné pendant les combats[162]. De nombreuses familles du sud d'Israël ont été déplacées pendant plusieurs jours alors que les tirs de roquettes se poursuivaient[163]. Le 20 mai, un cessez-le-feu a apaisé les combats, mais des échanges mineurs se sont poursuivis tout au long de l'année.

La bande de Gaza était déjà confrontée à une crise humanitaire avant la dernière escalade. Le blocus du territoire par Israël depuis 14 ans a accru la pauvreté et le chômage et causé d'importantes pénuries de nourriture, de fournitures médicales et d'électricité[164]. Par ailleurs, près de 2 000 personnes vivaient toujours en situation de déplacement après le conflit de 2014 entre le Hamas et Israël[165].

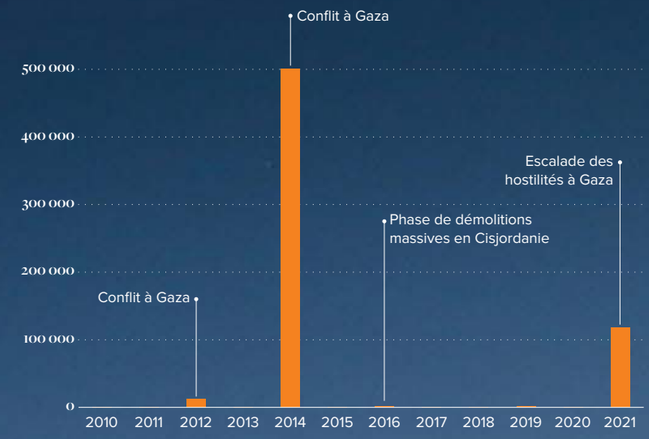
La fermeture de certains postes frontaliers après les dernières hostilités a entravé l'intervention humanitaire à leurs conséquences immédiates et aggravé la crise[166]. Les combats ont également affecté la santé mentale des habitants de Gaza, en particulier les PDI et les enfants, traumatisés par la violence et les destructions dont ils ont été témoins[167].

Les expulsions forcées, les démolitions et la saisie d'habitations et autres biens palestiniens par les autorités israéliennes ont provoqué plus de 1 200 déplacements en Cisjordanie, dont environ 660 impliquant des enfants[168]. L'intimidation, l'usage excessif de la force, la destruction d'infrastructures essentielles et l'expansion des colonies israéliennes ont continué d'alimenter l'environnement coercitif dans le territoire. Les possibilités de subsistance des Palestiniens ont également été altérées par les restrictions à la liberté de circulation, le manque d'accès aux services essentiels et la montée de la violence des colons. Tous ces facteurs contribuent à motiver les déplacements[169].

À diverses occasions, les opérations militaires israéliennes ont également contraint certaines personnes à quitter temporairement les lieux et de nombreux autres ménages risquent d'être déplacés à la suite des expulsions en cours en Cisjordanie[170].

Les conflits, la violence, les déplacements et les répercussions de la pandémie de COVID-19 ont aggravé la crise humanitaire en Palestine en 2021[171]. À la fin de l'année, environ 10 500 personnes vivaient encore en situation de déplacement interne dans la bande de Gaza et 1 200 en Cisjordanie[172]. Ce dernier chiffre est à prendre avec prudence et pourrait atteindre 73 000[173]. Il est de plus en plus nécessaire que les négociations reprennent entre les dirigeants israéliens et palestiniens, que le droit international humanitaire soit respecté et qu'une aide soit fournie pour reconstruire la bande de Gaza et accompagner les PDI dans leur quête de solutions durables.

640 000 Déplacements internes résultant de conflits et de violences depuis 2010

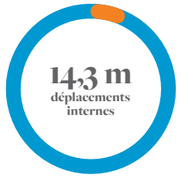


(Sources : OCHA, Groupe d'intervention responsable des abris)

Des Palestiniens s'abritant sous des tentes qu'ils ont installées au milieu des décombres à Gaza. © Mustafa Hassona / Anadolu Agency via Getty Image, mai 2021.

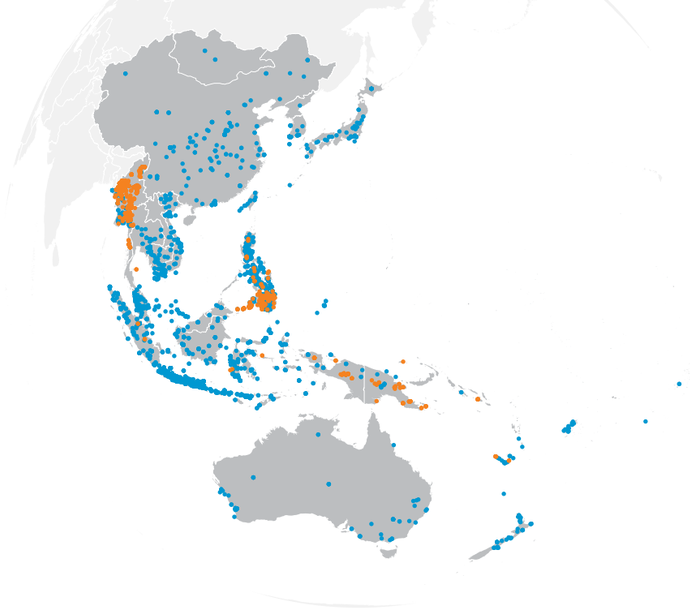
Asie de l'Est et Pacifique

Déplacements internes en 2021



Conflits et violences
626 000
Catastrophes
13 696 000

37,6 % du total mondial



1 | Chine
6 m

2 | Philippines
140 000 5,7 m

3 | Vietnam
780 000

4 | Indonésie
27 000 749 000

5 | Myanmar
448 000 158 000

Figure 25 : Les cinq pays ayant enregistré le plus grand nombre de déplacements internes en Asie de l'Est et dans le Pacifique en 2021

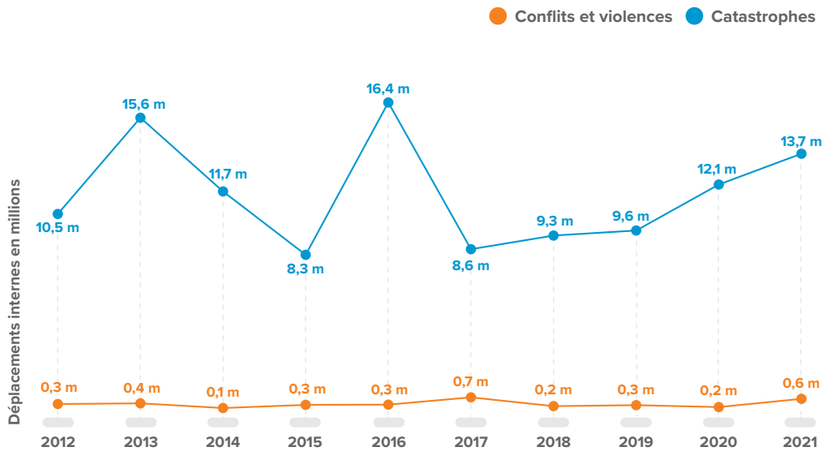


Figure 26 : Déplacements internes à la suite de conflits, de violences et de catastrophes en Asie de l'Est et dans le Pacifique (2012-2021)

Les frontières, dénominations et désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle de l'IDMC.

Nombre total de PDI en 2021



Conflits et violences
896 000
Catastrophes
1 883 000

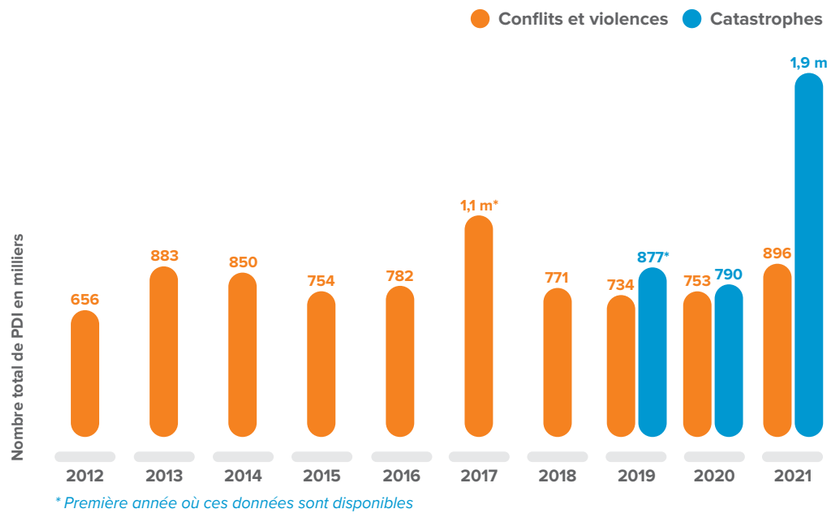
4,7 % du total mondial



Figure 27 : Pays ayant enregistré le plus grand nombre de PDI en Asie de l'Est et dans le Pacifique fin 2021



Figure 28 : Nombre total de PDI en Asie de l'Est et dans le Pacifique fin 2021, par tranche d'âge



** Première année où ces données sont disponibles*

Figure 29 : Nombre total de PDI en Asie de l'Est et dans le Pacifique à la fin de l'année (2012-2021)

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.

En 2021, les catastrophes ont provoqué 13,7 millions de déplacements internes en Asie de l'Est et dans le Pacifique, le chiffre le plus élevé depuis 2016, supérieur à la moyenne annuelle de 11,6 millions de la dernière décennie. Comme les années précédentes, la région a été à l'origine de la majorité des déplacements dus aux catastrophes enregistrés dans le monde. Elle abrite la majeure partie de la population mondiale, dont beaucoup vivent dans des zones sujettes à une grande variété de dangers, notamment des tempêtes, des inondations, des tremblements de terre et des éruptions volcaniques.

Les effets de La Niña se sont manifestés dans différents pays pour la deuxième année consécutive. Les tempêtes ont frappé le Pacifique Sud et l'Asie de l'Est et du sud-Est, provoquant ainsi plus de 8 millions de déplacements, la grande majorité sous forme d'évacuations préventives. Les inondations en ont provoqué environ 5,3 millions. Les inondations ont été particulièrement intenses en Chine, où un événement survenu dans le Henan en juillet a provoqué environ 1,5 million de déplacements (voir En détail, p. 59).

Les conflits et les violences ont entraîné 626 000 déplacements internes dans la région, soit trois fois le chiffre de 2020 et le plus élevé depuis 2017. Cela était principalement dû à l'escalade du conflit au Myanmar, en particulier après le coup d'État militaire de février. Environ 448 000 déplacements ont été recensés, le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour le pays, bien qu'il s'agisse d'une estimation prudente. Le conflit s'est également superposé à des catastrophes, aggravant ainsi davantage la situation humanitaire (voir En détail, p. 61). À la fin de l'année, environ 2,8 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne en Asie de l'Est et dans le Pacifique, dont 896 000 à la suite de conflits et de violences.

Une autre année de tempêtes incessantes

Les tempêtes, qui ont représenté 58 % des déplacements liés aux catastrophes enregistrés dans la région, ont été alimentées par le phénomène La Niña, modéré à fort, qui a débuté fin 2020, mais s'est poursuivi en 2021[174]. Ce phénomène naturel implique le refroidissement à grande échelle des températures de surface de l'océan dans le centre et l'est de l'océan Pacifique au niveau de l'équateur, ce qui modifie les conditions météorologiques et entraîne des niveaux d'humidité supérieurs à la normale[175]. Trois puissantes tempêtes (Rai, In-fa et Conson) ont déclenché le plus grand nombre de déplacements aux Philippines, en Chine et au Vietnam.

Différents noms sont utilisés pour désigner les tempêtes en Asie de l'Est et dans le Pacifique, en fonction de leur emplacement et de leur force. Certains pays les appellent des « typhons », d'autres des « cyclones tropicaux » et d'autres encore plus simplement des « cyclones ». Certains paysattribuent également aux tempêtes des noms différents. Le typhon Rai, connu aux Philippines sous le nom d'Odette, a déclenché le plus grand nombre de déplacements dus à des catastrophes dans le monde en 2021. La tempête s'est formée le 11 décembre et, au cours des dix jours suivants, a gagné en intensité, atteignant ainsi la catégorie cinq avec des vents soutenus de 260 kilomètres à l'heure. Sur son parcours à travers les Palaos, les Philippines et le Vietnam, elle a provoqué 3,9 millions de déplacements[176]. L'écrasante majorité se trouvait aux Philippines, en particulier dans les régions de Caraga, des Visayas orientales et des Visayas occidentales[177].

Rai a détruit environ 415 000 maisons dans tout l'archipel et en a endommagé environ 1,7 million. Au moins 16 millions de personnes ont été touchées, y compris des enfants qui ont dû interrompre leur scolarité en raison de la destruction de leur école. Les moyens de subsistance des PDI ont également été affectés et les prix des denrées alimentaires ont augmenté, accroissant ainsi le risque d'insécurité alimentaire[178]. Plus de 590 000 personnes étaient encore déplacées fin décembre.

Le Vietnam et les Palaos ont signalé respectivement environ 3 700 et 2 000 déplacements, principalement des personnes évacuées vers des abris ou d'autres lieux temporaires. Certaines personnes au Vietnam étaient encore déplacées à la fin de l'année, mais toutes celles des Palaos étaient retournées dans leur foyer.

Comme les années précédentes, une grande partie des déplacements dus aux catastrophes en Asie de l'Est et dans le Pacifique a été enregistrée au cours du second semestre de l'année[179]. Une autre tempête importante a été le typhon In-fa, qui a provoqué environ 1,4 million de déplacements en Chine et 200 000 autres aux Philippines et à Taïwan au cours des deux dernières semaines de juillet. In-fa a également été la deuxième tempête la plus humide jamais enregistrée en Chine[180].

La troisième tempête la plus importante a été le typhon Conson, qui s'est formé le 5 septembre et a provoqué plus de 877 000 déplacements aux Philippines et surtout au Vietnam. La tempête avait diminué d'intensité au moment de toucher terre au Vietnam, mais elle a tout de même provoqué plus de 728 000 déplacements dans 11 provinces[181]. Elle a représenté 93 % des déplacements dus aux catastrophes dans le pays en 2021, et les zones côtières exposées ont été particulièrement touchées.

Les tempêtes ont également provoqué des déplacements dans 20 autres pays de la région. Alors que les effets de La Niña prenaient de l'ampleur dans le Pacifique Sud, deux cyclones tropicaux consécutifs, Ana et Bina, ont frappé les Fidji, les Îles Salomon et le Vanuatu fin janvier. Ils ont apporté plus de 350 mm de pluie en 24 heures dans certaines régions des Fidji et provoqué environ 14 000 déplacements à travers



Le typhon Rai a provoqué le plus grand nombre de déplacements dus à des catastrophes en 2021. Sur la photo, un garçon assis dans les décombres de sa maison détruite. © UNICEF / UN0570020 / Hogsholt, décembre 2021.

l'archipel[182]. Les tempêtes ont frappé alors que le pays se remettait encore du cyclone Yasa, qui a déplacé des dizaines de milliers de personnes en décembre 2020[183].

La saison des pluies s'étend généralement de novembre à avril dans le Pacifique Sud et, s'il n'est pas rare que des cyclones se manifestent à la fin de cette période, Seroja, qui s'est formé en avril, était un cas unique à bien des égards[184]. Il a déclenché plus de 71 000 déplacements dans trois pays, dont 16 000 au Timor oriental, où il a provoqué des inondations soudaines et des glissements de terrain.

Les inondations ont été les pires du pays en 40 ans, et les infrastructures endommagées, notamment les routes, les ponts, les écoles et les centres médicaux, ont entravé les opérations de sauvetage[185]. Elles ont également détruit environ 4 200 maisons et perturbé l'approvisionnement en eau et en électricité ainsi que la connectivité internet[186]. Seroja a également révélé des lacunes importantes en termes de réduction des risques. Toutes les communautés n'ont pas été informées des dangers auxquels elles étaient susceptibles d'être confrontées et aucun centre d'évacuation n'a été mis en place avant la catastrophe. La plupart des gens ont cherché refuge dans des bâtiments gouvernementaux et des écoles[187].

Seroja a également été la tempête la plus puissante à frapper l'Indonésie depuis 2008, détruisant ainsi des habitations et déclenchant 55 000 déplacements[188]. Elle a également provoqué 340 évacuations en Australie-Occidentale, où les dégâts ont été importants, faute d'infrastructures construites pour résister à un danger d'une telle intensité et de communautés prêtes à faire face à ses effets[189].

Les changements climatiques devraient accroître l'intensité des tempêtes tropicales en Asie de l'Est et dans le Pacifique, exposant ainsi les populations plus à l'intérieur des terres à leurs effets dévastateurs[190]. Il reste encore beaucoup à faire pour réduire les risques, mais certains pays ont déjà investi dans le renforcement de leurs systèmes de surveillance et de leurs protocoles d'évacuation.

Les autorités philippines, tirant des leçons du typhon Haiyan de 2013, ont procédé à des centaines de milliers d'évacuations préventives avant l'arrivée du typhon Rai, sauvant ainsi de nombreuses vies[191]. Le gouvernement fidjien a lancé une campagne nationale de sensibilisation aux catastrophes, axée sur la préparation des communautés locales[192].

L'administration météorologique chinoise a travaillé avec l'Organisation météorologique mondiale pour lancer le Centre de recherche collaborative sur les typhons en Asie-Pacifique, destiné à améliorer la coopération régionale en matière de réduction des risques de catastrophe et de recherche sur les tempêtes[193]. De telles initiatives peuvent aussi potentiellement renforcer les connaissances et les capacités permettant de gérer le risque de déplacement.

Inondations alimentées par La Niña

En 2021, les inondations ont provoqué 5,3 millions de déplacements internes dans 19 pays d'Asie de l'Est et du Pacifique. La Chine, l'Indonésie et les Philippines étant les plus touchés. La majorité a eu lieu pendant la saison des pluies de chaque pays.

En raison de sa forte exposition aux inondations, la population chinoise a enregistré le plus grand nombre de déplacements dans la région et dans le monde, soit 3,8 millions. Les inondations dans la province du Henan entre le 16 et le 31 juillet ont représenté à elles seules près de 1,5 million de personnes (voir En détail, p. 59). Environ 800 000 déplacements ont eu lieu en dehors de la saison des pluies, dont 590 000 principalement dans les provinces du Shanxi et du Shaanxi en octobre, lorsque les précipitations ont dépassé les records historiques dans certaines régions[194].

Les inondations ont également provoqué plus de 616 000 déplacements en Indonésie. Les deux tiers ont eu lieu vers la fin de la saison des pluies d'octobre à mars, lorsque les précipitations les plus importantes ont tendance à se produire[195]. Alimentés par La Niña, les deux événements qui ont déclenché les plus grands déplacements ont eu lieu dans le Kalimantan du Sud à la mi-janvier et à Java en février[196].

Les inondations du Kalimantan du Sud ont été les pires de la province en 50 ans, provoquant 190 000 déplacements dans les 11 régences et incitant le gouvernement à déclarer l'état d'urgence[197]. Les autorités provinciales ont également fourni des allocations aux personnes touchées, y compris les PDI, et ont mis en place un groupe de travail sur le relèvement et la reconstruction[198]. L'ouest, l'est et le centre de Java, Banten et Jakarta ont été frappés par une série d'inondations qui ont entraîné 161 000 déplacements, la plupart dans l'ouest de Java après la crue de la rivière Citarum et la submersion des berges[199]. Environ 69 000 personnes vivaient en situation de déplacement en Indonésie à la suite d'inondations à la fin de l'année.

Les Philippines connaissent des précipitations importantes pendant deux saisons de mousson : celle du sud-ouest, qui s'étend de juin à septembre, et celle du nord-est, comprise entre octobre et mars[200]. Près de 63 % des 478 000 déplacements dus aux inondations enregistrés pour le pays en 2021 ont eu lieu pendant la saison de la mousson du sud-ouest. Le chiffre global était neuf fois plus élevé qu'en 2020 et, à la fin de l'année, environ 16 000 personnes vivaient encore en situation de déplacement à la suite des inondations.

Les inondations ont également provoqué des déplacements dans les pays du Pacifique. La Niña entraîné une augmentation des pluies supérieure à la normale en Australie au cours des premiers mois de l'année, en particulier dans les États de l'est et du sud-est, qui ont été gravement touchés par les feux de forêt dévastateurs de 2019 et 2020[201]. La collision de systèmes météorologiques a provoqué des averses persistantes en Nouvelle-Galles du Sud, entraînant ainsi ses pires inondations en six décennies et provoquant 40 000 déplacements.

Certaines des pires inondations dans les régions de Westport et Marlborough en Nouvelle-Zélande ont provoqué environ 2 900 déplacements en juillet, et des centaines de personnes ont été déplacées dans la région de Canterbury, en mai et juin, lorsqu'un événement qui se produit une fois par siècle a provoqué la crue des rivières et l'inondation des berges[202].

Une recrudescence des déplacements liés aux conflits

Les conflits et les violences ont entraîné 626 000 déplacements internes en Asie de l'Est et dans le Pacifique en 2021, soit plus du triple du chiffre de 2020 et le plus élevé depuis 2017. La plupart se sont produits au Myanmar, où les 448 000 recensés étaient supérieurs au total des huit dernières années combinées.

Le 1er février, les forces armées nationales ont renversé le gouvernement démocratiquement élu du pays, ravivant ainsi plusieurs conflits ethniques de longue date et déclenchant de nouveaux types de violence[203]. La résistance à la prise de contrôle a conduit à la formation des Forces de défense du peuple (FDP), milices locales destinées à protéger les participants au mouvement de désobéissance civile.

Les affrontements entre les FDP et l'armée ont contraint des milliers de personnes à fuir dans un certain nombre de zones relativement épargnées par le conflit dernièrement[204]. Il s'agissait notamment de l'État de Kayin et de la région de Bago, dans le sud du pays, où l'armée a lancé des frappes aériennes pour la première fois en 20 ans, entraînant ainsi 40 000 déplacements[205]. Dans l'État de Shan, la violence auparavant limitée à ses cantons du nord s'est étendue pour la première fois aux régions du sud[206].

Le plus grand événement de déplacement lié au conflit de l'année a eu lieu dans l'État central de Kayah, où aucun mouvement de ce type n'avait jamais été enregistré auparavant. L'armée a répondu aux FDP de plus en plus actives par des bombardements d'artillerie lourde, en particulier dans le canton de Demoso, provoquant ainsi 104 000 déplacements fin mai et début juin[207].

Des affrontements entre les forces de résistance locales et l'armée dans la région de Sagaing, dans le nord-ouest du pays, en ont provoqué des dizaines de milliers d'autres dans plusieurs cantons[208]. Là-bas et dans d'autres zones frontalières touchées par le conflit, certaines personnes ont cherché refuge dans les pays voisins[209].

La situation humanitaire était particulièrement désastreuse dans les zones où l'accès était déjà limité avant le coup d'État militaire, et l'insécurité croissante a également entravé la collecte de données, ce qui signifie que l'ampleur réelle des déplacements reste inconnue[210]. Cela est particulièrement vrai dans les zones urbaines telles que Yangon et Mandalay, où la violence politique contre les manifestants, la loi martiale et les expulsions forcées auraient contraint de nombreuses personnes à fuir[211].

L'insécurité, conjuguée à une économie en difficulté, a perturbé les moyens de subsistance des populations et la disponibilité de nourriture dans les zones urbaines et rurales, et les catastrophes ont complexifié davantage la crise des déplacements dans le pays (voir En détail, p. 61)[212]. Les mêmes facteurs alimentent également une instabilité accrue, suscitant ainsi de sérieuses inquiétudes quant à un risque croissant de guerre civile[213]. À la fin de l'année, environ 649 000 personnes vivaient en situation de déplacement à la suite de conflits et de violences, le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour le pays, mais probablement encore sous-estimé[214].

Des déplacements liés au conflit ont également eu lieu aux Philippines, en particulier dans le sud, qui a déjà été longtemps en proie à des conflits internes, principalement liés à la région autonome de Bangsamoro dans le Mindanao musulman (BARMM)[215]. Le Front Moro islamique de libération (FMIL) mène une rébellion armée depuis plus de 40 ans et souhaite établir un État islamique autonome pour le peuple autochtone Moro[216]. Malgré un accord de paix signé en 2014 entre le FMIL et le gouvernement, la violence s'est poursuivie alors que d'autres groupes plus petits continuent de se battre.

La situation à Mindanao a représenté 136 000 des 140 000 déplacements enregistrés pour l'ensemble du pays, le chiffre global étant en augmentation de 27 % par rapport à 2020. La plupart des déplacements ont eu lieu à petite échelle, à l'exception d'un, en mars, lorsque les forces gouvernementales se sont affrontées avec les Combattants islamiques pour la liberté des Bangsamoro (BIFF) dans la municipalité de Datu Saudi-Ampatuan, à Mindanao. Les combats se sont étendus aux zones environnantes, provoquant ainsi au moins 66 000 déplacements. Plus de 4 400 personnes étaient encore déplacées six mois plus tard[217].

Les conflits et la violence intercommunautaires ont également entraîné des déplacements dans la région de la Cordillère et dans les Visayas orientales, occidentales et centrales. Environ 108 000 personnes vivaient encore en situation de déplacement dans l'ensemble du pays à la fin de l'année. La diminution par rapport à 153 000 fin 2020 était principalement due au retour d'environ 80 % des personnes déplacées par le conflit à Marawi en 2017[218].

Le plus grand événement de déplacement lié au conflit enregistré en Indonésie en 2021 a eu lieu dans la régence de Puncak, dans la province de Papouasie. L'assassinat du chef des services de renseignement provinciaux en avril a entraîné une escalade de la violence entre les forces gouvernementales et les groupes armés non étatiques, qui a provoqué au moins 15 000 déplacements au mois d'octobre et de novembre. Les gens ont été contraints de chercher refuge dans des églises, des postes de police et des forêts, et la plupart étaient encore déplacés vers la fin de l'année[219].

Les attaques de groupes armés non étatiques contre des civils et les affrontements avec les forces gouvernementales ont également entraîné un certain nombre d'incidents de déplacement à plus petite échelle dans les provinces de Papouasie, de Riau et de Papouasie occidentale, portant ainsi le total à 27 000 pour l'ensemble du pays. À la fin de l'année, environ 73 000 personnes vivaient encore en déplacement à la suite de conflits et de violences, la majorité d'entre elles se trouvant dans des situations prolongées.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée subit depuis longtemps des violences intercommunautaires, souvent déclenchées par des conflits fonciers, mais l'utilisation d'armes lourdes, ces dernières années, a conduit à l'escalade qui a déclenché 8 500 déplacements en 2021 (voir En détail, p. 63). Des déplacements liés à des conflits à plus petite échelle ont également été enregistrés en Thaïlande, aux Îles Salomon et sur le territoire français de Nouvelle-Calédonie.

Compte tenu de l'ampleur des déplacements liés aux catastrophes en Asie de l'Est et dans le Pacifique chaque année, le gouvernement et les autres intervenants doivent continuer à s'appuyer sur l'expérience considérable de la région en matière de gestion des risques de catastrophe et placer les déplacements au cœur des initiatives de réduction des risques, de relèvement et de reconstruction. Cela ne devrait toutefois pas se faire au détriment des efforts visant à mieux comprendre la manière dont les conflits et la violence alimentent les déplacements et la façon dont les catastrophes et les conflits se combinent pour accroître la vulnérabilité des PDI et des communautés d'accueil et affaiblissent leurs capacités d'adaptation[220].



Un employé de la ville se tient au milieu d'une route inondée le 20 février 2021 à Jakarta, en Indonésie.
© Ed Wray / Getty Images, février 2021.

En détail – Chine : inondations dans le Henan

Chaque année, la Chine enregistre l'un des plus grands nombres de déplacements liés aux catastrophes dans le monde. La plupart sont des évacuations préventives avant les grandes tempêtes et inondations qui ont lieu pendant la saison de la mousson, qui s'étend de mai à septembre. Les catastrophes ont provoqué 6 millions de déplacements internes en 2021, et un événement, les inondations dans la province du Henan entre le 16 et le 31 juillet, en représentait 25 % à lui seul. Près de 15 millions de personnes dans 150 comtés ont été touchées et 398 ont perdu la vie[221].

Les inondations ont été causées par des précipitations sans précédent dans toute la province[222]. Dans la capitale, Zhengzhou, il est tombé 201,9 mm en seulement une heure, le 20 juillet. Il pourrait s'agir des chutes de pluie les plus abondantes en 1000 ans[223]. Les cyclones tropicaux Cempaka et In-Fa, qui ont touché terre dans d'autres parties de la Chine les 21 et 23 juillet et provoqué respectivement 105 000 et 1,4 million de déplacements, ont déversé de nouvelles pluies abondantes dans le Henan.

La géographie du Henan rend la province particulièrement sujette aux inondations, et cela est particulièrement vrai pour Zhengzhou, qui abrite à 12,6 millions d'habitants[224]. En 2014, la Chine a lancé une initiative de « ville éponge » visant à minimiser les risques d'inondation urbaine. L'idée est de réduire les surfaces dures des villes et d'augmenter les zones perméables telles que les jardins pluviaux, les toits verts et les zones humides artificielles, qui atténuent les inondations des eaux de surface et les pics de ruissellement et améliorent la purification des eaux de ruissellement urbaines et la conservation de l'eau[225].

Depuis son introduction à Zhengzhou en 2018, l'infrastructure de la ville a permis de réduire les inondations dans 125 zones et de récupérer 380 millions de tonnes d'eau[226]. La ville a ainsi enregistré un nombre moindre de déplacements liés à la saison de la mousson. Les inondations de 2021 étaient, cependant, un cas unique. En trois jours, il est tombé l'équivalent d'une année de pluie, anéantissant ainsi la capacité de la ville à absorber l'eau et contraignant des millions de personnes à quitter leur foyer. Malgré l'ampleur des déplacements, un examen de l'intervention d'urgence a révélé qu'un plus grand nombre de de personnes auraient pu être évacuées, si celle-ci avait été plus rapide et mieux organisée[227].

Malgré des pluies continues qui ont débuté le 16 juillet, l'intervention n'a été lancée que trois jours plus tard et les évacuations ont eu lieu entre le 21 et le 31 juillet[228]. Ce décalage peut s'expliquer en partie par la confiance placée dans l'infrastructure de la ville éponge de Zhengzhou. Au moment où les évacuations étaient en cours, le nombre de victimes et de personnes portées disparues avait commencé à augmenter et les efforts étaient complexifiés davantage par les mesures visant à contrer l'épidémie de COVID-19.

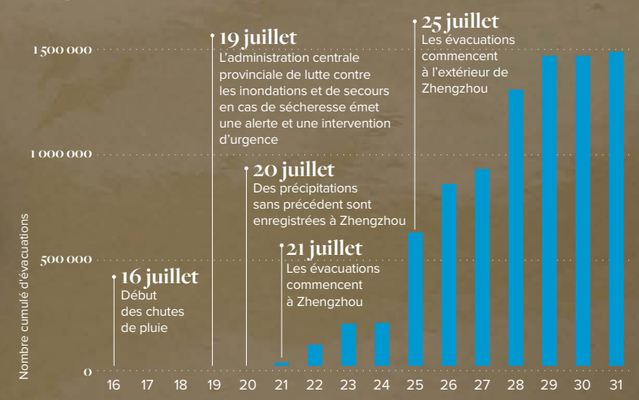
Au 9 août, les autorités avaient organisé le transfert et la réinstallation d'urgence de 933 800 personnes dans tout le Henan, mais les plans ont été modifiés pour éviter la transmission du virus dans les sites de réinstallation et, au final, moins de 200 personnes ont été déplacées et le nombre de sites est passé de plus de 2 100 à 5[229]. À la fin de l'année, environ 630 000 personnes vivaient en situation de déplacement à la suite des inondations.

Les inondations du Henan ont déclenché des déplacements massifs, mais il est probable que l'infrastructure de la ville éponge de Zhengzhou ait contribué à réduire leur ampleur et leur durée malgré ses limites[230]. Des normes complètes, des directives nationales et davantage de ressources financières et humaines seront nécessaires pour rendre les villes chinoises plus résilientes aux futurs chocs climatiques et, ainsi, réduire davantage le risque et l'ampleur des déplacements[231]. Étant donné que la quasi-totalité des grandes villes du pays sont exposées à de fréquentes inondations, cela devrait être une priorité à mesure que les événements météorologiques deviennent plus fréquents et plus intenses[232].



1,4 m Déplacements internes à la suite des inondations du Henan entre le 16 et le 31 juillet 2021

25 % du total des déplacements liés aux catastrophes enregistrés en Chine en 2021



(Sources : Ministère de la Gestion des urgences, Chine, 2021. Bureau provincial de gestion des urgences du Henan, 2021)



Des voitures gisent dans les eaux de crue à la suite de fortes pluies, à Zhengzhou, dans la province centrale du Henan, en Chine. © Noel Celis / AFP via Getty Images, juillet 2021.

En détail – Myanmar : déplacements liés aux catastrophes, l'autre versant de la crise

Le conflit au Myanmar a atteint de nouveaux sommets en 2021. Le coup d'État militaire du 1er février et les troubles et combats qui s'en sont suivis ont provoqué 448 000 déplacements internes, soit six fois plus qu'en 2020 et le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour le pays[233]. Ces événements ont fait la une des journaux, mais les catastrophes ont également provoqué plus de 158 000 déplacements, aggravant ainsi les besoins des communautés également touchées par les conflits et la violence[234].

Les inondations dues à la mousson entre juin et septembre ont été à l'origine de la plupart des déplacements liés aux catastrophes, et 95 % se sont produits en seulement quatre semaines, du 20 juillet au 19 août. Des inondations ont été enregistrées dans des zones telles que les États de Kayin et de Mon au sud-est, les régions de Magway et de Sagaing au nord-ouest et l'État de Rakhine à l'ouest, autant de lieux touchés par le conflit[235]. La plupart des déplacements liés aux inondations se sont également produits dans ces zones. La submersion des berges par les rivières en crue à Kayin et à Mon a provoqué respectivement 59 000 et 49 800 évacuations, dont 37 500 enregistrées à Rakhine[236].

Les inondations ont contraint certaines personnes déjà déplacées par le conflit à fuir à nouveau. Environ 500 déplacements ont été enregistrés en août dans le camp de Maga Yang, dans l'État de Kachin, où vivent 1 600 PDI[237]. Des milliers de personnes qui avaient déjà fui les hostilités dans le canton de Gangaw, dans la région de Magway, ont également été contraintes d'abandonner leurs abris temporaires en octobre lors de la crue de la rivière Myitthar et la submersion des berges[238].

Les déplacements récurrents aggravent l'impact des conflits et des catastrophes, réduisant ainsi la résilience des populations et augmentant leur vulnérabilité[239]. Les conflits peuvent également entraver la capacité des populations à fuir les catastrophes ou à les en empêcher complètement. Les points de contrôle et le risque d'affrontements armés restreignent leurs déplacements et peuvent contraindre les communautés à rester sur place plutôt que de se déplacer vers des zones où elles chercheraient normalement refuge[240].

La plupart des déplacements liés aux catastrophes ont pris la forme d'évacuations préventives, mais près de 2 300 ont été déclenchés par la destruction d'habitations, principalement à la suite de tempêtes et de glissements de terrain dans la division d'Ayeyarwady et les régions de Yangon et Bago. Ces dangers tendent à être de moindre ampleur, entraînant ainsi, la plupart du temps, moins d'une centaine de déplacements, mais leur potentiel de provoquer des déplacements à long terme est plus important, car ils ont un impact plus permanent sur le logement et les moyens de subsistance.

La loi du Myanmar sur la gestion des catastrophes dispose que le gouvernement a un rôle à jouer dans la fourniture d'une indemnisation et d'un abri à ceux dont les maisons sont détruites, mais, dans la pratique, cela se produit souvent de manière ponctuelle, entraînant ainsi des lacunes dans l'intervention et entravant les solutions durables[241]. Le coup d'État militaire a encore compliqué le système de gestion des catastrophes et restreint la planification humanitaire dans tout le pays[242].

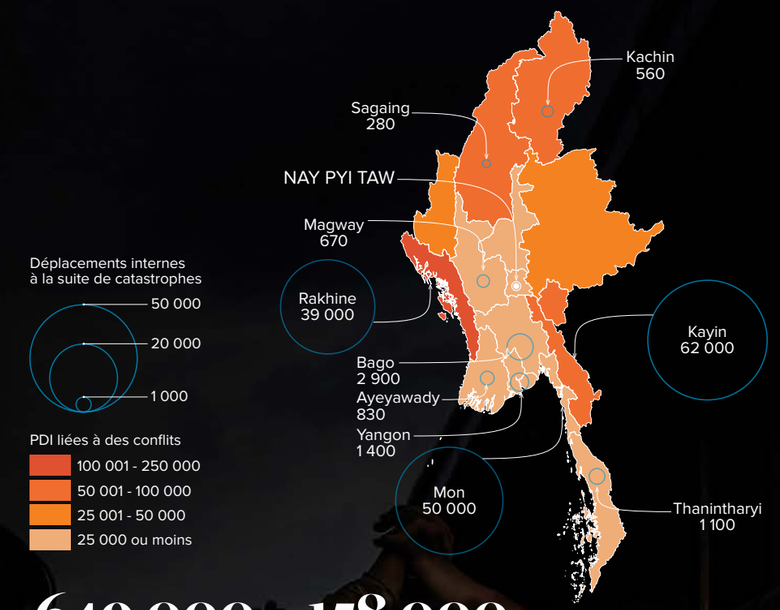
Les catastrophes augmentent également les besoins humanitaires des PDI vivant en situation de déplacement prolongé à la suite d'un conflit et entravent leur capacité à trouver une solution à leurs conditions de vie difficiles. C'est le cas depuis des années dans l'État de Rakhine, l'un des États les plus touchés par les conflits et la violence, qui abrite 215 000 PDI de longue durée[243]. Les inondations survenues sur les sites de déplacement en juillet ont endommagé des abris, détruit des installations sanitaires et perturbé les conditions de vie[244]. La situation a également été aggravée par un confinement strict lié à la pandémie de COVID-19, qui a encore restreint les mouvements des PDI et leur capacité à accéder aux biens et services de base, comme ce fut le cas, par exemple, dans le district de Mrauk-U[245].

Dans les régions de l'État de Rakhine où sont actuellement déployés des efforts visant à aider les PDI à regagner leur foyer ou à se réinstaller, les catastrophes ne sont qu'un des nombreux obstacles à des solutions durables. De nombreux sites de relocalisation prévus se trouvent dans des zones mal desservies et sujettes aux inondations, ce qui augmente le risque de déplacements futurs et perturbe les moyens de subsistance en cas de catastrophe[246]. Les risques de catastrophe, l'insécurité et les problèmes de protection encouragent également les PDI à rester dans leurs sites de déplacement.

Les effets croisés des conflits et des catastrophes au Myanmar ne sont pas nouveaux. Bon nombre des 2,2 millions de déplacements provoqués par le cyclone Nargis en 2008 concernaient des personnes qui avaient déjà fui le conflit et la violence et dont les perspectives de trouver des solutions durables étaient compromises par la catastrophe[247]. Les déplacements liés aux catastrophes ont été moins importants en 2021 que les années précédentes, mais ils ont ajouté à l'instabilité et à l'insécurité causées par le coup d'État militaire de février, ce qui a accru le risque de déplacements nouveaux et prolongés.

Un manque de clarté quant à l'architecture nationale d'intervention post-catastrophe et des pénuries de liquidités ont entraîné des retards dans la programmation des catastrophes et limité la capacité des organisations à réaffecter leurs maigres ressources aux interventions post-catastrophe. L'insécurité croissante a également imposé un changement de priorités vers les communautés touchées par les conflits et la violence[248].

Les effets aggravés des conflits, des catastrophes, de la pandémie de COVID-19 et de la crise économique qui a suivi la prise de contrôle militaire signifient que les PDI et celles qui les soutiennent dans la recherche de solutions continueront de faire face à des défis importants[249]. Les données tendent à présenter les catastrophes et les conflits comme des déclencheurs distincts de déplacement, mais la situation au Myanmar montre qu'ils peuvent être étroitement imbriqués et que les mesures de prévention et d'intervention doivent être adaptées à cette réalité.



649 000
Nombre total de PDI à la suite de conflits et de violences au 31 décembre 2021

158 000
Déplacements internes à la suite de catastrophes au Myanmar en 2021

(Sources : OCHA, 2021 ; HCR, 2021 ; CCCM/Groupe d'intervention responsable des abris, 2021 ; Partenaires humanitaires, 2021 ; Médias locaux 2018, 2020, Département de la gestion des catastrophes du Myanmar, 2021 ; Centre AHA, 2021 ; Médias locaux, 2021)

Des enfants jouent dans un camp de PDI dans l'État de Kachin, au Myanmar, où les impacts aggravés des conflits, des catastrophes et de la pandémie de COVID-19 se sont combinés pour constituer de nouveaux défis pour les PDI. © Mizayar Oo – UNICEF, juillet 2020.

En détail – Papouasie-Nouvelle-Guinée : le visage changeant de la violence

Bien qu'ils n'aient pas fait la une des journaux internationaux, les affrontements intercommunautaires dans les régions intérieures les plus reculées de Papouasie-Nouvelle-Guinée et une recrudescence de la violence criminelle dans les zones urbaines ont provoqué 9 500 déplacements internes en 2021, le chiffre le plus élevé enregistré depuis que les données ont été mises à disposition pour le pays en 2014.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée subit depuis longtemps des violences intercommunautaires, motivées par des questions allant de la propriété foncière coutumière aux rivalités ethniques et culturelles[250]. Les régions les plus reculées du pays ont également connu des changements sociaux et économiques rapides au cours des 30 dernières années, et bon nombre des mécanismes traditionnels qui régissaient les conflits se sont érodés. Cela a entraîné une augmentation du nombre d'affrontements, de leur intensité et des incidents de déplacement[251].

Des femmes et des enfants été mêlés à la violence, et des maisons et des potagers protégés par des codes de conduite coutumiers ont été régulièrement détruits[252]. La prolifération d'armes de grande puissance, notamment des grenades à main, a rendu les affrontements encore plus meurtriers[253].

Les événements survenus dans la région des Hautes-Terres, qui abrite près de 40 % de la population du pays, ont illustré ces tendances en 2021[254]. La plupart des violences et des déplacements liés se sont déroulés au niveau local entre les différentes tribus des provinces de la région. Cela n'en minimise toutefois pas l'importance, étant donné que de tels affrontements causent des centaines de morts et provoquent des milliers de déplacements chaque année, dont la majorité ne sont pas signalés[255].

En avril, des violences intercommunautaires dans la province des Hautes-Terres orientales ont entraîné le plus grand événement de déplacement de l'année, lorsqu'un différend de deux mois au sujet de la propriété foncière entre les membres des clans Tapo et Agarabi a dégénéré en violence généralisée[256]. Trente-huit personnes ont été tuées et plus de 5 000 déplacements ont été déclenchés[257].

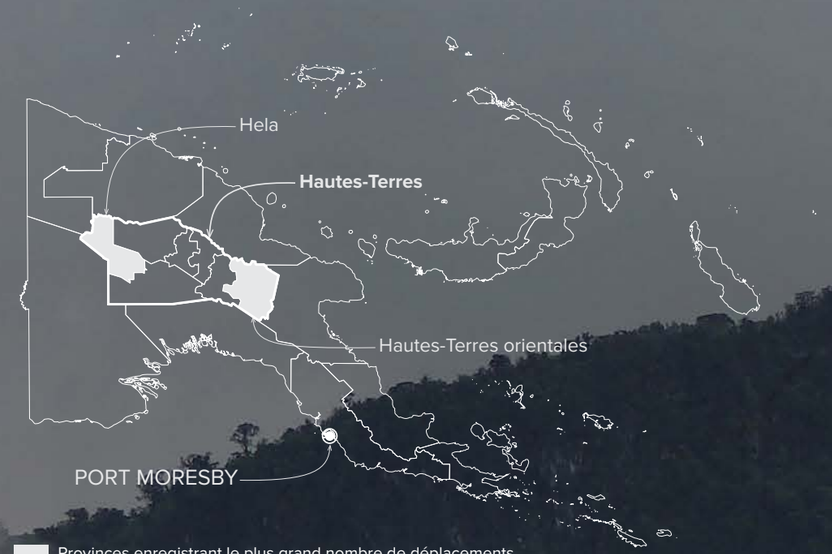
Les déplacements liés aux violences intercommunautaires relatives aux droits fonciers sont également un problème récurrent dans la province de Hela, considérée comme l'une des plus instables et des plus violentes du pays[258]. Un différend entre deux clans a dégénéré en guerre ouverte en février, provoquant ainsi 2 900 déplacements, parmi lesquels des familles précédemment déplacées par la violence[259]. Les femmes, les enfants et les personnes âgées représentaient plus de 80 % des personnes déplacées[260].

Les conséquences du déplacement pour les femmes dans les Hautes-Terres sont graves, car elles ont tendance à faire face à des défis importants pour accéder à la protection, à la nourriture et aux services de base. La violence à leur encontre ne prend pas non plus nécessairement fin lorsqu'elles fuient. Beaucoup sont victimes de violence sexuelle et de discrimination dans les communautés d'accueil[261]. Les tensions avec les communautés d'accueil peuvent également empêcher les femmes déplacées d'accéder aux terres qu'elles cultivaient auparavant, aggravant ainsi leur situation d'insécurité alimentaire[262].

La violence criminelle, provoquée par les effets de la pauvreté, du chômage et de la pandémie de COVID-19, a également entraîné une augmentation des déplacements dans les zones urbaines du pays en 2021. La frustration suscitée par l'inégalité des revenus et le manque d'opportunités de travail est depuis longtemps un vecteur de la criminalité et des violences en milieu urbain, en particulier chez les jeunes hommes, et, l'année dernière, la situation a dégénéré en désordre social dans un certain nombre de villes[263]. Environ 1 000 déplacements ont été enregistrés à la suite de violences criminelles, un chiffre à interpréter avec prudence, le phénomène n'étant généralement pas signalé.

De nombreux obstacles à l'interruption des cycles de la violence et du déplacement subsistent en Papouasie-Nouvelle-Guinée dans les zones urbaines et difficiles d'accès. La police ne dispose pas des ressources financières et humaines nécessaires pour s'attaquer aux problèmes croissants d'ordre public dans le pays et combler les lacunes en matière de sécurité, et l'absence de législation sur les déplacements internes conduit à des dispositions limitées et ponctuelles en matière de protection et d'assistance aux PDI[264].

9 500 Déplacements internes à la suite de violences intercommunautaires et criminelles en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2021



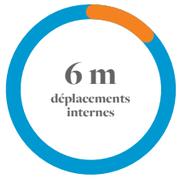
Provinces enregistrant le plus grand nombre de déplacements internes dus aux violences intercommunautaires
(Sources : OIM DTM, 2021 ; médias locaux et internationaux, 2021)

Des initiatives telles que le programme commun des Hautes-Terres 2020-2022 suscitent l'espoir de réduire la violence dans la région en répondant à ses besoins de développement attendus depuis bien trop longtemps[265]. D'autres, comme le projet d'emploi des jeunes en milieu urbain, visent à améliorer la capacité des jeunes à se lancer dans des activités génératrices de revenus[266]. Ces efforts promettent de s'attaquer à certains des facteurs de déplacement, et une évaluation continue des perspectives de solutions durables pourrait jouer un rôle important dans l'élaboration de la première politique du pays en matière de droits des PDI.

En 2021, la région des Hautes-Terres de Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui abrite 40 % de la population du pays, a été marquée par des niveaux élevés de violence et de déplacements liés. © CHRIS MCCALL / AFP via Getty Images, novembre 2021.

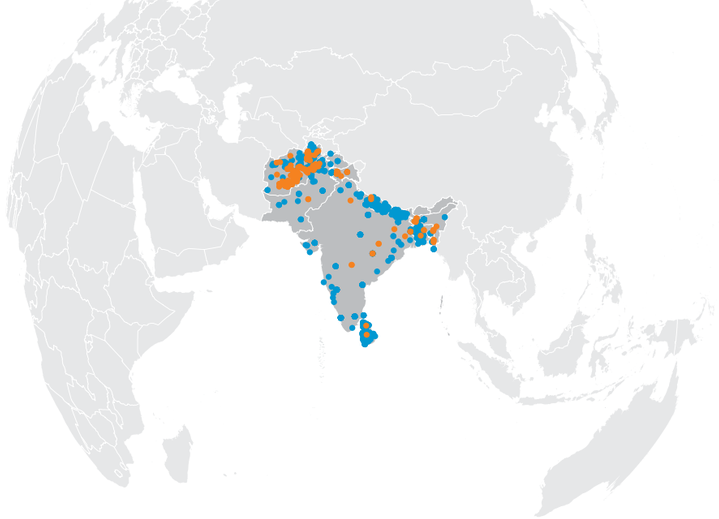
Asie du Sud

Déplacements internes en 2021



Conflits et violences
736 000
Catastrophes
5 250 000

15,7 % du total mondial



1 | Inde
13 000 4,9 m

2 | Afghanistan
723 000 25 000

3 | Sri Lanka
121 000

4 | Bangladesh
150 99 000

5 | Pakistan
70 000

Figure 30 : Les cinq pays ayant enregistré le plus grand nombre de déplacements internes en Asie du Sud en 2021

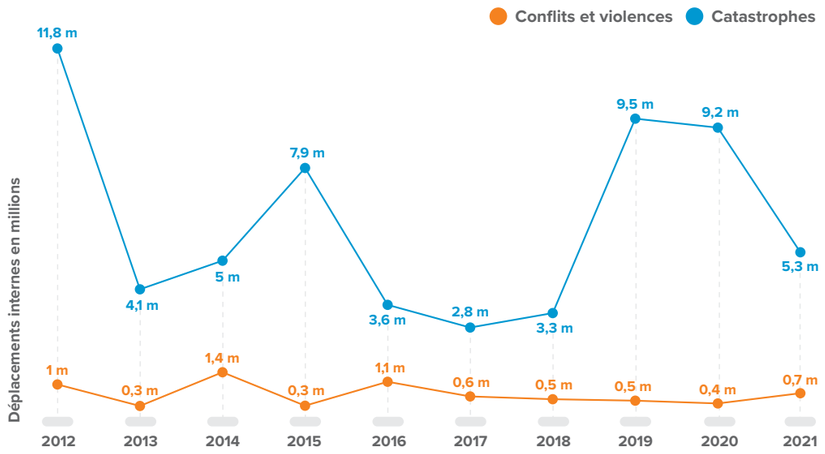
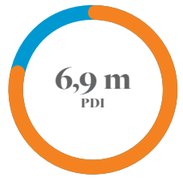


Figure 31 : Déplacements internes à la suite de conflits, de violences et de catastrophes en Asie du Sud (2012-2021)

Les frontières, dénominations et désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle de l'IDMC.

Nombre total de PDI en 2021



Conflits et violences
5 363 000
Catastrophes
1 532 000

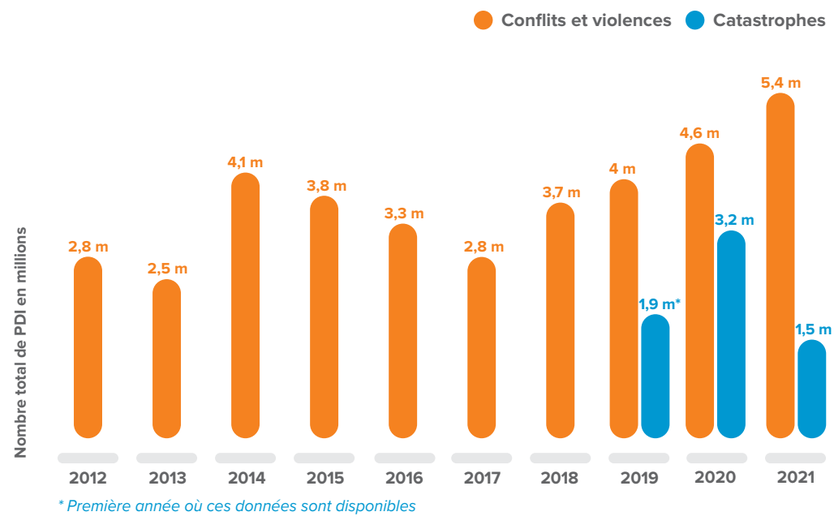
11,7 % du total mondial



Figure 32 : Pays ayant enregistré le plus grand nombre de PDI en Asie du Sud fin 2021



Figure 33 : Nombre total de PDI en Asie du Sud fin 2021, par tranche d'âge



** Première année où ces données sont disponibles*

Figure 34 : Nombre total de PDI en Asie du Sud à la fin de l'année (2012-2021)

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.

Les catastrophes déclenchent la plupart des déplacements internes qui ont lieu chaque année en Asie du Sud, et 2021 n'a pas fait exception à la règle. Près de 5,3 millions de déplacements dus à des catastrophes ont été enregistrés, au cours de l'année, un chiffre relativement élevé à l'échelle mondiale, mais inférieur à la moyenne décennale de 6,2 millions dans la région. Une mousson de moindre ampleur a permis cette baisse.

Les conflits et la violence ont également entraîné plus de 736 000 déplacements, dont la grande majorité en Afghanistan. Alors que les troupes des États-Unis et de l'OTAN amorçaient leur retrait définitif et que les talibans affrontaient les forces gouvernementales, l'insécurité et la détérioration des conditions humanitaires déclenchaient 723 000 déplacements, le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour le pays (voir En détail, p. 71).

À la fin de l'année, environ 6,9 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne dans la région, 5,4 millions à la suite de conflits et de violences et 1,5 million à la suite de catastrophes.

Inondations et tempêtes cumulées

En 2021, les facteurs climatiques, notamment La Niña, ont affaibli la saison de mousson en Asie du Sud, ce qui a abouti à en retour à un nombre moins élevé de personnes contraintes à quitter leur foyer par rapport aux années précédentes[267]. La mousson du sud-ouest de l'Inde, cependant, a été erratique et prolongée, s'étendant ainsi de juin à octobre au lieu de s'achever en septembre[268]. Son retrait a coïncidé avec le début de la mousson du nord-est, entraînant ainsi des pluies et des inondations exceptionnellement abondantes dans plusieurs États du Sud[269]. ELors de la première quinzaine d'octobre, au Kerala, les précipitations représentaient 84 % des pluies qui s'abattent généralement sur l'État durant toute la saison, déclenchant ainsi près de 14 000 évacuations[270]. Les inondations qui s'en sont suivies au Tamil Nadu en ont provoqué 312 000 en novembre.

Le pays a également été frappé par trois tempêtes majeures qui ont provoqué d'importants déplacements, portant ainsi à 2,5 millions le total enregistré pour l'année. Le cyclone Tauktae a touché terre au Gujarat le 17 mai. Tempête la plus puissante à avoir frappé la côte ouest de l'Inde en plus de 20 ans, elle a provoqué 258 000 évacuations et causé des dégâts et des destructions dans cinq États et territoires du pays[271]. Moins d'une semaine plus tard, le cyclone Yaas commençait à se former dans le Golfe du Bengale. Il a touché terre le 26 mai, provoquant ainsi la mort de 2,2 millions de personnes supplémentaires, principalement en Odisha et au Bengale occidental[272]. Les autorités de gestion des catastrophes de l'Andhra Pradesh et de l'Odisha ont également organisé plus de 50 000 évacuations, le 26 septembre, en prévision du cyclone Gulab[273].

Yaas a représenté le plus grand nombre de déplacements en Inde et dans la région en 2021, frappant ainsi des zones gravement touchées par le cyclone Amphan l'année précédente. Ce fut également le cas au Bangladesh voisin, en particulier dans les divisions de Khulna et de Barisal, où Amphan avait provoqué environ 2,5 millions de déplacements en mai 2020. Environ 15 000 personnes privées de toit par la tempête vivaient encore dans des abris temporaires le long de la côte lorsque Yaas a frappé, contraignant ainsi bon nombre d'entre elles à fuir à nouveau[274]. Le cyclone n'a pas touché directement le Bangladesh, mais il y a tout de même provoqué des inondations généralisées et 18 000 déplacements.

Les pluies de mousson et les inondations en ont provoqué 80 000 autres entre juin et octobre, en particulier dans la division de Chattogram. Des inondations soudaines, des glissements de terrain et des vents violents ont également frappé Cox's Bazar, contraignant ainsi des milliers de réfugiés rohingyas à fuir à nouveau[275].

Le Népal a également été confronté à des catastrophes cumulées, les pires incendies de forêt en une décennie ayant détruit des habitations et contraint les habitants à fuir dans les provinces de Koshi et de Lumbini[276]. Dans ces provinces et dans d'autres, plusieurs districts exposés aux risques d'inondation ont été touchés, et les incendies ont brûlé de vastes zones d'écosystèmes naturels qui absorbent normalement les eaux de crue de la mousson. En conséquence, les inondations et les glissements de terrain ont été pires que d'habitude[277]. Le 15 juin, un glissement de terrain dans la province de Bagmati a obstrué la rivière Melamchi, causant ainsi la rupture d'un barrage et la destruction de 500 habitations[278]. En Inde, la mousson a provoqué des déplacements importants en dehors de la saison typique de juin à septembre. En novembre, des pluies exceptionnellement abondantes et des inondations soudaines ont touché huit provinces et provoqué 411 000 déplacements dans l'Andhra Pradesh, le Karnataka, le Kerala, à Pondichéry et au Tamil Nadu.

Deux incidents d'inondations généralisées ont représenté la plupart des 121 000 déplacements dus à une catastrophe enregistrés au Sri Lanka, une augmentation significative par rapport au chiffre de 2020 et le plus élevé depuis 2017. La tendance à une saison de mousson prolongée était également particulièrement visible. Entre octobre et novembre, des inondations et des glissements de terrain ont provoqué plus de 66 000 déplacements dans huit des neuf provinces du pays. Bon nombre de ces mêmes zones



Des enfants se réchauffent près d'un feu tôt le matin à Cox's Bazar, au Bangladesh. © UNICEF / UNI252583 / Siegfried Modola, décembre 2019.

et communautés avaient déjà été inondées en juin, lorsque 50 000 déplacements avaient été enregistrés[279]. Les districts touchés, notamment Colombo, Gampaha, Kalutara et Kegalle, avaient également connu des inondations en mai[280].

Sécheresse et tremblements de terre

La saison de mousson plus faible dans la région a également incité le gouvernement afghan à déclarer l'état de sécheresse en juin[281]. L'insécurité alimentaire et la pénurie d'eau se sont intensifiées, accroissant ainsi les besoins des personnes touchées, PDI comprises[282].

Certaines évaluations confirment que les conditions ont contraint les habitants à quitter leur foyer, mais la compilation d'une estimation nationale complète a été difficile, car le conflit s'est aggravé et a masqué d'autres déclencheurs et facteurs de déplacement[283]. Ce qui est clair, cependant, c'est que l'association des effets croisés de la sécheresse et du conflit, d'une crise de liquidité causée par une interruption du financement international et de la pandémie de COVID-19, a entraîné une augmentation des besoins humanitaires globaux dans le pays. Selon certaines projections, 97 % des Afghans pourraient vivre dans la pauvreté d'ici la mi-2022[284].

Le Pakistan voisin a également connu des conditions de sécheresse sur l'ensemble de son territoire qui ont limité à environ 2 000 les déplacements déclenchés par la saison de la mousson en 2021, le chiffre le plus bas depuis des années. L'effet de La Niña s'est particulièrement fait sentir dans la province méridionale du Sindh, où un déficit pluviométrique important a été observé, en particulier au mois d'août au cours duquel certains districts n'ont pas enregistré une seule goutte de pluie[285].

La catastrophe la plus importante à avoir frappé le pays a été le séisme de Harnai de magnitude 5,9, qui a touché la province du Balouchistan le 7 octobre et provoqué 68 000 déplacements. De nombreuses habitations de la région, faites de boue et de pierre et donc particulièrement vulnérables aux tremblements de terre, ont subi une destruction généralisée, entraînant ainsi la perspective d'un déplacement à long terme pour de nombreuses PDI[286].

Les données sur les déplacements liés aux catastrophes au Pakistan sont limitées, ce qui empêche une compréhension claire du phénomène, mais des évaluations récentes montrent que les catastrophes soudaines et à évolution lente contribuent à des mouvements de population de plus en plus dynamiques qui contraignent les habitants à se déplacer vers des centres urbains et des capitales provinciales déjà sous tension[287].

Conflits et violences

Les conflits armés, les violences politiques et les conflits intercommunautaires ont provoqué 736 000 déplacements internes en Asie du Sud en 2021, le chiffre le plus élevé depuis 2016. Le conflit en Afghanistan en représentait la grande majorité, comme les années précédentes, et 2021 a été particulièrement violente, lorsque les talibans ont pris le contrôle du pays et que les combats se sont intensifiés avec les forces gouvernementales. À la fin de l'année, environ 4,3 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne à la suite de conflits et de violences, soit 80 % du total pour la région (voir En détail, p. 71).

Les conflits et la violence ont également provoqué 13 000 déplacements en Inde, la majorité étant associée à la violence post-électorale au Bengale occidental. Après l'annonce des résultats des élections le 2 mai, de violents affrontements ont éclaté entre les partisans du All India Trinamool Congress (TMC) et du Bharatiya

Janata Party (BJP). Des habitations, des magasins et des bureaux politiques ont été incendiés et plus de 11 000 déplacements ont été enregistrés.

À la fin de l'année, plus de 506 000 personnes vivaient en situation de déplacement interne à la suite de conflits et de violences, le chiffre le plus élevé de la région après l'Afghanistan. Dix-neuf des 36 États et territoires du pays comptent des populations déplacées, certaines des plus importantes se trouvant dans l'Assam, le Tripura et le Mizoram dans le nord-est, et le Jammu-et-Cachemire dans le nord-ouest.

Une grande partie des déplacements enregistrés en 2021 se sont produits dans des zones accueillant déjà un nombre important de PDi. Au Jammu-et-Cachemire, les violences contre les communautés minoritaires et les travailleurs migrants ont éclaté en octobre, provoquant une répression des forces de sécurité[288]. La situation a déclenché 500 déplacements, en particulier parmi les Pandits, une communauté hindoue du Cachemire. Environ 111 000 pandits vivent en situation de déplacement à travers l'Inde en raison des violences ayant éclaté entre les communautés musulmanes et hindoues dans les années 1990. À Tripura, fin juillet, des tensions avec les PDI Bru ont provoqué 1 500 déplacements parmi les communautés autochtones Halam et Chorei. Environ 37 000 Bru vivent dans des camps de déplacés à Tripura depuis 1997[289].

Une escalade des tensions entre les communautés musulmanes et hindoues au Bangladesh a conduit à des violences intercommunautaires dans tout le pays en octobre[290]. La violence de la foule et les incendies criminels ont détruit des habitations et contraint les populations au déplacement[291]. La majorité des 427 000 personnes qui étaient encore déplacées par le conflit et la violence à la fin de 2021 au Bangladesh le sont cependant restées pendant des décennies. La plupart ont fui le conflit qui a eu lieu dans les Chittagong Hill Tracts des années 1970 à 1997 entre les forces gouvernementales et Shanti Bahini, la branche armée du parti politique des peuples autochtones, Parbatya Chattagram Jana Samhati Samiti (PCJSS)[292]. Environ 275 000 personnes étaient encore déplacées dans la région en 2009 et, selon de nouvelles informations, en 2021, bon nombre n'avaient pas accès aux services de base, aux opportunités économiques ou aux perspectives de retour ou de réinstallation[293].

En Asie du Sud, de nombreuses personnes vivent en situation de déplacement depuis des années, voire des décennies. Cependant, une grande partie des données sur ces populations sont obsolètes, en raison du faible nombre ou de l'absence de rapports systématiques sur les déplacements prolongés dans les pays touchés tels que le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan.

Progrès en matière de politiques et de solutions durables

Malgré les nouveaux déplacements répétés et à long terme enregistrés dans la région en 2021, des développements positifs ont également contribué à faciliter le retour des PDI, à créer des opportunités de solutions durables et à réduire les déplacements dans les zones historiquement touchées par les conflits.

Le gouvernement du Bangladesh a adopté des mesures lui permettant de mettre en œuvre sa stratégie nationale de gestion des déplacements liés aux catastrophes et aux changements climatiques, ce qui constitue une étape positive vers une approche plus systématique du suivi, de la lutte et de la prévention du phénomène[294].

Le gouvernement sri lankais a continué de soutenir des solutions durables pour les personnes encore en situation de déplacement depuis la fin de la guerre civile dans le pays en 2009. Au 31 juillet de l'année dernière, environ 908 000 personnes avaient été réinstallées ou renvoyées dans leur foyer dans les provinces du Nord et de l'Est[295]. À la fin de l'année, environ 11 000 PDI vivaient encore sur des sites de déplacement ou avec des proches, contre 26 000 en décembre 2020[296].

En janvier 2020, le gouvernement indien a signé un accord avec les administrations d'État du Mizoram et du Tripura visant à réinstaller les Bru déplacés du premier vers le second[297]. En avril 2021, plus de 400 familles avaient été réinstallées et reçu un soutien pour établir une résidence permanente et des moyens de subsistance[298]. La rapidité avec laquelle les PDI restantes seront réinstallées et la durabilité de leur réinstallation restent encore à voir, mais l'initiative a le potentiel de résoudre l'une des situations de déplacement les plus prolongées du pays.

L'Inde et le Pakistan ont également annoncé un cessez-le-feu dans la région contestée du Cachemire en février 2021[299]. Les bombardements à travers la ligne de contrôle ont considérablement diminué au cours des mois suivants et aucun déplacement interne n'a été enregistré de part et d'autre[300]. Des déplacements à petite échelle peuvent encore avoir lieu, mais le manque de rapports réguliers et officiels les rend difficiles à recenser.

Les évolutions observées en 2021 révèlent l'existence d'initiatives prometteuses pour des solutions durables à travers la région, qui devraient être poursuivies et renforcées. À l'avenir, la prévention de nouveaux déplacements et la résolution de la situation de millions de PDI devraient continuer d'être une priorité pour les gouvernements. Qu'ils soient causés par des catastrophes, des conflits ou des violences, la qualité, l'exhaustivité et la couverture des données sur les déplacements internes varient considérablement, ce qui nécessite davantage d'efforts pour surveiller et rendre compte du phénomène.

En détail – Afghanistan : une recrudescence des déplacements urbains

Le processus de paix en Afghanistan en 2020 a fait naître l'espoir qu'une solution au conflit du pays était à portée de main, mais mais celui-ci s'est estompé en 2021 lorsque les pourparlers se sont enlisés[301]. Alors que les forces étrangères entamaient leur retrait final le 1er mai, les talibans ont lancé une offensive nationale qui a abouti à la prise de Kaboul le 15 août[302]. Les combats ont déclenché 72 % des 723 000 déplacements internes signalés en 2021, le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour le pays[303].

Alors que les talibans balayaient le pays et ciblaient les capitales provinciales, les déplacements et les pertes civiles ont grimpé en flèche[304]. Les centres urbains, destination historique pour les PDI des zones rurales, sont devenus des points chauds en matière de déplacements, qu'ils soient nouveaux ou secondaires[305]. Au cours des premières semaines de mai, environ 31 500 déplacements ont été enregistrés à Lashkar Gah, capitale de la province du Helmand, et alors que la situation s'aggravait début août, les autorités ont exhorté les 200 000 habitants à quitter les lieux[306]. En juillet, les combats dans la capitale de la province voisine de Kandahar ont déclenché 11 200 déplacements vers des zones plus sûres de la ville éponyme, parmi lesquels des PDI contraintes de fuir une deuxième fois[307].

Les capitales provinciales étant menacées, les PDI ont commencé à se déplacer vers Kaboul. On estime que 45 000 sont arrivées rien qu'entre le 9 et le 15 août[308]. La capitale afghane était depuis longtemps une destination pour les PDI, mais l'ampleur de leur arrivée en 2021 était sans précédent[309]. En septembre, Kaboul et d'autres villes afghanes abritaient 80 % des PDI du pays, mettant ainsi à rude épreuve des services publics déjà surchargés[310].

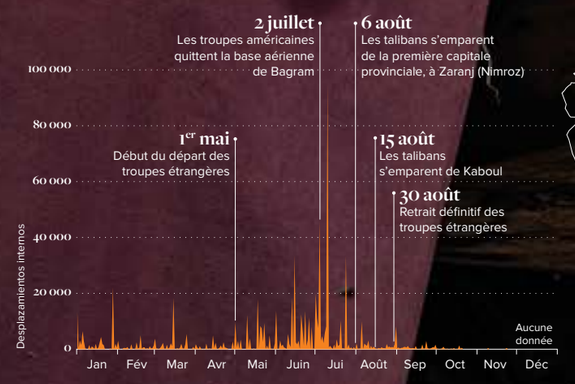
Le nombre réel d'arrivées et de départs des centres urbains en 2021 est inconnu. L'insécurité croissante et l'interruption des financements ont perturbé la collecte des données et de nombreuses PDI en milieu urbain vivent chez des parents ou dans des familles d'accueil, ce qui les rend difficiles à détecter en premier lieu[311].

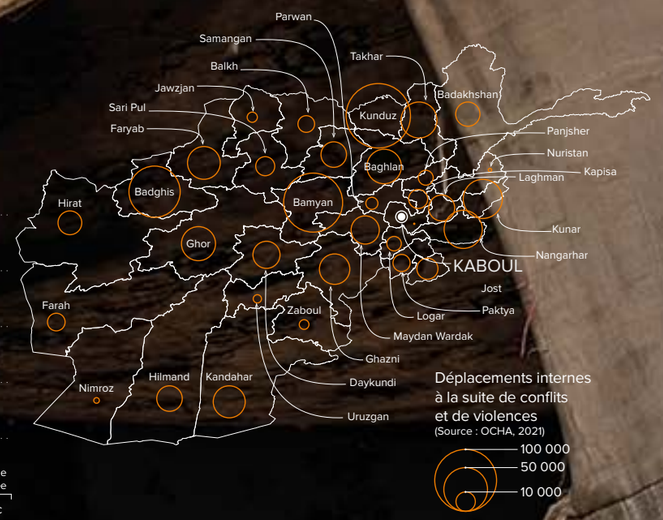
Les combats ont diminué après la prise du pouvoir par les talibans, mais les besoins humanitaires ont grimpé en flèche[312]. Les PDI en milieu urbain qui, dans le passé avaient tendance à bénéficier d'une meilleure protection et de meilleures opportunités que celles de la campagne, ont commencé à faire face à des besoins de même ampleur[313]. Le pays subit sa deuxième sécheresse en quatre ans et une crise économique qui pourrait plonger 97 % des Afghans dans la pauvreté[314]. La moitié de la population est susceptible de connaître des niveaux d'insécurité alimentaire de crise ou d'urgence en 2022. Sur les 11 districts urbains les plus densément peuplés d'Afghanistan, 10 sont confrontés à des niveaux urgents[315]. Les risques liés au manque de protection, comme les expulsions et les violences contre les minorités ethniques et religieuses, sont également en augmentation dans les zones urbaines et rurales[316].

La situation des femmes et des enfants, qui représentaient 80 % des personnes nouvellement déplacées en 2021, est désastreuse[317]. Leur liberté de mouvement, leur participation économique et leur accès aux services de base sont limités, et les personnes déplacées sont particulièrement vulnérables à la violence sexiste et aux mariages forcés et précoces. Leurs conditions de vie risquent également de s'aggraver[318].

L'absence de conflit actif ne signifie pas non plus la fin des déplacements nouveaux et répétés. Même après l'accalmie observée en août, les déplacements urbains se sont poursuivis, entraînés par la crise économique et les besoins humanitaires croissants. À la mi-septembre, environ la moitié des 600 000 habitants de Kandahar auraient fui vers la campagne ou vers un poste frontalier[319]. Alors que les populations fuient les zones urbaines et tentent de passer dans les pays voisins, les fermetures de frontières et les refoulements ont alimenté de nouveaux déplacements internes et contraint les populations à chercher des itinéraires non conventionnels pour quitter l'Afghanistan[320].

723 000 Déplacements internes à la suite de conflits et de violences en Afghanistan en 2021





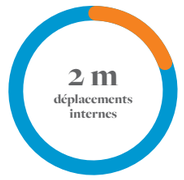
La diminution des conflits dans les provinces, associée à l'insécurité et à la détérioration des conditions de vie dans les villes, a conduit environ 170 000 PDI nouvellement déplacées à retourner vers leurs lieux d'origine d'ici la fin de l'année[321]. La question de savoir si leur retour sera durable est, cependant, loin d'être certaine. Des décennies de conflit ont causé une destruction généralisée et fait de l'Afghanistan l'un des pays les plus contaminés au monde par les mines terrestres et les engins explosifs improvisés[322]. Des habitations, des commerces et des écoles ont été gravement endommagés ou sont jonchés de munitions non explosées, compromettant ainsi la recherche de solutions durables par les PDI[323].

La situation en Afghanistan s'est rapidement détériorée en 2021. Alors que le pays était aux prises avec les conflits, un effondrement économique et les chocs climatiques, les déplacements ont touché tout aussi bien les zones urbaines que rurales. Une interruption des financements internationaux et une crise de liquidité ont empêché les humanitaires de réagir à l'allure et à l'échelle requises[324]. En l'absence de réponse globale, les besoins des PDI et des communautés d'accueil continueront probablement de croître, tout comme la probabilité de nouveaux déplacements internes et transfrontaliers.

Une femme déplacée tient son fils dans ses bras dans le parc Shari Naw à Kaboul, en Afghanistan.
© Marco Di Lauro / Getty Images, septembre 2021.

Amérique

Déplacements internes en 2021



Conflits et violences
381 000
Catastrophes
1 659 000

5,4 % du total mondial



1 | États-Unis
573 000

2 | Brésil
21 000 449 000

3 | Haïti
20 000 220 000

4 | Cuba
194 000

5 | Salvador
175 000 550

Figure 35 : Les cinq pays ayant enregistré le plus grand nombre de déplacements internes en Amérique en 2021

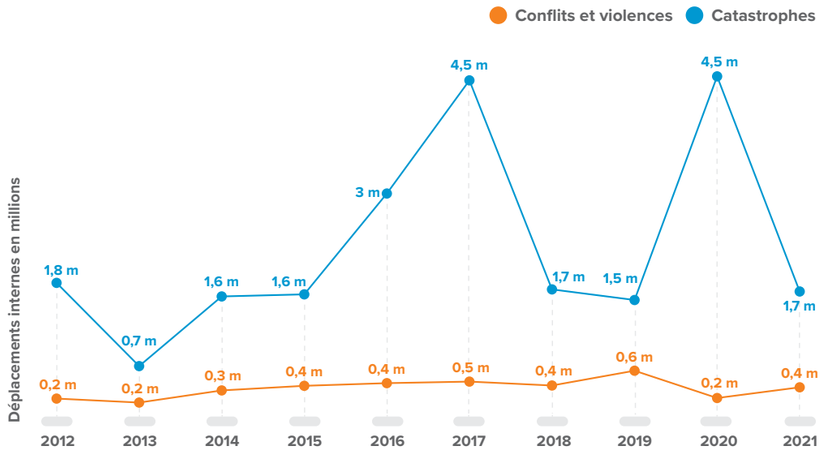


Figure 36 : Déplacements internes à la suite de conflits, de violences et de catastrophes en Amérique (2012-2021)

Les frontières, dénominations et désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle de l'IDMC.

Nombre total de PDI en 2021



Conflits et violences
6 201 000
Catastrophes
364 000

11,1 % du total mondial

5,2 m **Colombie**
379 000 **Mexique**
247 000 **Honduras**
243 000 **Guatemala**
60 000 **Pérou**
Haïti 220 000
États-Unis 56 000
Venezuela 32 000
Brésil 26 000
Guatemala 22 000

Figure 37 : Pays ayant enregistré le plus grand nombre de PDI en Amérique fin 2021



Figure 38 : Nombre total de PDI en Amérique à fin 2021, par tranche d'âge

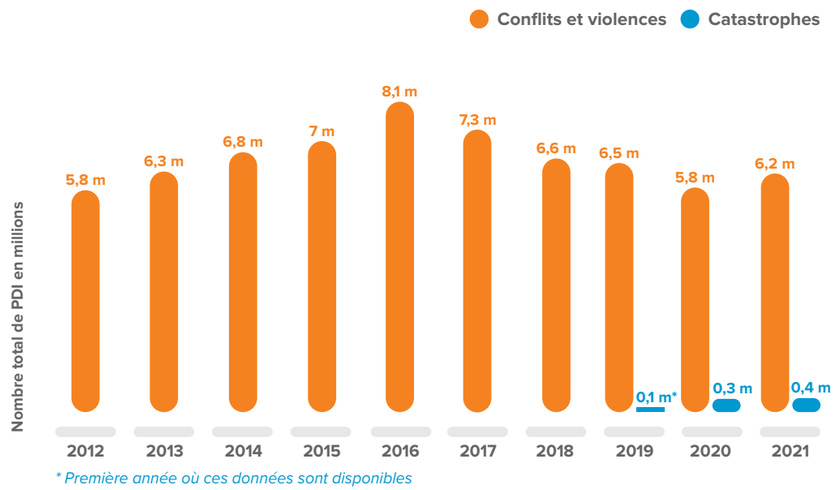


Figure 39 : Nombre total de PDI en Amérique à la fin de l'année (2012-2021)

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.

Les catastrophes ont été le principal déclencheur des déplacements internes en Amérique, en 2021, représentant ainsi près de 1,7 million, dont plus de la moitié dus à des tempêtes et des inondations. La région a également été fortement touchée par les incendies de forêt et les risques géophysiques. La disponibilité et l'accessibilité des données varient considérablement d'un pays à l'autre, ce qui joue un rôle dans les tendances abordées ci-dessous. Les catastrophes à petite échelle ne sont généralement pas signalées, mais elles ne doivent pas être ignorées compte tenu de leurs effets sur les communautés locales, notamment en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Les conflits et la violence ont provoqué 381 000 déplacements, principalement en Colombie et en Amérique centrale, et une recrudescence de la violence criminelle a conduit au chiffre le plus élevé jamais enregistré pour Haïti (voir En détail, p. 79). Nous avons également obtenu pour la première fois des données sur les déplacements dus à la violence au Brésil, mais, ici comme ailleurs dans la région, il est peu probable que les informations compilées reflètent pleinement la réalité, car dans de nombreux pays, ce type de déplacement n'est pas recensé systématiquement.

Tempêtes et inondations

Les tempêtes et les inondations ont provoqué environ 1,1 million de déplacements internes dans la région l'année dernière, une baisse significative par rapport aux 3,4 millions enregistrés en 2020, dont 2,8 pendant la saison des ouragans. Ce chiffre plus faible s'explique par le nombre moindre de déplacements provoqués par des tempêtes en 2021. La saison des ouragans de l'année dernière a été la troisième plus active jamais enregistrée en termes de tempêtes nommées, mais elles ont été moins nombreuses qu'en 2020 à se transformer en ouragans à part entière[325].

L'ouragan Ida a été l'événement qui a déclenché le plus grand nombre de déplacements, provoquant ainsi près de 14 000 évacuations préventives à Cuba et plus de 258 000 aux États-Unis[326]. La plupart se sont produits dans l'État de Louisiane et, en particulier, à la Nouvelle-Orléans, où environ 200 000 personnes, soit la moitié de la population de la ville, ont été évacuées[327]. Ida a causé des dommages considérables aux habitations et aux infrastructures, en particulier au réseau électrique[328]. Les coupures de courant, qui ont touché plus d'un million de personnes, ont duré jusqu'à plus d'un mois[329]. En se déplaçant vers le nord, la tempête a perdu en intensité, mais elle a tout de même provoqué des inondations et des vents violents qui ont privé de toit des milliers de personnes dans le Maryland, le New Jersey, New York et la Pennsylvanie[330].

La catastrophe a révélé des lacunes dans les mesures de réponse, en particulier son potentiel à accroître les inégalités sociales et économiques. Les propriétaires à faible revenu sont en effet plus à risque d'être déplacés pendant de plus longues périodes, car ils ne reçoivent peut-être pas d'aide financière suffisante leur permettant de reconstruire leur logement[331]. Reconnaissant qu'il existait des disparités sociales dans la fourniture de l'aide, en 2021, l'Agence fédérale de gestion des urgences (FEMA) a commencé à prendre des mesures pour résoudre le problème[332]. Elle a modifié ses règles de vérification de l'accession à la propriété, ce qui défavorisait les quartiers à faible revenu, les communautés de couleur, les personnes âgées et celles atteintes de handicaps[333]. En 2022, elle a commencé à recueillir des données sur l'appartenance et l'origine ethnique des demandeurs d'aide, afin d'évaluer les disparités dans ses programmes et leur effet sur les populations vulnérables[334].

L'ouragan Elsa a également causé d'importants déplacements dans la région, déclenchant ainsi 180 000 évacuations préventives à Cuba ainsi qu'un nombre moindre à la Barbade, en République dominicaine et aux États-Unis[335]. La tempête a également endommagé 43 maisons à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, qui se remettaient encore d'une éruption volcanique survenue plus tôt dans l'année[336].

De nombreuses personnes déplacées par les ouragans en 2020 étaient encore vulnérables l'année dernière. Aux États-Unis, certains avaient encore du mal à se remettre, notamment de l'ouragan Laura, l'une des tempêtes les plus puissantes à avoir jamais frappé la Louisiane, qui attendait toujours une aide fédérale concernant le logement à long terme et d'autres besoins[337]. Dans la ville de Lake Charles, frappée par une série de tempêtes et d'inondations en 2021, les besoins en logements s'élevaient à eux seuls à 900 millions de dollars. L'incapacité à reconstruire retarde souvent le retour des personnes déplacées par des catastrophes, mais certains habitants de Lake Charles sont quand même retournés dans leurs habitations endommagées, parce qu'elles n'étaient plus en mesure de financer un logement alternatif[338].

De nombreuses communautés d'Amérique centrale ont également continué à vivre avec une eau et des installations sanitaires inadéquates, des logements insalubres et une insécurité alimentaire après que les ouragans Eta et Iota ont détruit des habitations, des infrastructures et des moyens de subsistance en 2020, une situation accentuée par la pandémie de COVID-19[339].

En dehors de la saison des ouragans de 2021, les tempêtes et les inondations ont provoqué un nombre élevé de déplacements aux États-Unis et au Canada, en particulier dans la région du nord-ouest du Pacifique, où beaucoup ont eu lieu dans des zones déjà touchées par des incendies de forêt. Les incendies ont brûlé de vastes étendues de forêt, réduisant ainsi la capacité des terres à absorber les précipitations et augmentant le risque d'inondations et de glissements de terrain[340]. Les pratiques d'agriculture industrielle et les coupes à blanc ont également réduit la capacité d'absorption du paysage[341].

Les feux de forêt d'été ont peut-être eu un effet similaire en Colombie-Britannique, au Canada, où les inondations ont déclenché 18 000 évacuations en novembre après qu'une tempête considérée comme la pire depuis un siècle a déversé près d'un mois de pluie en deux jours[342]. Certaines personnes se sont réfugiées dans des abris, mais d'autres sont restées entre amis ou en famille, dans des hôtels, voire dans leur voiture. Les habitations et les infrastructures ont été gravement endommagées ou détruites et les effets sur l'agriculture ont été considérables[343].

En octobre, des tendances similaires ont été observées en Californie, où des zones brûlées par les incendies de 2020 et 2021 ont reçu de fortes pluies et chutes de neige qui ont causé des inondations soudaines, des glissements de terrain et des coulées de débris, provoquant ainsi plus de 10 000 évacuations[344].

Les températures froides et les tempêtes hivernales ont provoqué au moins 18 000 déplacements dans huit États américains en février, alors que plus de 73 % du continent était recouvert de neige[345]. Environ 3,8 millions de foyers et d'entreprises se sont retrouvés sans électricité, et certaines personnes ont dû fuir en conséquence[346]. Le Texas, État le plus touché, a enregistré 15 000 déplacements, mais ces chiffres sont probablement sous-estimés[347].

Le Brésil a enregistré 411 000 déplacements dus aux inondations en 2021, dont 170 000 au cours de ce qui a été considéré comme le mois de décembre le plus humide des 15 dernières années[348]. Avec plus de 143 000 déplacements et près de 4 600 habitations détruites, l'État de Bahia a été le plus touché, incitant ainsi plusieurs municipalités à déclarer l'état d'urgence[349]. Les communautés noires indigènes et rurales, qui ont perdu leurs maisons et leurs récoltes, ont eu du mal à subvenir à leurs besoins de base, notamment en nourriture et en eau potable[350].

En mai et juin, des précipitations sans précédent causées par La Niña ont également entraîné des inondations dans la région du Nord, lors de la crue du fleuve Negro dont les eaux ont atteint des niveaux record[351]. Les inondations ont touché plus de 455 000 personnes dans l'État d'Amazonas et provoqué environ 41 000 déplacements[352]. Les pertes agricoles ont été importantes, en particulier pour les communautés autochtones qui dépendent de l'agriculture et de la pêche de subsistance[353]. La situation a été aggravée par une recrudescence des infections dues à la pandémie de COVID-19 et une escalade de la violence criminelle, en particulier dans la capitale de l'État, Manaus[354].

L'État voisin d'Acre a enregistré 29 000 déplacements dus aux inondations entre le 15 et le 26 février. Plusieurs municipalités ont déclaré l'état d'urgence, car de fortes pluies ont provoqué la crue des rivières principales, affectant ainsi près de 130 000 personnes[355].

D'autres régions d'Amérique du Sud ont également connu de fortes précipitations qui ont entraîné des déplacements. En août, les pluies et les inondations ont détruit plus de 8 000 habitations dans 85 municipalités du Venezuela, déclenchant ainsi environ 32 000 déplacements[356]. Près de 15 000 autres ont été recensés dans les départements colombiens de Bolívar, Cordoba et Sucre[357]. Ce dernier chiffre ne reflète cependant pas l'impact total des catastrophes dans le pays, qui accentuent également les besoins et les vulnérabilités des personnes touchées par les conflits et la violence. En 2021, environ 301 000 personnes ont été touchées par des catastrophes dans 557 municipalités de Colombie, et des groupes armés non étatiques étaient présents dans 318 d'entre elles[358].

La région la plus touchée par les incendies de forêt

En 2021, l'Amérique a enregistré 282 000 déplacements internes associés aux incendies de forêt, soit plus que toute autre région et 62,4 % du total mondial. La tendance, constante depuis la mise à disposition des données sur les catastrophes en 2008, s'explique en partie par la prévalence et l'intensité des incendies, mais aussi le niveau de suivi et de signalement plus élevé que dans d'autres régions. L'Amérique du Nord a été particulièrement touchée, car les conditions de de combustion ont atteint des niveaux de danger extrêmes plus tôt que d'habitude dans certaines parties des États-Unis et du Canada[359].

Certaines régions des États-Unis ont connu leur été le plus chaud jamais enregistré, ce qui a contribué à alimenter les incendies[360]. Quarante-neuf événements ont provoqué environ 238 000 déplacements, dont 67 % en Californie. L'incendie de Dixie, qui a débuté en juillet, était le deuxième plus grand incendie enregistré dans l'histoire de l'État ; il a entraîné plus de 50 000 déplacements[361]. L'incendie de Caldor, bien que de moindre envergure, en a déclenché près de 73 000 en août[362]. De précédents incendies de forêt dans l'État ont montré que l'expansion urbaine augmentait le risque de déplacement[363].

Les feux de forêt au Canada ont provoqué 41 000 déplacements. La Colombie-Britannique, où 1 610 incendies ont fait rage entre le 1er avril et le 30 septembre, a été particulièrement touchée[364]. Au moins 180 ordres d'évacuation ont été émis, entraînant ainsi 32 000 évacuations[365].

Les incendies ont également provoqué des déplacements ailleurs dans la région. Au moins 1 100 évacuations ont été signalées au Mexique et 815 au Chili[366]. Les preuves laissent penser que les incendies de forêt déclenchent des déplacements à une échelle beaucoup plus grande en Amérique latine, mais le phénomène n'y est en grande partie pas signalé.

Au Brésil, par exemple, seuls 77 déplacements dus à des incendies de forêt ont été enregistrés en 2021, malgré un manque de gouvernance environnementale qui a contribué à une augmentation de la déforestation et des feux de forêt, même dans les zones prétendument protégées[367]. Les incendies de forêt dans le pays sont étroitement liés à la déforestation. Les forêts sont coupées pendant la saison des pluies et brûlées pendant la saison sèche, souvent par les propriétaires fonciers et les accapareurs de terres pour l'exploitation forestière ou en vue de convertir les terres aux fins de l'agro-industrie[368]. La déforestation en Amazonie a augmenté de 79 % entre 2019 et 2021, par rapport à ce qu'elle était entre 2016 et 2018. Le taux est encore plus élevé pour les terres autochtones, où elle a augmenté de 138 %[369].

La déforestation est également liée aux activités extractives illégales et, en tant que telles, au crime organisé, notamment en Amazonie[370]. Les données sur les déplacements déclenchés par les incendies de forêt sont limitées, mais les informations sur ceux déclenchés par la violence corroborent le lien entre les deux. La plupart de ces derniers enregistrés au Brésil en 2021 étaient le résultat des actions de personnes engagées dans des cycles de culture sur brûlis.

Tremblements de terre et éruptions volcaniques

Les tremblements de terre et les éruptions volcaniques ont déclenché 251 000 déplacements internes en Amérique en 2021, le chiffre le plus élevé depuis six ans. L'événement le plus important a été le tremblement de terre qui a frappé la péninsule sud d'Haïti en août, causant ainsi la mort d'environ 220 000 personnes. La catastrophe s'est ajoutée à une situation fragile marquée par l'escalade de la violence des gangs, l'assassinat du président du pays et d'importantes difficultés dans l'acheminement de l'aide (voir En détail, p. 79).

À Saint-Vincent et les Grenadines, en avril, trois mois d'activité volcanique croissante ont abouti à une éruption explosive du volcan La Soufrière. Le gouvernement a émis des ordres d'évacuation obligatoire qui ont entraîné le déplacement de plus de 23 000 personnes, soit 21 % de la population du pays, dont les trois quarts ont emménagé chez des amis ou des parents, un cinquième dans des abris publics et le reste dans des hôtels et des refuges informels.

L'éruption a causé des dommages aux habitations, des pénuries d'eau, des coupures d'électricité, des pertes de moyens de subsistance, une insécurité alimentaire et des traumatismes, mais grâce aux évacuations, des morts et des blessés ont pu être évités[371]. Le gouvernement a déclaré envisageable un retour en toute sécurité dans les zones évacuées en septembre, mais 117 personnes se trouvaient toujours dans des abris et environ 500 familles vivaient chez des hôtes ou en location, fin novembre, parce que leurs logements étaient inhabitables[372]. L'événement a également eu un impact significatif sur le secteur agricole, principale source de revenus sur l'île[373].

Le nord du Pérou a été frappé par un tremblement de terre de magnitude 7,5 en novembre. Il a détruit 488 logements, en a rendu au moins 1 618 inhabitables et a provoqué environ 7 200 déplacements, principalement dans le département d'Amazonas[374]. Les zones les plus touchées ont également été les plus difficiles à atteindre, en particulier parce que le tremblement de terre a coïncidé avec des inondations sur la rivière Utcubamba, qui ont isolé de nombreuses communautés déplacées[375].

La violence, déclencheur persistant du déplacement

Les conflits armés et les violences criminelles et liées aux gangs ont continué de toucher plusieurs pays en 2021. Les chiffres doivent cependant être interprétés avec prudence, car s'il existe de solides données pour des pays comme la Colombie, des lacunes importantes subsistent dans d'autres. C'est notamment le cas dans le nord de l'Amérique centrale et au Mexique, où l'ampleur et la nature du déplacement sont difficiles à déterminer[376].

En 2016, le gouvernement colombien a signé un accord de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), principal groupe de guérilla du pays. Cependant, cinq ans après sa mise en œuvre, la violence a augmenté dans les régions historiquement touchées par les conflits[377]. Le long de la côte Pacifique, par exemple, les différends entre les GANE et les organisations criminelles concernant le contrôle des terres et des ressources ont proliféré en raison de la vacance de pouvoir liée à l'absence des FARC et du manque de présence effective de l'État[378].

Les quatre départements du Pacifique du pays ont représenté 49 % des 134 000 déplacements internes enregistrés au cours de l'année. Nariño en a enregistré 30 000, Cauca 14 000, Chocó 12 000 et Valle del Cauca 11 000[379]. Antioquia et Norte de Santander, où plusieurs GANE sont présents, ont également enregistré des chiffres élevés respectivement à 23 000 et 10 000[380]. De nombreuses communautés ont fui pour échapper à la violence, mais d'autres ont été piégées dans les tirs croisés ou incapables de se déplacer en raison de menaces pour leur sécurité. Près de 23 000 cas de confinement forcé ont également été signalés, dont environ 72 % dans le Chocó[381].

Dans certains cas, les violences et déplacements enregistrés au niveau du ministère étaient concentrés dans quelques municipalités[382]. Dans le Valle del Cauca, par exemple, 87 % des déplacements ont eu lieu à Buenaventura, une ville historiquement touchée par les conflits et la violence criminelle[383].

Cette concentration de violence, de déplacements et de confinement forcé s'explique en partie par l'importance des zones en question en matière d'économies illégales[384]. Buenaventura, par exemple, plus grand port de la côte pacifique colombienne, est un point de transit majeur pour les stupéfiants et la contrebande. Les dynamiques en jeu, ici et ailleurs dans le pays, témoignent d'une situation très complexe qui tend à être appréhendée comme un conflit armé, alors qu'en réalité elle est marquée par des violences criminelles dans lesquelles des groupes paramilitaires s'allient à des gangs locaux pour contrôler les économies illégales et les itinéraires du trafic de drogue[385].

Malgré l'absence de surveillance systématique des déplacements associés à la criminalité et la violence des gangs ailleurs dans la région, les données existantes pour le Salvador, Haïti et le Mexique commencent à brosser un tableau différent.

Les résultats d'une enquête nationale au Salvador indiquent qu'environ 111 000 personnes ont changé de résidence en raison de menaces pour leur vie et leur sécurité en 2021. Étant donné que certains ont fui à plusieurs reprises, le nombre total de déplacements internes a été estimé à environ 175 000, dont un peu plus de 80 % déclenchés par la violence des gangs[386]. L'enquête n'est certes pas sans limites, mais elle rend compte d'un phénomène beaucoup plus complexe qui pourrait affecter le pays.

En 2021, la violence des gangs s'est intensifiée en Haïti, provoquant ainsi 20 000 déplacements, un chiffre sans précédent pour le pays. Bon nombre ont eu lieu dans la région métropolitaine de Port-au-Prince. L'activité des gangs a également entravé l'acheminement de l'aide dans les zones touchées à la fois par la violence et les catastrophes, aggravant ainsi la situation humanitaire dans un pays aux prises avec une crise de déplacement multiforme (voir En détail, p. 79)[387].

Le nombre de déplacements internes associés à la violence au Mexique était trois fois plus élevé qu'en 2020. Environ 29 000 ont eu lieu dans les États de Chiapas, Chihuahua, Durango, Guerrero, Jalisco, Michoacán, Nayarit, Oaxaca, Tamaulipas et Zacatecas. 95 % ont été déclenchés par des violences criminelles, la plupart dans le Michoacán, le Guerrero et le Chiapas[388].

Le Michoacán a été le plus touché, avec 13 000 personnes, soit plus de dix fois le chiffre de 2020. Une grande partie des déplacements a été provoquée par la violence entre trafiquants de drogue, en particulier les affrontements entre le cartel de Jalisco Nouvelle Génération et les cartels unis[389]. La violence criminelle a également provoqué 3 600 déplacements à Zacatecas et d'autres cas à Nayarit, la première fois que le phénomène a été enregistré dans l'un ou l'autre État[390].

Environ un quart des déplacements déclenchés par la violence à l'échelle nationale concernaient des populations autochtones, également touchées par la violence intercommunautaire. Ce type de violence a provoqué environ 380 déplacements parmi les communautés autochtones et non autochtones du Chiapas et d'Oaxaca, où les incidents comprenaient des cas de conflits fonciers[391].

Les conflits fonciers ont également déclenché 21 000 déplacements au Brésil. Le phénomène n'est pas nouveau dans le pays, mais 2021 a été la première année où des données ont pu être obtenues pour estimer son ampleur[392]. Les violences commises par les accapareurs de terres et les agriculteurs représentaient 44 % du total, et plus de la moitié des personnes déplacées étaient des autochtones dont les habitations avaient été détruites[393].

Environ 6,6 millions de personnes vivaient en situation de déplacement à la fin de l'année, dont 94 % à la suite de conflits et de violences, la plupart en Colombie. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour comprendre les différents facteurs et déclencheurs des déplacements et en évaluer la durée pour les personnes déplacées. Il est essentiel de combler ces lacunes persistantes en matière de données pour éclairer l'élaboration des politiques et l'action en faveur de la réduction des risques de déplacement et de solutions durables.

En détail – Haïti : la violence et les catastrophes provoquent le plus grand déplacement en une décennie

La situation humanitaire en Haïti s'est détériorée en 2021, en raison de l'augmentation de la violence des gangs, des catastrophes consécutives et de la pandémie de COVID-19. Les conflits et la violence ont provoqué 20 000 déplacements internes, soit une augmentation de 157 % par rapport à 2020 et la plus élevée jamais enregistrée pour le pays. Les catastrophes en ont provoqué 220 000 autres.

Avant même l'apparition de la pandémie, le repli de l'économie et la pauvreté exacerbée auxquels le pays était confronté étaient déjà source d'instabilité et d'insécurité. La criminalité et la violence des gangs sont en augmentation depuis 2018. Initialement concentrées dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, elles se sont depuis étendues, contraignant ainsi un nombre croissant de personnes à fuir leur foyer[394].

En 2021, des gangs se sont affrontés, entre eux et avec les forces de sécurité, profitant ainsi du climat d'incertitude causé par l'assassinat du président du pays, Jovenel Moïse, le 7 juillet[395]. Ils ont également eu recours à diverses formes de violence contre les civils, notamment des agressions et des menaces[396]. La violence sexiste est particulièrement préoccupante, puisqu'elle est utilisée par les gangs pour affirmer leur contrôle sur les populations locales[397].

Les données sur les déplacements provoqués par la violence des gangs en 2021 n'ont pu être obtenues que pour la région métropolitaine de Port-au-Prince, mais de même qu'en 2020, il est probable qu'il y en ait également eu dans d'autres régions du pays[398]. Les barrages routiers et l'insécurité ont entravé à la fois la collecte de données et l'intervention humanitaire[399].

Le 14 août, la péninsule sud d'Haïti a également été frappée par un tremblement de terre de magnitude 7,2. Celui-ci a tué plus de 2 200 personnes et provoqué au moins 220 000 déplacements, une ampleur inédite depuis le tremblement de terre dévastateur de 2010 qui avait fait près de 1,5 million de victimes[400]. Environ 54 000 habitations ont été détruites dans les départements du Sud, de Grand'Anse et des Nippes, laissant ainsi de nombreuses PDI face à la perspective d'un déplacement prolongé[401]. La plupart ont probablement été déplacées dans des zones rurales, où les habitations sont faites de matériaux incapables de résister à un puissant tremblement de terre. La destruction de logements dans les campagnes était cinq à sept fois plus élevée que dans les zones urbaines[402].

Trois jours plus tard, bon nombre des mêmes zones ont été touchées par des inondations associées à la tempête tropicale Grace. Aucune donnée sur les déplacements n'était disponible, mais Grace a entravé les interventions de sauvetage et de secours après le tremblement de terre[403]. La tempête a interrompu les itinéraires humanitaires, car l'accès aux routes et aux ponts a été coupé par de fortes pluies et inondations[404].

L'activité des gangs a également entravé la réponse aux besoins humanitaires aggravés par les deux catastrophes. Dans les mois qui ont suivi, l'acheminement de l'aide a été ralenti par un blocus qui a entraîné des pénuries de carburant, d'électricité et de nourriture[405]. L'enlèvement de travailleurs humanitaires a également perturbé l'accès à certaines parties de Port-au-Prince et imposé la fermeture des hôpitaux dans la capitale[406].

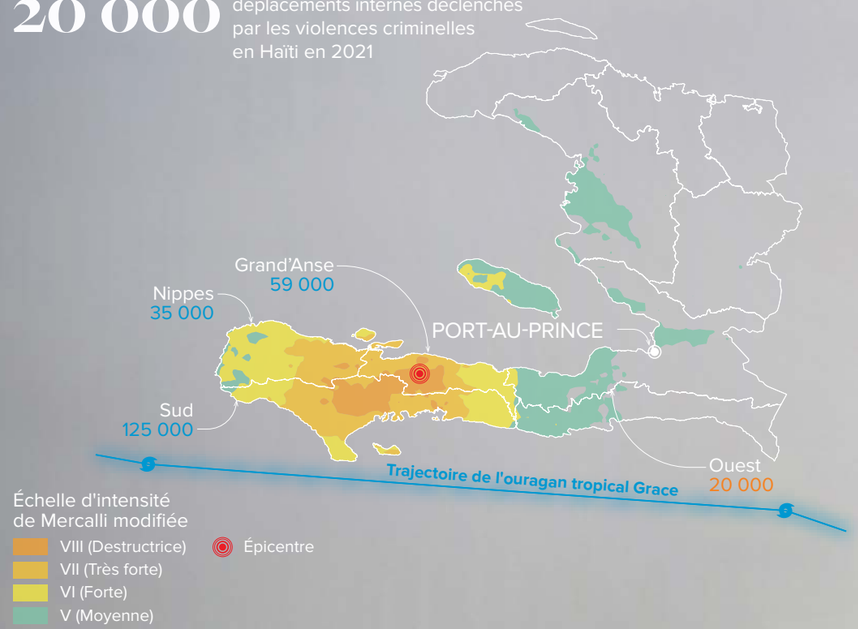
Certains des déplacements signalés en 2021 étaient secondaires, ce qui illustre la vulnérabilité chronique des PDI. En mars, une attaque de gangs armés contre Tabarre Issa, site de déplacement datant de 2010, a déclenché près de 2 200 mouvements de ce type[407]. En juin, le camp Lapiste, qui avait accueilli des centaines de personnes atteintes de handicaps depuis le tremblement de terre de 2010, a également été incendié[408]. La crainte de nouveaux incidents de ce type a peut-être contraint un plus grand nombre de PDI à des déplacements secondaires sans que leurs mouvements n'aient été détectés, compte tenu des difficultés de l'accès humanitaire.

La situation en Haïti a conduit des dizaines de milliers de personnes à quitter le pays en 2021, mais beaucoup sont également revenues. Cependant, compte tenu de l'insécurité et de l'instabilité ambiantes, bon nombre peuvent avoir repris une vie de déplacement interne. Sur les 15 000 personnes qui rapatriées entre septembre et décembre, 21 % n'ont pas rejoint leur communauté d'origine[409].

Les événements de 2021 montrent comment l'association de la violence et des catastrophes peut déclencher des déplacements nouveaux et secondaires et accroître la vulnérabilité et le risque de déplacement. Avec le soutien des Nations unies, le gouvernement a cherché à réduire la violence des gangs en renforçant la capacité policière, en luttant contre le trafic d'armes et en mettant en place des programmes de travail contre rémunération, de formation professionnelle et de microcrédit[410]. En octobre, il a également demandé au Conseil de sécurité des Nations unies d'ajuster le mandat du Bureau intégré des Nations unies en Haïti pour faire face à l'instabilité croissante et, en juillet 2020, il a approuvé un plan national de gestion des risques de catastrophe pour la période comprise entre 2019 et 2030[411]. S'appuyer sur ces efforts sera essentiel pour aider les PDI du pays à atteindre des solutions durables.

220 000 déplacements internes déclenchés par le tremblement de terre de 2021 en Haïti

20 000 déplacements internes déclenchés par les violences criminelles en Haïti en 2021

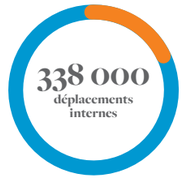


(Sources : DTM de l'OIM 2021, protection civile haïtienne, USGS Earthquake Hazards Program, NOAA National Hurricane Center)

Une femme traverse la baie jusqu'à Zétroit pour rejoindre sa fille, soignée pour des blessures causées par le tremblement de terre de magnitude 7,2 qui a frappé Haïti l'année dernière. Elle a perdu à la fois son bébé et sa maison dans le tremblement de terre.
© UNICEF / UN0527140 / Haro, octobre 2021.

Europe et Asie centrale

Déplacements internes en 2021



Conflits et violences
61 000
Catastrophes
276 000

0,9 % du total mondial



1 | **Turquie** 84 000

2 | **Grèce** 67 000

3 | **Pays-Bas** 51 000

4 | **Kirghizistan** 46 000 120

5 | **Allemagne** 17 000

Figure 40 : Les cinq pays ayant enregistré le plus grand nombre de déplacements internes en Europe et en Asie centrale en 2021

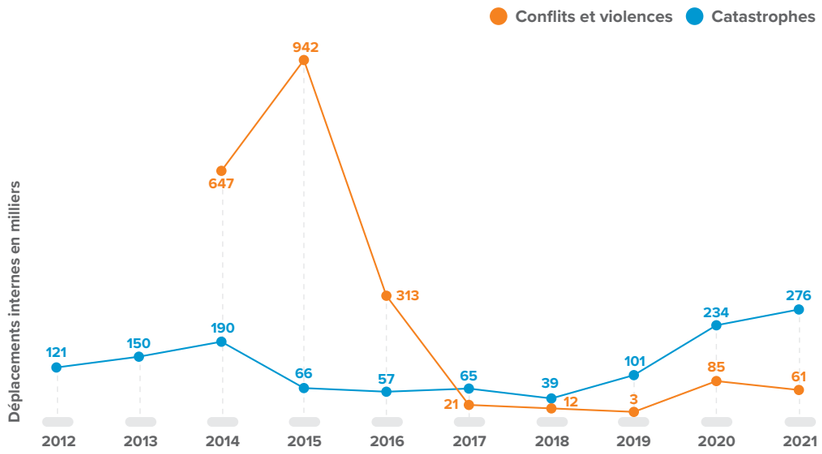


Figure 41 : Déplacements internes à la suite de conflits, de violences et de catastrophes en Europe et en Asie centrale (2012-2021)

Les frontières, dénominations et désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle de l'IDMC.

Nombre total de PDI en 2021



Conflits et violences
3 265 000
Catastrophes
55 000

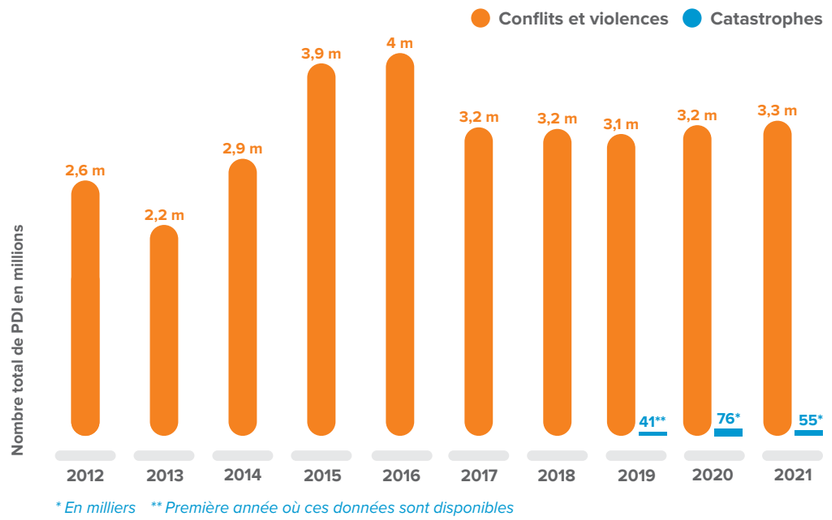
5,6 % du total mondial

1,1 m **Turquie**	**Géorgie** 28 000
854 000 **Ukraine**	**Turquie** 11 000
655 000 **Azerbaïdjan**	**Espagne** 7 000
305 000 **Géorgie**	**Croatie** 3 000
242 000 **Chypre**	**Belgique** 1 900

Figure 42 : Pays ayant enregistré le plus grand nombre de PDI en Europe et en Asie centrale fin 2021



Figure 43 : Nombre total de PDI en Europe et en Asie centrale fin 2021, par tranche d'âge



** En milliers ** Première année où ces données sont disponibles*

Figure 44 : Nombre total de PDI en Europe et en Asie centrale à la fin de l'année (2012-2021)

En raison des arrondis, certains totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres individuels.

Les catastrophes ont provoqué 276 000 déplacements internes en Europe et en Asie centrale en 2021. Les plus importantes comprenaient des incendies de forêt en Méditerranée, des tempêtes et des inondations en Europe occidentale et centrale, et une éruption volcanique dans les îles Canaries.

La violence a provoqué au moins 61 000 déplacements internes, le chiffre le plus élevé pour la région depuis 2016. Deux jours d'affrontements frontaliers entre le Kirghizistan et le Tadjikistan en ont représenté 56 000, soit un peu plus de 90 % du total. Un nombre très faible de déplacements a été enregistré en Ukraine, en 2021, mais l'offensive militaire russe de février 2022 a conduit le pays à subir la situation de déplacement interne la plus importante et la plus évolutive au monde.

Feux de forêt en Méditerranée

Les incendies de forêt ont provoqué la plupart des 155 000 déplacements liés aux catastrophes dans la région, soit près de sept fois le chiffre de 2020. L'écrasante majorité s'est produite dans des régions bénéficiant d'un climat méditerranéen, à savoir le sud de la France, la Grèce, l'Italie, le nord de la Macédoine, l'Espagne et la Turquie.

Les températures en Turquie ont atteint un record historique de 49,1 °C, et le pays a connu ses pires incendies de forêt depuis le début des enregistrements en 2003[412]. Des incendies généralisés ont fait rage dans les provinces du sud et du sud-ouest d'Antalya, Adana, Mersin, Muğla et Osmaniye à la fin du mois de juillet et au début du mois d'août[413]. Ils ont provoqué 81 000 déplacements, soit de loin le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour ce type de danger dans le pays. Près de la moitié a eu lieu dans le district de Marmaris à Muğla[414]. Au total, les incendies ont détruit au moins 2 500 habitations, laissant plus de 9 000 personnes confrontées à la perspective d'un déplacement à long terme[415].

La Grèce voisine a connu sa pire vague de chaleur en plus de trois décennies. Les températures ont atteint un niveau record : 45 °C, et les incendies de forêt ont provoqué plus de 58 000 déplacements, le chiffre le plus élevé jamais enregistré pour le pays[416]. Les incendies sur l'île d'Eubée et dans les régions d'Ilia et de Varkompi, les 3 et 4 août, en représentaient environ 40 000, soit près de 70 % du total[417].

Un seul feu de forêt dans le sud-est de la France a déclenché les 8 000 déplacements enregistrés pour le pays, sous forme d'évacuations. Le chiffre pour l'Espagne était de plus de 4 600, dont un seul incendie en Andalousie représentait près de 60 %[418]. L'Italie en a enregistré 1 700, dont au moins 1 500 étant des évacuations associées à un incendie en Sardaigne fin juillet qui a causé des dommages estimés à hauteur de 1 milliard d'euros[419].

Une série de facteurs contribuent à la plus grande vulnérabilité de ces pays aux incendies de forêt. En raison de leur emplacement, ils bénéficient d'une faible couverture nuageuse et d'une forte exposition au soleil, en particulier pendant les mois d'été. Cela entraîne en conséquence une humidité plus faible et des températures plus élevées, deux éléments qui augmentent le risque d'incendie[420]. Les facteurs anthropiques, notamment le changement d'affectation des terres, le surpâturage et la déforestation, jouent également un rôle[421]. L'exode rural et l'abandon des terres agricoles ont également entraîné l'envahissement de certaines zones par la végétation, qui peut servir de combustible aux incendies de forêt en cas de sécheresse[422].

L'Europe se réchauffe plus rapidement que la moyenne mondiale, et certains des niveaux de réchauffement les plus élevés sont annoncés pour le pourtour méditerranéen[423]. L'été 2021 a été le plus chaud jamais enregistré dans la région, et près de 98 % des déplacements provoqués par les incendies de forêt se sont produits en juillet et août[424]. Les changements climatiques ne devraient qu'augmenter la fréquence des vagues de chaleur et des sécheresses, principaux facteurs des risques d'incendie de forêt et des déplacements qui en résultent[425].

Précipitations et tornades exceptionnelles

Les inondations et les tempêtes ont historiquement déclenché la majeure partie des déplacements liés aux catastrophes dans la région, et les chiffres de 2021 étaient supérieurs à la moyenne des 10 dernières années, à près de 104 000, dont la plupart s'étaient produits pendant les mois d'été.

À la mi-juillet, des pluies exceptionnellement fortes se sont abattues sur les bassins versants du Rhin et de la Meuse en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas, déclenchant ainsi 83 000 déplacements dans les trois pays. Environ 51 000 évacuations ont été recensées dans la seule province néerlandaise du Limbourg[426]. Près de 16 000 déplacements ont été enregistrés dans les régions belges de Flandre et de Wallonie, dont 10 000 dans la ville de Verviers[427]. Le chiffre pour l'Allemagne était de plus de 16 000, mais il s'agit probablement d'une sous-estimation (voir En détail, p. 87). L'Autriche, la France et le Luxembourg ont également été touchés par le même système météorologique, mais le nombre de déplacements enregistrés était bien moins important.

Les inondations ont également entraîné des déplacements en Russie. En juin, la crue du fleuve Amour, dans la région éponyme frontalière de la Chine, a déclenché 2 700 évacuations, dont 780 impliquant des enfants[428].

Les feux de forêt ont également contribué au risque d'inondation dans certaines régions d'Europe, réduisant ainsi la capacité d'absorption des terres en brûlant les forêts et le couvert végétal. En Grèce, les habitants d'Eubée se remettaient encore des incendies de forêt dévastateurs qui ont détruit environ un tiers du couvert forestier de l'île à l'été 2021, lorsque des tempêtes ont frappé les premières semaines d'octobre. Les inondations qui en ont résulté ont provoqué au moins 100 évacuations[429].

L'Europe centrale a été frappée par des tempêtes sans précédent, notamment des tornades, en juin. La plus forte tornade jamais enregistrée en République tchèque a gravement endommagé 1 200 maisons et provoqué environ 2 800 déplacements en Moravie du Sud près de la frontière avec la Slovaquie[430]. Les efforts de relèvement ont été soutenus par des compagnies d'assurance qui ont pris en charge les dommages même pour les familles dont les polices ne couvraient pas explicitement les tornades, tandis que les familles non assurées ont reçu une indemnisation de l'État[431]. Dans certains cas, cependant, les dommages structurels étaient tels que 200 habitations ont été vouées à la démolition[432].

Des tornades ont également frappé le sud de la Pologne, détruisant ainsi au moins 42 habitations et provoquant 113 déplacements[433]. Les agriculteurs qui ont subi des pertes agricoles ont pu demander une aide financière de l'État[434].

Des tempêtes aux conditions cycloniques ont également été enregistrées dans la région[435]. En juin, l'événement intense qui a frappé la mer Noire a entraîné des pluies diluviennes sur la péninsule de Crimée[436]. Neuf villes et 27 agglomérations ont été inondées et près de 1 800 évacuations ont été déclenchées, dont 325 impliquant des enfants[437]. La Crimée a de nouveau été touchée par de fortes pluies et des inondations début juillet, entraînant ainsi plus de 160 évacuations[438].

En août, en Turquie, une autre violente tempête a entraîné de fortes pluies et des inondations qui ont tué 82 personnes et déclenché près de 2 500 évacuations dans les provinces de Bartin, Kastamonu et Sinop[439]. La même tempête, qui a frappé la région russe de Krasnodar en a provoqué plus de 1 500 en août, laissant ainsi plus de 100 000 personnes sans électricité[440].

Des tempêtes similaires ont frappé l'Italie en octobre et novembre, provoquant ainsi près de 400 déplacements[441]. Une autre a frappé Malte et la Grèce en octobre, mais il n'est pas certain qu'elle ait entraîné des déplacements[442].

Risques géophysiques

Les tremblements de terre et l'activité volcanique ont déclenché 15 000 déplacements internes en 2021. L'éruption du volcan Cumbre Vieja sur l'île La Palma, aux Canaries, événement le plus important, qui a débuté le 19 septembre, a déclenché 7 000 évacuations dans les semaines qui ont suivi[443]. L'éruption, considérée comme la plus grave d'Europe depuis un siècle, est devenue la plus longue de l'île en près de 350 ans[444].

Certaines personnes évacuées ont commencé à rentrer chez elles en janvier 2022, mais leur nombre était limité et des précautions ont été mises en place compte tenu du risque d'effondrement des maisons et de l'exposition aux gaz toxiques et aux températures élevées dans les zones de retour[445]. D'autres personnes évacuées n'ont pas pu regagner leur domicile, car l'éruption a détruit près de 3 000 bâtiments[446]. Les autorités locales ont adopté des mesures fiscales exceptionnelles pour faciliter la reconstruction dans les zones urbaines et rurales, mais il peut s'écouler un an avant le début des travaux et jusqu'à deux ans avant leur achèvement[447].

Les tremblements de terre ont provoqué 7 900 déplacements en Grèce, le deuxième chiffre le plus élevé jamais enregistré pour ce type de danger dans le pays. La région de Larissa a été frappée par des tremblements de terre de magnitude 6,3 et 5,6 pendant plusieurs jours d'affilée, en mars, rendant ainsi 1 800 maisons inhabitables et provoquant environ 4 400 déplacements[448]. Un séisme de magnitude 5,8 sur l'île de Crète, en septembre, a détruit près de 1 500 résidences principales et entraîné un nombre similaire de déplacements[449].

Un autre tremblement de terre a provoqué environ 40 000 déplacements en Croatie le 29 décembre 2020. L'événement se situe en dehors de la période couverte par ce rapport, mais ses conséquences se sont bien fait sentir en 2021. Environ 2 900 personnes étaient encore déplacées à la mi-mars[450]. Le pays avait dépensé l'équivalent de 110 millions de dollars en efforts de reconstruction en juillet, mais certaines des zones touchées avaient encore besoin d'un soutien pour leur reprise économique[451].

Déplacements liés aux conflits

Les conflits et la violence ont provoqué plus de 61 000 déplacements internationaux dans la région en 2021. Deux jours d'affrontements frontaliers entre le Kirghizistan et le Tadjikistan en avril en représentaient près de 56 000, soit 92 % du total. Cet épisode de violence, considéré comme le plus intense dans la région depuis la fin de l'Union soviétique, illustre les liens entre pénurie d'eau, conflit et déplacement dans la sous-région (voir En détail, p. 89). La crainte de nouveaux affrontements à d'autres endroits de la frontière kirghizo-tadjike a entraîné 5 600 déplacements préventifs supplémentaires en juin[452].

Depuis 2014, le gouvernement ukrainien est en conflit avec des groupes armés non étatiques dans les oblasts orientaux de Donetsk et Luhansk. Les parties ont convenu d'un nouveau cessez-le-feu en juillet 2020, mais la situation sécuritaire s'est détériorée en 2021. Au second semestre de l'année, le nombre d'incidents de sécurité enregistrés chaque mois avait atteint les niveaux d'avant le cessez-le-feu et ils ont continué d'augmenter jusqu'à la fin de l'année[453].

Le bombardement d'une colonie de première ligne en novembre a été le seul événement identifié comme ayant contraint des personnes à fuir leur foyer en 2021. Il a déclenché 40 déplacements, le chiffre le plus bas depuis 2014. Cela dit, à la fin de l'année, environ 854 000 personnes vivaient encore en situation de déplacement prolongé à la suite du conflit[454].

Au second semestre 2021, la Russie a commencé à amasser des troupes près de sa frontière avec l'Ukraine, exigeant notamment que Kiev abandonne ses projets d'adhésion à l'OTAN. À la fin de l'année, Moscou avait mobilisé 100 000 soldats ainsi que des chars et d'autres équipements militaires[455]. Son offensive militaire, initiée en février 2022, se situe en dehors de la période couverte par ce rapport, mais elle a contribué à changer considérablement l'ampleur des déplacements en Ukraine[456]. Au 1er avril 2022, on estimait à environ 7,1 millions le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays[457]. Les événements se poursuivent, mais la crise a déjà déclenché le chiffre annuel le plus élevé de déplacements internes jamais enregistrés pour un seul pays. Les dégâts et destructions généralisés frappant les habitations et les infrastructures et la présence de munitions non explosées risquent d'entraver les retours dans un avenir proche[458].



Le propriétaire de la maison la plus proche du volcan Cumbre Vieja qui est entré en éruption à La Palma, aux îles Canaries, en Espagne, en février, nettoie les environs de sa maison. © Kike Rincon / Europa Press via Getty Images, février 2022.

En détail – Allemagne : les inondations provoquent le plus grand déplacement depuis des années

Mi-juillet 2021, un système météorologique à basse pression a entraîné de fortes pluies dans toute l'Europe occidentale, ce qui a provoqué de graves inondations qui ont déclenché au moins 84 000 déplacements en Autriche, en Belgique, en France, en Allemagne, au Luxembourg et aux Pays-Bas. L'Allemagne a été gravement touchée, en particulier les 14 et 15 juillet, lorsque des inondations catastrophiques dans les länder occidentaux de Rhénanie du Nord-Westphalie et de Rhénanie-Palatinat ont tué 182 personnes et provoqué environ 16 000 déplacements, le chiffre le plus élevé pour le pays depuis 2013[459]. Ce fut la catastrophe la plus coûteuse jamais connue en Allemagne et la plus meurtrière depuis plus de 60 ans[460].

De précédentes pluies estivales avaient déjà rempli les barrages et saturé le sol dans les deux länder, accentuant ainsi les effets des pluies torrentielles de juillet[461]. Des rivières ont inondé les berges et des crues soudaines ont dévasté des villages dans plusieurs bassins fluviaux, détruisant ainsi des habitations, des entreprises, des infrastructures et des terres agricoles. La crainte de l'effondrement des barrages a provoqué des évacuations dans plusieurs arrondissements de Rhénanie du Nord-Westphalie, notamment Euskirchen, où environ 4 500 personnes ont dû être déplacées pendant plusieurs jours, de peur que le barrage de Steinbachtal ne cède[462]. Pas moins de 800 autres évacuations ont été ordonnées à Hückeswagen pour la même raison[463]. À Wassenberg, un barrage de la rivière Rur a rompu, déclenchant ainsi 700 évacuations[464]. D'autres ont eu lieu par bateau et par hélicoptère alors que les eaux montaient dans des bâtiments inondés, certains risquant de s'effondrer[465]. Au total, plus de 16 000 déplacements ont été enregistrés.

La grande majorité des dommages ont été signalés dans l'arrondissement d'Ahrweiler dans le land de Rhénanie-Palatinat, traversé par l'Ahr, un affluent du Rhin. Plus de 40 000 personnes ont été touchées par les inondations dans l'arrondissement, dont 17 000 ont subi des dommages considérables à leurs habitations et à leurs biens[466].

Certaines personnes évacuées sont revenues une fois le danger écarté, mais bon nombre n'ont pas pu le faire, en raison des dommages ou de la destruction de leur habitation. Diverses solutions temporaires ont été trouvées pour loger les personnes déplacées, notamment des abris d'urgence et des logements temporaires dans des conteneurs d'expédition convertis, de petits mobil-homes et des maisons de vacances[467].

Pour certains habitants de la vallée de l'Ahr qui souhaitaient rester à proximité de leur domicile, les solutions de logement temporaire étaient inaccessibles, puisque les inondations avaient détruit les voitures et les routes et coupé les liaisons de transport en commun, limitant ainsi les déplacements à l'intérieur et à l'extérieur de la vallée[468]. De nombreuses personnes ont plutôt choisi de rester aux étages supérieurs de leur maison inondée, tandis que d'autres se sont réfugiées dans des hôtels, des maisons de vacances ou chez des amis et des membres de leur famille[469].

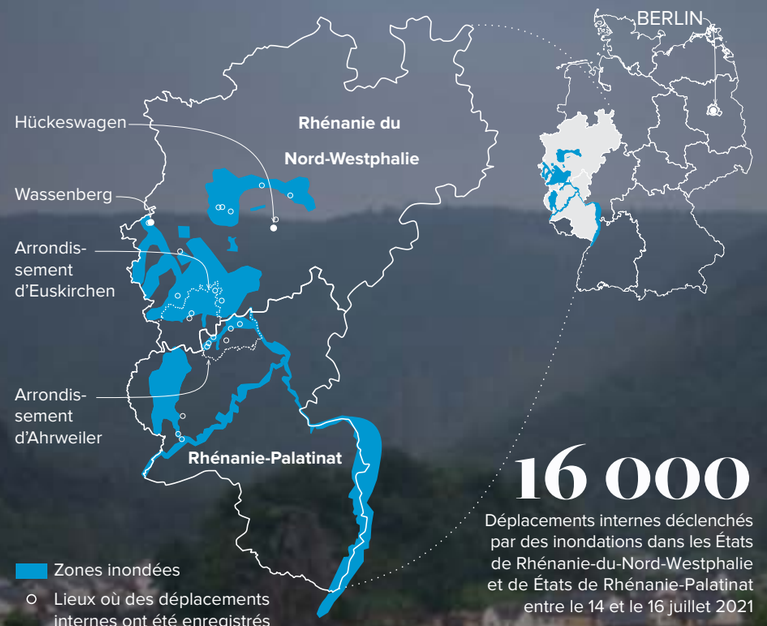
Les travaux d'infrastructure se poursuivent, mais la reconstruction est un processus lent[470]. À l'approche de l'hiver, de nombreuses maisons n'avaient toujours pas d'eau chaude ni de chauffage. La demande de soutien financier a également pris beaucoup de temps, laissant ainsi de nombreuses personnes confrontées à des difficultés financières[471]. Les personnes déplacées utilisent différentes méthodes pour gérer leur relèvement. Bon nombre d'entre elles sont déterminées à reconstruire leurs habitations et leurs villes, mais d'autres ont choisi de partir définitivement[472]. Les pressions importantes dues au bilan émotionnel et au manque de confiance en l'avenir pourraient persister bien plus longtemps[473].

La catastrophe a mis en évidence des lacunes dans la gestion des alertes précoces et des actions préventives, conduisant ainsi à des réformes visant à améliorer la gestion future des risques[474]. Divers systèmes d'alerte numériques et analogiques étaient en place au moment des inondations. La tempête a toutefois endommagé les lignes électriques et les mâts de transmission, ce qui a entraîné la défaillance de certains systèmes. De plus, tous les avertissements n'ont pas été communiqués à temps ou d'une manière qui relayait la gravité de la situation. Cela a eu pour conséquences de ne pas évacuer toutes les personnes qui auraient pu l'être, ce qui a joué un rôle important dans le nombre élevé de morts dues aux inondations[475].

Afin de prévenir de futures catastrophes, des alertes SMS seront émises via le réseau de téléphonie mobile en complément d'autres systèmes de notification d'urgence, et le réseau de sirènes sera étendu pour atteindre le plus grand nombre de personnes possible dans les zones à risque[476]. Ces mesures pourraient entraîner davantage de déplacements sous forme d'évacuations préventives, mais elles contribueront à réduire le nombre de décès.

Il a été difficile d'obtenir des chiffres précis sur le nombre de personnes déplacées par les inondations de juillet 2021. Il n'existe aucun référentiel centralisé de données sur les pertes et dommages causés par les catastrophes en Allemagne, et les nombreux intervenants impliqués dans la réponse n'en ont pas toujours rendu compte de la même manière. Certains ensembles de données ne font pas la différence entre les bâtiments résidentiels et non résidentiels, ni entre les logements endommagés et détruits. Étant donné que moins de la moitié des habitations de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de Rhénanie-Palatinat sont assurées contre les risques naturels, les estimations des assurances ne reflètent pas non plus une image complète des dommages et des destructions[477].

En ce qui concerne les évacuations, les autorités locales et les médias ont publié des ordres, mais ils n'ont pas systématiquement signalé le nombre estimé de résidents touchés ou évacués. Les effets ont souvent été rapportés sur le plan financier, mais pas en termes de personnes déplacées. En raison de ces problèmes, les estimations globales du déplacement seront probablement prudentes.



(Sources : Médias, autorités locales, universités, Centre d'information et de situation conjoint allemand)

16 000

Déplacements internes déclenchés par des inondations dans les États de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de États de Rhénanie-Palatinat entre le 14 et le 16 juillet 2021

Des données plus nombreuses et de meilleure qualité seront nécessaires pour bien comprendre l'ampleur, la durée et les impacts sociaux et économiques des déplacements futurs et le risque qu'ils se produisent. Ces informations sont essentielles pour éclairer les réglementations foncières et de construction qui empêchent, en premier lieu, leur survenue[478].

L'arrondissement de Kreuzberg, à Altenahr, dans l'ouest de l'Allemagne, a été particulièrement touché par les inondations de juillet 2021 qui ont causé des dommages aux logements et aux infrastructures et entraîné d'importants déplacements. © TORSTEN SILZ / AFP via Getty Images, juillet 2021.

En détail – Pénurie d'eau, conflits et déplacements en Asie centrale

La vallée de Fergana est une vaste zone de terres irriguées qui s'étend au sud du Kirghizistan, au nord du Tadjikistan et à l'est de l'Ouzbékistan. Cette zone, la plus densément peuplée d'Asie centrale, connaît une croissance démographique rapide[479]. La vallée a des antécédents de conflits et de violence, notamment des affrontements frontaliers découlant des divisions géographiques imposées à l'époque soviétique[480].

Les conflits au sujet des démarcations frontalières sont fréquents depuis quelques années, notamment entre le Kirghizistan et le Tadjikistan qui se disputent près de la moitié de leur frontière, longue de 971 km[481]. Les problèmes de gestion de l'eau transfrontalière ont également contribué à la montée des tensions entre les communautés de la vallée qui dépendent de l'agriculture irriguée et de l'élevage pour leur subsistance[482].

Des affro ntements ont éclaté en avril 2021 le long de la frontière entre la région de Batken, au Kirghizistan, et la région de Sughd, au Tadjikistan, dans la partie sud de la vallée, déclenchant ainsi 56 000 déplacements internes. L'incident, supposément déclenché par un différend au sujet de l'installation de caméras de surveillance autour de la station de Golovnoï, qui distribue de l'eau dans les zones frontalières kirghizes et tadjikes, a été le théâtre d'affrontements les années précédentes, notamment en 2014[483].

Ce qui a commencé comme des échauffourées et des jets de pierres des deux côtés s'est rapidement transformé en tirs de mitrailleuses lourdes des forces de sécurité des deux pays[484]. Cela a provoqué environ 41 000 déplacements du côté kirghize, dont près de 24 000 impliquant des enfants, et environ 15 000 du côté tadjik[485]. Toutes les personnes déplacées ont pu regagner leur foyer, mais l'incident, au cours duquel environ 55 personnes ont été tuées et plus de 270 blessées, a eu des effets plus durables, notamment sur la santé mentale des personnes concernées[486].

Les affrontements d'avril ont été les violences les plus intenses et les plus répandues que cette région ait connues depuis l'effondrement de l'Union soviétique[487]. Ils ont également déclenché des déplacements sans précédent. Les affrontements le long de la frontière kirghizo-tadjike n'ont provoqué que 770 déplacements en 2019 et 250 en 2020[488].

La pénurie d'eau a également alimenté la violence dans d'autres régions d'Asie centrale en 2021. Des différends entre agriculteurs au sujet des sources d'eau ont eu lieu dans la province de Chui, dans le nord du Kirghizistan, et dans les provinces ouzbèkes de Namangan et de Surkhandarya[489]. Aucun déplacement n'a été signalé, mais il existe un risque que la violence éclate à nouveau et déclenche des déplacements à l'avenir[490].

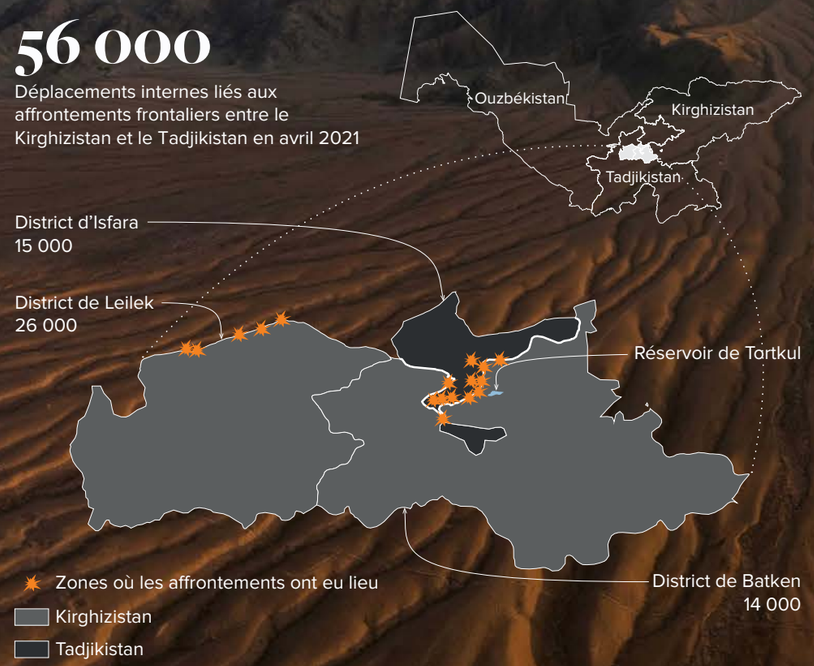
Actuellement, les changements climatiques aggravent déjà la pénurie d'eau en Asie centrale, même dans les pays plus humides comme le Kirghizistan et le Tadjikistan[491]. La vallée de Fergana a connu de faibles précipitations et des températures du sol variables ces dernières années, et les niveaux d'eau du réservoir de Tortkul, qui assure l'approvisionnement vital des fermes dans les zones frontalières kirghizes et tadjikes, s'est considérablement tari en 2020[492].

Dans la région plus largement, la construction de barrages, les pratiques agricoles non durables et la fonte des glaciers constituent d'autres menaces pour ses approvisionnements en eau[493]. La sécheresse et d'autres facteurs environnementaux affectent déjà le secteur agricole, qui représente une part importante de l'économie de l'Asie centrale[494]. Les schémas de mobilité humaine changent également, en particulier ceux des communautés qui dépendent de la transhumance et du pastoralisme[495].

La coopération régionale sera essentielle pour améliorer la gestion de l'eau et atténuer les effets des changements climatiques, notamment la sécheresse, la pénurie d'eau, la violence et les déplacements[496]. Les mesures devront comprendre des investissements dans les technologies d'économie d'eau et la promotion de pratiques alternatives d'utilisation des terres[497]. Malgré leurs limites, les accords bilatéraux actuels et le cadre régional de l'époque soviétique pour la gouvernance des eaux transfrontières pourraient servir de base à la coopération sur cette question[498]. Cela est plus que nécessaire, étant donné que l'approvisionnement en eau et l'assainissement inadéquats coûtent à la région environ 2,1 milliards USD par an, les coûts potentiels associés aux déplacements étant exclus de cette estimation[499].

56 000

Déplacements internes liés aux affrontements frontaliers entre le Kirghizistan et le Tadjikistan en avril 2021



(Sources : Ministère des Situations d'urgence du Kirghizistan et Comité des situations d'urgence du Tadjikistan et Radio Free Europe)

Certains pays d'Asie centrale ont des lois et des politiques sur le déplacement interne, mais il est possible de renforcer davantage les dispositions visant à traiter et à réduire les risques associés à la sécheresse et aux effets néfastes des changements climatiques[500]. Les données joueront un rôle important pour combler les lacunes sur la portée et l'ampleur du phénomène. Une base de données plus solide aiderait également à comprendre la manière dont les événements à évolution lente alimentent les conflits et la violence, ce qui pourrait éclairer en conséquence l'élaboration de politiques en faveur de la réduction des risques de déplacement et de solutions durables.

Les faibles précipitations dans la région entraînent une pénurie d'eau. Faibles niveaux d'eau observés, ici, dans le réservoir Ortotokoy, au Kirghizstan. © Anton Petrus via Getty Images.

Dossier spécial

Covid-19: un fardeau supplémentaire sur la vie précaire des PDI



Un jeune enfant dans sa classe au Honduras. Dans les zones de forte violence, l'éducation offre protection, stabilité, connaissances essentielles et compétences de vie. La fermeture des écoles liée à la Covid-19 a entraîné la perte d'espaces sûrs pour les enfants déplacés dans des pays qui, comme le Honduras, sont touchés par les conflits et l'insécurité. © Delmer Membreno, novembre 2021.

En 2021, la pandémie de COVID-19, qui a continué d'affecter les populations et économies du monde entier, a eu des effets négatifs sur la vie des PDI[501]. Des données complètes font défaut, mais plusieurs études et informations sur les programmes confirment que la pandémie menaçait de manière inédite les personnes en situation de déplacement[502]. Plutôt que d'avoir un effet niveleur, elle a aggravé les inégalités structurelles et les vulnérabilités[503].

Il est généralement difficile de dissocier les causes des conséquences et de déterminer si la pandémie a provoqué, prolongé ou aggravé une crise particulière[504]. Cependant, à un moment où le monde compte plus de PDI que jamais auparavant, cela a sans aucun doute précarisé encore davantage la vie de millions de personnes en situation de déplacement. Alors que les pays continuent de mettre en place des mesures de confinement et d'autres restrictions pour lutter contre la propagation du virus, les PDI en ont ressenti les conséquences sur leurs revenus, leur sécurité alimentaire, leurs services de base et leur capacité à regagner leur foyer ou à se réfugier dans des abris sûrs.

Moyens de subsistance précaires et sécurité alimentaire

Parmi les nombreux impacts ressentis par les PDI à la suite de la pandémie, le plus important a probablement affecté leur emploi. Sur tous les continents, il a été démontré qu'elles étaient plus à risque de perdre leur emploi ou de voir leurs revenus réduits, puisqu'elles ont tendance à travailler sans sécurité d'emploi ou dans le secteur informel.

Dans plus de la moitié des sites de déplacement étudiés en Éthiopie, à l'exclusion du Tigré et de certaines parties de l'Amhara et de l'Afar, où la crise en cours a empêché la collecte de données, les PDI ont déclaré avoir perdu un emploi ou avoir plus de mal à trouver du travail en raison de la pandémie[505]. Plus de la moitié ont déclaré avoir été confrontées à des problèmes financiers et avoir dû recourir à des mécanismes d'adaptation consistant à réduire les repas, emprunter de l'argent, utiliser leurs économies et vendre du bétail, en conséquence.

Des effets similaires ont été signalés au Soudan du Sud, où entre 11 % des ménages déplacés, dans la ville de Malakal, et 39 %, dans la ville de Juba, ont connu une baisse substantielle de leurs revenus. Leur situation s'est encore compliquée en raison des prix inhabituellement élevés des denrées alimentaires, de la disponibilité limitée sur les marchés et de la dépréciation de la monnaie nationale[506].

Tout le monde à Beledweyne, en Somalie, a souffert du ralentissement économique et des fermetures d'entreprises causées par les restrictions liées à la pandémie en 2021, mais les PDI de la ville ont été confrontées à une bataille supplémentaire, puisque les organisations qui les soutenaient habituellement devaient fonctionner avec un financement réduit. Les restrictions ont également entraîné des hausses de prix pour des articles allant de la nourriture aux téléphones portables, devenus ainsi hors de portée pour beaucoup, qui ont également dû faire face à des coûts supplémentaires pour financer un logement temporaire ou remplacer des articles perdus à la suite de leur déplacement[507]. De nombreuses personnes déplacées par le conflit à Caucasia, en Colombie, gagnent leur vie comme vendeurs de rue et dans le secteur informel. Les confinements et autres restrictions ont particulièrement affecté leurs revenus[508]. Pas moins de 33 % des ménages déplacés interrogés en Irak au second semestre 2020 ont déclaré qu'au moins un membre de leur famille avait

perdu son emploi à la suite de la pandémie[509]. Dans les endroits où les systèmes de protection sociale et d'assistance publique sont limités ou n'incluent pas les PDI, la perte de revenus pourrait entraîner une insécurité alimentaire aiguë et un risque accru de pauvreté chronique[510].

Les enfants et les jeunes déplacés étaient exposés à un risque accru de famine, alors que la sécurité alimentaire se détériorait à la suite de la pandémie[511]. Les mineurs non accompagnés étaient particulièrement vulnérables, les restrictions liées à la pandémie ayant mis fin au partage des repas en commun, pratique courante à laquelle ils participaient. Dans l'ensemble, les pressions économiques accrues et l'érosion des moyens de subsistance ont également eu des conséquences sur la protection de l'enfance, comprenant des risques d'exploitation accrus[512].

Risques accrus liés au manque de protection

À mesure que les moyens de subsistance s'érodaient et que la pauvreté augmentait en raison de la pandémie, le risque que les enfants soient retirés de l'école et contraints à des travaux potentiellement dangereux, y compris l'exploitation sexuelle, augmentait également[513]. Les enfants déplacés étaient confrontés à des risques similaires, voire accrus, y compris la violence domestique ainsi que, lorsque les écoles étaient fermées et que l'insécurité alimentaire était élevée, le mariage des enfants et l'enrôlement dans des groupes armés. Les personnes interrogées en Éthiopie ont déclaré courir un risque accru de violence physique de la part de leurs parents et de leurs aidants, les enfants handicapés et les filles étant particulièrement vulnérables[514].

Les données probantes disponibles sur les réfugiés indiquent que la pandémie a accru le risque de violence sexiste, y compris sexuelle, pour toutes les populations déplacées et dans plusieurs pays, des cas ayant été signalés au Mali et dans des camps de déplacés au Kenya et en Éthiopie[515]. Les pratiques néfastes, notamment le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines, ont augmenté à mesure que l'attention des responsables se concentrait sur la mise en œuvre des restrictions dues à la pandémie[516]. À mesure qu'augmentaient les risques liés au manque de protection, les déplacés ne recevaient généralement pas l'attention dont ils avaient besoin. Les interventions humanitaires et administratives étaient davantage axées sur la tentative de répondre aux besoins alimentaires et sanitaires de base immédiats, tandis que leur capacité était limitée par les restrictions, les cas parmi le personnel et la réduction des financements[517].

Ailleurs, la pandémie ne semble pas avoir affecté le sentiment de sécurité des PDI. En effet, certains ménages déplacés interrogés en Irak ont fait état d'une meilleure intégration dans leurs communautés d'accueil[518].

Un problème particulièrement urbain

La pandémie de COVID-19 s'est propagée plus rapidement dans les villes et, à plus forte raison, dans les quartiers les plus densément peuplés, où les populations vulnérables étaient confrontées à des difficultés économiques particulières. Le taux de pauvreté dans les zones urbaines d'Afghanistan est passé de 41,6 % en 2016-2017 à un peu plus de 55 % au cours du confinement initial en 2020[519]. Les migrants et les PDI vivant dans des campements informels étaient confrontés à des risques socio-économiques plus importants, en partie, parce que les restrictions liées à la pandémie et la distanciation sociale réduisaient encore leur accès aux systèmes de soutien et aux services de base[520].

La pandémie a également provoqué des déplacements internes, en particulier dans les zones urbaines. Les mesures de confinement ont paralysé les moyens de subsistance de millions de travailleurs, en particulier ceux qui étaient employés dans le secteur informel. Incapables de continuer à payer leur loyer, beaucoup se sont retrouvés à la rue.

Ce fut le cas de milliers de personnes au Brésil qui, une fois sans abri, étaient confrontées à la perspective de nouveaux déplacements[521]. Elles ont établi des campements sur des terrains vacants à proximité des villes où elles habitaient auparavant, mais à mesure que ceux-ci se multipliaient, les opérations dirigées par le gouvernement pour les éliminer augmentaient également[522].



Dans la mahadra de Bounaye à Nouakchott, en Mauritanie, les enfants des rues apprennent à se protéger contre la pandémie de COVID-19 et les autres risques liés au manque de protection dans le cadre de la pandémie. © UNICEF / UNI350977 / Pouget, juillet 2020.

En 2021, au moins 4 000 de ces personnes ont été expulsées à São Paulo et 3 000 à Manaus[523]. Le démantèlement des campements a également augmenté dans certaines parties des États-Unis alors que la pandémie de COVID-19 intensifiait une crise d'expulsion de longue date, en particulier dans les communautés où l'assistance fédérale était lente ou là où les locataires bénéficiaient de peu de protection[524].

Si la pandémie a privé de nombreuses personnes de toit, elle a peut-être aussi accru leur vulnérabilité aux catastrophes en réduisant leur accès aux alertes et en érodant leur confiance dans les institutions gouvernementales[525]. Les problèmes et les exemples évoqués ici sont cependant anecdotiques. Ils démontrent les effets aggravants de la pandémie sur la pauvreté urbaine et le risque de déplacement, mais des données fiables sur leur portée et leur ampleur font défaut.

Écoles fermées et perte d'accès à l'éducation

La pandémie a forcé la fermeture d'écoles dans le monde entier, et l'inégalité d'accès à la technologie implique l'exclusion éventuelle de nombreux enfants et jeunes de l'apprentissage numérique[526]. Les filles étaient souvent plus susceptibles que les garçons de voir leur scolarité interrompue et, pour les personnes déplacées, cela signifiait peut-être un point de non-retour à l'éducation[527].

Il était particulièrement peu probable que les enfants déplacés aient pu apprendre à distance lorsque les écoles ont fermé, soit en raison de conditions peu favorables dans les abris ou les camps, soit par manque de moyens d'accéder à Internet ou d'utiliser les équipements nécessaires[528]. Les élèves non déplacés sont retournés en classe dès la réouverture des écoles, contrairement à certains élèves déplacés. Après les difficultés qu'ils avaient déjà rencontrées en tant que PDI, ils ont quitté le système scolaire pour travailler et aider à subvenir aux besoins de leur famille[529].

Les fermetures d'écoles ont posé des problèmes similaires concernant l'éducation des enfants rapatriés en termes d'accès à l'apprentissage en ligne. Ainsi, 36 % des parents rapatriés ayant des enfants d'âge scolaire interrogés en Irak ont déclaré que le manque de connexion internet était leur principal obstacle et 23 % n'avaient pas d'ordinateur, de smartphone ou de tablette. Tandis que 33 % ont désigné le manque d'équipements comme leur deuxième plus grand obstacle. Enfin, 94 % ont déclaré avoir l'intention de renvoyer leurs enfants en classe à la réouverture des écoles[530].

La fermeture des écoles dans les zones touchées par les conflits et l'insécurité a souvent entraîné la perte d'espaces sûrs pour les enfants vulnérables et déplacés. Les enfants déplacés porteurs de handicaps étaient particulièrement à risque. Privés de leurs routines habituelles et de leurs structures de soutien, il leur était encore plus difficile de surmonter la marginalisation et la discrimination. Au Népal, les cours en ligne avaient tendance à ne pas s'adresser aux enfants sourds, qui avaient du mal à ouvrir une session en ligne, et ils se sont également avérés difficiles pour les enfants ayant des troubles d'apprentissage lorsque les parents et les enseignants n'étaient pas là pour les superviser[531].

Impacts sur la santé et inégalité vaccinale

La propagation rapide d'une maladie infectieuse a des conséquences immédiates sur les systèmes de santé locaux et nationaux et sur la santé de tous les groupes de population, mais plus particulièrement celle des personnes vulnérables et déplacées.

En Inde, l'UNICEF a lancé une campagne « Brigade bleue » qui fait participer les jeunes comme agents du changement, tout en aidant les familles à accéder aux services essentiels. Sur la photo : une bénévole enseigne aux enfants dans l'enceinte d'une maison dans le cadre de l'initiative, à Nagoi Lafa, district de Korba.
© UNICEF / UN0387459 / Altaf Ahmad, décembre 2020.

Au-delà des infections directes, les systèmes submergés par le grand nombre de cas de Covid ont également eu du mal à fournir des services de santé plus étendus dans le monde entier[532].

Les mesures visant à freiner la propagation du virus ont également accru les risques sanitaires liés à la violence, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, et entravé l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les camps de déplacés et d'autres contextes. Comme on l'a observé pendant la crise Ebola, les filles ont probablement été exposées de manière disproportionnée à ces risques[533].

La pandémie a également eu de graves répercussions sur la santé mentale dans le monde entier, tout en perturbant ou en interrompant des services de santé mentale essentiels dans 93 % des 130 pays étudiés[534]. Le soutien en ligne et les lignes d'assistance téléphonique se sont toutefois développés, souvent en collaboration avec les services de santé publics.

En 2021, les efforts visant à améliorer la couverture vaccinale des PDI se sont poursuivis et des progrès ont été réalisés dans certains pays. L'inégalité vaccinale reste cependant un défi mondial, et les agences humanitaires et de développement ont du mal à acheminer les doses vers les principales zones d'accueil[535]. La disponibilité a été un problème, tout comme le manque de financement pour déployer d'importants programmes de vaccination dans les zones difficiles d'accès[536].

De nombreuses PDI ont également eu du mal à se protéger du virus par d'autres moyens, soit parce qu'elles n'avaient pas les moyens d'acheter des masques, du désinfectant et d'autres articles d'hygiène, soit parce qu'elles vivaient dans des conditions de surpeuplement où la distanciation n'était pas possible et où l'eau et l'assainissement n'étaient pas toujours disponibles. De tels problèmes ont été signalés dans des camps de déplacés à Beledweyne, en Somalie[537].

Ailleurs, les catastrophes et les déplacements peuvent avoir joué un rôle dans l'augmentation de la propagation de la maladie. Le Timor oriental était déjà en proie à une nouvelle vague d'infections lorsque le cyclone Seroja a frappé le pays en avril, mais les inondations qu'il a provoquées et les évacuations de milliers de personnes qui en ont résulté ont peut-être aggravé l'épidémie[538]. Les mesures de confinement strictes ont également été brièvement levées dans certaines régions pour faciliter les interventions, et les inondations ont touché des entrepôts stockant des fournitures médicales et des vaccins.

Schémas de déplacement, retours et solutions durables

Le tableau que nous sommes en mesure de brosser des effets de la pandémie sur les PDI est loin d'être complet, mais nous avons encore moins d'informations sur la façon dont elle a pu déclencher des déplacements internes ou en modifier les schémas. Des preuves anecdotiques existent cependant pour montrer que certaines personnes ont perdu leur source de revenu et, par conséquent, leur logement. Des exemples en provenance du Brésil et des États-Unis montrent que des milliers de personnes ainsi privées de toit ont ensuite été expulsées des campements informels[539].

La pandémie de COVID-19 a non seulement entravé la fourniture d'une aide humanitaire et d'un soutien aux PDI, mais aussi potentiellement prolongé leur déplacement. Cela a également freiné les efforts de relèvement, de reconstruction et de rapatriement[540]. Ce fut le cas en Nouvelle-Zélande pour des centaines d'habitants d'Auckland déplacés par une tornade, en juin, et des inondations, début septembre. Une pénurie nationale de matériaux de construction, causée par la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, combinée à des pénuries de main-d'œuvre et à des mesures strictes pour freiner la propagation du virus, entrave les réparations et la reconstruction à ce jour[541].

Les restrictions liées à la pandémie de COVID et d'autres impacts ont également entravé les progrès réalisés en Irak, notamment en termes de niveau de vie et d'accès à la justice et, plus particulièrement, les indemnisations versées pour les logements endommagés ou détruits pendant la crise de l'EIIL. Parmi les ménages rapatriés, 56 % ont déclaré que les plus grands défis auxquels ils étaient confrontés dans leur quête d'une solution durable étaient la perte de revenus et les effets économiques nationaux de la pandémie. Enfin, 58 % ont déclaré avoir temporairement perdu leur emploi à la suite de la pandémie[542].



Des femmes bénévoles en santé communautaire dans le district de Gorkha, au Népal, où résident quelque 25 000 PDI à la suite du tremblement de terre de 2015. L'UNICEF soutient le gouvernement en fournissant des vaccins contre la COVID-19 aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil. © UNICEF / UN0447354 / Prasad Ngakhusi, avril 2021.

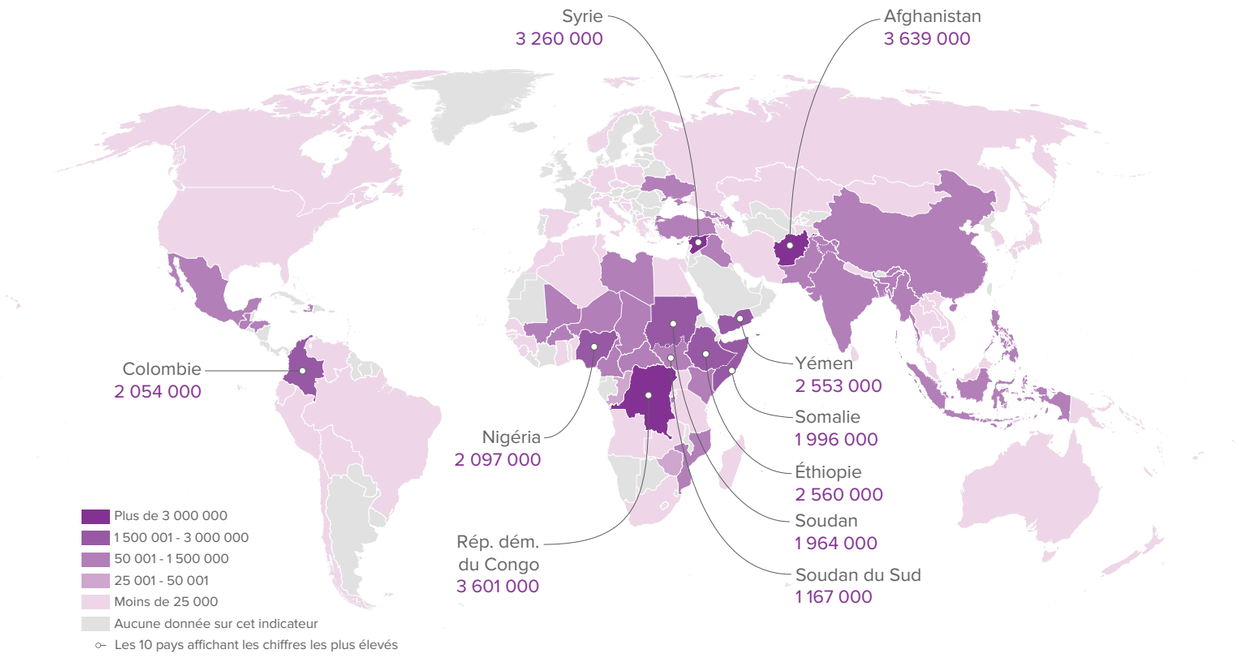
Partie 2 : Enfants et jeunes en situation de déplacement interne

Une femme et un enfant vivant dans le camp de Lazare, en République centrafricaine (RCA). Près d'une personne sur sept vit en situation de déplacement interne dans le pays. © Tom Peyre-Costa NRC, février 2021.

Trente-trois millions d'enfants et de jeunes de moins de 25 ans vivent en situation de déplacement interne, dont 25,2 millions d'enfants de moins de 18 ans et 11,4 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans. Chaque année, parmi les millions de personnes contraintes de fuir leur foyer, bon nombre d'entre elles sont dans l'impossibilité d'aller à l'école, de manger à leur faim et d'accéder aux soins de santé, ainsi exposées au risque d'abus et de violence et traumatisées par les événements dont elles ont été témoins. Le déplacement peut également déchirer les familles au détriment de leur bien-être.

De nombreux enfants ont été déplacés pendant des années et certains jeunes adultes ont passé toute leur enfance en situation de déplacement, ce qui aggrave les effets négatifs qu'ils peuvent subir. Les personnes qui vivent en situation de déplacement prolongé ont beaucoup de mal à réaliser leur potentiel, et des appels répétés ont été lancés pour mieux les protéger et les soutenir[543].

Les impacts du déplacement sur les enfants et les jeunes ne sont pas ressentis de la même manière. Leurs expériences varient en fonction de leur âge, de leur genre et d'autres caractéristiques. Les effets ne sont pas non plus ressentis uniquement par les personnes en question, mais aussi par leurs familles et leurs communautés. Ils ne sont pas non plus ressentis uniquement localement ou dans l'instant. Ils ont des répercussions sur les économies et les sociétés dans leur ensemble pour des années et même des générations à venir.



Au **31** décembre **2021**, on comptait **33 millions** de personnes de moins de 25 ans déplacées à l'intérieur de leur propre pays à la suite de conflits, de violences et de catastrophes dans **104** pays et territoires.

Figure 45 : Nombre total d'enfants en situation de déplacement interne à la suite de conflits, de violences et de catastrophes au 31 décembre 2021

Le nombre de PDI de moins de 25 ans est estimé en appliquant les données de répartition par âge au niveau national de la révision 2019 des perspectives de la population mondiale produite par la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat des Nations unies aux chiffres des stocks de l'IDMC relatifs aux conflits, aux violences et aux catastrophes fin 2021.

Le pourcentage de la population totale de chaque pays par large tranche d'âge (dans ce cas, les 0-24 ans) pour les deux sexes, estimé pour 2020 (l'année la plus proche de 2021 disponible), est appliqué au chiffre des stocks de l'IDMC pour la fin de l'année 2021.

Les frontières, dénominations et désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle de l'IDMC.

Il est urgent d'aborder et de résoudre le problème du déplacement des enfants et des jeunes pour protéger leur bien-être immédiat et futur. Il est également essentiel de le faire tout en exploitant les opportunités qui découlent de leur reconnaissance en tant qu'agents de changement pour protéger les acquis du développement et réduire le risque de crises futures.

Les interactions entre les différents effets du déplacement sont multiples et les dynamiques locales sont spécifiques et complexes. On peut cependant établir trois liens principaux :

1. **Les effets sur une dimension en affectent d'autres.** La perte de revenus et de moyens de subsistance, par exemple, peut amener les familles à recourir à des stratégies d'adaptation négatives comme le travail des enfants ou le mariage précoce.

2. **Les effets individuels ont des conséquences sociales plus larges.** L'éducation perturbée des enfants peut éventuellement entraîner une baisse de la productivité économique des communautés, ce qui rend celles-ci moins résilientes aux chocs futurs et risque de perpétuer un cycle de crises.

3. **Les effets d'aujourd'hui ont des répercussions sur l'avenir.** L'insécurité alimentaire et la malnutrition chez les jeunes enfants peuvent entraîner un retard de croissance, ce qui affectera gravement leur bien-être et leur santé physique à l'âge adulte.

Nous avons déjà une vision relativement claire de la première corrélation dont un certain nombre d'évaluations et d'études ont examiné l'impact sur les enfants et les jeunes déplacés[544]. La troisième est de mieux en mieux documentée et il est de plus en plus reconnu que les enfants déplacés pendant de longues périodes ou nés en situation de déplacement peuvent continuer à ressentir ses effets jusqu'à l'âge adulte, ce qui nuit à leur développement et à leur capacité à mener une vie épanouissante. La malnutrition, les traumatismes de l'enfance et les grossesses précoces, qui ont tendance à être plus répandus parmi les populations déplacées et affectent directement le développement individuel, en sont trois exemples notables.

Les effets du déplacement des individus sur les sociétés est moins bien compris. Il existe des données probantes pour certains domaines, comme les effets de la perte d'apprentissage sur la productivité future, tandis que pour d'autres, comme la sécurité et la santé, seules des informations limitées sont disponibles.

Les sections suivantes s'appuient sur les preuves existantes pour mieux comprendre les impacts multidimensionnels et temporels du déplacement sur les enfants et les jeunes. Elles mettent également en lumière les liens entre le bien-être individuel et le développement sociétal plus large à l'avenir. Ce faisant, elles plaident en faveur du soutien aux enfants déplacés, non seulement pour protéger leur intégrité et leurs droits immédiats, mais aussi comme contribution à long terme au développement durable et à des sociétés équitables.

Cette partie du rapport traite également du fait que les enfants et les jeunes sont en grande partie invisibles dans les données sur les déplacements[545]. Cela a des conséquences directes sur notre capacité collective à comprendre leurs besoins, leurs aspirations et leur potentiel et, à partir de là, à identifier les réponses politiques et programmatiques appropriées, en particulier en matière de planification à long terme pour prévenir et résoudre les problèmes liés aux déplacements.

Il existe cependant quelques initiatives prometteuses qui commencent à combler les lacunes dans les connaissances et à prendre en compte les perspectives spécifiques des enfants et des jeunes. Celles-ci sont mises en évidence dans le but de promouvoir de nouveaux investissements dans des solutions qui répondent à certaines des considérations mentionnées ci-dessus.

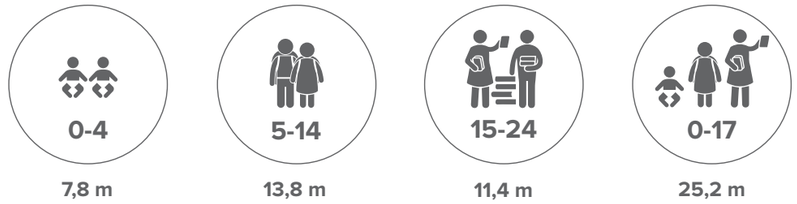


Figure 46 : Répartition du nombre mondial d'enfants et de jeunes vivant en situation de déplacement interne par tranche d'âge

Région	Total				Femmes et filles				Hommes et garçons			
	0-4	5-14	15-24	0-17	0-4	5-14	15-24	0-17	0-4	5-14	15-24	0-17
Afrique subsaha-rienne	4,4 m	7,3 m	5,5 m	13,6 m	2,2 m	3,6 m	2,7 m	6,7 m	2,2 m	3,7 m	2,8 m	6,9 m
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,5 m	2,7 m	2,4 m	5 m	0,7 m	1,3 m	1,2 m	2,4 m	0,8 m	1,4 m	1,2 m	2,5 m
Asie du Sud	0,9 m	1,8 m	1,5 m	3,2 m	0,5 m	0,9 m	0,7 m	1,6 m	0,5 m	0,9 m	0,8 m	1,6 m
Amérique	0,5 m	1 m	1,1 m	1,9 m	0,2 m	0,5 m	0,6 m	0,9 m	0,3 m	0,5 m	0,6 m	1 m
Europe et Asie centrale	0,2 m	0,5 m	0,4 m	0,8 m	0,1 m	0,2 m	0,2 m	0,4 m	0,1 m	0,2 m	0,2 m	0,4 m
Asie de l'Est et Pacifique	0,2 m	0,5 m	0,4 m	0,8 m	0,1 m	0,2 m	0,2 m	0,4 m	0,1 m	0,2 m	0,2 m	0,4 m

Figure 47 : Répartition du nombre d'enfants déplacés à l'intérieur de leur pays par région et par tranche d'âge

Encadré 1 : Définitions et tranches d'âge utilisées dans cette partie du rapport

Enfants : personnes de moins de 18 ans, ou tranche d'âge de 0 à 17 ans inclus.

Âge scolaire : les définitions de l'âge scolaire varient d'un pays à l'autre, mais les données recueillies par l'Institut de statistique de l'UNESCO montrent que l'enseignement obligatoire commence en moyenne à six ans et dure jusqu'à quinze ans, couvrant ainsi, dans la plupart des cas, l'ensemble des cycles primaire et secondaire inférieur[546]. L'objectif de développement durable (ODD) 4 prévoit 12 années de scolarité obligatoire d'ici 2030.

Jeunes : les âges exacts qui marquent la transition de la dépendance de l'enfance vers l'autonomie de l'âge adulte varient d'un individu à l'autre, d'une communauté à l'autre et d'un pays à l'autre. À des fins statistiques, l'Assemblée générale des Nations unies définit les jeunes comme des personnes âgées de 15 à 24 ans inclus[547].



Une enfant d'âge scolaire sur un site de PDI dans le district de Dar Sa'ad du gouvernorat d'Aden, au Yémen. © OCHA / Rania Abdulraheem, mai 2021.

Leur avenir en danger : les enfants et les jeunes menacés de déplacement dans le monde entier

Les enfants du monde entier sont exposés aux effets des conflits, de la violence, des catastrophes et des changements climatiques, menaçant ainsi leur sécurité et leur capacité à prospérer. Il n'existe cependant pas d'estimations fiables du nombre d'enfants risquant d'être déplacés par le conflit. La modélisation des risques de conflit en est encore à ses balbutiements et les modèles conceptuels de risque de déplacements liés aux conflits ne servent qu'à mettre en évidence la complexité de la dynamique en jeu[548].

La science du risque de déplacements liés aux catastrophes est un peu plus avancée. Nous savons que les enfants des pays à revenu faible et intermédiaire sont généralement les plus à risque et qu'ils sont les plus touchés par les effets des changements climatiques sur leur bien-être et leur capacité à apprendre, sur les terres qui les entourent et sur leur patrimoine culturel[549].

À moins que les engagements pris en matière de stratégies climatiques ne soient considérablement renforcés, les enfants et les jeunes d'aujourd'hui seront confrontés à des dangers de plus en plus fréquents et intenses. Même si les émissions étaient immédiatement réduites, elles continueraient de croître avec des événements météorologiques plus extrêmes, car les effets des changements climatiques continueraient de s'intensifier au cours des années à venir. Cela signifie que les enfants et les jeunes sont déjà très vulnérables et exposés aux déplacements liés aux catastrophes et que les générations futures le seront davantage.

L'indice des risques climatiques pour les enfants estime qu'environ un milliard d'enfants, soit près de la moitié des moins de 18 ans dans le monde, vivent dans des « pays à risque extrêmement élevé »[550]. Environ 820 millions de personnes sont exposées aux vagues de chaleur, 920 millions aux pénuries d'eau et 870 millions aux cyclones ou aux inondations. Les vagues de chaleur et les pénuries d'eau peuvent également déclencher des sécheresses et des incendies de forêt, contraignant ainsi les populations à fuir leur foyer, tout comme c'est le cas avec les inondations et les cyclones. Ce niveau élevé d'exposition ne doit pas être assimilé à un risque de déplacement, mais c'est un indicateur fort des endroits où ce risque est le plus élevé[551].

Une autre modélisation révèle l'augmentation du risque d'exposition aux phénomènes météorologiques extrêmes au cours des 60 dernières années, accélérée par les changements climatiques. Elle indique qu'un enfant né en 2020 connaîtra une multiplication par 6,8 des vagues de chaleur par rapport à une personne née en 1960 et une multiplication par 2,8 des inondations[552]. Des investissements supplémentaires sont nécessaires dans les années à venir pour évaluer l'ampleur et la répartition du risque de déplacement lié[553].

Des effets pas toujours immédiats

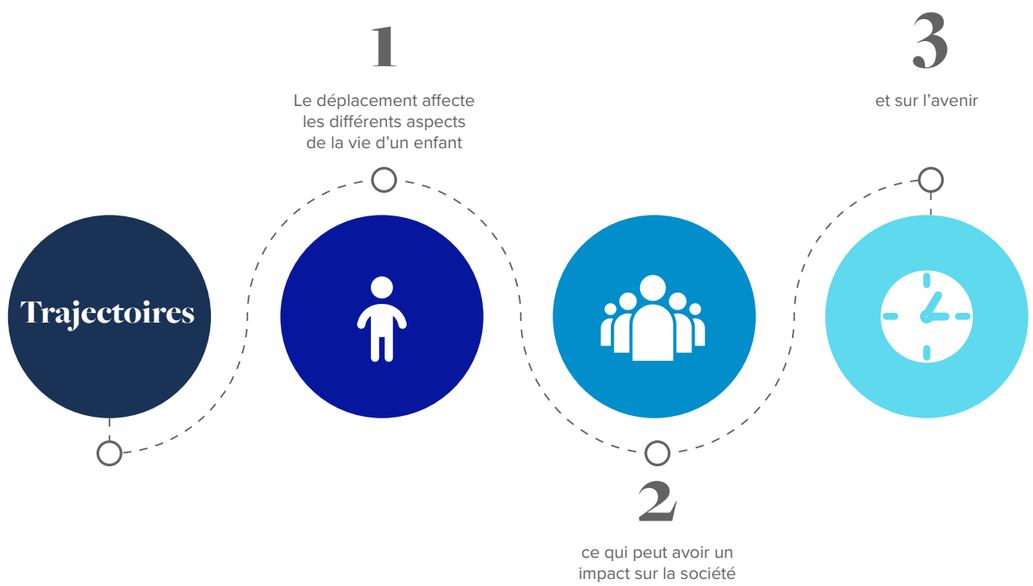


Figure 48 : L'impact multidimensionnel et temporel du déplacement sur les enfants et les jeunes

Réduire les impacts négatifs du déplacement sur les enfants et les jeunes contribue à un avenir plus prospère pour tous. Les effets sur une dimension de leur vie, comme l'éducation, peuvent avoir des effets directs sur une autre, comme la santé (voir figure 48). Les effets immédiats qu'ils subissent peuvent également avoir des répercussions à long terme sur leur bien-être. Par conséquent, regarder au-delà des impacts immédiats sur un seul aspect de la vie des enfants et des jeunes est la base d'une réponse globale et d'une prévention réussie.

Des études ont déjà montré les liens étroits existant entre le déplacement et la santé auto-déclarée et entre les conditions de vie précaires associées au déplacement et une santé défaillante plus tard au cours de la vie[554]. Plus important encore, peut-être, les effets individuels peuvent entraîner des effets à long terme pour les communautés et même pour les sociétés dans leur ensemble. Cette multiplicité d'effets, leurs liens mutuels et leurs dimensions temporelles doivent être mieux appréhendés.

Il est également important de distinguer les différentes manières dont le déplacement affecte les enfants et les jeunes en fonction de leur âge, de leur sexe et d'autres facteurs. Leurs besoins, capacités et aspirations différents nécessitent différents types de soutien et l'autonomie nécessaire pour prendre des décisions qui façonneront leur avenir.

Les adolescents et les jeunes adultes, par exemple, sont confrontés à des risques spécifiques et ont des besoins et des aspirations croissants qui doivent être différenciés de ceux des jeunes enfants[555]. Par ailleurs, au cours de l'adolescence, les attentes socioculturelles et les normes liées au genre commencent à façonner les rôles que les individus sont censés remplir et les filles sont particulièrement exposées au risque d'exploitation, de mariage précoce, de violence sexuelle et d'exclusion de l'éducation.

Dans les sections suivantes, nous mettons en évidence certains des domaines essentiels au bien-être et au développement des jeunes (la protection contre les dommages psychologiques et physiques, la pauvreté et les moyens de subsistance, la santé et l'éducation) et explorons la manière dont le déplacement affecte chacun au niveau des individus, des communautés et de la société en général, maintenant et à l'avenir.

Protéger les enfants contre les abus et la violence

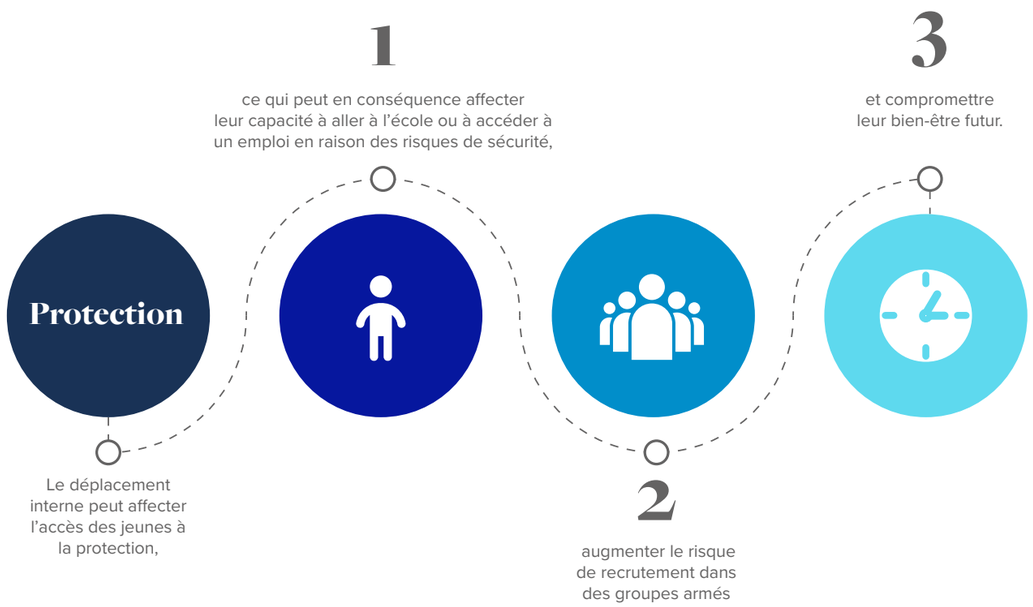


Figure 49 : Exemple de trajectoires des effets de la perte de protection à la suite de déplacements internes

Les enfants déplacés courent un risque plus élevé de violence, d'abus, d'exploitation et de négligence. Plusieurs facteurs augmentent ce risque et certains groupes, tels que les mineurs non accompagnés et les enfants séparés de leur famille, sont parmi les plus vulnérables. Les effets peuvent également durer toute une vie, si le traumatisme physique ou psychologique persiste, parfois longtemps après la fin du déplacement. Ce traumatisme peut alors avoir d'autres répercussions sur leur famille et leur communauté.

Les enfants peuvent être séparés de leur famille pendant leur fuite et, s'ils perdent leurs documents d'identité, il peut être difficile de les réunir. D'autres peuvent fuir sans leurs parents après les avoir perdus ou en avoir été séparés au cours du conflit ou de la catastrophe à l'origine de leur déplacement[556].

Certains peuvent devenir chefs de famille, s'occuper de frères et sœurs plus jeunes et être contraints de travailler beaucoup plus tôt qu'ils ne le devraient. Déjà en charge de leur propre vie et de celle des autres avant l'heure, ils doivent bénéficier d'un soutien sur mesure qui reflète le fardeau des responsabilités qu'ils ont assumées.

D'autres groupes sont confrontés à des risques extrêmes liés au manque de protection, notamment les enfants connectés à la rue et ceux qui s'identifient comme lesbiennes, gays, bisexuels, transsexuels, intersexués ou queer (LGBTIQ)[557]. La marginalisation à laquelle ils font souvent face les isole des réseaux de soutien et augmente leur risque de privation, d'abus et de violence.

La documentation est essentielle pour assurer un soutien adéquat à tous les enfants et jeunes déplacés. Ceux qui n'ont pas de certificat de naissance, de carte d'identité ou de titre de séjour peuvent avoir peu ou pas accès à l'éducation ou aux services de santé et peuvent également être plus vulnérables au mariage forcé et à l'exploitation[558]. Étant donné que les enfants plus jeunes dépendent généralement des documents de leurs parents, la séparation d'avec leur famille peut les amener à être totalement coupés de toute protection ou aide sociale.

Les difficultés financières auxquelles les PDI sont généralement confrontées peuvent contraindre les enfants à participer à des activités génératrices de revenus dangereuses, notamment la criminalité, le commerce du sexe ou l'adhésion à des groupes armés[559]. En Irak, il a été constaté que le travail des enfants était plus répandu chez les PDI que chez les non déplacés, en particulier chez les garçons, et il existe des preuves de la traite des enfants, du travail des enfants et de l'exploitation sexuelle dans les camps de déplacés du nord-est du Nigéria[560]. Les filles peuvent également être cédées en mariage à un âge précoce et contre leur gré, comme cela a été documenté en Afghanistan, au Népal et au Yémen[561].

Les filles et les garçons déplacés sont confrontés à des risques différents. Les filles sont particulièrement exposées à la violence sexiste[562]. Les abris temporaires dans les camps de déplacés sont faciles à pénétrer et les filles vivant dans des tentes en Haïti étaient très exposées à la violence sexuelle[563]. Par ailleurs, les filles sont souvent chargées d'aller chercher du bois et de l'eau, ce qui peut les exposer à des attaques, comme c'est le cas en Somalie[564]. Les garçons courent un risque accru d'être recrutés dans des groupes armés, comme, par exemple, les jeunes déplacés non accompagnés au Soudan du Sud, incités à rejoindre des groupes armés en échange de nourriture[565].

Il est essentiel de renforcer les systèmes de protection de l'enfance qui tiennent compte de ces risques. Parmi les exemples d'investissements réussis dans ce domaine, citons la formation des travailleurs sociaux et communautaires, des policiers, des avocats et des enseignants aux droits et à la protection de l'enfant[566]. Aider les travailleurs de première ligne à comprendre la manière dont le déplacement affecte la sécurité, les droits et l'accès des enfants aux services, les outiller pour prévenir et répondre à toutes les formes d'abus et pour reconnaître et traiter les menaces spécifiques[567].

Des exemples existent également au niveau politique, notamment la politique nationale afghane sur les PDI de 2013, qui souligne l'importance de protéger les enfants déplacés et de réunir les jeunes séparés de leurs parents avec leur famille[568]. La manière dont le manque de protection peut affecter le comportement futur des personnes ou des groupes déplacés n'a pas encore été entièrement étudiée, mais le peu de preuves disponibles suggère que l'observation plus large selon laquelle la violence perpétue la violence s'applique également aux situations de déplacement[569].



Deux jeunes enfants dans le village inondé de Canal, au Soudan du Sud. © UNICEF / UN0548047 / Grarup, septembre 2021.

Assurer la sécurité alimentaire et la santé physique

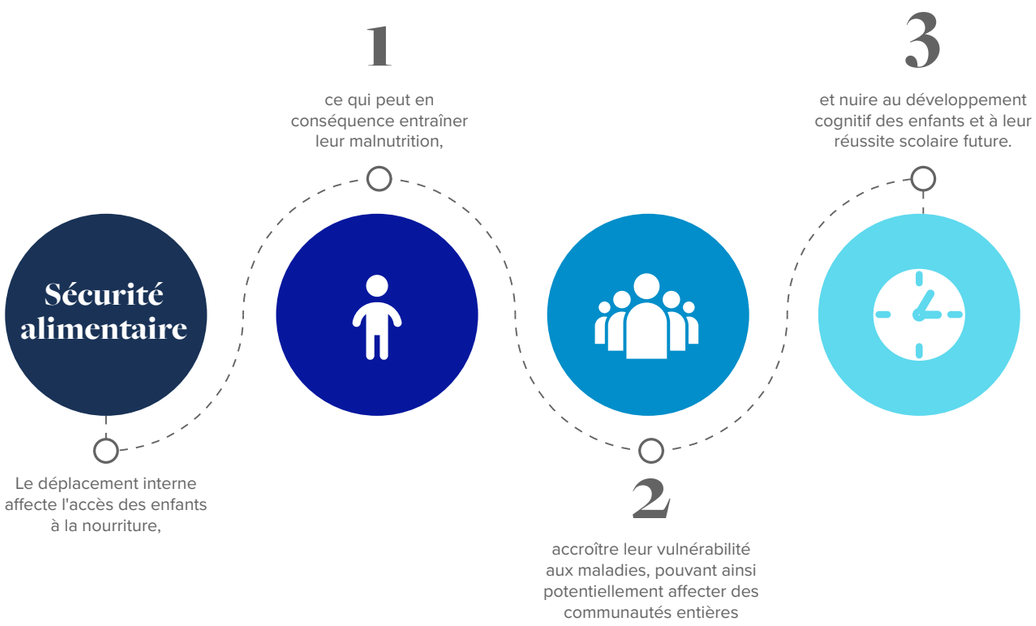


Figure 50 : Exemple de trajectoires des effets de l'insécurité alimentaire à la suite de déplacements internes

Les données sur la santé des PDI et leur accès aux services médicaux montrent qu'elles ont tendance à faire face à de plus grands défis et à de moins bons résultats en matière de santé que les personnes par ailleurs affectées par des conflits dans le monde entier[570]. Les impacts du déplacement sur la santé des enfants, en particulier, ont des conséquences considérables, car leurs parents ont du mal à assurer leurs moyens de subsistance dans les zones d'accueil.

La malnutrition en est un exemple flagrant. Au-delà de ses menaces immédiates pour la santé et la mortalité liée chez les enfants, elle entrave le développement physique et cognitif et a été associée à des niveaux d'éducation et une productivité sociale et économique inférieurs à l'âge adulte[571]. Le retard de croissance a été associé à un risque plus élevé de diabète de type 2, de maladies cardiovasculaires et d'insuffisance pancréatique, et la malnutrition chez les femmes enceintes peut contribuer à un faible poids à la naissance, ce qui peut augmenter le risque de mortalité néonatale et nuire à la croissance et à la santé future des nourrissons[572]. Ces impacts ont des implications à la fois immédiates et à plus long terme en ce qui concerne la prestation des soins de santé.

Les évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition montrent régulièrement que les populations déplacées sont plus vulnérables, et la prévalence de la malnutrition chez les enfants déplacés est souvent élevée[573]. Elle a entraîné la mort de centaines de personnes dans le nord-est du Nigéria, ces dernières années, et des milliers d'autres présentent des symptômes graves ou légers à modérés[574]. Les taux de malnutrition peuvent être particulièrement élevés pour les PDI, même dans les zones où l'insécurité alimentaire représente un défi plus important. Le taux de malnutrition aiguë chez les enfants déplacés, au Tchad, par exemple, est supérieur à 20 %, contre 16 % chez les non déplacés[575].

On estime que les effets de la malnutrition sur les individus, les familles, les communautés et les pays dans leur ensemble coûtent à l'économie mondiale environ 3 500 milliards de dollars par an, ce qui équivaut à 500 dollars par personne[576]. L'insécurité alimentaire peut également déclencher des déplacements nouveaux et répétés.

Des efforts pour lutter contre la malnutrition sont actuellement déployés dans certains pays. Plan International a adapté sa communication sur la nutrition au Mali et au Soudan du Sud pour s'assurer qu'elle est accessible aux parents d'enfants déplacés de moins de cinq ans et aux femmes enceintes et allaitantes, leurs bénéficiaires cibles[577]. En Somalie, l'UNICEF et le gouvernement collaborent pour planifier et mettre en œuvre des programmes dans le cadre des interventions d'urgence qui comprennent le traitement de la malnutrition aiguë et des conseils sur les pratiques nutritionnelles et sanitaires à domicile[578]. Il reste cependant beaucoup à faire.

Des efforts supplémentaires sont également nécessaires pour atténuer les effets à court terme du déplacement sur la santé. Les enfants déplacés sont plus exposés aux maladies transmissibles en raison des mauvaises conditions de vie, du manque d'eau potable et d'assainissement et d'un accès réduit aux mesures préventives et aux soins de santé[579]. Les cas de paludisme chez les enfants déplacés en RDC, par exemple, sont significativement plus élevés que chez leurs homologues non déplacés[580]. Le déplacement peut également interrompre les programmes de vaccination[581]. En Syrie, les taux de vaccination sont passés de 91 % avant le conflit à 45 % en 2017, ce qui a entraîné une résurgence de la poliomyélite[582].

Le manque d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive pour les adolescents déplacés, combiné à un risque accru de violence sexuelle, peut entraîner des taux plus élevés d'infections sexuellement transmissibles (IST), notamment le VIH, et de grossesses précoces[583]. Les filles déplacées âgées de 13 à 19 ans ont des taux de grossesse plus élevés que les filles non déplacées[584]. En Colombie, les femmes et les filles déplacées âgées de 13 à 49 ans signalent une hausse de 40 % des grossesses non désirées[585].

En l'absence de services de planification familiale, les grossesses non désirées exposent également les femmes et les filles déplacées à des complications médicales lors de l'accouchement et à des avortements à risque. Parmi les femmes déplacées en RDC qui ont déclaré avoir subi une interruption de grossesse, 60 % ont procédé à l'avortement elles-mêmes[586]. Au-delà des préoccupations immédiates en matière de santé et de bien-être, les grossesses précoces et non désirées sont également susceptibles d'affecter l'éducation et les revenus futurs des filles, étant donné que la grossesse les incite souvent à abandonner leur scolarité[587].

Malgré ses nombreux effets négatifs, le déplacement peut, s'il s'accompagne d'un soutien adapté, également conduire à de meilleures opportunités de subsistance pour les jeunes PDI, une priorité essentielle pour beaucoup. Cela est particulièrement susceptible d'être le cas pour ceux qui se déplacent des zones rurales vers les zones urbaines ou des zones fortement touchées par les conflits, la violence ou les catastrophes vers une zone plus stable.

Un projet en Sierra Leone dirigé par le gouvernement, le PNUD et CAUSE visant à améliorer l'emploi des jeunes au niveau national a aidé 5 000 jeunes PDI à créer leur propre entreprise et fourni un mentorat et des conseils de carrière, contribuant ainsi à l'augmentation des revenus et à la sécurité alimentaire de leurs familles[588].

Soutenir la santé mentale des enfants

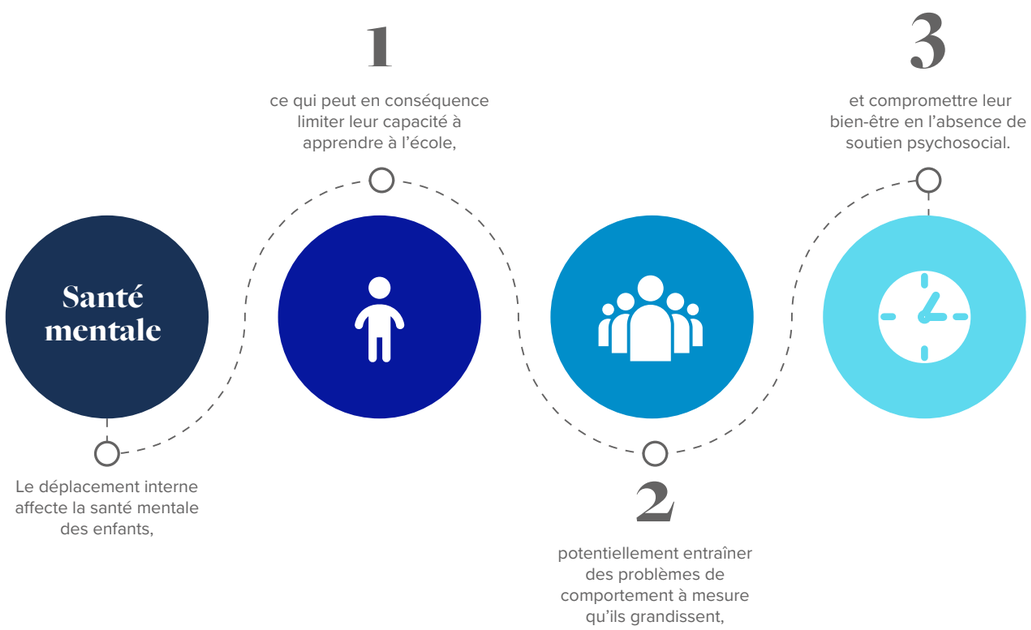


Figure 51 : Exemple de trajectoires d'impact des problèmes de santé mentale à la suite de déplacements internes

Le déplacement a des effets directs sur la santé mentale et la sécurité psychosociale des enfants et il est tout aussi essentiel de les protéger de ces impacts que de la violence physique et de l'exploitation. Les sources de préjudice potentiel comprennent l'éclatement de la famille, la perte d'amitiés et de réseaux sociaux, le manque d'opportunités, réelles ou perçues, ou le traumatisme général lié au déplacement et aux événements qui l'ont précédé.

Les effets des traumatismes liés au fait d'avoir vécu ou été témoin de conflits, de violences et de catastrophes sont bien documentés, tout comme l'augmentation de la violence domestique et des abus pendant le déplacement. Les communautés touchées présentent des niveaux élevés de trouble de stress post-traumatique (SSPT), en particulier chez les femmes et les enfants[589]. Le fardeau économique du SSPT sur les individus et les sociétés est également important[590].

Le stress mental spécifique, et souvent supplémentaire, du déplacement a été étudié, mais il est important de mieux évaluer et réduire ses effets, à la fois pour le bien-être individuel des enfants et pour le développement durable dans les pays confrontés à des déplacements à grande échelle[591]. Les enfants et les jeunes déplacés sont rarement armés pour faire face aux perturbations et aux traumatismes et leur détresse peut prendre la forme d'un comportement agressif, de difficultés de concentration à l'école, de troubles du sommeil ou d'énurésie nocturne[592].

Les adolescents déplacés en Colombie étaient presque deux fois plus susceptibles de souffrir d'anxiété et de dépression par rapport aux non déplacés et présentaient plus de quatre fois plus de risques d'attenter à leur vie et près de six fois plus de développer un SSPT[593]. Les enseignants éthiopiens ont déclaré que les élèves déplacés par la violence étaient agressifs et facilement contrariés et s'évanouissaient parfois sous l'effet du stress au moment des examens[594]. Les problèmes de santé mentale chez les adolescents PDI dans l'État de Kachin, au Myanmar, ont entraîné des conséquences physiques, notamment le décrochage scolaire, l'abus de drogues et d'alcool et la participation à des actes criminels[595].

Les traumatismes de l'enfance peuvent également avoir des effets durables sur la santé physique et le bien-être, notamment un risque accru de diabète, de problèmes cardiaques, d'obésité et de toxicomanie[596]. Les trois quarts des enfants des camps de déplacés au Darfour, dans le sud du Soudan, présentaient des signes de SSPT et 38 % des signes de dépression[597]. Les adolescents déplacés en RDC ont également signalé des niveaux plus élevés de SSPT que les non déplacés[598].

Il y a généralement peu ou pas de soutien psychosocial dans les zones touchées par le déplacement, mais si les symptômes du traumatisme ne sont pas traités, ils peuvent évoluer vers une maladie mentale chronique. En 2021, plus de 50 % des ménages déplacés interrogés en RCA ont déclaré avoir au moins un enfant présentant des symptômes de maladie mentale, contre 35 % chez les ménages non déplacés[599].

Au-delà du soutien immédiat permettant de traiter les traumatismes et le stress, des investissements à plus long dans l'instauration d'une sécurité psychosociale pour les enfants et les jeunes sont nécessaires. Trois aspects sont particulièrement importants pour constituer une base solide pour le bien-être des jeunes : l'accès à des opportunités significatives, un sentiment de connexion et une capacité à prendre des décisions[600].

Il existe des possibilités d'atténuer ces effets et il y a des enseignements à tirer des cas historiques. Une étude très largement citée sur la mortalité et la morbidité chez les adultes finlandais nés entre 1927 et 1944 et déplacés pendant la seconde guerre mondiale « n'a trouvé aucun soutien à l'hypothèse selon laquelle l'événement traumatisant de la migration forcée au cours de l'enfance a des conséquences négatives à long terme sur la santé ». L'efficacité de la politique finlandaise visant à empêcher les personnes déplacées de devenir économiquement défavorisées est considérée comme un facteur clé dans ce résultat[601].

Certains pays comme l'Afghanistan, le Bangladesh, la Colombie, le Kenya, le Sri Lanka et le Yémen disposent de lois et de politiques nationales sur le déplacement interne qui reconnaissent le besoin de soutien psychosocial des enfants déplacés[602]. Celles de l'Afghanistan, du Bangladesh, du Kenya, du Nigéria, de la Somalie et du Sri Lanka mentionnent la nécessité de les protéger du travail forcé ou abusif, et celles de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Somalie, du Sri Lanka et de l'Ouganda rappellent l'importance des soins communautaires.

La plupart des organisations humanitaires et de développement ont reconnu la nécessité de dispenser plus que des soins de santé et une éducation de base aux enfants et aux jeunes déplacés. Le soutien psychosocial n'est pas encore pleinement intégré aux services éducatifs, que ce soit dans les crises humanitaires ou dans les programmes scolaires nationaux, mais les investissements augmentent et les exemples de bonnes pratiques se multiplient (voir encadré 2).

Encadré 2 : Sécurité psychosociale en classe

Le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) intègre la sécurité psychosociale dans ses services d'éducation en offrant un soutien personnalisé aux enfants concernés en classe. Son initiative Better Learning Programme (BLP) se compose de trois phases. BLP1 offre un soutien à tous les enfants, BLP2 cible les élèves en difficulté dans le cadre d'interventions en petits groupes et BLP3 propose une approche clinique spécialisée pour traiter les cauchemars et autres symptômes de stress traumatique.

Avec la contribution d'experts de l'Université de Tromsø, le programme combine les objectifs du NRC consistant à fournir une éducation d'urgence aux enfants et aux jeunes déplacés avec l'atténuation des impacts psychosociaux et des traumatismes liés à leur sort. Les trois phases couvrent les différentes étapes du déplacement, de l'assistance immédiate dans les situations d'urgence dans le cadre du BLP1 au soutien à long terme pendant le déplacement prolongé et le relèvement dans le cadre du BLP3[603].

Formation continue en situation de déplacement



Figure 52 : Exemple de trajectoires d'impact de la perte d'accès à l'éducation à la suite de déplacements internes

Le déplacement des enfants et des jeunes a un effet immédiat sur leur éducation. Il interrompt généralement la scolarité, parfois juste pour quelques jours ou quelques semaines, mais, dans d'autres cas, pour des périodes bien plus longues[604]. Cela affecte non seulement les résultats scolaires des enfants, mais aussi leur bien-être psychosocial, leur sécurité, leur santé, leur vie sociale et leurs possibilités de subsistance futures[605].

Ce dernier élément peut également avoir des effets plus divers au fil du temps, par exemple sur la main-d'œuvre d'une communauté ou d'une région. Les effets sur la santé mentale d'une scolarité interrompue, qui peuvent inclure l'aggravation du traumatisme du déplacement, peuvent également avoir des conséquences plus larges, à long terme.

La fréquentation scolaire contribue au bien-être et à la santé des enfants et aide à lutter contre l'insécurité alimentaire grâce à la fourniture de repas scolaires[606]. Les écoles offrent également des espaces sûrs aux enfants et aux jeunes, en particulier dans les environnements fragiles et post-conflit[607].

Les enfants et les jeunes déplacés soulignent que l'éducation est un « élément fondamental permettant de trouver des solutions à long terme » à leur sort[608]. En réalité, cependant, ils se heurtent à de nombreux obstacles. L'éloignement de l'école est l'un des plus fréquemment cités, en particulier pour les PDI vivant en périphérie des villes, sur des terres auparavant inhabitées ou dans des camps de déplacés[609].

D'autres peuvent avoir perdu les documents dont ils ont besoin pour inscrire leurs enfants, ou la stigmatisation et les barrières linguistiques peuvent entraver leur fréquentation. Pour ceux qui peuvent y assister, les écoles des zones d'accueil peuvent manquer de personnel enseignant pour faire face à l'afflux de PDI et les salles de classe peuvent être surpeuplées. Ailleurs, il peut y avoir une absence totale d'écoles. Elles peuvent se trouver dans des zones dangereuses, être endommagées ou détruites lors de catastrophes ou de conflits, ou occupées par des PDI qui les utilisent comme refuge[610].

Les données d'évaluation de 2021 montrent que, dans 17 situations de déplacement, les jeunes PDI avaient généralement moins accès à l'éducation que les non déplacés[611]. D'autres ménages déplacés interrogés en Afghanistan ont déclaré avoir moins de la moitié de leurs enfants âgés de 6 à 17 ans scolarisés par rapport aux non déplacés[612]. Dans les régions de Tillabéri et Tahoua, au Niger, où les déplacements ont considérablement augmenté en 2021, 75 % des ménages déplacés avaient au moins un enfant non scolarisé, contre 57 % dans la population générale.

Outre les problèmes de sécurité, le coût est un obstacle important à l'éducation pour de nombreuses PDI, étant donné que le déplacement signifie presque invariablement une baisse significative des revenus, les empêchant, dans une moindre mesure, de payer les frais de scolarité, les uniformes, les fournitures, les repas ou le transport. Même si la scolarité est gratuite et que les familles bénéficient d'une aide pour les dépenses y afférentes, cela ne suffit peut-être pas à maintenir leurs enfants à l'école. Certains à Mogadiscio, en Somalie, ont été tenus à l'écart de l'école malgré de telles dispositions pour aller chercher du travail ou de la nourriture afin d'aider leur famille à survivre[613]. La mesure dans laquelle le coût représente un obstacle à l'éducation dépend de la situation des PDI : 38 % des familles interrogées vivant à l'extérieur des camps, en Irak, ont déclaré qu'il s'agissait de leur principal obstacle, contre 18 % de celles vivant dans des camps[614].

Certains groupes d'enfants déplacés sont également confrontés à un plus grand nombre d'obstacles à l'éducation que d'autres. Il s'agit notamment d'enfants porteurs de handicap, issus de communautés autochtones ou minoritaires, qui parlent une langue différente de celle de leur communauté d'accueil, très souvent de filles (voir En détail p. 115 et p. 117)[615].



Un jeune garçon participant à un programme éducatif du NRC à Herat, en Afghanistan, lève la main pour partager un dessin de lui-même illustrant son brillant avenir en tant qu'enseignant. © Enayatullah Azad / NRC, avril 2021.

En détail – Les obstacles pour les enfants déplacés porteurs de handicaps et les pratiques prometteuses

Des entretiens avec des praticiens soutenant l'inclusion en Éthiopie, au Népal, au Nigéria et en Somalie révèlent que les enfants déplacés porteurs de handicaps sont confrontés à des obstacles importants pour s'inscrire à l'école et recevoir un soutien adapté à leurs besoins[616]. Parmi les obstacles courants figurent l'inaccessibilité des bâtiments et des moyens de transport, l'accès et le coût du matériel didactique spécial et le manque d'enseignants correctement formés et de matériel d'apprentissage comme les livres en braille. Les préoccupations des parents en matière de sécurité, la stigmatisation sociale et les politiques discriminatoires sont également des facteurs.

Ces informations transparaissent dans les données de la Syrie, qui montrent que 60 % des PDI âgées de 12 à 17 ans, atteintes de handicaps, allaient à l'école, contre 73 % de celles sans handicap[617]. Environ un quart des ménages comptant des membres porteurs de handicaps et des enfants non scolarisés ont cité le coût comme principale raison de ne pas envoyer leurs enfants à l'école[618].

La pandémie de COVID-19 s'est ajoutée aux défis auxquels sont confrontés les enfants porteurs de handicaps, étant donné que beaucoup ne disposaient pas de technologies et d'appareils fonctionnels adaptés pour apprendre à distance[619].

Le manque de données sur les expériences des enfants déplacés porteurs de handicaps rend ceux-ci moins visibles et entrave le développement de politiques et programmes visant à améliorer leur inclusion[620]. Il existe cependant des exemples prometteurs qui prouvent qu'une « approche duale » de l'éducation inclusive peut améliorer leurs résultats. Cela implique d'adapter les programmes généraux, tout en réalisant des interventions sur mesure pour répondre aux besoins spécifiques des enfants handicapés et de leurs familles[621].

Light for the World travaille auprès d'organisations locales, au Soudan du Sud, pour rendre l'éducation accessible aux enfants porteurs de handicaps dans les camps de déplacés[622]. Le projet forme les enseignants à l'éducation inclusive et à des compétences telles que le braille et la langue des signes. Il propose également aux enfants du matériel d'apprentissage et des appareils fonctionnels adaptés. En 2019, le projet avait soutenu 280 enfants porteurs de handicaps et formé 97 enseignants.

En coordination avec le gouvernement syrien, l'UNICEF a mis en place un programme de transferts monétaires pour les ménages comptant des enfants porteurs de handicaps afin d'améliorer l'accès aux services[623]. Les enquêtes menées auprès des ménages bénéficiaires, dont 37 % avaient été déplacés, ont révélé une réduction de 68 points de pourcentage des taux de décrochage scolaire[624]. La proportion d'enfants porteurs de handicaps ayant accès à une éducation spécialisée est passée de 14 % à 29 %[625].

Des outils de collecte de données tels que le Questionnaire détaillé sur le fonctionnement du Groupe de Washington (WG-SS) et le Module relatif au fonctionnement de l'enfant du Groupe de Washington/UNICEF ont servi à mieux identifier les enfants déplacés porteurs de handicaps dans les enquêtes et éclairer des programmes plus inclusifs[626]. L'évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) de 2020, en Irak, qui intégrait le WG-SS, à l'intérieur et à l'extérieur des camps de déplacés, comprenait des questions supplémentaires sur les obstacles à l'éducation[627]. Le plan d'intervention humanitaire 2021, éclairé par la MSNA, comprenait des mesures visant à améliorer l'enseignement à distance des enfants déplacés et rapatriés, à l'aide d'une approche respectueuse du handicap[628].

Les obstacles à l'éducation inclusive peuvent renforcer la marginalisation en compromettant l'intégration sociale des enfants porteurs de handicaps. Ils peuvent également entraver leur accès aux repas scolaires gratuits et aux services psychosociaux et limiter leurs futures opportunités d'emploi. Veiller à ce que les enfants porteurs de handicaps aient un accès équitable à l'éducation pendant le déplacement est essentiel, tant pour leur apprentissage et leur bien-être immédiats que pour leur développement à long terme.

Cette jeune fille handicapée, originaire d'Alep vit maintenant avec sa famille dans un camp à Idlib. Elle a été blessée il y a cinq ans par des restes explosifs de guerre. Bien qu'on lui ait offert des prothèses, l'école la plus proche est trop éloignée du camp pour qu'elle puisse s'y rendre. © UNOCHA / Ali Haj Suleiman, avril 2022.

En détail – Surmonter les handicaps : les avantages d'un meilleur accès à l'éducation pour les filles

Les filles déplacées sont confrontées à un plus grand nombre d'obstacles à l'éducation que leurs pairs masculins. Le déplacement aggrave souvent les normes sociales néfastes qui discriminent et dévalorisent l'éducation des filles, ce qui, associé à la violence sexiste et aux mariages et grossesses précoces, constitue des obstacles à l'apprentissage[629]. Entre autres obstacles, citons les préoccupations des parents concernant la sécurité des filles et le manque de femmes dans le corps enseignant.

Nous avons constaté un pourcentage plus élevé de garçons que de filles scolarisés dans quatre situations étudiées en 2021. La scolarisation des garçons à Jos, au Nigéria, a en fait augmenté en raison des déplacements, passant ainsi de 90 % à 93 %, tandis que celle des filles a chuté de 89 % à 81 % (voir figure 53)[630]. La majorité des répondants ayant des enfants non scolarisés ont cité le coût comme principale raison, en particulier pour les filles.

Les ressources financières limitées des familles déplacées sont l'un des obstacles à l'éducation des filles les plus fréquemment signalés. En 2019, parmi les personnes interrogées à Mogadiscio, qui gagnaient plus de 60 USD par mois, 92 % des filles étaient scolarisées, contre 77 % pour les familles dont le revenu mensuel était inférieur à 50 USD[631]. Les parents contraints de choisir lequel de leurs enfants envoyer à l'école préfèrent souvent inscrire les garçons et garder des filles à la maison pour aider aux tâches ménagères et veiller sur les plus petits[632].

Sans efforts concertés pour en améliorer l'accès, l'enseignement secondaire pourrait n'être accessible qu'à une fille sur trois dans les pays touchés par des crises d'ici 2030[633]. Ceci est très préoccupant étant donné que l'éducation offre de nombreuses occasions aux filles déplacées d'améliorer leur situation actuelle et leur assurer un avenir meilleur.

Les recherches menées par le Fonds Malala révèlent de nombreux avantages potentiels associés à la réussite scolaire des filles en général[634]. Il existe une forte corrélation entre l'achèvement du cycle d'enseignement secondaire et l'augmentation des revenus et l'amélioration des conditions de vie, de l'état de santé, de la nutrition et du bien-être. Cela augmente également le pouvoir d'action, la capacité décisionnelle, le capital social et la participation institutionnelle.

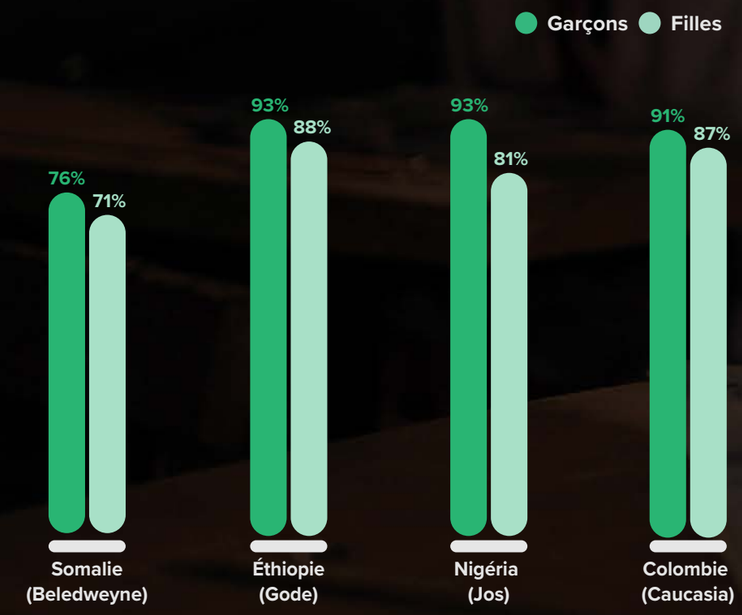


Figure 53 : Pourcentage de garçons et de filles déplacés scolarisés (données : IDMC, 2021)

Les femmes qui ont suivi un cycle secondaire gagnent presque deux fois plus, et celles qui ont fait des études supérieures presque trois fois plus. Plus les femmes sont instruites, plus elles sont également susceptibles de travailler à temps plein. Les femmes qui ont achevé leur scolarité primaire gagnent de 14 % à 19 % de plus que celles qui n'ont aucune instruction.

L'enseignement secondaire accroît également les connaissances des femmes sur leur santé sexuelle et reproductive. Chaque année dont elles bénéficient réduit de six points de pourcentage la probabilité de se marier avant 18 ans. La probabilité d'une grossesse précoce diminue également, et celles qui terminent leur cycle d'enseignement secondaire tendent à avoir une meilleure connaissance des maladies telles que le VIH/sida, et le risque de violence conjugale les concernant diminue également de manière significative.

Ces avantages profitent à toutes les filles, mais ils sont d'autant plus importants pour les personnes déplacées qui font face à des obstacles à l'emploi plus importants et sont plus exposées à la violence sexiste, aux grossesses non désirées et aux IST.

La scolarité présente également des avantages psychosociaux. Pour les filles déplacées traumatisées par leur sort, les écoles offrent un espace sûr et leur permettent de s'intégrer de manière organique dans leur communauté d'accueil. Le Fonds Malala a également constaté que les femmes ayant fait des études secondaires étaient mieux disposées à se comporter de manière plus altruiste, élément essentiel pour établir des relations significatives.

L'enseignement secondaire modifie également la perception qu'ont les femmes des institutions de leur pays, ce qui les rend moins susceptibles d'être satisfaites du gouvernement lorsqu'il n'est pas à la hauteur. Cela peut les inciter à participer politiquement et à prêter leur voix indispensable à l'élaboration de leur avenir.

Au-delà des avantages individuels et plus immédiats pour les filles déplacées et leurs communautés, l'amélioration de leur accès à l'éducation est essentielle pour s'attaquer à ces problèmes et parvenir à la paix et au développement socio-économique durable.

Une jeune fille résidant actuellement à Tillaberi, au Niger, a pu renouer avec ses camarades de classe et ses pairs après avoir reçu un soutien psychosocial pour l'aider à faire face à ses propres expériences de déplacement.
© Tom Peyre-Costa / NRC, avril 2022.

Le coût de l'inaction face à l'accès à l'éducation de tous les enfants déplacés va bien au-delà des effets négatifs à court terme. On estime que chaque année de scolarité augmente de 10 % le potentiel de gain d'un individu dans de nombreux pays[635].

Plusieurs études ont cherché à quantifier les effets économiques des années scolaires perdues, notamment à la lumière des fermetures d'écoles liées à la pandémie de COVID-19[636]. Une évaluation récente, basée sur des données provenant de 157 pays, estime que si les écoles étaient fermées pendant sept mois et que les mesures d'apprentissage à distance étaient largement inefficaces, les enfants pourraient perdre en moyenne 25 680 USD de revenus au cours de leur vie[637]. Le chiffre pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'élève à 15 229 USD[638].

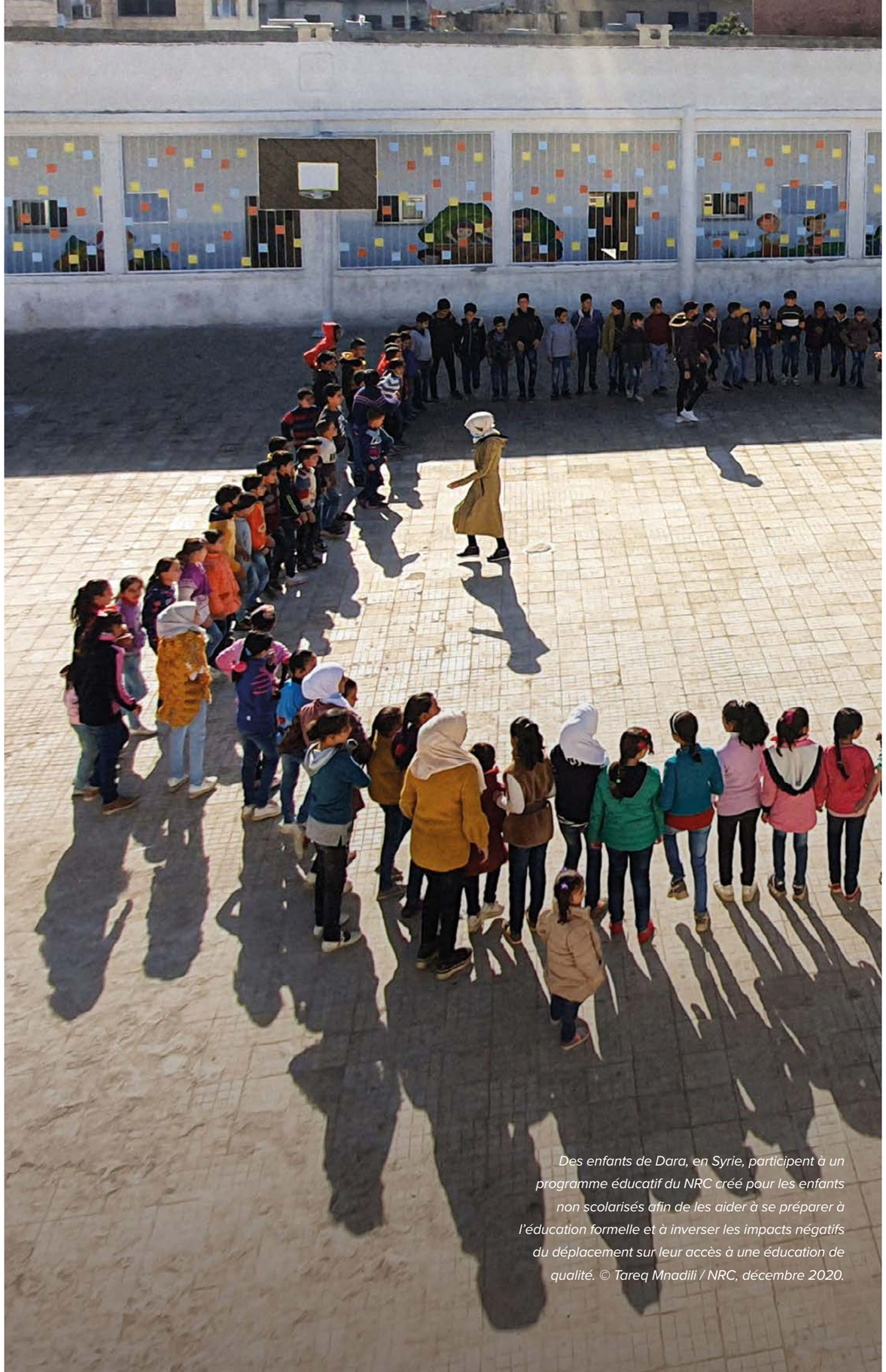
Les enfants déplacés peuvent ne pas être scolarisés pour une durée bien supérieure à quelques mois et manquer de ressources pour continuer à apprendre par eux-mêmes. Non seulement ils perdent l'occasion d'apprendre et de développer des compétences pour de futurs emplois, mais ils risquent également d'oublier leur acquis et ainsi régresser considérablement[639].

Les effets de la perte du potentiel de gain ne se limitent pas non plus à l'individu. Ils ont des répercussions plus larges et durables sur l'ensemble des économies en réduisant le PIB annuel et les recettes fiscales[640]. L'impact à long terme sur l'économie syrienne des 2,8 millions d'enfants qui ne retourneront jamais à l'école en raison du conflit est estimé à 5,4 % du PIB[641]. Les études qui ont appliqué le concept économique des coûts d'opportunité aux investissements dans l'éducation révèlent également que les avantages l'emportent de loin sur les coûts[642].

Ces informations montrent clairement que la poursuite d'une éducation de qualité pour les enfants déplacés est un investissement judicieux pour le présent et l'avenir de tous. Il est également de plus en plus évident qu'en augmentant les opportunités de revenus pour les jeunes et en favorisant le développement socio-économique, l'éducation réduit la probabilité de conflit et, avec elle, le risque de déplacement futur[643]. L'intégration de services éducatifs pour les enfants hôtes et déplacés contribue également à encourager la cohésion sociale, faisant ainsi des systèmes inclusifs, plutôt que parallèles, un outil efficace pour soutenir les efforts de consolidation de la paix.

Malgré les effets extrêmement négatifs du déplacement sur la vie des PDI, celui-ci peut parfois se traduire par un accès à de meilleurs services. Des recherches menées auprès de 528 personnes déplacées en Afghanistan, en Colombie, en Irak, au Myanmar, au Nigéria et au Yémen montrent que 35 % des personnes interrogées considèrent comme bonne ou très bonne l'éducation reçue par leurs enfants dans leurs zones d'accueil. Seuls 21 % ont exprimé le même sentiment à propos de leur région d'origine[644].

Un meilleur accès à l'éducation renforce le désir de s'intégrer localement et contribue à décourager les PDI de retourner dans des zones d'origine mal desservies ou dangereuses. De nombreuses personnes déplacées en Éthiopie ont déclaré qu'un meilleur accès aux services, et en particulier à l'éducation, les avait fortement incitées à rester dans leurs communautés d'accueil[645]. À l'inverse, les fermetures d'écoles dans les zones d'accueil, y compris les camps de la région de Sinjar, en Irak, ont conduit les PDI à retourner dans leur région d'origine, malgré les risques de sécurité persistants susceptibles de déclencher une nouvelle série de déplacements[646].



Des enfants de Dara, en Syrie, participent à un programme éducatif du NRC créé pour les enfants non scolarisés afin de les aider à se préparer à l'éducation formelle et à inverser les impacts négatifs du déplacement sur leur accès à une éducation de qualité. © Tareq Mnadili / NRC, décembre 2020.

Les enfants et les jeunes comme agents du changement

La plupart des PDI dans le monde ont moins de 25 ans. Préparer le monde de demain et assurer un avenir meilleur à toutes les personnes touchées par le déplacement doit commencer par leur participation active et leur leadership. Certaines ont déjà prouvé qu'elles pouvaient contribuer à des solutions et que ce droit leur était reconnu[647].

Comprendre la manière dont les enfants et les jeunes sont affectés par le déplacement est essentiel pour leur fournir le soutien nécessaire pour profiter à plein de ces capacités et réaliser leur potentiel plus vaste[648]. De même, les impliquer dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation d'actions humanitaires et de développement pour résoudre leur situation est essentiel pour garantir des interventions inclusives et efficaces à long terme[649].

Des exemples de bonnes pratiques existent, comme la loi philippine sur les secours d'urgence et la protection des enfants. Élaborée en concertation avec les jeunes, elle est la première politique nationale au monde à définir des initiatives pour à la fois prévenir les déplacements et protéger les enfants déplacés[650]. Elle comprend une série de mesures axées sur l'enfant pour répondre aux besoins fondamentaux, établir des centres d'évacuation et de transition pour les enfants orphelins ou non accompagnés et renforcer la protection contre la traite et la maltraitance des enfants. Elle met également l'accent sur les mesures visant à améliorer la collecte et le suivi des données.

L'organisation hondurienne *Jovenes contra la Violencia*, (« Jeunesse contre la violence »), a été reconnue pour son travail communautaire auprès des PDI. Elle a également présenté avec succès un projet de loi sur le déplacement, à débattre au congrès national[651]. Cet exemple et bien d'autres montrent le rôle vital du bénévolat dans les organisations locales dirigées par des jeunes[652]. Ils révèlent également la volonté des jeunes de s'engager en tant que premiers intervenants dans les crises et personnages clés de la reconstruction communautaire et de la consolidation de la paix après les catastrophes, les conflits et les déplacements[653].

Une ancienne PDI de 24 ans au Yémen, par exemple, coordonne une équipe de bénévoles pour soutenir les communautés déplacées dans un centre collectif[654]. Ce sont 80 % des répondants à une récente enquête sur les attitudes des jeunes déplacés internes face au déplacement en Colombie qui ont déclaré contribuer à la riposte à la pandémie de COVID-19, notamment grâce au militantisme et au partage d'informations sur la santé publique. Les jeunes déplacés et ceux issus des communautés d'accueil en Syrie ont également contribué à diffuser des informations et des messages de santé publique[655].

Malgré ces informations probantes, peu d'initiatives liées au déplacement impliquent les enfants et les jeunes dans l'analyse des problèmes et la planification des solutions, ce qui a pour effet de mettre leurs points de vue sur la touche. Aux Fidji, la prise de décision concernant la relocalisation des villages face aux risques de catastrophe et aux effets des changements climatiques, par exemple, relève principalement des anciens qui considèrent cette solution comme un dernier recours. Les enfants et les jeunes, en revanche, y sont plutôt favorables[656].

Des écarts similaires existent ailleurs parmi les membres des communautés déplacées. Une enquête menée récemment au Darfour indiquait que 86 % des ménages déplacés vivant dans des camps préféreraient retourner dans leur région d'origine en raison du manque de moyens de subsistance dans leur région d'accueil[657]. De leur côté, les jeunes, qui représentaient 35 % des PDI, ont montré une préférence pour l'intégration locale. Ce point de vue différent n'a toutefois pas été suffisamment pris en compte dans les données de l'enquête. Il n'a émergé que des séances d'engagement communautaire qui ont activement sollicité l'opinion des jeunes.

Les concertations avec les jeunes PDI au Cameroun, en Colombie, au Nigéria et au Soudan du Sud montrent également qu'ils ne sont généralement pas consultés par les dirigeants communautaires, les prestataires d'aide ou le gouvernement, leur procurant ainsi un sentimant d'impuissance et d'invisibilité[658]. Outre l'âge, le handicap et le genre ont également été identifiés comme des obstacles. Les jeunes femmes en particulier avaient tendance à être exclues des consultations et, dans certains cas, n'étaient pas autorisées à s'entretenir avec des fonctionnaires sans la présence d'un homme. L'écrasante majorité des participants à la consultation souhaitaient cependant que leur voix soit entendue et pouvoir s'engager dans les processus décisionnels locaux[659].

Cet enthousiasme devrait être exploité. Les jeunes PDI doivent être encouragés à exprimer leurs désirs et leurs besoins et invités à prendre une part active à la planification et à la mise en œuvre d'interventions qui les concernent, eux et leurs communautés. Leurs aspirations et leurs initiatives locales peuvent également être renforcées par un soutien régional et mondial. Des réseaux tels que Youth-Connekt et SDNS Youth pourraient être élargis pour inclure et cibler les jeunes déplacés à la recherche de solutions durables[660].

Combler les lacunes persistantes en matière de données pour bâtir un avenir pour tous

Les difficultés à brosser un tableau d'ensemble des enfants et des jeunes en situation de déplacement interne persistent. Un nombre croissant de responsables de la collecte de données recueillent et publient des informations au niveau local, désagrégées par genre et par âge, mais les tranches d'âge ne sont pas standardisées, ce qui rend difficile la compilation des chiffres au niveau national. Ce type d'information est essentiel pour garantir des réponses ciblées et inclusives. Chaque groupe démographique est confronté à des risques et des besoins spécifiques que les interventions doivent prendre en compte. Il peut y avoir besoin de suppléments nutritionnels pour les nourrissons, d'apports éducatifs pour les enfants d'âge scolaire et de formations professionnelles pour les jeunes.

Les enfants en situation de déplacement interne sont particulièrement invisibles dans les données mondiales et nationales. Lorsqu'ils sont contraints de quitter leur foyer, les enfants qui restent dans leur pays ne sont en grande partie pas comptabilisés par rapport à ceux qui traversent une frontière internationale. S'ils trouvent refuge auprès de leur famille ou d'amis, ils sont rarement enregistrés comme déplacés internes. Ceux qui s'abritent dans des camps de déplacés sont un peu mieux recensés, mais ils représentent une minorité de toutes les PDI dans le monde. La désagrégation par âge est également limitée pour tout type de données et plus encore pour les données sur les déplacements internes.

Il existe des contraintes logistiques en matière d'identification et de collecte de données au sujet et auprès des enfants et des jeunes en déplacement. Les méthodes habituelles telles que l'échantillonnage aléatoire et la génération de données désagrégées représentatives deviennent un défi qui ne peut être relevé qu'à l'aide d'investissements supplémentaires dans des exercices de cadrage préparatoires, des analyses de données secondaires et la collecte de données qualitatives[661]. Il existe également des aspects éthiques qui limitent la mesure dans laquelle la collecte de données sur les enfants est possible (voir encadré 3).

Encadré 3 : L'éthique de la collecte de données personnelles au sujet et auprès des enfants et des jeunes

Nous avons besoin de plus d'informations sur les enfants déplacés à l'intérieur de leur propre pays, mais il est particulièrement difficile d'assurer leur participation aux exercices de collecte de données primaires. Comme pour tous les sujets, la recherche doit avant tout éviter tout préjudice, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas représenter de risque pour les participants[662]. Cela peut également être un problème pour les adultes déplacés à l'intérieur de leur propre pays, lorsque le fait d'être déplacé peut entraîner une stigmatisation, une discrimination ou même des menaces à leur intégrité physique.

Interroger les PDI sur la manière dont le déplacement a affecté leur vie peut également leur causer du tort, en les forçant à revivre les événements traumatiques qu'elles ont traversés. En l'absence de mesures de protection spécifiques, demander des détails sur ce qui leur est arrivé peut également les exposer à des représailles de la part des auteurs. Toutes les collectes de données sur les PDI doivent tenir compte de ce principe clé et garantir la sécurité et le bien-être des participants.

D'autres questions surgissent lorsqu'il s'agit d'enfants, notamment une communication adaptée à l'âge pour s'assurer qu'ils comprennent le but de l'exercice et les questions posées, et qu'ils sont en mesure de fournir les informations nécessaires. Les supports écrits ne conviennent absolument pas aux jeunes enfants et il serait judicieux de concevoir des alternatives pour s'adapter à leurs capacités.

La présence d'un parent ou d'un adulte lors d'une entrevue avec un enfant peut avoir pour but de le protéger, mais cela peut également constituer un obstacle à l'obtention d'informations précises et à la garantie de la confidentialité. Les enfants potentiellement exposés à un risque plus élevé ou les plus nécessiteux, tels que ceux en situation de handicap, ayant un faible niveau d'éducation ou souffrant de détresse psychosociale, peuvent ne pas être en mesure de participer aux exercices de collecte de données standard[663].

Encadré 3 (suite)

Plusieurs organisations ont élaboré des lignes directrices et des outils spécifiques, permettant de recueillir des données sur les enfants déplacés. La boîte à outils de solutions durables pour les enfants de Save the Children, publiée en 2019, est conçue pour suivre les progrès jusqu'au terme du déplacement, du point de vue d'un enfant[664]. En 2020, Plan International a organisé des discussions de groupe et des entretiens qualitatifs avec des jeunes déplacés au Nigéria, en Colombie et au Soudan du Sud pour comprendre leur expérience du déplacement et recueillir leur opinion sur les solutions et la manière d'y contribuer.

Les enfants nés en situation de déplacement sont encore plus invisibles[665]. Certains pays les comptent comme des PDI, mais, selon une définition stricte, ils ne le sont pas, puisqu'ils n'ont pas eux-mêmes été contraints de quitter leurs foyers. En 2020, les recommandations internationales publiées par le Groupe d'experts sur les statistiques relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées internes (EGRIS), déconseillaient de les compter comme tels, car cela augmenterait le nombre de PDI, même en l'absence de déplacements internes, ce qui, en conséquence, créerait un faux sentiment d'afflux[666].

L'EGRIS recommande toutefois de les comptabiliser comme un groupe distinct de « population liée aux PDI » afin de pouvoir les inclure dans les politiques et les programmes. Certaines interventions humanitaires et programmes nationaux partent déjà du principe qu'ils sont affectés par le déplacement de leurs parents et ne devraient pas être invisibles dans les données[667].



Photo d'une enfant en situation de déplacement interne qui cherche un refuge et un abri sûr à l'école Salah Eldein de l'UNRWA. © UNRWA / Mohamed Hinnawi, mai 2021.

Désagrégation par âge et autres caractéristiques

Les statistiques et données officielles utilisées à des fins humanitaires et de développement ont longtemps été critiquées pour leur manque d'inclusivité. Les personnes qui sont déjà les plus marginalisées et qui ont potentiellement le plus besoin de soutien peuvent être laissées de côté pour une multitude de raisons, notamment le manque de données désagrégées. La collecte de ces données peut être difficile, car les plus marginalisés peuvent ne pas savoir lire ou écrire, vivre dans des endroits inaccessibles ou parler des langues minoritaires ou ne pas être inclus dans les recensements ou les enquêtes faute de disposer d'une adresse personnelle[668].

Afin de résoudre ce problème, l'Agenda 2030 adopté par l'ONU en 2015 comprend un objectif spécifique visant à « accroître de manière significative la disponibilité de données de haute qualité, actualisées et fiables, désagrégées par revenu, sexe, âge, origine ethnique, statut migratoire, handicap, situation géographique et autres caractéristiques pertinentes dans des contextes nationaux »[669].

Les recommandations internationales de l'EGRIS préconisent également que les données soient désagrégées par âge, sexe, date et lieu de naissance et comprennent la date du premier et du plus récent déplacement, la raison principale du déplacement initial et du plus récent, le nombre de déplacements, le lieu de résidence habituel et le domicile actuel, le fait que les parents aient été également déplacés et le type d'habitation[670]. Cependant, peu d'ensembles de données, voire aucun, respectent ces préconisations. En fait, seuls 5 % des enregistrements recueillis par nos soins en 2021 comprenaient une certaine forme de désagrégation par âge et la moitié d'entre eux provenait du Nigéria.

Lorsque les données sont désagrégées par âge, elles ont tendance à se limiter au nombre d'enfants de moins de 18 ans sans autre ventilation. Cependant, les nourrissons, les enfants d'âge scolaire et les jeunes ont des besoins très différents en termes de protection, de soins de santé, d'éducation et de moyens de subsistance. Des informations plus détaillées sont nécessaires, non seulement par tranche d'âge, mais aussi par âge réel, en particulier aux fins de dispenser une éducation dans les situations d'urgence et pendant le relèvement et la reconstruction[671]. En l'absence de données réelles, des approches innovantes ont été développées pour combler cette lacune (voir encadré 4)[672].

Encadré 4 : Estimations de la population d'âge scolaire aux fins d'éducation lors de catastrophes

L'Institut international de planification de l'éducation (IIPE) de l'UNESCO a lancé en 2021 un outil destiné à produire des estimations de la population d'âge scolaire. Il combine des données et logiciels à sources ouvertes avec de la documentation statistique en libre accès pour générer des chiffres par âge réel, plutôt que par tranche d'âge, au niveau super local, sur une grille d'environ 100 m^2. À partir de ce point de départ, toute tranche d'âge scolaire peut être extrapolée pour correspondre à n'importe quelle zone géographique, quelles qu'en soient les frontières administratives. Cela permet d'évaluer l'exposition des populations d'âge scolaire à des dangers tels que les inondations, les tempêtes et la sécheresse.

Ces informations permettent aux planificateurs, aux prestataires de services et aux intervenants d'estimer les besoins en matière d'enseignement à un niveau granulaire et d'élaborer des plans de préparation à l'éducation dans les situations d'urgence. L'ajout d'écoles à l'analyse, accompagnées notamment de leur emplacement, de leur taille et de leurs propriétés structurelles, soutient davantage les efforts de secours, permettant ainsi d'identifier les établissements scolaires endommagés et les installations communautaires susceptibles de servir d'écoles, d'abris d'urgence ou de centres de ressources (voir la figure 54).

L'approche permet par ailleurs d'estimer non seulement le nombre de personnes exposées directement, en l'occurrence aux inondations, mais aussi indirectement, telles que celles vivant dans les zones voisines qui peuvent souffrir d'effets secondaires comme l'insécurité alimentaire ou l'afflux de PDI. Cela pourrait être une information précieuse pour des interventions de secours plus larges au-delà de l'éducation dispensée.

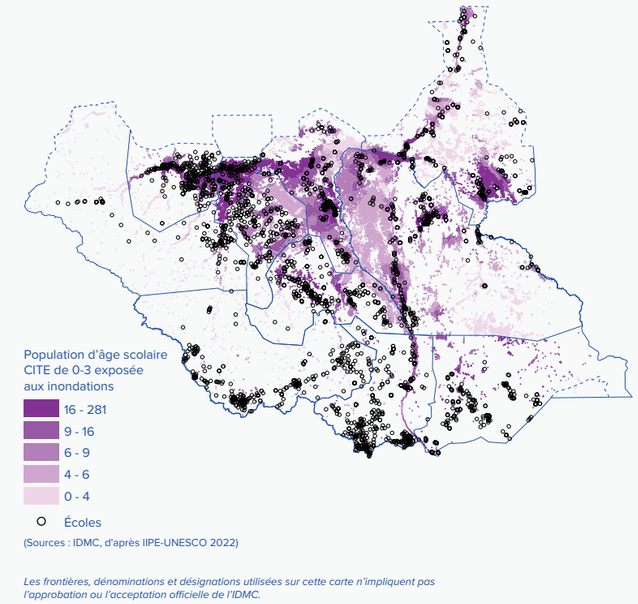


Figure 54 : Zones touchées, populations d'âge scolaire et établissements scolaires exposés aux inondations au Soudan du Sud

Le genre, la situation de handicap et d'autres aspects ont également une influence directe sur le ressenti du déplacement par les enfants et leurs besoins. Des informations supplémentaires sur ces caractéristiques sont nécessaires, mais elles sont encore plus difficiles à obtenir, car il est souvent impossible d'utiliser des données de distribution démographique au niveau national ou mondial comme nous le faisons pour les tranches d'âge.

La disponibilité des données sur le handicap est très inégale d'un pays à l'autre et les taux de handicap varient. Environ 15 % de la population mondiale vit avec un handicap, mais ce chiffre est beaucoup plus élevé dans certains pays, en particulier pendant et après un conflit. Après des décennies de guerre en Afghanistan, 80 % de la population adulte du pays vit avec un handicap[673]. Nos études, menées auprès des PDI, montrent également des écarts significatifs dans les taux d'invalidité, de 2 % à Jos, au Nigéria, à 20 %, à Caucasia, en Colombie.

Les données sur les enfants porteurs de handicaps sont particulièrement rares, mais on estime qu'ils représentent environ 10 % des moins de 17 ans dans le monde[674]. Le nombre de personnes en situation de déplacement est inconnu, bien que 2 % des ménages déplacés ayant participé à notre recherche à Caucasia aient déclaré qu'un membre de leur famille âgé de 6 à 14 ans vivait avec un handicap.

Les informations sur les jeunes PDI provenant de communautés autochtones ou de groupes de minorités sexuelles sont également trop rares pour tenter d'estimer leur nombre et encore moins les conditions dans lesquelles ils vivent. Au lieu de cela, ils restent invisibles malgré leur probabilité d'être confrontés à des défis et des besoins spécifiques. De plus, dans certaines situations, le simple fait de recueillir des données à leur sujet pourrait mettre leur vie en danger.

Ce type d'information est cependant une condition préalable à la conception d'un soutien inclusif et efficace pour les enfants et les jeunes déplacés, car différents aspects de leur identité se combinent pour créer des avantages et des inconvénients ainsi que des discriminations ou des privilèges[675]. Ceux-ci doivent être cernés et compris pour assurer leur sécurité et leur bien-être et leur permettre de devenir des adultes en bonne santé, heureux et productifs.

Au-delà des données désagrégées, une analyse désagrégée est également nécessaire, en particulier dans les situations de déplacement prolongé, pour éclairer le soutien à la recherche de solutions durables[676]. Une telle analyse implique de faire participer les communautés et les jeunes dès le début du processus de collecte de données et de s'engager activement auprès d'eux jusqu'à son terme.

Évaluer les risques liés au manque de protection de manière sûre et fiable

Estimer les besoins immédiats et à plus long terme des enfants déplacés en ce qui concerne la nutrition, l'éducation ou l'eau, l'assainissement et la santé est déjà très délicat, mais évaluer les besoins en matière de protection de l'enfance est d'autant plus difficile qu'il est impossible d'obtenir des données fiables sur la prévalence des incidents. L'inclusion de questions dans les enquêtes et autres efforts de collecte de données peut exposer les répondants à un risque de préjudice et ne donne pas non plus de résultats significatifs. Les questions sensibles telles que les abus sexuels, la violence domestique et l'exploitation sont de toute façon sous-déclarées, ce qui signifie que les données recueillies sur leur prévalence ne sont pas fiables.

Cependant, les intervenants et les donateurs exigent souvent des preuves de la violence et des abus ou du risque qu'ils se produisent, afin de justifier les investissements dans les programmes de protection de l'enfance. Afin de combler le manque d'information, de nouvelles approches tentent de mesurer le risque et la prévalence potentielle des incidents liés à la protection de l'enfance en évaluant une série de facteurs et de vulnérabilités (voir encadré 5)[677].

Encadré 5 : Évaluer les risques liés au manque de protection des enfants en situation d'urgence

Les difficultés de collecte de données sur les besoins de protection des enfants parmi les PDI obligent les intervenants humanitaires et les agences de protection à essayer de répondre à un problème dont l'ampleur et la nature réelles sont cachées.

Afin de contourner ce problème, une nouvelle approche évalue le risque d'incidents liés à la protection de l'enfance au moyen de cadres d'identification et d'analyse des besoins (CNRA) plutôt que d'essayer d'en mesurer l'ampleur. Le principe de base, aligné sur les directives du Comité permanent inter-organisations (IASC), est de supposer que la violence et les abus ont lieu contre les enfants et les jeunes déplacés et d'identifier les situations dans lesquelles cela est le plus susceptible de se produire en raison de l'effondrement des mesures de protection sociale.

Dans les situations d'insécurité alimentaire, par exemple, les familles vulnérables sont plus susceptibles de recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs, préjudiciables aux enfants, tels que la négligence et le mariage des enfants, le travail et l'exploitation. De même, dans les situations de déplacement, la mesure de la distance et des itinéraires vers les sources d'eau donne un aperçu des endroits où les enfants peuvent être confrontés à des risques accrus liés au manque de protection, car c'est souvent seuls qu'on les envoie chercher de l'eau.

La combinaison d'un certain nombre de ces indicateurs « qui tiennent compte de l'aspect protection » permet une évaluation sûre et plus perspicace des risques liés au manque de protection dans les situations d'urgence.

Partage de données et interopérabilité

De nombreux types d'entités différentes recueillent des données sur les enfants et les jeunes déplacés, notamment les organisations humanitaires, les ministères de l'Éducation, les agences des Nations unies, les organisations de la société civile et les bureaux nationaux de statistique. Toutes le font en gardant à l'esprit leurs priorités respectives. Pour certaines, il pourrait s'agir d'évaluer les besoins en matière de santé des enfants porteurs de handicaps dans un lieu particulier. Pour d'autres, les résultats scolaires des filles en âge d'aller à l'école primaire dans une zone touchée par la sécheresse.

Cette diversité, associée au le fait que les participants peuvent être définis en des termes tels que « enfants touchés par la crise » plutôt que « enfants déplacés à l'intérieur de leur propre pays », rend difficile l'identification et l'utilisation de ces sources de données. Les collecteurs et éditeurs de données sur les déplacements n'ont pas non plus toujours la capacité et les ressources nécessaires pour prendre en compte le partage et l'interopérabilité des données dans leurs processus, étant donné qu'ils recueillent une grande partie de leurs informations au cours des crises et des situations d'urgence.

Chaque secteur nécessite également une répartition par âge, différente selon les systèmes scolaires ou de santé nationaux. L'âge scolaire a tendance à débuter approximativement entre trois et cinq ans, mais les programmes d'études primaires et secondaires varient en longueur et selon la tranche d'âge. Les programmes de nutrition ciblent des nourrissons d'âges différents, de zéro à six mois, de six à douze mois et de douze mois à cinq ans, créant ainsi de nombreuses sous-divisions de données désagrégées par âge.

Le fait que différentes organisations qui cherchent à résoudre des problèmes similaires n'aient pas connaissance du travail des unes et des autres et dupliquent leurs efforts au lieu de combler les lacunes en matière d'information génère des inefficacités collectives. Il est essentiel de s'entendre sur des définitions standard concernant la collecte de données sur les PDI et les moyens de rendre les résultats accessibles et interopérables, et des signes de progrès en ce sens sont d'ores et déjà perceptibles.

Après des années de consultations avec des représentants de 45 autorités statistiques nationales et de 25 organisations régionales et internationales, l'EGRIS, créé par la Commission statistique des Nations unies en 2016, a publié ses Recommandations internationales sur les statistiques relatives aux PDI en 2020[678]. Elles préconisent de désagréger les données relatives aux PDI et de comptabiliser les enfants nés de parents déplacés, mais comme groupe de population distinct des PDI elles-mêmes. Elles comprennent également des définitions des statistiques d'entrée, de sortie et de stock utilisables par tous, et les travaux se poursuivent pour identifier des mesures de solutions aux déplacements. L'EGRIS se concentrera désormais sur le renforcement des capacités et le partage des connaissances entre ses membres et d'autres partenaires comme prochaine étape vers la mise en œuvre.

Au cours des dernières années, d'autres initiatives ont cherché à améliorer la coordination en matière de collecte de données relatives aux enfants et aux jeunes déplacés et à ceux touchés par les crises. Il s'agit notamment du Partenariat mondial pour les données sur le développement durable et de sa Charte des données inclusives, du groupe de référence sur les données du Réseau inter-agences pour l'éducation en situation d'urgence et de l'Alliance internationale de données pour les enfants en situation de déplacement (IDAC).

L'IDAC est une coalition mondiale qui réunit des gouvernements, des bureaux nationaux de statistique, des organisations multilatérales, des ONG et des universités pour améliorer les données sur les migrants et les enfants déplacés[679]. Elle fournit une plateforme aux intervenants, à l'intersection de la mobilité humaine, du développement, des données et des questions relatives aux enfants, permettant d'identifier les lacunes en matière de données sur les enfants en situation de déplacement et leurs besoins, de partager des données, des bonnes pratiques, des expériences et des centres d'intérêt et de travailler ensemble pour trouver des solutions aux défis liés aux données. Elle dispose également d'un groupe de travail dédié aux données sur les enfants en situation de déplacement interne.

Conclusion



Des enfants jouent au camp de PDI de Kigaramango, à la périphérie de Bujumbura, au Burundi.
© OCHA / Camille Marquis, mai 2021.

Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans le monde a, de nouveau, atteint des niveaux record. Les chiffres jusqu'alors inégalés présentés dans ce rapport sont alimentés par un grand nombre de déplacements internes, résultat de conflits et de crises à la fois nouveaux et prolongés, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique. Des millions de personnes supplémentaires ont également fui leur foyer en Europe, au cours des derniers mois, alors que la guerre fait rage en Ukraine et que le pays souffre de la plus grande crise de déplacement de son histoire. Les déplacements liés aux catastrophes se poursuivent sans relâche dans le monde entier, touchant ainsi des dizaines de millions de personnes chaque année.

Avec un nombre de PDI plus élevé que jamais à travers le monde, la pandémie de COVID-19 a aggravé la situation de précarité de millions de personnes, accentuant ainsi les inégalités et les vulnérabilités. Alors que les pays limitaient les déplacements pour freiner la propagation du virus, les personnes déplacées étaient les premières à en subir les conséquences sur leurs revenus, leur sécurité alimentaire, leur accès aux services et leur capacité à regagner leur domicile ou à rejoindre un abri sûr.

Derrière les données de ce rapport se cachent des millions de vies bouleversées, de communautés déchirées et d'enfants privés d'avenir. Les chiffres élevés font non seulement payer un lourd tribut aux générations d'aujourd'hui, mais aussi à celles de demain. Nous devons regarder au-delà des conséquences directes du déplacement sur les enfants et les jeunes pour mieux comprendre leurs liens avec des impacts à plus long terme sur les communautés. C'est d'autant plus le cas que pour beaucoup, les déplacements se prolongent de plus en plus.

Le déplacement d'enfants et de jeunes a de nombreux impacts et coûts cachés, directs et indirects. Leur santé physique, leur bien-être psychosocial, leurs moyens de subsistance, leur éducation et leur sécurité sont directement affectés d'une manière pouvant entraîner des répercussions à l'âge adulte. Les liens entre le bien-être individuel et le développement social au sens large ont été documentés dans d'autres domaines, mais les preuves sont limitées en ce qui concerne le déplacement. Les expériences des enfants déplacés et leurs effets sur le développement durable et les sociétés équitables doivent être mieux compris.

Le rapport du Groupe de haut niveau du Secrétaire général des Nations unies sur le déplacement interne et le programme d'action qui en découle soulignent le rôle clé de l'accès à une éducation de qualité dans la recherche de solutions durables. D'autres processus internationaux, notamment sur la mise en œuvre du cadre de Sendai, du Pacte mondial pour les migrations et des ODD, soulignent tous la nécessité de mieux prendre en compte les enfants et les jeunes dans les analyses, les politiques et les programmes. Il est important de noter que les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies sur la jeunesse, la paix et la sécurité exhortent les pays à s'efforcer d'assurer leur représentation inclusive dans la prise de décision et veillent à ce qu'ils puissent faire entendre leurs voix, en particulier dans les situations post-conflit et les processus de consolidation de la paix.

Il s'agit non seulement d'utilité sociale, mais aussi économique. L'accès à l'éducation et à l'apprentissage est également un droit fondamental de l'enfant, reconnu par les Principes directeurs relatifs au déplacement interne des Nations unies et les cadres régionaux et les politiques nationales qui les intègrent. Pour que le programme mondial sur le déplacement interne tienne pleinement compte de leurs besoins et de leurs aspirations, les enfants et les jeunes déplacés doivent devenir un élément central de la planification aux niveaux local et national.

Pour remédier au manque d'informations qualitatives et quantitatives qui continue d'entraver la conception et la mise en œuvre de politiques et programmes sur mesure, il est également nécessaire d'investir davantage dans la collecte de données locales et dans des systèmes de suivi nationaux et régionaux. Plus important encore, les informations doivent être recueillies et utilisées de manière à s'appuyer sur les capacités des enfants et des jeunes et à prendre leurs points de vue, non pas comme cible d'intervention, mais comme point de départ.

Notes de fin

1 The metric “internal displacements” refers to the number of movements recorded (not people displaced), which may include new or repeated displacements

2 This section refers to the total number of people accounted for as internally displaced as of the 31 December 2021

3 Unidad para las Víctimas, Metodología para calcular la superación de situación de vulnerabilidad, 17 November 2021

4 OCHA, Libya: Humanitarian Needs Overview 2021, December 2020; OCHA, Libya: Humanitarian Needs Overview 2020, January 2020

5 OCHA, Global Humanitarian Overview 2022, 2 December 2021

6 Analysis of ACLED data on conflict and violence in sub-Saharan Africa and IDMC data on displacement; Global Protection Cluster, Don’t I Matter? Civilians Under Fire, September 2021

7 ACLED, Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines, 17 June 2021; GRIP, Arming civilians: the Law of the Volunteers for the Defense of the Fatherland in Burkina Faso, 30 October 2020 (French); ISSAT, Arming civilians in Burkina Faso – Lessons from Nigeria and Mexico, 9 April 2020; Global Centre for the Responsibility to Protect, Atrocity Alert No. 278: Myanmar (Burma), Niger and Sudan, 10 November 2021; OHCHR, Weak state protection of civilians threatens Mali’s existence - UN expert, 6 August 2021; Save the Children, Children in Mali, Niger, Burkina Faso face greater risk of recruitment by armed groups, 20 October 2021; DEVEX, Can development help stop child soldier recruitment in Burkina Faso? 29 November 2021

8 OCHA, West and Central Africa: Weekly Regional Humanitarian Snapshot, 27 April – 3 May 2021; OCHA, North-east Nigeria: Flash Update #1 - Geidam LGA, Yobe State, 1 May 2021

9 NRC, Relentless attacks in northeast Nigeria halt aid delivery, 16 April 2021; IOM, Nigeria DTM Flash Report NE - Dikwa LGA (Borno State), 23 July 2021

10 OCHA, West and Central Africa: Weekly Regional Humanitarian Snapshot, 8 - 12 April 2021; OCHA, North-east Nigeria: Flash Update #1 - Geidam LGA, Yobe State, 1 May 2021; OCHA, North-east Nigeria: Flash Update #2 Geidam and Yunusari LGAs, Yobe State, 5 May 2021; The Guardian, Jihadists take hundreds hostage during raid in north-east Nigeria, 19 August 2020; PSNE, Protection Update, April 2021

11 Brookings, Rising insecurity in northwest Nigeria: Terrorism thinly disguised as banditry, 18 February 2021; ICG, Halting the Deepening Turmoil in Nigeria’s North West, 26 May 2021; OCHA, Humanitarian Needs Overview: Nigeria, February 2022

12 OCHA, Humanitarian Needs Overview: Cameroon, March 2021; IOM DTM, Cameroon - Baseline Assessment - Round 23, 7 – 18 July 2021; UNHCR, Cameroon Update, December 2021 (French)

13 ICG, South-western Niger: Preventing a New Insurrection, 29 April 2021; OCHA, West and Central Africa: Weekly Regional Humanitarian Snapshot, 12 – 18 October 2021; OCHA, West and Central Africa: Weekly Regional Humanitarian Snapshot, 16 – 22 March 2021; OCHA, Sahel Crisis: Humanitarian Needs and Requirements Overview, 26 April 2021

14 ISS, Terrorism in Côte d’Ivoire is no longer just an external threat, 15 June 2021; RRM Frontline Displacement alert for Kompienga province of Est Region, 16 March 2021, received via email

15 UN, Statement attributable to the Spokesperson for the Secretary-General on Burkina Faso, 5 June 2021; ECHO, Daily Flash, 9 June 2021; OCHA, Niger Situation Report, 17 May 2021

16 OHCHR-EHRC, Tigray Report, 3 November 2021

17 Global Centre for the Responsibility to Protect, Atrocity Alert no.247: Dozens killed during inter-communal clashes in West Darfur, 7 April 2021

18 OHCHR-EHRC, Tigray Report, 3 November 2021; Global Protection Cluster, Don’t I Matter? Civilians Under Fire, September 2021

19 ECHO, Democratic Republic of the Congo – State of security emergency, 3 May 2021

20 ISS, Anti-MONUSCO protests send a clear message to Tshisekedi, 5 May 2021; ECHO, Democratic Republic of the Congo – State of security emergency, 3 May 2021; UNSC, United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo - Report of the Secretary-General, 17 September 2021

21 IDMC, GRID 2021, May 2021

22 IDMC analysis of ACLED data for CAR for 2015-2021; UN News, Central African Republic entrenched in ‘unprecedented humanitarian crisis’, 23 June 2021; UN, Security Council Increases Size of Central African Republic Stabilization Mission, 12 March 2021; ICG, Russia’s Influence in the Central African Republic, 3 December 2021

23 IDMC analysis of ACLED data for CAR for 2021 complemented by analysis of IDMC displacement data for 2021

24 UN News, Ceasefire in Central African Republic a ‘critical step’: UN chief, 16 October 2021; IPI, Prioritization and Sequencing of Security Council Mandates: The Case of MINUSCA, November 2021; MINUSCA, CAR: Many challenges remain to advance the peace process, according to the UN envoy, 22 February 2022 (French)

25 OCHA, Appercu des besoins humanitaires, Republique Democratique du Congo, December 2021; UN News Service, DR Congo: Limitations to ‘strictly military approach’ to stem violence, mission chief warns, December 2021 ; UN Security Council, United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo: Report of the Secretary-General, December 2021

26 IOM DTM, Mozambique: Emergency Tracking Tool - Palma Crisis Report, 27 March - 4 June 2021; SADC, Executive Secretary presents instruments of authority for Standby Force Deployment Mission to Mozambique, 17 July 2021; Al Jazeera, In Mozambique, Kagame says Rwandan troops’ work not over, 24 September 2021

27 IDMC, GRID 2021, May 2021; OCHA, Cabo Delgado, Nampula & Niassa Humanitarian Snapshot, November 2021

28 UNICEF, Mozambique Humanitarian Situation Report No. 8, 30 September 2021; Cabo Ligado, Weekly Update, 27 September- 3 October 2021

29 OHCHR-EHRC, Tigray Report, 3 November 2021

30 Associated Press, US military says troop withdrawal from Somalia is complete, 17 January 2021; ICG, Blunting Al-Shabaab’s Impact on Somalia’s Elections, 31 December 2021; Reuters, Exclusive: Ethiopia says disarms Tigrayan peacekeepers in Somalia over security, 18 November 2020

31 ISS, Somalia needs AMISOM, but the jury is still out, 26 October 2021; UN, Security Council Reauthorizes African Union Mission in Somalia for Three Months, 21 December 2021

32 UNSC, Letter dated 5 October 2021 from the Chair of the Security Council Committee pursuant to resolution 751 (1992) concerning Somalia addressed to the President of the Security Council, 6 October 2021

33 ICG, Avoiding Another Afghanistan: Could Al-Shabaab Seize Power in Somalia? 24 September 2021; Foreign Policy, Could Somalia Be the Next Afghanistan? 22 September 2021

34 ICG, CrisisWatch: Somalia, February 2022; The East African, Somalia's international partners alarmed by fighting in Galmudug, 27 October 2021; OCHA, Humanitarian Needs Overview 2022: Somalia, October 2021

35 UNSC, Review of the situation in Darfur and benchmarks to assess the measures on Darfur: Report of the Secretary-General, 31 July 2021

36 IAI, Lake Chad: Another Protracted Crisis in the Sahel or a Regional Exception? March 2021

37 UNHCR, North-East Nigeria Operational Update, September 2021; UNHCR, Factsheet: Niger, Diffa region, August 2021

38 UN, Sahel Force Vital in Fight against Extremist Armed Groups, Peace Operations Chief Tells Security Council, Calling for Increased Funding, 18 May 2021

39 ACLED, Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires and shifting frontlines, 17 June 2021

40 France 24, La France et ses partenaires annoncent leur retrait militaire du Mali, 17 February 2022

41 ICG, Mali: Enabling Dialogue with the Jihadist Coalition JNIM, 10 December 2021; CSIS, Tracking the Arrival of Russia's Wagner Group in Mali, 2 February 2022; ECHO, Mali – Insecurity, International Humanitarian Law violations impact on humanitarian situation (DG ECHO, MINUSMA), 9 March 2022; MINUSMA, Joint patrols of the Malian Security Forces and the UN Police reassure Ménaka's population, 30 March 2022

42 OCHA, Madagascar - Hunger is on the Rise: Unprecedented Levels of Food Insecurity Require Urgent Action to Prevent Famine, 2 December 2021

43 OCHA, Global Humanitarian Overview 2022, 2 December 2021

44 OCHA, Madagascar - Hunger is on the Rise: Unprecedented Levels of Food Insecurity Require Urgent Action to Prevent Famine, 2 December 2021; OCHA, Global Humanitarian Overview 2022, 2 December 2021

45 IFRC, Operation Update: Democratic Republic of Congo, Rwanda - Emergency Appeal, 6 July 2021; UNHCR, Emergency Update on Volcano Nyiragongo, 24 August - 20 September 2021

46 ACAPS, Briefing note: Mount Nyiragongo eruption, 26 May 2021

47 FEWS NET, DRC: Outlook for consecutively declining agricultural seasons in the North-east and Central East, February 2022; IPC, DRC: Acute Food Insecurity and Acute Malnutrition Situation, September 2021 - August 2022; OCHA, Global Humanitarian Overview 2022: Inter-agency appeals – DRC, 2 December 2021

48 IFRC, South Sudan Floods 2021: Operation Strategy to 31 October 2023, 16 October 2021; MSF, Third year of severe floods leaves nearly 800,000 people struggling, 17 November 2021

49 Inter-Cluster Coordination Group, South Sudan: Flooding Situation Report, 15 September 2021; IFRC, South Sudan Floods 2021: Operation Strategy to 31 October 2023, 16 October 2021

50 IFRC, South Sudan Floods 2021: Operation Strategy to 31 October 2023, 16 October 2021

51 OCHA, Global Humanitarian Overview 2022: Inter-agency appeals – South Sudan, 2 December 2021

52 Agrilinks, La Niña and Climate Change Cause Exceptional Drought in East Africa, 28 December 2021; UNDRR, Scientists sound alarm over drought in East Africa: What must happen next, 4 October 2021; Multi-Agency Drought Alert, The Eastern Horn of Africa faces an exceptional prolonged and persistent agro-pastoral drought sequence, 2 December 2021

53 ACAPS, CrisisInSight Weekly Picks, 21 July 2021; OCHA, Madagascar Humanitarian Snapshot, March 2021; France Info, Madagascar: drought, famine and dahalo devastate the south (French), 28 May 2021; Le Monde, In Madagascar, an assassination of a humanitarian worker reveals a tragic situation in the South (French), 9 December 2021

54 OCHA, Humanitarian Needs Overview 2022: Somalia, October 2021

55 Ibid

56 OCHA, Kenya Drought Flash Appeal - October 2021 - March 2022, 30 September 2021

57 IOM DTM, Emergency Site Assessment: Northern Ethiopia Crisis 6, 27 June 2021; OCHA, South Sudan: Response scale-up for highly food insecure areas - Situation Report No. 7, 31 May 2021; MSF, Escalating violence in Nigeria's Zamfara state is fueling a humanitarian crisis, 29 June 2021; IFRC, Operation Update: Nigeria: Hunger Report, 2 November 2021; IPC, CAR Acute Food Insecurity Analysis - Sept 2021 to Aug 2022, October 2021 (French); WMO, Climate change triggers mounting food insecurity, poverty and displacement in Africa, 19 October 2021; Global Hunger Index, Forced Migration and Hunger, October 2018

58 WFP, Global Report on Food Crises 2021, 5 May 2021

59 FAO, Submission: UN Secretary General's High Level Panel on Internal Displacement, undated

60 ACAPS, Humanitarian Access Overview, July 2021; ACAPS, Humanitarian Access Overview, December 2020; OCHA, Northern Ethiopia: Humanitarian Update, 3 March 2022; IFRC, Operation Update: Nigeria: Hunger Report, 2 November 2021; IPC, CAR Acute Food Insecurity Analysis - Sept 2021 to Aug 2022, October 2021 (French)

61 IFRC, Emergency Appeal: Democratic Republic of Congo and Rwanda - Mount Nyiragongo Eruption, 1 June 2021

62 Ibid; Le Monde, DRC: "Progressive return'' of the displaced close to the Nyiragongo volcano, 8 June 2021

63 Radio Okapi, Nyiragongo volcano: 1,500 temporary shelters delivered to victims, 5 October 2021 (French); Radio Okapi, Goma: the sites that were ravaged by the volcano should no longer be occupied, says prime minister, 7 June 2021 (French)

64 OCHA, Niger: The number of people affected by the floods continues to rise, 13 September 2021 (French)

65 Zimbabwe Situation, Tsholotsho flood victims' new homes catch the eye, 15 August 2021

66 UNHCR, Joint Statement by IGAD, UNHCR and the governments of South Sudan and Sudan on the Solutions Initiative for 7 million forcibly displaced people, 5 October 2021; CCCM Cluster, Nigeria: Camp closure and camp decommissioning training, 1 November 2021; OCHA, Humanitarian Bulletin: Ethiopia Issue #9, 21 June - 11 July 2021; OCHA, Niger: population movements in Diffa, Tillabéri, Tahoua and Maradi, 2 August 2021 (French); Government of Somalia, The National Durable Solutions Strategy 2020 – 2024, 31 March 2021

67 UNHCR, North-East Nigeria Operational Update, September 2021; OCHA, Humanitarian Bulletin: Ethiopia Issue #9, 21 June - 11 July 2021

68 UN, MINUSMA brings people of two communes together after seven years of conflict, 4 May 2021 (French)

69 IDMC, Recommendations for addressing drought displacement in Ethiopia, April 2021; IDMC, No matter of choice: Displacement in a changing climate, December 2018

70 IOM, Danwadaag - Durable Solutions to Displacement in Somalia, 12 July 2021; NRC, Supporting land purchases by IDP communities in Baidoa, received via email on 3 November 2021.

71 IOM DTM, Zimbabwe: Tropical Cyclone Idai - Baseline Assessment Round 6, March 2021; IOM DTM, Mozambique Round 13, 30 September 2021

72 SABC News, Some victims of 2019 Mamelodi floods say they will not be voting, 30 September 2021

73 IDMC Analysis of IOM DTM, Mobility Site Assessments, Emergency Site Assessments, Emergency Event Tracking Tool, 2021

74 EHRC & OHCHR, Joint Investigation into Alleged Violations of International Human Rights, Humanitarian and Refugee Law Committed by all Parties to the Conflict in the Tigray Region of the Federal Democratic Republic of Ethiopia, 3 November 2021

75 ICG, Ethiopia's Tigray War: A Deadly, Dangerous Stalemate, 2 April 2021

76 IDMC Analysis of IOM DTM, Mobility Site Assessments, Emergency Site Assessments, Emergency Event Tracking Tool, 2021

77 UNHCR, Ethiopia Situation (Tigray Region) - Regional Update #17, 17 May – 14 June; UN Ethiopia, UN condemns the arbitrary and brutal arrest of at least 200 IDPs in military-led raids in Shire town (Tigray Region), 27 May 2021; EHRC & OHCHR, Joint Investigation into Alleged Violations of International Human Rights, Humanitarian and Refugee Law Committed by all Parties to the Conflict in the Tigray Region of the Federal Democratic Republic of Ethiopia, 3 November 2021

78 OCHA, Ethiopia - Humanitarian Catastrophe Unfolding Before Our Eyes, Secretary-General Tells Security Council, Warning Ethiopia's Youth Will Be Ultimate Casualties, 27 August 2021; OCHA, Ethiopia, Tigray: Humanitarian Access Snapshot, 31 July 2021

79 ICG, Briefing No. 175 - Ethiopia's Civil War: Cutting a Deal to Stop the Bloodshed, 26 October 2021; IDMC Analysis of IOM DTM, Mobility Site Assessments, Emergency Site Assessments, Emergency Event Tracking Tool, 2021

80 UNFPA, UNFPA Ethiopia Response to the Northern Ethiopia crisis - Situation report, 1 – 15 November 2021

81 EHRC, Tigray conflict: Report calls for accountability for violations and abuses by all parties, 3 November 2021; EHRC & OHCHR, Joint Investigation into Alleged Violations of International Human Rights, Humanitarian and Refugee Law Committed by all Parties to the Conflict in the Tigray Region of the Federal Democratic Republic of Ethiopia, 3 November 2021

82 ICG, A Rare Chance for Peace in Ethiopia, 23 December 2021; IOM DTM, Mobility Site Assessments 2021

83 OCHA, Northern Ethiopia Humanitarian Update - Situation Report, 6 January 2022

84 FEWS NET, Ethiopia – Key message Update, January 2022

85 UNRC/HC, Update on Humanitarian Operations in Northern Ethiopia, 9 December 2021; OCHA, Northern Ethiopia Humanitarian Update - Situation Report, 20 January 2022

86 OCHA, Northern Ethiopia Humanitarian Update - Situation Report, 20 January 2022

87 IOM DTM, Mobility Site Assessment Round 27, October 2021; IOM DTM, Emergency Site Assessment Report 8 10 December 2021; OCHA, Global Humanitarian Overview 2022 Inter Agency Appeals – Ethiopia, 2 December 2021

88 ICG, 10 Conflicts to Watch in 2022, 29 December 2021; OCHA, Global Humanitarian Overview 2022 Inter Agency Appeals – Ethiopia, 2 December 2021

89 OCHA, Global Humanitarian Overview 2022 Inter Agency Appeals – Ethiopia, 2 December 2021

90 OCHA, Sudan: Humanitarian Needs Overview 2022, December 2021; IDMC analysis of IOM DTM, Sudan: Mobility Tracking Round 3, 16 January 2022 and IOM DTM, Emergency Tracking Tool Reports, 2021.

91 IOM DTM, Emergency Tracking Tool Reports, 2021; IDMC, Sudan: Country Information Report, 1 January 2020 – 31 December 2020

92 OCHA, Sudan: Humanitarian Needs Overview 2022, December 2021

93 OCHA, Sudan: Conflict in Darfur - Flash Update number 1, 9 December 2021

94 ACAPS, Sudan country page, March 2021; OCHA, Sudan situation report, 23 December 2021; GFDRR, Sudan Rapid Post Disaster Needs And Recovery Assessment, March 2021

95 IDEA, The Juba Agreement for Peace in Sudan: Summary and Analysis, December 2021; ICG, The Rebels Come to Khartoum: How to Implement Sudan's New Peace Agreement - Briefing Number 168, 23 February 2021

96 UNSC, Meeting 8856 - Despite Implementation of Peace Agreement, Insecurity Persists in Darfur, Sudan Sanctions Committee Chair Tells Security Council, 14 September 2021

97 RVI, What next for the Juba Peace Agreement? Evolving political and security dynamics in Darfur, January/February 2022; OCHA, Sudan: Humanitarian Needs Overview 2022, December 2021; OCHA, Sudan: Conflict in Darfur - Flash Update Number 1, 9 December 2021

98 RVI, What next for the Juba Peace Agreement? Evolving political and security dynamics in Darfur, January/February 2022

99 RVI, What next for the Juba Peace Agreement? Evolving political and security dynamics in Darfur, January/February 2022; OCHA, Sudan: Humanitarian Needs Overview 2022, December 2021; OCHA, Sudan: Conflict in Darfur- Flash Update number 1, 9 December 2021

100 FIDH, Delays and Dilemmas: New Violence in Darfur and Uncertain Justice Efforts within Sudan's Fragile Transition, November 2021

101 The New Humanitarian, UN peacekeeper withdrawal leaves security vacuum in Darfur, 25 May 2021

102 IOM DTM, Sudan - Emergency Event Tracking Report - Ag Geneina, West Darfur, 12 June 2021

103 IOM DTM, Sudan - Displacement Tracking Matrix - Ag Geneina, West Dafur, 22 December 2021

104 IOM DTM, Sudan - Emergency Event Tracking Report - Tawila, North Darfur, 29 September 2021

105 FTS, Sudan Humanitarian Response Plan Financials, 2021; OCHA, Sudan Humanitarian Response Plan 2022, December 2021

106 IOM DTM, Sudan – Mobility Tracking, January 2022

107 JIPS, Peacebuilding With Durable Solutions For Darfur's Displaced - Thematic Briefs, 11 November 2021; UNHCR Africa, IGAD, UNHCR and partners welcome first meeting of Sudan and South Sudan on solutions to displacement, 4 December 2020

108 NRC, Water crisis and drought threaten more than 12 million in Syria and Iraq, 23 August 2021; IFRC, Algeria: Forest Wildfires - Emergency Plan of Action (EPoA) DREF Operation n° MDRDZ007, 18 August 2021

109 IDMC, Palestine Country Information, 31 December 2020

110 ICG, After al-Bayda, the Beginning of the Endgame for Northern Yemen?, 14 October 2021; ECHO, Yemen - Intense conflict and forced displacement, 26 October 2021

111 OCHA, Humanitarian Needs Overview 2019 - Yemen, December 2018; ECHO, Yemen - Intense conflict and forced displacement, 15 November 2021

112 IOM, Yemen quarterly update, July – September 2021; IOM, Yemen Rapid Displacement Tracking Dataset (26 December 2021 – 01 January 2022)

113 IOM, Displacement in Ma'rib - Flash update, 3 – 9 March 2021; ACTED, Aid agencies: protect civilians from the devastating impacts of the conflict in and around Marib, 3 November 2021

114 ICG, Tracking Conflict Worldwide, May 2021; UNSC, Implementation of Security Council resolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015), 2332 (2016), 2393 (2017), 2401 (2018), 2449 (2018), 2504 (2020), 2533 (2020) and 2585 (2021), 21 October 2021, 18 August 2021

115 OCHA, Syria – Dar'a Flash Update 3, 23 August 2021

116 OCHA, Syria: Dar'a Governorate - Situation Report No. 03, 9 November 2021

117 OCHA, Syrian Arab Republic - IDP Movements, June 2021; OCHA, Recent Developments in Northwest Syria and RAATA Situation Report No. 28, June 2021

118 IDMC, Global Report on Internal Displacement, May 2021

119 The World Bank, Lebanon Sinking into One of the Most Severe Global Crises Episodes, amidst Deliberate Inaction, 1 June 2021

120 CARE, Lebanon: Food, medicine, electricity - "we lack everything" say CARE teams, 16 June 2021; ICG, Hold Your Fire - Lebanon is Falling Apart, 7 October 2021; ICG, Managing Lebanon's Compounding Crises, 28 October 2021

121 CSIS, Lebanon's Growing Humanitarian Crisis, December 2021; Anadolu Agency, Thousands left Lebanon this year over economic crisis, data shows, 9 December 2021; ICG, Managing Lebanon's Compounding Crises, 28 October 2021

122 World Bank, Ebb and flow - Volume 2. Water in the shadow of conflict in the Middle East and North Africa, 2021

123 World Bank, Ebb and flow - Volume 2. Water in the shadow of conflict in the Middle East and North Africa, 2021;

IDMC, A Decade of Displacement in the Middle East and North Africa, 15 February 2021, Page 25

124 UNHCR, Flash Update on the Response to Floods in North-West Syria #3, 18 February 2021

125 OCHA, Recent Developments in Northwest Syria Situation Report No. 26, 26 March 2021

126 Email from the CCCM Cluster Syria Cross-Border Info, received on 22 December 2021.

127 Inter-Agency Coordination, Lebanon - Winter Storms Situation Report (SitRep) No3, 19 February 2021

128 Europe Weather, A Rare Medicane Forms South of Italy, Prompts Red Alert Warning for Sicily, Malta and Libya as More Extreme Rain and Destructive Floods Heads Their Way Over the Weekend, 28 October 2021; Associated Press, Death toll in Cyclone Shaheen now 13 as storm churns in Oman, 4 October 2021; Iranian Red Crescent, Red Crescent Shelters more than 2,000 Snow-hit people, 14 March 2021

129 OCHA, Euphrates Water Crisis & Drought Outlook, 17 June 2021

130 NRC, Water crisis and drought threaten more than 12 million in Syria and Iraq, 23 August 2021; Save The Children, Weeks ahead of COP26, water crisis in Iraq and North East Syria is 'creeping into every corner of children's lives', says Save the Children, 19 October 2021; OCHA, Global Humanitarian Report 2022 – Inter Agency Appeals, December 2021

131 IOM, DTM Emergency Tracking - Climate-Induced Displacement – Southern Iraq, 7 December 2021

132 NRC, Iraq's drought crisis and the damaging effects on communities, November 2021

133 UN Human Rights, Bachelet urges Iran to focus on addressing water crisis in Khuzestan rather than crushing protests, 23 July 2021; Reuters, Iran buying record volume of wheat after worst drought in 50 years – sources, 13 October 2021; IFRC, Iran: Droughts Emergency Plan of Action (EPoA) DREF Operation n° MDRIR005, 5 August 2021

134 WMO, State of the Global Climate 2021 – Provisional Report, 31 October, 2021

135 IFRC, Emergency Plan of Action (EPoA) Algeria: Forest Wildfires, 18 August 2021

136 World Bank, Ebb and flow - Volume 2. Water in the shadow of conflict in the Middle East and North Africa, 2021

137 World Bank, Ebb and flow - Volume 2. Water in the shadow of conflict in the Middle East and North Africa, 2021; Foreign Policy, The Middle East Is Becoming Literally Uninhabitable, 24 August 2021

138 OCHA, Global Humanitarian Overview 2022 – Inter Agency Appeals - Middle East and North Africa, undated

139 ICG, Syria: Shoring Up Raqqa's Shaky Recovery - Middle East Report N°229, 18 November 2021

140 ECHO, Syria – Water crisis, 12 November, 2021

141 UN - Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, Briefing to the Security Council on the humanitarian situation in Syria, 27 October 2021

142 WFP, Chief meets families in Syria struggling to survive deepening hunger crises, 12 November 2021; UN, Joint Statement occasion of World Food Day and the Syria Crisis, 16 October 2021

143 HNAP, Future Intentions of Syrian IDPs, 2021 IDP Report Series, 22 November 2021

144 HNAP, Livelihood Situation Analysis in North-West Syria, 2 September 2021

145 HNAP, The Third Returnee Overview for 2021 – January-September,12 October 2021; UNSC, Amid Grim Humanitarian Situation in Syria, Special Envoy, Briefing Security Council, Says Constitutional Committee Must Continue its Work with Urgency, Purpose, 27 October 2021

146 UNSC, Amid Grim Humanitarian Situation in Syria, Special Envoy, Briefing Security Council, Says Constitutional Committee Must Continue its Work with Urgency, Purpose, 27 October 2021; NRC, The Darkest Decade -

What displaced Syrians face if the world continues to fail them, March 2021

147 IOM DTM, Iraq — Displacement Report 124, 1 October - 31 December 2021

148 IOM DTM, Iraq - Return Index Dataset and Report - Oct Nov & Dec 2021 - Round 14, 31 December 2021

149 IOM DTM, Iraq Master List Report 123, August – September 2021; OCHA, Iraq - Situation and Needs Monitoring – Report #1

150 OCHA, Iraq - Situation and Needs Monitoring – Report #1; WFP, News Release - resilience projects respond to water shortages in Iraq, 6 September 2021

151 IOM, Iraq - Legacies of Conflict on Rural Economies and Communities in Sinjar and Ninewa Plains, 28 November 2021; UNHCR, Returning Iraqis face dire conditions following camp closures, 27 May 2021; NRC, Iraq's drought crisis and the damaging effects on communities, 15 December 2021

152 Global Humanitarian Overview 2022, Part two: Inter-Agency Appeals – Iraq, December 2021

153 UN News, Libya: UN lauds mercenary withdrawal plan on 'path towards peace and democracy', 8 October 2021; OCHA, Humanitarian Programme Cycle 2022 – Libya, December 2021

154 UN News, Libyan elections postponed, new date expected within 30 days, 23 December 2021; OCHA, Humanitarian Programme Cycle 2022 – Libya, December 2021

155 REACH, Libya – Multi Sector Needs Assessment, Key Findings, November 2021

156 OCHA, Libya - August Humanitarian Bulletin, 15 Spetember 2021

157 OCHA, OPT Humanitarian Response Plan 2022, December 2021; Shelter Cluster Palestine, Update: Escalation of hostilities – May 2021, 15 October 2021; ACAPS, Impact of demolition policies in the West Bank, 1 October 2021; Global Shelter Cluster, Palestine Factsheet, December 2021

158 NRC, 10 things you should know about the evictions in East Jerusalem, 11 November 2021; UNSCO, Report to the Ad-Hoc Liaison Committee, 17 November 2021

159 UN Secretary General's Remaks to the Security Council on the situation in the Middle East, 16 May 2021

160 Shelter Cluster Palestine, Update: Escalation of hostilities – May 2021, 15 October 2021

161 Ibid; OCHA, OPT Humanitarian Needs Overview 2022, December 2021, UNRWA, Updated humanitarian and early recovery appeal - hostilities in Gaza and mounting tensions in the West Bank, May – December 2021

162 ICG, Beyond Business as Usual in Israel-Palestine, 10 August 2021; UNSCO, Report to the Ad-Hoc Liaison Committee, 17 November 2021

163 Ibid; Kan News, Saturday News, 22 May 2021, available at https://www.youtube.com/watch?v=8FofW2b25rM

164 UNRWA, Updated humanitarian and early recovery appeal - hostilities in Gaza and mounting tensions in the West Bank, May – December 2021

165 Palestine Shelter Cluster, received by IDMC by email, 20 February 2022

166 UN, Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs and Emergency Relief Coordinator Mark Lowcock's statement on the situation in the Occupied Palestinian Territory and Israel, 18 May 2021

167 UNRWA, Updated humanitarian and early recovery appeal - hostilities in Gaza and mounting tensions in the West Bank, May – December 2021

168 OCHA, Data on Demolition and Displacement in the West Bank, accessed March 2022.

169 OCHA, OPT Humanitarian Needs Overview 2021, December 2020; West Bank Protection Consortium Briefing Paper: Settler Violence, October 2021; Global Shelter Cluster, Palestine Factsheet, December 2021; ACAPS, Impact of demolition policies in the West Bank, 1 October 2021

170 B'Tselem, State Business: Israel's misappropriation of land in the West Bank through settler violence, November 2021; B'Tselem, This is Jerusalem: Violence and Dispossession in al-'Esawiyah, May 2020; NRC, 10 things you should know about the evictions in East Jerusalem, 11 November 2021; B'Tselem, Israeli military closes off West Bank village for 50 days, 22 February 2022; OHCHR, Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights, Israeli Settlements in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem, and in the occupied Syrian Golan (A/HRC/49/85), 21 February 2022

171 OCHA, Global Humanitarian Needs Overview 2022 – OPT

172 Shelter Cluster, Shelter Cluster Snapshot – Gaza, 18 January 2022

173 Shelter Cluster, Palestine Factsheet, December 2021

174 WMO, La Niña has developed, 29 October 2020

175 ASMC, Seasonal Outlook, 7 March 2022

176 NASA, Super Typhoon Rai, 16 December 2021

177 ABS CBN News, PAGASA redefines 'super typhoon' revises wind signals, 23 March 2022

178 OCHA, Philippines: Super Typhoon Rai (Odette) Humanitarian Needs and Priorities Revision (Dec 2021 - Jun 2022), 2 February 2022

179 WMO, FAQs Tropical Cylones, accessed 22 March 2022

180 Container News, Backlog remains in Shanghai in Typhoon In-fa's wake, 5 August 2021

181 Petro Times, Thiệt hại ban đầu do bão số 5 gây ra, 13 September 2021

182 Floodlist, Fiji – Tropical Cyclone Ana Leaves 1 Dead, 5 Missing, 31 January 2021

183 IDMC, Grid 2021, Spotlight: A year of relentless storms in East Asia and Pacific, 2021

184 WMO, FAQs Tropical Cyclones, accessed 22 March 2022; The Conversation, Cyclone Seroja just demolished parts of WA – and our warming world will bring more of the same, 12 April 2021

185 UNFPA, UNFPA provide essential services to flood victims: Worst floods in 40 years leave 32 people dead and over 10,000 homeless in Timor-Leste, 6 April 2021

186 World Bank, Learning from Tropical Cyclone Seroja - Building Disaster and Climate Resilience in Timor-Leste, December 2021

187 UNDRR, Timor-Leste Floods Teach Costly Lessons, 29 January 2022

188 The Straits Times, Cyclone which caused Indonesia's devastating floods a result of global warming: Experts, 7 April 2021

189 AIDR, Tropical Cyclone Seroja, 11-12 April 2021

190 Frontiers, Changing Impacts of Tropical Cyclones on East and Southeast Asian Inland Regions in the Past and a Globally Warmed Future Climate, 30 November 2021; IPCC, Fact sheet - Asia Climate Change Impacts and Risks, 2022

191 OCHA, Philippines: Super Typhoon Rai (Odette) Humanitarian Needs and Priorities Revision (Dec 2021 - Jun 2022), 2 February 2022

192 UNDRR, Fiji Raises Disaster Awareness To Save More Lives, 20 October 2020

193 WMO, Asia Pacific Typhoon Collaborative Research Centre launched, 7 December 2021

194 JBA Risk Management, China Floods: Record Rainfall In Shanx - Autumn floods along the Huang He and Fen He rivers, October 2021

195 Reuters, Indonesia warns early rainy season may trigger more natural disasters, 26 August 2021

196 Geoportal Kebencanaan Indonesia, Info Bencana Januari 2021 - Data dan Informasi Kebencanaan Bulanan Teraktual, 9 August 2021; Geoportal Kebencanaan Indonesia, Info Bencana Februari 2021 Data dan Informasi Kebencanaan Bulanan Teraktual, 16 July 2021

197 IDMC, Mid-year Update, 2021

198 HI, Situation Report No. 5 Floods South Kalimantan Update, 26 January 2021

199 IDMC, Mid-year Update, 2021

200 Publiscience, Climatological analysis of the Southwest Monsoon (Habagat) in Type 1 Climate Areas in the Philippines from 1949–2018, 30 August 2021; Rappler, La Niña begins, southwest monsoon ends in Philippines, 15 October 2021

201 IDMC, The 2019-2020 Australian Bushfires: From Temporary Evacuation To Longer-Term Displacement, September 2020

202 RNZ, New Zealand Wild weather: What you need to know, 17 Jul 2021; Otago Daily Times, What caused the Canterbury flood?, 1 June 2021

203 ICG, Briefing No.166: Responding to the Myanmar Coup, 16 February 2021

204 ICG, Briefing No.168: Taking Aim at the Tatmadaw: The New Armed Resistance to Myanmar's Coup, 28 June 2021

205 AP News, Myanmar air strikes send ethnic Karen fleeing to Thailand, 28 March 2021

206 OCHA, Myanmar: Humanitarian Update No. 8, 24 June 2021

207 Ibid

208 Frontier Myanmar, On the Sagaing frontlines, outgunned villagers defy the odds, 26 May 2021; OCHA, Myanmar Humanitarian Update No. 11, 1 October 2021

209 UNHCR, Myanmar displacement overview, 27 December 2021

210 IDMC, Post-coup displacement in Myanmar: what we know, and what we don't, September 2021

211 OHCHR, Myanmar: UN experts raise alarm over forced evictions, escalation of rights violations, 18 March 2021

212 WFP, Myanmar: Analysis of the Economic Fallout and Food Insecurity in Wake of the Takeover, 21 April 2021

213 UN News, Myanmar: From political crisis, to 'multi-dimensional human rights catastrophe' – Bachelet, 6 July 2021

214 ACAPS, Humanitarian Access Overview, December 2021

215 Philstar Global, ARMM turns over power to Bangsamoro authority, 27 February 2019

216 CISAC, The Moro Islamic Liberation Front (MILF) is the largest militant organization in the Philippines and seeks autonomy for Filipino Muslims, 2019

217 UNHCR, Mindanao Displacement Dashboard Overview, September 2021

218 IDMC, Philippines: Solutions still a distant prospect in Marawi, one year on, GRID 2019; UNHCR, Mindanao Displacement Dashboard Overview, December 2021

219 UN News, Indonesia - Shocking abuses against indigenous Papuans, rights experts report, 1 March 2022

220 UNDP, Climate change in Asia and the Pacific. What's at stake? 28 November 2019; GFDRR, The GFDRR DRM-FCV Nexus Program: Strengthening resilience and cohesion, accessed 22 March 2022

221 Disaster Investigation Team of the State Council, Henan Zhengzhou "7.20" heavy rain disaster" investigation report, 21 January 2022"

222 Henan Provincial Government, Flood Control Emergency Press Conference, 21 July 2021

223 Guy Carpenter, Post-event report: Henan flood, 17-21 July 2021; Earth.org, Fatal Floods in China Leave At Least 25 Dead and More Than 1 Million Residents Displaced, 22 July 2021

224 CEIC, Population: Henan: Zhengzhou: Usual Residence, 2020

225 World Bank, Nature-based solutions in China: Financing "sponge cities" for integrated urban flood management, 2 August 2021

226 Global Times, Chinese experts refute BBC report claiming Zhengzhou floods broke sponge city myth, 23 July 2021

227 Xinhua, Henan Zhengzhou "7.20" heavy rain disaster investigation report released, 21 January 2022

228 International Journal of Environmental Research and Public Health, Emergency response, influence and lessons in the 2021 compound disaster in Henan province of China, 2 January 2022

229 Ibid

230 Reduce Flooding blog, China's "Sponge Cities", 31 July 2021

231 Earth.org, Sponge City Concepts Could Be The Answer to China's Impending Water Crisis, 30 August 2021; Water (journal), Transitioning to Sponge Cities: Challenges and Opportunities to Address Urban Water Problems in China, 12 September 2018

232 Environmental Science & Policy (journal), Urban pluvial flooding and stormwater management: A contemporary review of China's challenges and "sponge cities" strategy, February 2018

233 IDMC, Post-coup displacement in Myanmar: what we know and what we don't, September 2021

234 UNHCR, Myanmar operational update, July-August 2021

235 UNOSAT, S-1 Flood AI monitoring dashboard, 2 August-14 September 2021

236 ASEAN Disaster Information Network, Myanmar: Flood and Storms in Kayin, Mon, and Rakhine States, 19 August 2021

237 UNICEF, Humanitarian Situation Report No. 6, 29 July-28 September 2021

238 The Irrawaddy, Thousands of Civilians Displaced by Myanmar Military Raids Hit by Floods, 19 October 2021

239 OCHA, Myanmar Humanitarian Needs Overview 2022, December 2021

240 Interview with humanitarian partners, 23 November 2021

241 Government of Myanmar, Natural Disaster Management Law, 31 July 2013; Raoul Wallenberg Institute, Myanmar national law and policy report: Displacement in the context of disasters and climate change, 2020

242 Interview with humanitarian partners

243 OCHA, Displacement due to Myanmar Armed Forces & Arakan Army conflict in Rakhine and Chin States, 17 October 2021; CCCM Cluster, Camp Profiles, Central Rakhine, Myanmar, September 2021

244 OCHA, Myanmar: humanitarian update no.9, 30 July 2021

245 Burma News International, Mrauk-U IDP camps suffer from floods, Covid-19 lockdowns, 27 July 2021

246 Interview with humanitarian partners, 28 October 2021

247 World Bank, Meandering to Recovery: Post-Nargis Social Impacts Monitoring Ten Years After, 2018; IFRC, After the storm: recovery, resilience reinforced - Final evaluation of the Cyclone Nargis operation in Myanmar, 2008-2011, 1 November 2011

248 Interview with humanitarian partners, 28 October 2021

249 UNICEF, Myanmar: Thousands stranded and displaced by floods receive support, 13 September 2021; UNDP, Impact of the Twin Crises on Human Welfare in Myanmar, 1 December 2021

23 November 2021

, 28 October 2021

250 Australian National University, Conflict and Resource Development in the Southern Highlands of Papua New Guinea, 15 January 2011

251 World Bank Group, Trends in Crime and Violence in Papua New Guinea, May 2014

252 ICRC, The Old Ways are Gone - Papua New Guinea's Tribal Wars Become More Destructive, 22 June 2017

253 Goldman, L (2007) Ho-ha in Huli: Considerations on commotion and community in the Southern Highlands, in Haley, N and R. May (eds) Conflict and Resource Development in the Southern Highlands of Papua New Guinea in Conflict and Resource Development in the Southern Highlands of Papua New Guinea, State society and Governance in Melanesia Program, Studies in State and Society in the Pacific, No. 3, Canberra: ANU; The Interpreter, PNG: Mistaking massacres for tradition, 9 February 2021

254 NSO of Papua New Guinea, Population Statistics, 1980 - 2011

255 Dorney S, Papua New Guinea: People politics and history since 1975, Random House Australia, 1990; ICRC, The Old Ways are Gone - Papua New Guinea's Tribal Wars Become More Destructive, 22 June 2017

256 The Guardian, Police warn of 'all-out war' as tribal violence in Papua New Guinea kills 19, 12 April 2021

257 PNG Post Courier, 19 More Deaths in Trouble Torn Kainantu, 21 April 2021

258 ANU, Conflict and Resource Development in the Southern Highlands of Papua New Guinea, 15 January 2011

259 Hela Emergency Response Report, IOM - internal document, 13 July 2021

260 IOM DTM, Papua New Guinea - Conflict in Tari-Pori District in Hela Province (11 February 2021), 9 April 2021

261 Development Alternatives With Women for a New Era, Ending conflict and violence against women in the two new provinces of Papua New Guinea's Highlands region, November 2017

262 IOM & Govt of Papua New Guinea, Report - Profiling Internally Displaced Persons in Papua New Guinea, 2017

263 APPS, The impact of COVID-19 on livelihoods in Papua New Guinea, 12 June 2020; The Economist, The Global Liveability Index - How the Covid-19 pandemic affected liveability worldwide, 2021; ANU, Conflict and Resource Development in the Southern Highlands of Papua New Guinea, 15 January 2011; World Bank Group, Papua New Guinea Economic Update - In the Time of COVID-19 - From Relief to Recovery, July 2020

264 PNG Post-Courier, Lack of Resources Delaying Police Work in Madang – Rubiang, 17 December 2021; PNG Post-Courier, Police Manpower Stretched – Onglo, 5 May 2021; IDMC, Papua New Guinea - Invisible and neglected protracted displacement, 11 December 2014; IOM & Govt of Papua New Guinea, Report - Profiling Internally Displaced Persons in Papua New Guinea, 2017

265 UN, Papua New Guinea Highlands Joint Programme - Converging Toward Peace & Development, 2020 - 2022

266 World Bank Group, Project Appraisal Document On A Proposed Credit In The Amount Of Sdr 25.5 Million (US $35 Million Equivalent) To The Independent State Of Papua New Guinea For An Urban Youth Employment Project II, 28 March 2020

267 SASCOF-19, Consensus Statement on the Seasonal Forecast over South Asia for the 2021 Southwest Monsoon Season, 10 June 2021

268 The Telegraph India, India to experience extended monsoon this year, says IMD, 22 March 2022; CRS, New Normal Dates OF Onset/Progress AND Withdrawal of Southwest Monsoon over India, 2020

269 Government of India, Ministry of Earth Sciences India Meteorological Department, Press Release – Salient Features of Monsoon 2021, 30 September 2021; The Indian Express, South India records over 60 per cent surplus rain during NE monsoon, 30 March 2022

270 The Wire, India's Monsoon Refuses to Retreat, 20 October 2021

271 Ministry of Home Affairs, Situation Report about Cyclonic Storm Tauktae, 31 May 2021; NASA, Cyclone Tauktae Strikes India, 17 May 2021

272 ACAPS, India - Cyclone Yaas, 1 June 2021

273 Indian Ministry of Home Affairs, Brief regarding Cyclonic Storm 'Gulab over South Odisha and adjoining North Andhra Pradesh, 27 September 2021

274 Displacement Management Cluster Bangladesh, Khulna Event Tracking Report, 16 February 2021; Displacement Management Cluster Bangladesh, Satkhira Event Tracking Report 16 February 2021

275 ISCG, Flash Update on Monsoon Response - Cox's Bazar, Bangladesh, 2 September 2021

276 Phys Org, Nepal hit by worst wildfires in almost a decade, 6 April 2021

277 Nepali Times, Monsoon hits Nepal with a bang, 15 June 2021

278 OCHA, Asia and The Pacific Weekly Regional Humanitarian Snapshot, 15 – 21 June 2021

279 Sri Lanka Disaster Management Centre, Situation Report - Heavy rains, flooding, landslides, cutting failures, 6 June 2021

280 IFRC, Emergency Plan of Action Sri Lanka – Floods, 22 May 2021; IFRC, Sri Lanka - Floods - Final Report, 27 October 2021

281 IFRC, Afghanistan - Over 80% of country in serious drought, 4 August 2021

282 OCHA, Afghanistan, ICCT Real-Time Response Overview, 11 January 2022

283 IRC, Afghanistan – Drought Assessment, June 2021

284 UNDP, 97 percent of Afghans could plunge into poverty by mid 2022, 9 September 2021

285 Pakistan Meteorological Department-CDPC, Monsoon 2021 Rainfall Update, 1 October 2021

286 IFRC, Pakistan - Balochistan Earthquake - Emergency Plan of Action - DREF Operation n° MDRPK021, 19 October 2021

287 Islamic Relief, Climate Induced Migration in Pakistan: Global discourse, local realities and governance, 10 November 2021

288 Al Jazeera, What is behind the recent surge in violence in Kashmir?, 20 October 2021

289 North East Today, Tripura - Nearly 1500 people Flee To Assam After Bru Clashes, 29 July 2021

290 Al Jazeera, Hundreds protest in Bangladesh over deadly religious violence, 19 October 2021

291 Al Jazeera, Bangladesh ruling party rallies for Hindus after deadly violence, 20 October 2021

292 UN, Study on the status of implementation of the Chittagong Hill Tracts Accord of 1997 - submitted by the Special Rapporteur, 2011

293 Interviews with Chittagong Hill Tracts Commission, International Work Group on Indigenous Affairs and media sources, 3 February 2022

294 Government of Bangladesh, National Strategy on the Management of Disaster and Climate Induced Internal Displacement, January 2020; Misty, Bangladeshi government adopts RMMRU's National Strategy on Internal Displacement, 24 April 2021

295 Ministry of Rural Housing and Construction and Building Materials Industries Promotion of Sri Lanka, Progress of 2021 and Development Programmes for 2022, undated

296 Ibid

297 Government of India, The Historic Bru Settlement Agreement, 24 January 2020

298 The Wire, Tripura: A Year After Agreement, Process of Permanently Resettling Bru People Begin, 21 April 2021

299 Government of India, India and Pakistan Joint Statement, 25 February 2021

300 Outlook India, Jammu And Kashmir - Peace Returns To The LoC, No Ceasefire Violations Since Feb 25. 30 March 2022

301 International Crisis Group, What Future for Afghan Peace Talks under a Biden Administration? 13 January 2021

302 Foundation for Defense of Democracies, Mapping Taliban Control in Afghanistan, 2000-2021

303 OCHA, Conflict-induced displacements between 1 January and 23 November 2021, 9 February 2022

304 UNAMA, Afghanistan: protection of civilians in armed conflict - mid-year update, 26 July 2021

305 IDMC, A Different Kind of Pressure: the cumulative effects of displacement and return in Afghanistan, January 2020

306 OCHA, Afghanistan: weekly humanitarian update, 17-23 May 2021; The Guardian, Taliban on brink of taking key Afghan city as residents told to flee, 3 August 2021

307 OCHA, Afghanistan: weekly humanitarian update, 5-11 July 2021; Interviews with humanitarian partners in Afghanistan.

308 OCHA, Afghanistan: weekly humanitarian update, 9-15 August 2021

309 Interviews with humanitarian partners in Afghanistan, 3 November 2021

310 UN-Habitat, Call for urgent humanitarian support for Afghanistan's overwhelmed cities, 13 September 2021

311 OCHA, Internal Displacement in Kabul - flash update no.1, 12 August 2021

312 IOM DTM, Afghanistan emergency event tracking – EET round 2, 12-26 October 2021

313 WFP, Educated urban Afghans are new face of hunger as jobs and incomes dry up, 22 September 2021

314 UNDP, 97 percent of Afghans could plunge into poverty by mid-2022, 9 September 2021

315 OCHA, Afghanistan: ICCT Real-Time Response Overview Situation Report, 3 November 2021

316 Protection Cluster, Afghanistan Protection Analysis Update, October 2021

317 OCHA, Conflict-induced displacements between 1 January and 23 November 2021, 9 February 2022

318 UN Women, Women's rights in Afghanistan: where are we now? Gender alert no.1, December 2021

319 UNHCR, Afghans flee cities, 17 September 2021

320 Mixed Migration Centre, Afghanistan: when migration is the only lifeline available all efforts must be ensured to provide safe passage, 17 August 2021

321 UNHCR, Afghanistan Situation Update, 15 January 2022

322 Landmine and Cluster Munition Monitor, Landmine Monitor 2020, 12 November 2020

323 AFP, Clearing Afghanistan's Landmines One Careful Step at a Time, 21 November 2021

324 NRC, Statement on launch of the UN emergency appeals for Afghanistan, 11 January 2022

325 For the number of named storms, hurricanes and major hurricanes, see NOAA, Record breaking Atlantic hurricane season draws to an end, 10 June 2021; for the Accumulated Cyclone Energy, see CSU, Tropical Weather and Climate Research Forecast Update, 2021

326 For Cuba, see Granma, En Vivo - Cuba tras el paso del huracán Ida, 28 August 2021 and Granma, Ida golpea con fuerza al occidente cubano, 27 August 2021; we calculated our estimates for the United States based on more than 10 sources

327 According to information received from the New Orleans Health Department

328 UNDRR, Hurricane Ida - 4 Essential Reads About New Orleans' High Hurricane Risk and What Climate Change Has to Do with The Storms, 30 August 2021

329 WWMO, Thousands in Louisiana Are Still Without Power 1 Month After Ida Landfall, 29 September 2021; New York Times, New Orleans Power Failure Traps Older Residents in Homes, 5 September 2021

330 Our estimates of those displaced for these states are as follows: Maryland (400), New Jersey (10,000), New York (21,000) and Pennsylvania (12,000); our estimates for Maryland are based on data from FEMA and Floodlist; figures for the remaining states are based on data received from the US Mission to the United Nations in Geneva

331 The Conversation, 2021 hurricane season showed US isn't prepared as climate-related disasters push people deeper into poverty, 29 November 2021; Wiley Online Library, Homeownership and Housing Displacement After Hurricane Katrina Among Low-Income African-American Mothers in New Orleans, 16 September 2014; Lamar University, Let the Rich be Flooded - The Unequal Impact of Hurricane Harvey on Household Debt, 21 October 2019

332 Federal Emergency Management Agency, FEMA Announces Initial Initiatives to Advance Equity, 21 July 2021; NYT, FEMA Says It's Still Working to Fix Racial Disparities in Disaster Aid, 27 October 2021; US Department of Homeland Security, Response to National Advisory Council (NAC) Report Recommendations to the FEMA Administrator, November 2020, 15 October 2021

333 Federal Emergency Management Agency, FEMA Announces Initial Initiatives to Advance Equity, 21 July 2021; NBC News, FEMA closes gap that prevented many Black families in South from receiving disaster aid, 2 September 2021; NPR, No Easy Access to Post-Katrina Aid, 28 April, 2008

334 E&E News, FEMA to Start Tracking Race of Disaster-Aid Applicants - The agency wants to examine if aid is distributed inequitably, 26 January 2022; Federal Register, Agency Information Collection Activities: Proposed Collection; Comment Request; Generic Clearance for Civil Rights and Equity, 25 January 2022

335 OCHA, Latinoamérica & El Caribe - Panorama de Situación Mensual, 6 July 2021

336 Ibid

337 AP News, Analysis - Louisiana still waiting for aid a year after Laura, August 29, 2021

338 AccuWeather, Residents Plea for Aid After 4 Natural Disasters in Less than a Year, 29 July 2021

339 Care International, Central America on the edge of a new cyclone season without resolving the impacts of Eta and Iota, 4 May 2021; IFRC, Displacement in a Changing Climate, 22 November 2021; IFRC, Communities affected by Hurricanes Eta and Iota are threatened by food insecurity, displacement and the climate crisis, 11 November 2021; El País, Un año después de los ciclones 'Eta y Iota' Se olvidaron de nosotros, 5 November 2021

340 USGS, How wildfires threaten U.S Water Supplies, undated

341 The Guardian, 'A tipping point': how poor forestry fuels floods and fires in Western Canada, 16 November 2021; NRDC, Soil Erosion 101, 1 June 2021

342 The Conversation, How an ‘atmospheric river’ drenched British Columbia and led to floods and mudslides, 17 November 2021; Global News, B.C. flooding map 2021 shows areas affected by atmospheric river, 19 November 2021; CBC, Once in a century storm has province considering state of emergency, 17 November 2021

343 CBC, British Columbia – First Merritt Evacuees Return Home To A City That’s Changed, 23 November 2021; CBC, British Columbia, “It’s gone” Shakan Chief says floods have swept away First Nation’s home, 25 November 2021; Info News Canada, New study shows B.C. Indigenous communities vulnerable to climate change risks, 11 January 2022

344 FEMA, Daily Operations Briefing, 25 October 2021

345 NOAA, National Snow Analysis, 16 February 2021

346 Ibid

347 Estimate based on sum of positive differences between number of people in shelters, as reported by FEMA, or on data received from FEMA directly.

348 We calculated our estimates based on data from Brazil’s Disaster Information Integrated System on “dislodged” or “unsheltered” persons and destroyed housing, available at S2iD, Relatorios, undated. See also INMET, Análise das Chuvas na Bahia, Minas Gerais e Espírito Santo, 28 December 2021; BBC, Brazil – Chuvas na Bahia: os fenômenos extremos que causam a tragedia no Estado, 27 December 2021; Globuru, Fenômeno que está por trás das chuvas na Bahia, 16 February 2022

349 CNN Brazil, Sobe para 21 o número de mortos na Bahia; 136 municípios estão em emergência, 28 December 2021; IBahia, Bahia registra 21 mortes e 136 cidades em situação de emergência por conta da chuva, 28 December 2021

350 CNN Brasil, Indígenas relatam fome, falta d’água e destruição após chuvas na Bahia, 28 December 2021; Folha, A chuva acabou com o pouco que a gente tinha, diz indígena na Bahia, 27 December 2021; G1 Globonews, Chuva na Bahia: aldeias indígenas do povo Pataxó ficam isoladas e registram alagamentos; lideranças pedem ajuda, 11 December 2021; G1 Globonews, Flávia Oliveira: comunidades quilombolas vivem situação de emergência por causa das chuvas, 30 December 2021

351 The Independent, Amazon Venice scrambles to stay above floods, 14 May 2021; Prefeitura de Manaus, Noticias - Rio Negro ultrapassa marca de 30 metros, e prefeitura atende 4 mil famílias atingidas pela cheia, 5 June 2021; CEMADEN, Boletim de Impactos de Extremos de Origem Hidro-Geo-Climático em Atividades Estratégicas para o Brasil, 24 June 2021

352 Globo.com, Após a maior cheia da história, nível do Rio Negro baixa e fica em 30 metros em Manaus, 25 June 2021

353 FT, Amazon populations under threat from floods, fires and drought, 1 November 2021; Instituto Socioambiental, Sem roça, peixe e minhoca: cheia recorde no Rio Negro expõe impacto sistêmico das mudanças climáticas, 11 June 2021

354 El País, As crises simultâneas que engolem o Amazonas: enchente, onda de violência e covid-19, 14 June 2021

355 G1 Globonews, Acre já tem quase 130 mil pessoas atingidas pela cheia de rios na capital e no interior do estado, 20 February 2021

356 Estimate based on data on number of homes destroyed – estimated at over 8,000. See Telesur TV, Pdte. Venezolano garantiza atención a afectados por las lluvias, 24 August 2021

357 Caracol Radio, Coronavirus en Cartagena: 50 nuevos casa y un fallecido, 28 September 2021; El Espectador, En Ayapel, Córdoba, avanza la evacuación de familias damnificadas por inundaciones, 31 August 2021; La Semana, Crisis en La Mojana (Sucre) motiva censo para conocer número real de damnificados, 7 September 2021

358 OCHA, Ciclo de Programacion Humanitaria – Colombia: Panorama de las necesidades humanitarias, p.70, February 2022

359 The Globe and Mail, BC’s 2021 wildfires severe but not the worst ever service report shows, 4 November 2021; Government of British Columbia, Wildfire Season Summary, undated

360 NOAA, Summer 2021 neck and neck with Dust Bowl summer for hottest on record, 9 September 2021

361 NYT, Inside the Fight Against the Dixie Fire, 11 October 2021

362 For a list of largest fires in the state’s history, see California Fire Department, Top 20 Largest California Wildfires, undated; IMDC calculated the number of displacements for both fires based on FEMA data on mandatory evacuations

363 IDMC, GRID 2019: Spotlight United States, May 2020

364 Government of British Columbia, Wildfire Season Summary, undated

365 Ibid; for the number of evacuations, see Government of British Columbia, Provincial state of emergency to end, 13 September 2021

366 For Mexico, see La Silla Rota, Avanza de forma voraz incendio en Sierra de Santiago, Monterrey, 25 March 2021; for Chile, our estimates are based on data shared by the National Office of Emergency of the Interior Ministry (ONEMI) and the Ministry of Social Development

367 We based our estimates on data from Brazil’s Disaster Information Integrated System on “dislodged” or “unsheltered” persons and destroyed housing, available at S2iD, Relatorios, undated. See also Globo.com, Desmatamento em áreas que deveriam ser protegidas aumentou 79% em 3 anos de gestão Bolsonaro, diz levantamento, 22 December 2021

368 Mongabay, The Brazilian Amazon is burning, again, 3 June 2021; HRW, Rainforest Mafias: How Violence and Impunity Fuel Deforestation in Brazil’s Amazon, 17 September 2019

369 Instituto Socioambiental, Nota técnica: desmatamento sem controle na amazônia legal: a estimativa da taxa de desmatamento prodes em 2021 e o impacto nas áreas protegidas, p.3-4, 29 November 2021; for detailed data on wildfires in Brazil, see INPE, Programa de Queimadas, undated

370 HRW, Rainforest Mafias: How Violence and Impunity Fuel Deforestation in Brazil’s Amazon, 17 September 2019; Instituto Igarapé, O ecossistema do crime ambiental na Amazônia: uma análise das economias ilícitas da floresta, February 2022

371 Government of Saint Vincent and the Grenadines, La Soufrière Volcanic Eruption Sector Reports, 3 December 2021

372 CDEMA, Volcanic Activity Continues at La Soufrière, St. Vincent Alert Level Remains at Orange, 18 May 2021

373 Ibid

374 INDECI, Movimiento sísmico de 7.5 en el distrito de Barranca, provincia datem del Marañón – Loreto, 24 January 2022

375 ACAPS, Peru: Earthquake in the Amazon region, briefing note, 12 December 2021

376 IDMC, GRID 2020: Spotlight Venezuela, May 2021; IDMC, Painting full picture: Persistent data gaps on internal displacement associated with violence in El Salvador, Guatemala and Honduras, November 2019; IDMC, Partner spotlight: country support in Mexico, 2019

377 UNSC, United Nations Verification Mission in Colombia: Report of the Secretary-General, para. 48, 27 December 2021

378 Ibid; see also UNHCR, The IDP Initiative, quarterly update, p.4, January 2022

379 Figures based on UARIV data, publicly available at Publicación de datos abiertos: Unidad para las Víctimas, data downloaded in February 2022

380 UNSC, Children and armed conflict in Colombia: Report of the Secretary-General, para. 7-8, 8 December 2021

381 Figures based on UARIV data, publicly available at Publicación de datos abiertos: Unidad para las Víctimas, data downloaded in February 2022

382 UNSC, United Nations Verification Mission in Colombia: Report of the Secretary-General, para. 50, 27 December 2021

383 The New Humanitarian, The Colombian city forgotten by peace, 1 October 2019

384 ICG, Calming the Restless Pacific: Violence and Crime on Colombia’s Coast, 8 August 2019; Insight Crime, Buenaventura's Everlasting Cycle of Violence Continues in Colombia, 4 March 2021; Colombia Reports, The wars for Colombia’s cocaine containers: Part 1: Buenaventura, 2 September 2021

385 Ibid

386 Our estimate is based on data from IUDOP, La población salvadoreña evalúa la situación del país al final del año 2021, 17 January 2022; the data is extrapolated based on population projections from DIGESTYC, Proyecciones y Estimaciones de Población Nacional, June 2021

387 NYT, Gangs Rule Much of Haiti: For Many, It Means No Fuel, No Power, No Food, 27 October 2021; OCHA, Haiti: Earthquake Situation Report No. 8 – Final, 29 November 2021; ABC News, As violence in Haiti spikes, aid groups struggle to help, 12 December 2021; The New Humanitarian, Gang violence and security vacuum in Haiti thwart aid delivery, 20 July 2021; France 24, US vows to help free missionaries in Haiti as kidnappers demand $17m ransom, 20 October 2021; AP News, Desperate Haitians suffocate under growing power of gangs, 22 October 2021

388 This estimate is based on data received from the Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (CMDPDH), which systematically collects data on displacement due to violence in Mexico

389 Homicide rates per 100,000 inhabitants rose from 17.9 to 96.9 between 2015 and 2021, an increase of 442 per cent. See CNSP, Cifras de delitos y víctimas por cada 100 mil habitantes 2015-2022, February 2022. See also Insight Crime, Los horrores de Zacatecas podrían repetirse en cualquier lugar de México, 10 January 2022; El Pais, Aguililla, vida y muerte en el pueblo asediado por el narco, 24 April 2021; El Pais, La crisis de violencia en Michoacán reta la estrategia de seguridad del Gobierno, 14 July 2021; Nexos, Aguililla: la guerra es política por otros medios, 19 April 2021; Nexos, La estrategia de seguridad en Michoacán (2014-2021), 31 May 2021

390 Government of Mexico, Gaceta del Senado no. LXIV/3SPR-30/119445, 21 July 2021; Telediario, Fueron desplazados por hombres armados de sus comunidades; piden apoyo, 10 April 2021

391 Based on data received from the Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (CMDPDH)

392 We produced this estimate based on data received from the Pastoral Land Commission (CPT), which systematically collects data on land conflict in Brazil

393 Based on data received from the Pastoral Land Commission (CPT).

394 IDMC, GRID 2021: Internal Displacement in a Changing Climate, 2021; UN, Amid Fraught Situation in Haiti, Foreign Minister, Briefing Security Council, Urges Adjusting Mission Mandate to Bolster Rule of Law Institutions, 4 October 2021; UN, United Nations Integrated Office in Haiti - Report of the Secretary-General, 11 February 2021

395 Insecurity Insight, Haiti - Situation Report - Gangs and the Haitian State, 12 November 2021

396 OCHA, Haiti: Displacement due to gang violence in Port-au-Prince - Situation Report No. 3, 14-22 June 2021

397 GPC, Haiti under Gang Control: The Uprising of Sexual Violence, January 2022

398 IDMC, Deadly surge in gang violence in Haiti's capital displaces nearly twice as many people in June than in all of 2020, 25 June 2021

399 OCHA, Haiti: Insecurity and humanitarian access - Situation Report No. 6, 8 August 2021

400 OCHA, Haiti: Earthquake – Situation Report No. 8, 29 November 2021; IDMC, Internal Displacement: Global Overview of Trends and Developments in 2010

401 Ministry of Planning and External Cooperation, Post Disaster Needs Assessment in Haiti: Southern Peninsula Earthquake of 14 August 2021, undated

402 Ibid

403 UN, United Nations Integrated Office in Haiti - Report of the Secretary-General, 11 February 2021

404 The New Humanitarian, Haiti earthquake aid slowed by gangs, blocked roads, and shipping delays, 7 September 2021

405 New York Times, Gangs Rule Much of Haiti: For Many, It Means No Fuel, No Power, No Food, 27 October 2021; OCHA, Haiti: Earthquake – Situation Report No. 8, 29 November 2021

406 ABC News, As violence in Haiti spikes, aid groups struggle to help, 12 December 2021; The New Humanitarian, Gang violence and security vacuum in Haiti thwart aid delivery, 20 July 2021; France 24, US vows to help free missionaries in Haiti as kidnappers demand $17m ransom, 19 October 2021; AP News, Desperate Haitians suffocate under growing power of gangs, 22 October 2021

407 OCHA, Haiti: Insecurity and humanitarian access - Situation Report No. 6, 8 August 2021

408 OCHA, Haiti: Displacement due to gang violence in Port-au-Prince - Situation Report No. 3, 14-22 June 2021

409 IOM, Returns of Migrants and Reception Assistance in Haiti, 26 December 2021

410 UN, United Nations Integrated Office in Haiti - Report of the Secretary General, (S/2022/117), 15 February 2022; UN, United Nations Integrated Office in Haiti - Report of the Secretary-General (S/2021/828), 27 September 2021; United Nations Integrated Office in Haiti - Report of the Secretary-General (S/2021/559), 11 June 2021

411 UN, Amid Fraught Situation in Haiti, Foreign Minister, Briefing Security Council, Urges Adjusting Mission Mandate to Bolster Rule of Law Institutions, 4 October 2021; Ministry of the Interior, Plan national de gestion des risques de désastre 2019 - 2030

412 MK Weather, All-time record in Turkey! +49,1°C, the heatwave is deadly, 20 July 2021; MK Weather, Wildfires in Turkey are the worst since records began (2003), Athens in the fire, 5 August 2021

413 Turkish Red Crescent, Turkish wildfires information bulletin, 13 August 2021; AFAD, Ülke Genelinde Devam Eden Orman Yangınları Hk.-2, 30 July 2021

414 Figures obtained directly from the Muğla Provincial Disaster and Emergency Directorate

415 Antalya Valiliği, Vali Yazıcı ile Çevre ve Şehircilik Bakanı Kurum Yangında Zarar Gören Mahalleleri Ziyaret Etti, 19 September 2021

416 DW.com, Greece faces worst heat wave in over three decades, 2 August 2021; IFRC, Emergency appeal: Wildfires: Varympompi, Ilia, Evia, Keratea, Vilia, 19 August 2021; IFRC, Information bulletin: Europe wildfires, 5 August 2021; The Independent, Greece evacuates villages as forest fires rage, 20 May 2021

417 IFRC, Emergency appeal: Wildfires: Varympompi, Ilia, Evia, Keratea, Vilia, 19 August 2021

418 Junta de Andalucía, Autorizado el regreso a casa de las 1.054 personas desalojadas de Estepona y Benahavís, 12 September 2021

419 IFRC, Information bulletin: Europe wildfires, 5 August 2021; Euronews, Wildfires in Sardinia likely to have killed 30 million bees, 6 August 2021

420 Euronews, Turkey, Greece and Italy: Which countries are being affected by wildfires and why? 13 August 2021; Nature, Ecology and Evolution, Human exposure and sensitivity to globally extreme wildfire events, 6 February 2017

421 Journal of Arid Environments, Desertification by overgrazing in Greece: The case of Lesvos island, November 1985; Arid Land Research and Management, Exploring the Impact of Overgrazing on Soil Erosion and Land Degradation in a Dry Mediterranean Agro-Forest Landscape (Crete, Greece), 8 January 2015

422 Climate Change, Towards a comprehensive look at global drivers of novel extreme wildfire events, 5 April 2021; Remote Sensing of Large Wildfires, The role of fire in European Mediterranean ecosystems, 1999

423 EEA, Global and European temperatures, 18 November 2021

424 WEF, 2021 was Europe's warmest summer on record, 8 September 2021

425 Nature, Increased likelihood of heat-induced large wildfires in the Mediterranean Basin, August 2020

426 ENW, Hoogwater 2021, Feiten en Duiding, table 7.1, p.75, 20 September 2021

427 Our estimates for Belgium are based on data from several source. For Verviers, see RTBF, Inondations en Belgique : plus de 10.000 Verviétois devront trouver un autre logement, 21 July 2021

428 Russian Emergency Situations Ministry, Паводковая обстановка на 30 июня, 30 June 2021

429 EPT News, Ανυπολόγιστες οι ζημιές στην Βόρεια Εύβοια – Πληγές από την «Αθηνά» σε Λάρισα και Πήλιο – Δύσκολη η νύχτα για τους κατοίκους, 11 October 2021; Ekathimerini.com, Fire-ravaged Greek island of Evia hit by floods, mudslides, 11 October 2021

430 E15 Expres, Firmy z oblastí postižených tornádem můžou odložit úhradu pojistného, 3 July 2021; Europe Weather, The most powerful tornado on record hit the Czech Republic, leaving several fatalities and 200+ injured across the Hodonin district, 25 June 2021

431 HN.cz, Miliardové škody. Kompenzace lidem i obcím vyplatí pojišťovny a stát. Pojištěncům se ale státní pomoc sníží, 28 June 2021

432 Český hydrometeorologický ústav, Souhrnná zpráva k vyhodnocení tornáda na jihu Moravy, 1 October 2021

433 Polish News, Librantowa. Prime Minister Mateusz Morawiecki in a village in Małopolska, where a whirlwind has passed, 25 June 2021; Money.pl, Trąby powietrzne w Polsce. Inspektor budowlany nie pozostawia złudzeń, 28 June 2021

434 TPR, Pomoc z PROW na odtworzenie gospodarstwa po huraganie, 9 March 2022; Agro Profil, ARIMR: straty z powodu huraganu także objęte wsparciem, 23 February 2022

435 CNN, 'Medicane' is not just a weather buzzword. It's a real phenomenon, 27 October 2021

436 RIA, Из зон подтоплений в Крыму эвакуировали более 1700 человек, 21 June 2021

437 RT, Шойгу направил своего зама в Крым для координации борьбы с паводком, 22 June 2021; Russian Emergency Situations Ministry, Информация о ликвидации последствий подтопления на территории Республики Крым (по состоянию на 04:00), 23 June 2021

438 Russian Emergency Situations Ministry, Информация по подтоплениям в Республике Крым (по состоянию на 10.00), 5 June 2021

439 WMO, State of the Global Climate 2021 provisional report, p.32, 6 October 2021; AFAD, Bartın, Kastamonu ve Sinop'ta Meydana Gelen Yağışlar Hakkında - 18.00, 25 August 2021

440 Russian Emergency Situations Ministry, О связанной с прохождением циклона на территории Краснодарского края ситуации (+видео), 16 August 2021

441 Gazzetta del Sud, Maltempo a Crotone, 80 famiglie crotonesi evacuate in una zona a rischio idrogeologico, 25 October 2021; Rete Meteo Amatori, Siracusano Crolla costone roccioso famiglie evacuate, 26 October 2021; Calabria 7, Nubifragio a Siracusa, cinque famiglie evacuate: un anziano trovato morto durante i soccorsi, 23 October 2021; Il Mattino, Maltempo, il ciclone Poppea sull'Italia: bomba d'acqua a Roma, tetti scoperchiati a Pisa, 4 November 2021, Latina Quotidiano, Alluvione a itri, in commissione regionale tutela del territorio chiesto lo stato di calamità naturale, 8 November 2021

442 Europe Weather, A Rare Medicane Forms South of Italy, Prompts Red Alert Warning for Sicily, Malta and Libya as More Extreme Rain and Destructive Floods Heads Their Way Over the Weekend, 28 October 2021

443 The Watchers, Eruption begins at Cumbre Vieja volcano, the first since 1971 — La Palma, Canary Islands, 19 September 2021; Government of the Canaries, La erupción de La Palma se declara finalizada tras 85 días y 8 horas de duración y 1.219 hectáreas de coladas, 25 December 2021

444 Government of the Canaries, Torres resalta las ayudas ya distribuidas en La Palma y las medidas para acelerar su entrega con un registro único, 27 October 2021; El Pais, Así le hemos contado la erupción del volcán de La Palma, 25 December 2021

445 Government of the Canaries, Organizada para mañana la operación de regreso a sus casas de unos 1.000 evacuados, 2 January 2022; 20 Minutos, Regreso agridulce a casa en La Palma: "Por delante de mi casa pasaba una de las carreteras con más tráfico de la isla, ahora podríamos jugar allí al fútbol", 20 January 2022; 20 Minutos, Riesgo de desprendimiento, medición de gases... así está siendo la vuelta a sus casas de los evacuados en La Palma, 3 January 2022

446 Government of the Canaries, La erupción de La Palma se declara finalizada tras 85 días y 8 horas de duración y 1.219 hectáreas de coladas, 25 December 2021; it is unclear, however, how many of the buildings destroyed were residential

447 Government of the Canaries, Ampliados al suelo rústico los beneficios fiscales para la reconstrucción de viviendas afectadas en La Palma, 10 February 2022

448 Efsyn, Ακόμα περιμένουν..., 19 March 2022

449 According to information received from Greece's Ministry of Infrastructure and Transport

450 Government of Croatia, Sisačko-moslavačka županija - potres u brojkama, 10 March 2021; IFRC, Operation Update Report n°3: Croatia: Petrinja Earthquake Response, 1 December 2021

451 Government of Croatia, Task force presents changes to speed up post-quake reconstruction, 9 September 2021

452 Estimates based on data provided by the Permanent Mission of the Kyrgyz Republic in Geneva. For contextual information on this event, see 24KG, Situation at border: Residents of five villages evacuated in Chon-Alai, 5 June 2021

453 Protection Cluster, Ukraine factsheet, November 2021

454 Ibid; OCHA, Humanitarian Needs Overview: Ukraine, February 2022

455 Washington Post, Russia planning massive military offensive against Ukraine involving 175,000 troops, U.S. intelligence warns, 3 December 2021; Al Jazeera, Timeline: How did the recent Ukraine-Russia crisis start? 13 February 2022

456 IDMC, Conflict in Ukraine: what do we know about the internal displacement situation so far? March 2022

457 IOM, Ukraine Internal Displacement Report General Population Survey, Round 2, 1 April 2022

458 DWD, Hydro-klimatologische Einordnung der Stark- und Dauerniederschläge in Teilen Deutschlands im Zusammenhang mit dem Tiefdruckgebiet „Bernd“ vom 12. bis 19. Juli 2021, 21 July 2021; Deutschlandradio, Ein halbes Jahr nach der Flut - Wiederaufbau und Hochwasser-Demenz, 14 January 2022

459 DWD, Hydro-klimatologische Einordnung der Stark- und Dauerniederschläge in Teilen Deutschlands im Zusammenhang mit dem Tiefdruckgebiet „Bernd“, 21 July 2021; Deutschlandradio, Ein halbes Jahr nach der FlutWiederaufbau und Hochwasser-Demenz, 14 January 2022

460 Bloomberg, German Floods Cost a Record $40 Billion, Munich Re Estimates, 10 January 2022

461 Ministry for the Environment, Agriculture, Nature and Consumer Protection of the State of North Rhine-Westphalia, Bericht zu Hochwasserereignissen Mitte Juli 2021, p.9, 9 August 2021

462 WDR, Starkregen im Rhein Sieg-Kreis, Kreis Euskirchen, Ahrweiler und Bonn, 19 July 2021

463 Süddeseutsche Zeitung, Überlauf aus Bevertalsperre reduziert: Anwohner gehen zurück, 16 July 2021

464 24RHEIN, Kreis Heinsberg: Damm der Rur gebrochen – Wassenberg-Ophoven steht unter Wasser, 17 July 2021

465 Stadt Erkrath, Lageentwicklung nach dem Hochwasser in Erkrath, 15 July 2021; Kreisverwaltung Ahrweiler, Weiteres Update Lagebericht: Starkregen und Hochwasser im Kreis Ahrweiler, 15 July 2021; Tweet by Koblenz Police, 15 July 2021

466 SWR, Datenanalyse Zur Flutkatastrophe An Der Ahr - Noch 2 Vermisste - Aktuelle Daten und Fakten, 24 November 2021

467 SWR, Eine Unterkunft Für Flut-Betroffene - Das Containerdorf von Mendig, 13 August, 2021 ; ADH, Aktion Deutschland Hilft finanziert Mobilheime im Ahrtal, 24 November, 2021; General Anzeiger, Wohnangebote für Flutopfer - Grafschaft baut mobile Häuser für die Flutopfe, 19 September 2021

468 RND, Flutkatastrophe: Nur wenige Plätze in Notunterkunft für Betroffene belegt, 15 October 2021; NY Times, Merkel Visits Region As Toll Continues to Mount, 18 July 2021

469 According to a conversation with the German Red Cross, 3 December 2021.

470 Online Focus, Reise durchs Ahrtal macht mir Hoffnung, doch für Aufbruch fehlt entscheidende Person, 15 December 2021; SWR, Heizungen im Ahrtal Mangelware, 14 December 2021

471 Tagesschau, Irgendwie durch den Winter kommen, 6 November 2021; SWR, Heizungen im Ahrtal Mangelware, 14 December 2021

472 Deutschlandfunk Kultur, Wiederaufbau im Ahrtal - Nach der Flut: Leben im Container, 15 November 2021; Spiegel, Hier wohnt keiner mehr in den Häusern, hier ist alles tot, 10 October 2021

473 DW, German flood victims left traumatized as climate crisis looms, 7 September 2021

474 BBK, Der Ausbau des Sirenennetzes in Deutschland beginnt - Sieben Länder haben Vereinbarung mit Bund bereits unterzeichnet, 1 September 2021; BBK, Startschuss für das Gemeinsame Kompetenzzentrum Bevölkerungsschutz, 14 December 2021; Stern, "Die Politik hat versagt": Gehörlose beklagen unzureichende Warnsysteme im Katastrophenschutz, 21 September 2021

475 Deutschlandfunk, Zivil- und Katastrophenschutz - Wie die Menschen bei einer Katastrophe gewarnt warden, 13 August 2021

476 BBK, Cell Broadcast kommt: Das BBK ist vorbereitet Maßnahmen laufen seit November 2020, 7 September 2021; BBK, Der Ausbau des Sirenennetzes in Deutschland beginnt - Sieben Länder haben Vereinbarung mit Bund bereits unterzeichnet, 1 September 2021

477 GDV, Mehrheit der Gebäude in Deutschland nicht richtig gegen Naturgefahren versichert, 28 April 2021

478 DW, After the flood: rebuild or relocate?, 15 November 2021

479 Stratfor Worldview, Central Asia: The Complexities of the Fergana Valley, 7 October 2013

480 RFERL, Ferghana Valley: A Tinderbox For Violence, 17 June 2010; Carnegie Moscow, From Fergana Valley to Syria—the Transformation of Central Asian Radical Islam, 25 July 2014; Al Jazeera, Uzbekistan: 10 years after the Andijan massacre, 12 May 2015

481 CIFE, Kyrgyzstan And Tajikistan: Endless Border Conflicts, p.5; Carnegie Moscow, Are There Any Winners of the War on the Kyrgyz-Tajik Border? 19 May 2021; ACLED, Everlasting or Ever-Changing? Violence Along the Kyrgyzstan-Tajikistan Border, 8 June 2020

482 Al Jazeera, Are 'Water Wars' imminent in Central Asia? 23 March 2016; Foreign Affairs, Water Wars In Central Asia, 24 August 2016; CA Water Info, Изменение климата – трагедия или реальность?, p.12, 2015; RFERL, Conflict On The Kyrgyz-Tajik Border Moves From Sticks And Stones To Bullets And Bombs, 30 April 2021

483 On the April 2021 clashes, see Eurasianet, Tempers flaring as Kyrgyzstan, Tajikistan come to deadly blows, 29 April 2021; NY Times, Central Asian Border Dispute Casts Shadow Over U.S. Afghan Departure, 29 April 2021; RFERL, Conflict On The Kyrgyz-Tajik Border Moves From Sticks And Stones To Bullets And Bombs, 30 April 2021; Eurasianet, Kyrgyzstan, Tajikistan: Solving water puzzle key to preventing fresh fighting, 19 May 2021; SWP, Escalation in the Kyrgyz-Tajik Borderlands, 7 May 2021. On the 2014 clashes, see Eurasianet, Kyrgyzstan & Tajikistan: Memo from a Fergana Flashpoint, 12 March 2014

484 RFERL, Conflict On The Kyrgyz-Tajik Border Moves From Sticks And Stones To Bullets And Bombs, 30 April 2021; Eurasianet, Tempers flaring as Kyrgyzstan, Tajikistan come to deadly blows, 29 April 2021; Al Jazeera, Kyrgyzstan, Tajikistan agree new ceasefire after border clashes, 1 May 2021

485 Estimates for Kyrgyzstan are based on data provided by the Permanent Mission of the Kyrgyz Republic in Geneva. See also 24 KG, Situation at border: Over 40,000 people evacuated from conflict zone, 4 May 2021. For Tajikistan, see Committee of Emergency Situations and Civil Defense of Tajikistan, предварительная оценка ущерба от военного конфликта на таджико-кыргызской границе, 3 May 2021

486 AKI Press, Batken evacuees return home, 10 May 2021; RFERL, In First Official Count, Tajikistan Says 19 Killed In Kyrgyz Border Clashes, 6 May 2021; MSF, Kyrgyzstan: Four months after clashes, people aspire to normality, 13 August 2021

487 RFERL, Conflict On The Kyrgyz-Tajik Border Moves From Sticks And Stones To Bullets And Bombs, 30 April 2021

488 For 2019, see 24 KG, Border conflict. Evacuees provided with humanitarian assistance, 16 March 2019; 24 KG, Border conflict: Over 300 residents of Ak-Sai village evacuated to Batken, 23 July 2019. For 2020, see 24 KG, Border conflict: All evacuated Kyrgyzstanis return to their homes, 13 January 2020

489 For Chui province, see 24 KG, Пустые водозаборы и реки. Наглядно о засухе в Чуйской области, 16 June 2022; 24 KG, Lack of irrigation water: Farmers protest in Chui region, 17 June 2021; Kaktus Media, Фермеры перекрыли трассу. Но разошлись после приезда милиции (видео), 28 June 2021. For Namangan province, see Gazeta.uz, В Намангане фермеры не поделили воду. В результате конфликта один из них погиб, 13 June 2021. For Surkhandarya province, see Ozodlik, Засуха: В Сурхандарье правоохранительные органы предотвратили новый - водный конфликт, 20 July 2021

490 Sustainability (journal), Water Conflicts in Central Asia: Some Recommendations on the Non-Conflictual Use of Water, 21 March 2021

491 Atmosphere (journal), Analysis of the Spatio-Temporal Patterns of Dry and Wet Conditions in Central Asia, 1 January 2018

492 Bellingcat, Is Climate Change Heating up Central Asia's Border Disputes? Clues from Satellite Imagery, 2 August 2021

493 Foreign Affairs, Water Wars in Central Asia, 24 August 2016; Water, Peace and Security, Conflicts over water and water infrastructure at the Tajik-Kyrgyz border: A looming threat for Central Asia? 28 April 2021; FAO, Water report No. 44 - Drought characteristics and management in Central Asia and Turkey, 2017

494 World Bank, Report - Groundswell Part 2: Acting on Internal Climate Migration, 13 September 2021

495 Ibid

496 ICG, Report 233 – Water Pressures in Central Asia, 11 September 2014

497 The Third Pole, Central Asian drought highlights water vulnerability, 12 July 2021

498 CAREC & Adelphi, Rethinking Water In Central Asia - The costs of inaction and benefits of water cooperation, p.17-18, 2017. For a recent example of bilateral water cooperation, between Kazakhstan and Tajikistan, see Eurasianet, Tajikistan shares irrigation water with Kazakhstan, 2 June 2021

499 World Bank, Report - Groundswell Part 2: Acting on Internal Climate Migration, p.62, 13 September 2021

500 Global Protection Cluster, Global Database on Laws and Policies on Internal Displacement, undated

501 IMDC, Severity of Internal Displacement - 2021 Report, November 2021

502 IFRC, Drowning just below the surface: The socio-economic consequences of the COVID-19 pandemic, 22 November 2021; UNHCR, The Impact of COVID-19 on Forced Displacement: addressing the challenges and harnessing the opportunities of a crisis, 2021; UNHCR, COVID-19: Displacement and Climate Change, June 2020

503 UNHCR, The Impact of COVID-19 on Forced Displacement: addressing the challenges and harnessing the opportunities of a crisis, 2021

504 IFRC, Drowning just below the surface: The socio-economic consequences of the COVID-19 pandemic, 22 November 2021

505 IOM, Ethiopia: Site Assessment Round 27, 15 August 2021 – 23 September 2021

506 IOM & WFP, Urban and IDP Site Multi-Sector Needs, Vulnerabilities and COVID-19 Impact Survey – Executive Summary, 2020

507 IDMC, Impacts of Displacement: Flood Displacement in Beledweyne, Somalia, October 2021

508 IDMC, Impacts of Displacement: Conflict and Violence in Quibdó and Caucasia, Colombia, March 2022

509 REACH, Iraq Multi-Cluster Needs Assessment, December 2020

510 World Bank, Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty, 11 January 2021

511 JOFA, Protecting children during the COVID-19 crisis and beyond: A report on child protection needs during the pandemic in five African countries, September 2021

512 https://joining-forces.org/wp-content/uploads/2021/09/Protecting-children-during-the-COVID-19-crisis-and-beyond.pdf

513 BRC, Child labour in the context of COVID-19 in Livelihoods and Food Security sector: Potential Impact and Actions, Undated

514 JOFA, Protecting children during the COVID-19 crisis and beyond: A report on child protection needs during the pandemic in five African countries, September 2021

515 Ibid

516 Ibid

517 Ibid

518 IOM, Access to Durable Solutions Among IDPs in Iraq: Six Years in Displacement, 31 January 2022

519 IFRC, Drowning just below the surface: The socio-economic consequences of the COVID-19 pandemic, 22 November 2021

520 Ibid

521 The Washington Post, The Worst of Both Worlds: Bolsonaro said his hands-off pandemic response would protect Brazil's poor. But they've ended up suffering the most, 25 June 2021

522 G1 Globo, Aporofobia: conheça o significado da palavra usada em campanha por Padre Júlio Lancellotti no país, 10 December 2021; G1 Globo, Gestão Covas instala pedras sob viadutos na Zona Leste de SP, mas retira após acusações de higienismo, 2 February 2021

523 The Washington Post, The Worst of Both Worlds: Bolsonaro said his hands-off pandemic response would protect Brazil's poor. But they've ended up suffering the most, 25 June 2021

524 OECD, A Wealthy Nation of the Homeless: How has COVID-19 contributed to the eviction crisis in the United States? 15 June 2021; The New York Times, With Cases Piling Up, an Eviction Crisis Unfolds Step by Step, 7 November 2021; Denverite, Data on Denver's homeless sweeps show they're cyclical, and growing, 2 July 2021

525 The Guardian, 'Like a nightmare': major rainstorm floods Santa Cruz homeless community, 16 December 2021

526 UNSDG, Policy Brief: Education during COVID-19 and beyond, August 2020

527 IFRC, Drowning just below the surface: The socio-economic consequences of the COVID-19 pandemic, 22 November 2021

528 IDMC, Impacts of Displacement: Conflict and Violence in Quibdó and Caucasia, Colombia, March 2022

529 IDMC, Impacts of Displacement: Drought Displacement in Gode Woreda, Ethiopia, October 2021

530 IOM, Access to Durable Solutions Among IDPs in Iraq: Six Years in Displacement, 31 January 2022

531 UNICEF, Submission to the High-Level Panel on Internal Displacement, Undated; IDMC, Communication with Director of Christian Blind Mission, 2021

532 UNHCR, Global COVID-19 Response, 20 December 2021

533 JOFA, Protecting children during the COVID-19 crisis and beyond: A report on child protection needs during the pandemic in five African countries, September 2021

534 WHO, COVID-19 Disrupting Mental Health Services in Most Countries, 5 October 2020

535 UNHCR, Global COVID-19 Response, 20 December 2021

536 IOM, Access to Durable Solutions Among IDPs in Iraq: Six Years in Displacement, 31 January 2022

537 IDMC, Impacts of Displacement: Flood Displacement in Beledweyne, Somalia, October 2021

538 UNICEF, Extreme weather and COVID-19 collide in Timor-Leste, 15 April 2021; AIIA, 2021 in Review: Cyclone Seroja in Timor-Leste, A Complex Crisis, 15 April 2021

539 The Washington Post, The Worst of Both Worlds: Bolsonaro said his hands-off pandemic response would protect Brazil's poor. But they've ended up suffering the most, 25 June 2021; OECD, A Wealthy Nation of the Homeless: How has COVID-19 contributed to the eviction crisis in the United States? 15 June 2021; The New York Times, With Cases Piling Up, an Eviction Crisis Unfolds Step by Step, 7 November 2021

540 NIH, Supply Chains and the COVID-19 Pandemic: A Comprehensive Framework, 8 February 2021

541 Stuff, Covid-19: New Zealand 'dropped off global supply chain' by many construction material suppliers, 13 August 2021; Stuff, Around 80 homes 'significantly damaged' in Auckland flooding, 7 September 2021; Stuff, Tornado which hit Auckland's Papatoetoe tornado is 'costliest on record', 10 August 2021

542 IOM, Access to Durable Solutions Among IDPs in Iraq: Six Years in Displacement, 31 January 2022

543 Report of the Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons, UNGA, Seventy-fourth session – Rights of Internally Displaced Persons, 31 July 2019; IDMC, Twice Invisible: Accounting for Internally Displaced Children, November 2019

544 ICW, The Impact of Armed Conflict on Children, September 2000; IDMC, Multi-Dimensional Impacts of Internal Displacement, October 2018; IDMC/UNICEF, Protecting and supporting internally displaced children in urban settings, 19 July 2019

545 IDMC, Twice Invisible: Accounting for Internally Displaced Children, November 2019

546 UNESCO, International Standard Classification of Education, 2011; UNESCO, Sustainable Development Goals - duration by level of education, undated

547 UNESCO, TVETipedia Glossary - Youth, undated

548 Martin S et al, Dynamic Model of Displacement, Georgetown University working paper, March 2021; Rustad SCA et al, All Conflict is Local: Modeling Sub-National Variation in Civil Conflict Risk, 4 March 2011

549 Save the Children, Born into the Climate Crisis: Why we must act now to secure children's rights, 2021

550 UNICEF, The Climate Crisis is a Child Rights Crisis: Introducing the Children's Climate Risk Index, August 2021

551 Ibid

552 Thiery W et al, Intergenerational inequities in exposure to climate extremes, science.org, September 2021

553 Save the Children, Data collection and predictive modelling to plug data gaps on climate risks and displacement of children, GRID background paper, 2022

554 McEniry M et al, Displacement due to armed conflict and violence in childhood and adulthood and its effects on older adult health: The case of the middle-income country of Colombia, April 2019;

555 Plan International, Young people and adolescents: the impacts of age and gender on internal displacement, GRID background paper, 2022

556 IDMC, Twice Invisible: Accounting for Internally Displaced Children, November 2019

557 IDMC, Becoming and adult in internal displacement: Key figures, challenges and opportunities for internally displaced youth, September 2020

558 NRC, Documentation for education: Addressing documentation requirements for displaced children and youth to access education, September 2021

559 UNICEF and IDMC, Protecting and supporting internally displaced children in urban settings, July 2019

560 FAO, Child Labour in the Arab Region - An Analysis, 20 March 2019; UNHCR, Assessment of Trafficking Risks in Internally Displaced Persons Camps in North-East Nigeria, 7 April 2020

561 JIPS, Challenges of IDP Protection: Research study on the protection of internally displaced persons in Afghanistan, 2012; Save the Children, Child Marriage in Humanitarian Settings, 2018; Hunersen K et al, Child Marriage in Yemen: A Mixed Methods Study in Ongoing Conflict and Displacement, February 2021

562 IDMC, Women and girls in internal displacement, March 2020

563 Global Health Action, Life under the tent is not safe, especially for young women: understanding intersectional violence among internally displaced youth in Leogane, Haiti, January 2017

564 HRW, Here, Rape is Normal: A Five-Point Plan to Curtail Sexual Violence in Somalia, February 2014

565 Save the Children, War Child UK's Recommendation for Consideration and Inclusion in General Assembly Report, 2019

566 Save the Children, Strengthening National Child Protection Systems in Emergencies Through Community Based Mechanisms, 2010

567 UNICEF, Child Protection Systems Strengthening, September 2021

568 Islamic Republic of Afghanistan, The National Policy of the Islamic Republic of Afghanistan on Internal Displacement, November 2013

569 WHO, The Cycle of Violence: the relationship between childhood maltreatment and the risk of later becoming a victim or perpetrator of violence, 2007

570 Journal of Migration and Health, Understanding the health needs of internally displaced persons: A scoping review, 29 October 2021

571 WHO, Malnutrition: key facts, 9 June 2021; Lwiro cohort study in DRC, Long-term effects of severe acute malnutrition during childhood on adult cognitive, academic and behavioural development in African fragile countries, 31 December 2020

572 Mother and Child Nutrition, About Malnutrition, undated; Sawaya A, Malnutrition: long-term consequences and nutritional recovery effects, June 2006

573 IPC, Yemen: IPC Food Security and Nutrition Snapshot, April 2021; IPC, Somalia: IPC Acute Food Insecurity and Acute Malnutrition Analysis, November 2021; WFP, Essential Needs and Nutrition Analysis – Northwest Nigeria, February 2021

574 Journal of Global Peace and Conflict, Malnutrition among Internally Displaced Persons Children: A Consequence of Armed Conflicts in Nigeria, December 2019

575 Nigerian Postgraduate Medical Journal, A review of the health problems of the internally displaced persons in Africa, December 2016

576 GLOPAN, The Cost of Malnutrition: Why Policy Action is Urgent, July 2016

577 Plan International, Our work with refugees and internally displaced people: case studies, 2016

578 UNICEF, Somalia: Nutrition - Every child has the right to survive and thrive, 3 June 2021

579 Nigerian Postgraduate Medical Journal, A review of the health problems of the internally displaced persons in Africa, December 2016

580 Malaria Journal, Burden of malaria is higher among children in an internal displacement camp compared to a neighbouring village in the Democratic Republic of the Congo, 2016.

581 Conflict and Health, Displaced populations due to humanitarian emergencies and its impact on global eradication and elimination of vaccine-preventable diseases, 2016

582 Global Public Health, The Syrian public health and humanitarian crisis: A 'displacement' in global governance?, 2017

583 Forced Migration Review, Adolescent sexual and reproductive health in humanitarian settings, 2012; UNHCR, Inter-agency global evaluation of reproductive health services for refugees and internally displaced persons, 2004

584 UNHCR, Adolescent Sexual and Reproductive Health Programs in Humanitarian Settings: An In-depth Look at Family Planning Services, 2012.

585 Forced Migration Review, IDP health in Colombia - needs and challenges, 2009

586 International Journal of Gynecology & Obstetrics, Family planning knowledge and use among women in camps for internally displaced people in the Democratic Republic of the Congo, September 2017

587 WHO, Adolescent Pregnancy: Key Facts, 31 January 2020

588 UNICEF, Lost at home: The risks and challenges for internally displaced children and the urgent actions needed to protect them, May 2020

589 Frontiers in Psychiatry, Long-Term Impact of War, Civil War, and Persecution in Civilian Populations - Conflict and Post-Traumatic Stress in African Communities, 25 February 2020; RAND, Invisible Wounds of War, June 2008; NIH, Coping and Post-Traumatic Stress in Children and Adolescents after an Acute Onset Disaster, 3 May 2021; NIH, The mental health of children affected by armed conflict: Protective processes and pathways to resilience, 20 June 2008

590 International Journal of Psychiatry and Mental Health, The Economic Burden of PTSD: A brief review of salient literature, 2019

591 NIH, Effects of Displacement in Children Exposed to Disasters, 18 August 2016

592 MSF, South Sudan: The mounting mental health toll in Upper Nile State, April 2018

593 Child and Adolescent Psychiatry and Mental Health, Mental health in adolescents displaced by the armed conflict: findings from the Colombian national mental health survey, 19 May 2020

594 IDMC, Measuring the costs of internal displacement: Eswatini, Ethiopia, Kenya and Somalia, January 2020

595 Conflict and Health, Mental health and psychosocial problems among conflict-affected children in Kachin State, Myanmar: A qualitative study, September 2018

596 The National Child Traumatic Stress Network, About Child Trauma, undated; Health Essentials, Childhood trauma's lasting effects on mental and physical health, April 2020

597 The Lancet, Mental health of displaced and refugee children resettled in low-income and middle-income countries: risk and protective factors, January 2012

598 Journal of Child Psychology and Psychiatry, The psychological impact of forced displacement and related risk factors on Eastern Congolese adolescents affected by war, September 2010

599 IMPACT/ REACH, Children and youth in internal displacement. GRID Background paper, 2022

600 Save the Children, Anywhere but Syria: How 10 years of conflict left Syria's displaced children without a sense of home, March 2021

601 SSM, Population Health - Forced migration in childhood: Are there long-term health effects? December 2016

602 Global Protection Cluster, Global Database on Laws and Policies on Internal Displacement, 2018

603 NRC, First Phase Education Response, framing paper, 2021

604 UNICEF and IDMC, Equitable access to quality education for internally displaced children, July 2019.

605 IDMC, Multidimensional impacts of internal displacement, October 2018.

606 Brookings, Barriers and Bridges: Access to Education for Internally Displaced Children, 11 January 2005

607 UNHCR, Impacto de la violencia en 220 Centros Educativos de Tegucigalpa, 20 September 2017; NRC, Improve Children's Wellbeing and Learning in Central Sahel, 16 February 2022

608 UN, Report of UN Secretary-General's High-Level Panel on Internal Displacement, 29 September 2021

609 IDMC, Twice Invisible: Accounting for internally displaced children, November 2019; IDMC, Impacts of displacement: Drought displacement in Gode Woreda, Ethiopia, October 2021.

610 UNESCO, The impacts of internal displacement on education in sub-Saharan Africa, June 2020; NRC, Central Sahel - News Report Finds Over Half of Children Feel Unsafe at School, 14 February 2022

611 IMPACT/ REACH, Children and youth in internal displacement, GRID background paper to GRID 2022

612 Ibid.

613 IDMC, Measuring the costs of internal displacement: Eswatini, Ethiopia, Kenya and Somalia, January 2020

614 IMPACT/ REACH, Children and youth in internal displacement, GRID Background paper, 2022

615 IDMC, IMPACT and PLAN, Women and girls in internal displacement, March 2020

616 IDMC, Impacts Of Displacement: Displaced By Violence, Jos, Nigeria; Drought Displacement in Gode Woreda, Ethiopia; Flood Displacement in Beledweyne, Somalia, October 2021

617 HNAP, IDP Report Series 2020 - Disability Prevalence and Impact, 7 April 2021

618 Ibid

619 HI, Inclusion of persons with disabilities in the humanitarian COVID-19 Response: Exploring HI's response in inclusive education, 7 July 2020

620 UNICEF, Submission to the High-Level Panel on Internal Displacement, 28 September 2021

621 UNICEF, Guidance - Including children with disabilities in humanitarian action, 14 June 2017

622 Zero Project, Providing Inclusive Education in camps for internally displaced persons, 2020

623 UNICEF Syria, Monitoring Survey Report, Cash Transfer Programme for Children with Disabilities, 2019

624 Ibid

625 Ibid

626 Washington Group on Disability Statistics, The Washington Group Short Set on Functioning (WG-SS), 19 March 2020; UNICEF, Module on Child Functioning: Concept note, February 2017

627 REACH, Iraq - Multi-Cluster Needs Assessment (MCNA), December 2020; REACH, Research Terms of Reference - Multi Cluster Needs Assessment (MCNA) VIII IRQ2005 – Iraq, July 2020

628 OCHA, Humanitarian Response Plan - Iraq, February 2021

629 IDMC, IMPACT and PLAN, Women and girls in internal displacement, March 2020; Consortium for Street Children, IDMC, IMPACT, Plan International, Becoming an adult in internal displacement: Key figures, challenges and opportunities for internally displaced youth, September 2020

630 IDMC, Impacts of displacement: Displaced by violence, Jos, Nigeria, October 2021

631 IDMC, IMPACT and PLAN, Women and girls in internal displacement, March 2020

632 Through thick and thin": The activist keeping girls in school and out of child marriage in rural Nigeria, 14 May 2021; IRC, Meeting the Academic and Social-Emotional Needs of Nigeria's Out-of-School Children - What works and what doesn't for an accelerated learning program, July 2019; SIDRA Institute, European Union Somalia Gender Analysis Study, 16 April 2018; INTERSOS, Barriers to Girls' Education In South-Central Somalia, April 2016

633 Plan International, Left out, Left behind: adolescent girls secondary education in crisis, 2018

634 Wodon Q., et al, Missed Opportunities: The High Cost of Not Educating Girls, July 2018.

635 World Bank, Returns to Investment in Education: A Decennial Review of the Global Literature, 2018

636 Educate A Child, The Economic Cost Out of School Children in 20 Countries (update), 6 October 2015; Brookings, The COVID-19 cost of school closures, 29 April 2020

637 World Bank, Simulating the Potential Impacts of Covid-19 School Closures on Schooling and Learning Outcomes, June 2020

638 Ibid

639 RISE, Human Capital Accumulation and Disasters: Evidence from the Pakistan Earthquake of 2005, May 2020

640 OECD, The Economic Impacts of Learning Losses, September 2020

641 Save the Children, The Cost of War: Calculating the impact of the collapse of Syria's education system on the country's future, 3 April 2015

642 Voiculescu F, Opportunity Cost of Educational Human Capital Investment, November 2009

643 UNESCO, Education and Civil Conflict: A Review of the Quantitative, Empirical Literature, 2010

644 IDMC, The Displacement Continuum: The Relationship Between Internal Displacement And Cross-Border Movement In Seven Countries, June 2020

645 IDMC, "Nothing to Put in Your Mouth": Durable Solutions to Drought Displacement in Ethiopia, December 2019

646 NRC, Urgent measures needed to stop Iraq's displaced children being left behind, November 2019

647 UN, The Rights and Guarantees of Internally Displaced Children in Armed Conflict, September 2010

648 UN, Report of the SR on the human rights of IDPs: Protection of Internally Displaced Children, 2019; UN, Rights of internally displaced persons – Note by Secretary General, 31 July 2019

649 IASC, Guidelines on Working with And for Young People in Humanitarian And Protracted Crises, 16 February 2021

650 UNICEF, Protecting Children's Rights When the Changing Climate Forces Them to Flee, April 2017

651 UNHCR, Honduran wins the 2021 Regional UNHCR Nansen Refugee Award for the Americas, 30 September 2021

652 UN Volunteers, 2022 State of the World's Volunteerism Report: Building Equal and Inclusive Societies; UN Volunteers, Background Paper for the Secretary General's Progress Report on Youth, Peace and Security, September 2017; Stacey L et al, Locally Led Peacebuilding. Global Case Studies, September 2019

653 UNICEF, Listening to children and young people on the move to unlock their potential, July 2021

654 UNICEF, Yemen: A Community Volunteer standing up for displaced children, 7 March 2019

655 UNICEF, Voices of Young IDPs and their Host Communities, undated

656 Save the Children, Walking into the Eye of the Storm. How the climate crisis is driving child migration and displacement, October 2021

657 JIPS, Disaggregated data and inclusion in Durable Solutions Analysis, GRID background paper, 2022

658 Plan International, Young people and adolescents: the impacts of age and gender on internal displacement, GRID background paper, 2022

659 Ibid

660 YCA, Connecting African Youth for Socio-Economic Transformation, 2021; SDSN Youth

661 IMPACT/ REACH, Children and youth in internal displacement, GRID background paper, 2022

662 Conflict and Health, Ethical considerations for children's participation in data collection activities during humanitarian emergencies, 27 March 2017

663 UNICEF, Ethical Considerations for Evidence Generation Involving Children on the COVID-19 Pandemic, January 2020

664 Save the Children, Child-sensitive durable solutions. Addressing the impact of displacement on child rights, GRID Background paper, 2022.

665 IDMC, Born in Displacement: Challenges in assisting and protecting descendants of internally displaced people, 27 June 2014

666 EGRIS, International Recommendations for IDP Statistics, March 2020

667 IDMC, Born in Displacement: Challenges in assisting and protecting descendants of internally displaced people, 27 June 2014

668 Forced Migration Review, The importance of monitoring internal displacement, October, 2018

669 UN, Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development, 21 October 2015

670 EGRIS, International Recommendations for IDP Statistics, March 2020

671 Save the Children, Research and innovation for displaced children: reflecting on the ground realities, GRID background paper, 2022

672 UNESCO-IIEP, School age populations exposed to natural hazards An approach to triangulate internally displaced population estimates, GRID background paper, 2022

673 The Asia Foundation, Model Disability Survey of Afghanistan, 2019

674 UNICEF, Seen, Counted, Included: Using data to shed light on the well-being of children with disabilities, January 2022

675 Inclusive Data Charter, Unpacking Intersectional Approaches to Data, 2021

676 JIPS, Disaggregated data and inclusion in Durable Solutions Analysis, GRID background paper, 2022

677 IOM and UNICEF, Children on the Move, Bridging Information Gaps. Interpreting proxy indicators for child protection needs analysis in emergencies, DTM for Children on the Move, GRID background paper, 2022

678 EGRIS, International Recommendations for IDP Statistics, March 2020

679 UNICEF, International Data Alliance for Children on the Move, March 2022

Tableau 1 : Synthèse des chiffres clés

Pays	Déplacements internes en 2021 (conflits et violences)	Déplacements internes en 2021 (catastrophes)	Nombre total de PDI fin 2021 (conflits et violences)	Nombre total de PDI fin 2021 (catastrophes)
Afghanistan	723 000	25 000	4 314 000	1 390 000
Afrique du Sud	520	10 000		7 800
Albanie		250		
Algérie		6 600		3 500
Allemagne		17 000		740
Angola		22 000		7 500
Argentine		710		
Arménie	37		840	
Australie		49 000		220
Autriche		56		
Azerbaïdjan			655 000	
Bangladesh	150	99 000	427 000	42 000
Barbade		380		380
Belgique		16 000		1 900
Bénin		10 000	2 700	
Bolivie		910		310
Bosnie-Herzégovine		310	92 000	
Brésil	21 000	449 000	21 000	26 000
Bulgarie		25		
Burkina Faso	682 000		1 580 000	
Burundi	94	87 000	19 000	94 000
Cambodge		15 000		5 800
Cameroun	131 000	1 800	909 000	28 000
Canada		60 000		1 900
Chili		2 500		1 400
Chine		6 037 000		943 000
Chypre		59	242 000	59
Colombie	134 000	32 000	5 235 000	1 400
Congo		6 700	57 000	100
Corée		2 900		330
Costa Rica		290		
Côte d'Ivoire			302 000	
Croatie				3 000
Cuba		194 000		

Pays	Déplacements internes en 2021 (conflits et violences)	Déplacements internes en 2021 (catastrophes)	Nombre total de PDI fin 2021 (conflits et violences)	Nombre total de PDI fin 2021 (catastrophes)
Égypte		1 100		1 100
Émirats arabes unis		40		
Équateur		5 700		720
Espagne		14 000		7 000
Eswatini		110		
États-Unis		573 000		56 000
Éthiopie	5 142 000	240 000	3 589 000	579 000
Fédération de Russie		5 600	470	130
Fidji		14 000		
France		9 100		
Gambie	700	2 400		
Géorgie		85	305 000	28 000
Ghana		12 000		3 700
Grèce		67 000		1 600
Guatemala	130	16 000	243 000	22 000
Guinée		2 600		2 600
Guyane		220		
Haïti	20 000	220 000	17 000	220 000
Honduras	550	260	247 000	30
Hong Kong, Chine		400		
Îles Caïmans		41		
Îles Cook		12		
Îles Salomon	1 000	5	1 000	
Inde	13 000	4 903 000	506 000	22 000
Indonésie	27 000	749 000	73 000	155 000
Irak	57 000	9 400	1 187 000	20 000
Iran		41 000		13 000
Irlande		25		
Islande		220		-
Israël	3 200	3 900		
Italie		2 600		7
Jamaïque		16		
Japon		14 000		39 000
Kazakhstan		140		72
Kenya	4 600	36 000	190 000	54 000
Kirghizistan	46 000	120		
Kosovo		70	16 000	
Lesotho		730		
Liban	61	850	50	
Libye		1 200	160 000	

Pays	Déplacements internes en 2021 (conflits et violences)	Déplacements internes en 2021 (catastrophes)	Nombre total de PDI fin 2021 (conflits et violences)	Nombre total de PDI fin 2021 (catastrophes)
Luxembourg		560		
Macao, Chine		37		16
Macédoine du Nord		80	110	
Madagascar	1 300	4 800	2 800	
Malaisie		129 000		7 000
Malawi		600		
Mali	249 000	6 000	326 000	24 000
Maroc		10		10
Mayotte	8		8	
Mexique	29 000	19 000	379 000	23
Mongolie		6 300		6 300
Mozambique	187 000	44 000	735 000	138 000
Myanmar	448 000	158 000	649 000	1 400
Namibie		260		
Népal		32 000		8 400
Niger	110 000	118 000	224 000	40 000
Nigéria	376 000	24 000	3 228 000	107 000
Norvège		780		4
Nouvelle-Calédonie	13	5 500	150	
Nouvelle-Zélande		4 400		50
Oman		5 200		
Ouganda	1 300	47 000	1 700	24 000
Pakistan		70 000	104 000	70 000
Palaos		2 500		-
Palestine	118 000		12 000	
Panama		2 200		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	9 500	7 500	24 000	17 000
Pays-Bas		51 000		
Pérou		11 000	60 000	
Philippines	140 000	5 681 000	108 000	700 000
Pologne		120		120
Portugal		20		
Région d'Abiyé	600		15 000	
République centrafricaine	496 000	24 000	692 000	36 000
République démocratique du Congo	2 712 000	888 000	5 339 000	201 000
République démocratique populaire lao		5		3 600
République dominicaine		10 000		
République populaire démocratique de Corée		5 000		

Pays	Déplacements internes en 2021 (conflits et violences)	Déplacements internes en 2021 (catastrophes)	Nombre total de PDI fin 2021 (conflits et violences)	Nombre total de PDI fin 2021 (catastrophes)
République tchèque		2 800		460
Réunion		14		
Roumanie		410		
Royaume-Uni		510		
Rwanda		15 000		700
Saint-Vincent-et-les Grenadines		23 000		1 800
Salvador	175 000	550		
São Tomé-et-Principe		500		
Sénégal		1 300	8 400	
Serbie		34		
Sierra Leone			5 500	
Somalie	549 000	271 000	2 968 000	
Soudan	442 000	99 000	3 175 000	85 000
Soudan du Sud	429 000	506 000	1 369 000	527 000
Sri Lanka		121 000	12 000	33
Suisse		140		13
Suriname		6 500		
Syrie	456 000	79 000	6 662 000	
Tadjikistan	15 000	1 200		780
Taïwan, Chine		11 000		
Tanzanie		47 000		940
Tchad	42 000	24 000	392 000	24 000
Thaïlande	520	9 400	41 000	3 000
Timor oriental		16 000		110
Tunisie		1 200		150
Turquie		84 000	1 099 000	11 000
Ukraine	40	2 000	854 000	12
Uruguay		160		
Venezuela		33 000		32 000
Vietnam		780 000		1 800
Yémen	377 000	84 000	4 289 000	11 000
Zambie		1 300		220
Zimbabwe		2 400		43 000

Remerciements

Équipe de l'IDMC

Direction : Alexandra Bilak et Bina Desai

Coordination : Vicente Anzellini, Anca Paducel et Fanny Teppe

Suivi et rapports :

Afrique subsaharienne, Moyen-Orient et Afrique du Nord : Ivana Hajžmanová, Clémentine André, Manuela Kurkaa et Anca Paducel

Asie et Pacifique : Juliette Benet, Elisabeth du Parc, Vincent Fung, Kathryn Giffin, Thannaletchimy Housset, Clémence Leduc et Fanny Teppe

Amérique, Europe et Asie centrale : Ricardo Fal-Dutra Santos, Elise Filo et Álvaro Sardiza Miranda

Données et analyses : María Teresa Miranda Espinosa, Sylvain Ponserre et Fanny Teppe

Recherche : Christelle Cazabat, Bina Desai, Alesia O'Connor (DAHLIA), Chloe Sydney et Louisa Yasukawa

Conception, mise en page, cartes et graphiques : Vivcie Bendo, Emiliano Pérez, Sylvain Ponserre et Stéphane Kluser (Komplo)

Communications et relations extérieures : Lia Bergara, Caressa Kok, Frankie Parrish, Bram Verweij, Dawn Vout et Susie Zaragoza

Engagement des pays, conseils stratégiques et soutien administratif : Moulay Thami Essabih Eddafali, Barbara Essig et Youssef Jai

Contributions et soutien externes

L'IDMC tient à remercier tout particulièrement les conseils d'experts fournis par les personnes suivantes :

Rédacteur : Jeremy Lennard

Groupe d'experts GRID 2022 : Michel Anglade (Save the Children), Shannon Hayes (OIM), Henny Ngu (PNUD), Nuno Nunes (OIM), Annelies Ollieuz (NRC), Edgar Scrase (HCR), Lindsay Stark (Brown School at Washington University), Bindu Sunny (UNESCO), Danzhen You (UNICEF), Greta Zeender (Équipe de suivi du programme d'action du Secrétaire général des Nations unies).

Examen par les Pairs : Evelyn Aero (NRC Afrique de l'Est et Yémen), Getachew Alefe Mekuria (OIM Papouasie-Nouvelle-Guinée), Alice Baillat (OIM), Jan Beise (UNICEF), Gabrielle Bravo Gala (OIM Cameroun), Pablo Cabada (CMDPDH), Martina Caterina (HCR), Fernanda Cavedon-Capdeville (RESAMA), Ronilson Costa (Comissão Pastoral da Terra), Emmanuelle Deryce (OIM), Lígia de Aquino Barbosa Magalhães CMDPDH), Luiza de Moura Pallone (RESAMA), Nayana Das (IMPACT REACH), Elena Dikomitis (NRC Liban), Raymond Dolphin (OCHA Palestine), Tales dos Santos Pinto (Comissão Pastoral da Terra), Iulia Duca (OIM), Sarah Ee Mei Choong (OIM Éthiopie), Amélie Gagnon (UNESCO-IIPE), Claire Gaulin (OIM), Hannes Goegele (OCHA Myanmar), Samah Hadid et Carsten Hansen (NRC MERO), Laura Healey (UNICEF), Richard Higgins (PNUD Papouasie-Nouvelle-Guinée), Christelle Hure (NRC Afrique centrale et occidentale), Christopher James William Holt (West Bank Protection Consortium), Sofie Karlsson (OCHA Soudan), Simon Kafu (OIM Papouasie-Nouvelle-Guinée), Mme Gao Kun (Ministère de la Gestion des urgences, Chine), Henry Kwesi Kwenin (OIM DTM Afghanistan), Reuben Lim Wende (HCR Myanmar), Maureen Magee (NRC Afrique centrale et occidentale), Victoria Martinez (OCHA Cameroun), Eileen McCarthy (NRC Afghanistan), Rina Montti (Cristosal), Erin Mooney (PROCAP), Jean Claude Ndabananiye (UNESCO-IIEP), Anne Ollieuz (NRC), Kyoko Ono (OCHA Myanmar), Brenda Pérez Vázquez (CMDPDH), Ricardo Pia Cordero (HCR), Simon Randles (West Bank Protection Consortium), Mathilde Rietmatten (CICR), Sahud Sakalla (OCHA Myanmar), Mari Sawai (OCHA Myanmar), Paola Serrao Emerson (OCHA Soudan), Wan Sophonpanich (OIM), Jason Spierings (OCHA Myanmar), Wan Sophonpanich (OIM), Mark Stevens (OCHA Soudan), Syinat Sultanalieva (Human Rights Watch), Enzo Tabet Cruz (Plan International), Jeremy Taylor (NRC Afrique de l'Est et Yémen), Linda Tom (OCHA Afghanistan), Mariam Traoré (OIM), Daniel Tyler (NRC Afghanistan), Ilana Tyler - Rubinstein (Save the Children), Catalina Uribe (UN RCO Myanmar), Mathilde Vu (NRC Soudan), Sanjula Weerasinghe (FICR), Christina Wille (Insecurity Insight), Ronja Winkhardt-Enz (Comité allemand pour la prévention des catastrophes) et Caroline Zullo (NRC Irak).

Documents d'information et contributions externes : Alexis Reynod (IMPACT Initiatives), Margarita Lundkvist-Houndoumadi, Ola Samara et Wilhelmina Welsch (JIPS), Shannon Hayes (OIM et UNICEF), Enzo Tabet Cruz (Plan International), Laura Kivela, William Low et Ilana Tyler-Rubinstein (Save the Children), Amélie A. Gagnon et German Vargas Mesa (UNESCO-IIPE).

Un remerciement spécial est adressé aux gouvernements des pays suivants pour leur engagement et leur soutien dans la collecte et l'analyse de données sur les déplacements internes : Albanie, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Burkina Faso, Canada, Chine, Chili, Colombie, République du Congo, Chypre, République tchèque, Équateur, Fédération de Russie, Fidji, Géorgie, Allemagne, Grèce, Guatemala, Indonésie, Irak, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Luxembourg, Malaisie, Madagascar, Mali, Mexique, Niger, Macédoine du Nord, Philippines, Slovénie, Somalie, Îles Salomon, Sri Lanka, Suisse, Tonga, Turquie, Ouganda, Ukraine, États-Unis d'Amérique, Vanuatu, Yémen, Zambie.

Nous remercions les bureaux du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) en Afghanistan, au Burkina Faso/Niger, au Cameroun, en République centrafricaine, en Colombie, en République démocratique du Congo, en Éthiopie, en Irak, en Iran, le Bureau régional pour le nord de l'Amérique centrale et le Mexique, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et le Yémen, le Bureau régional pour l'Afrique centrale et occidentale, le Kenya, le Liban, la Libye, le Mali, le Mozambique, le Niger, le Nigéria, le Pakistan, la Palestine, le Sénégal, la Somalie, le Soudan, la Syrie, Ouganda, Ukraine, Venezuela et Yémen.

Nous remercions l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), avec une reconnaissance particulière à Nuno Nunes, Muhammad Rizki, Raúl Soto, Robert Trigwell, coordinateurs régionaux du DTM (Damien Jusselme, Chiara Lucchini, Lorenza Rossi) et les bureaux nationaux en Afghanistan, aux Bahamas, au Bangladesh, au Burundi, au Cameroun, en République centrafricaine, au Tchad, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, en Éthiopie, en Haïti, en Inde, en Irak, au Kenya, en Libye, au Mali, à Madagascar, au Myanmar, au Mozambique, au Népal, au Nigéria, au Niger, au Pakistan, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Philippines, en Somalie, au Soudan du Sud, au Soudan, au Sri Lanka, en Syrie, en Ouganda, en Ukraine, au Vanuatu et au Yémen.

Nous remercions les bureaux du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en Afghanistan, le bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, le Burkina Faso, le Burundi, le Cambodge, le Tchad, la Colombie, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, Haïti, le bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Myanmar, le Nigéria, les Territoires palestiniens occupés (TPO), le Bureau des Îles du Pacifique, le Pakistan, les Philippines, la Somalie, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande (Bureau régional), l'Ukraine, le bureau régional pour l'Afrique occidentale et centrale, le Yémen.

Nous remercions les bureaux du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en Afghanistan, en Arménie, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo, en Égypte, au siège de Genève, au Kosovo, au Mali, au Myanmar, au Niger, au Pakistan, aux Philippines, au Sénégal, en Somalie, au Soudan et en Ukraine.

Nous remercions les institutions suivantes pour leur collaboration continue : Andrés Bello Catholic University ; Assessment Capacities Project (ACAPS) ; Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) ; ASEAN Coordinating Centre for Humanitarian Assistance on disaster management (AHA Centre), Bangladesh Red Crescent Society ; Banque de développement des Caraïbes ; CCCM Cluster for Myanmar ; CCCM Cluster for Syria, CCCM Cluster for Somalia, Civic United Nations Holding Group of Influence ; Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (CMDPDH) ; Comissão Pastoral da Terra (CPT) ; Cristosal ; Department of Environmental Systems Science of ETH Zurich (ETH) ; Département des statistiques, université d'Oxford ; Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) in Kenya, Directorate of Disaster Preparedness and Refugees ; Displacement Management Cluster (Bangladesh) ; Croissant-Rouge égyptien, Centre commun de recherche de la Commission européenne ; Programme Data for Good de Meta ; Floodlist ; Durable Solutions Working Group (Soudan, Irak), Groupe de coordination opérationnelle de la réponse rapide (GCORR), Humanitarian Needs Assessment Programme (HNAP) ; IDP Working Group in Somalia ; Instituto Universitario de Opinión Pública (IUDOP) de la Universidad Centroamericana (UCA) ; Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ; International Crisis Group ;

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) ; IFRC São Tomé and Príncipe ; IFRC Southern Africa Regional Office, National Coordination Centre of the Australian Red Cross ; National IDP Network Kenya, Needs Assessment Working Group (Bangladesh) ; Negev Coexistence Forum for Civil Equality ; Nepal Red Cross Society (NRCS) ; Joint IDP Profiling Service (JIPS) ; Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) ; Protection Cluster (Burkina Faso, Mozambique, Niger, Ukraine), R2P-Right to Protection; Rafael Landivar University ; REACH Initiative (Afghanistan, Somalia, Ukraine) ; Croix-Rouge rwandaise, Shelter Cluster (Bahamas, Myanmar, Palestine, Yemen) ; Comité d'État de la République d'Azerbaïdjan pour les réfugiés et les personnes déplacées ; Société de la Croix-Rouge sud-africaine; South American Network for Environmental Migrations (RESAMA) ; Unit for Integral Attention and Reparation of Victims (Colombia) ; Société de la Croix-Rouge tanzanienne ; Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) ; Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ; Fonds des Nations unies pour la population (FUNAP) ; United Nations Resident Coordinator's Offices in Nepal and Egypt ; Société de la Croix-Rouge ougandaise ; Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ; Programme d'applications satellitaires opérationnelles de l'UNITAR (UNITAR-UNOSAT) ; United States Bureau of Population, Refugees and Migration, Programme alimentaire mondial (PAM), West Bank Protection Consortium, Yemen Population Task Force.

Un garçon va chercher de l'eau dans le camp de PDI à Burco, Somaliland, Somalie. 75 % de la population du camp sont des femmes et des enfants initialement déplacés de leur pays d'origine © UNOCHA / Ahmed Fais, novembre 2021.

Chaque jour, des personnes fuient les conflits et les catastrophes et sont poussées au déplacement à l'intérieur de leur propre pays. L'IDMC fournit des données et des analyses et soutient les partenaires dans l'identification et la mise en oeuvre de solutions visant à traiter les déplacements internes.

Nous nous efforçons d'apporter un changement réel et durable pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays au cours de la décennie à venir. Rejoignez-nous !

internal displacement monitoring centre

The Internal Displacement Monitoring Centre
La Voie-Creuse 16, 1202 Genève, Suisse
+41 22 552 3600 | info@idmc.ch

internal-displacement.org
twitter.com/IDMC_Geneva
facebook.com/IDMC.Geneva
youtube.com/c/InternalDisplacementMonitoringCentreIDMC
linkedin.com/company/idmc-geneva